Quatre-vingt-septième année. — N° 304. Le Numéro: 35 francs. Dimanche 25, Lundi 26 et Mardi 27 Décembre 1955.

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE

LOIS ET DÉCRETS

ARRÊTÉS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES

ABONNEMENTS	LOIS ET DÉCRETS			Documents administratifs	DÉBATS			Conseil économique		Documents		
					Assemblée nationale	Conseil de la République	Assemblée Union française	Avis et Rapports	Bulletin	Assemblée nationale	Conseil de la République	Assemblée Union fr.
C. C. P. : 9063-13, Paris	UN AN	SIX MOIS	TROIS MOIS	UN AN	UN AN	UN AN	UN AN	UN AN	UN AN	UN AN	UN AN	UN AN
	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS
Métropole et Outre-mer. .	3.450	1.800	950	300	800	600	400	250	550	1.000	500	250
Etranger.	6.600	3.400	1.750	500	2.100	1.600	800	450	850	1.700	800	400

L'Édition des LOIS ET DÉCRETS comprend : les textes des lois, décrets, arrêtés, circulaires, avis, informations, annonces et tables mensuelles.

Les Éditions des DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE, du CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE et de l'ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE comprennent le compte rendu *in extenso* des séances, les questions écrites et les réponses des ministres.

Éditions du CONSEIL ÉCONOMIQUE { Avis et rapports ; Bulletin analytique des séances.

Les Éditions des DOCUMENTS de L'ASSEMBLÉE NATIONALE, du CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE et de l'ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE comprennent les projets et propositions de loi, rapports et avis des commissions.

L'Édition des DOCUMENTS ADMINISTRATIFS comprend les rapports et statistiques des administrations.

Les tables annuelles sont fournies gratuitement aux abonnés.

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION : 31, Quai Voltaire, Paris (7e). — Tél. : LIT 27-91

Vient de paraître :

VALEURS MOBILIERES

Décret n° 55-1595 du 7 décembre 1955 relatif au **régime des titres nominatifs** (*Journal officiel* du 8 décembre 1955).

(Fascicule n° **55-203 S.** — Prix : **25** F.)

(*Règlement par mandat-poste, chèque bancaire ou chèque postal* [*C. C. P. 9063-13 Paris*].)

SOMMAIRE

DECRETS, ARRETES ET CIRCULAIRES

Présidence du conseil.

Décret portant nomination d'un membre du conseil d'administration du Bureau d'organisation des ensembles industriels africains (rectificatif) (p. 12576).

Ministère de la justice.

Décrets du 15 décembre 1955 portant intégration de magistrats dans les échelons prévus dans les différents grades de la hiérarchie judiciaire (siège et parquet) (p. 12576).

Décret du 15 décembre 1955 portant intégration de juges de paix dans les échelons prévus dans les différents grades de la hiérarchie (p. 12581).

Décret n° 55-1670 du 26 décembre 1955 portant règlement d'administration publique tendant à modifier le décret du 28 août 1909, pris pour l'exécution des lois des 17 mars et 1er avril 1909, sur la vente et le nantissement des fonds de commerce et le décret du 17 février 1951, pris pour l'application de la loi du 18 janvier 1951, relative au nantissement de l'outillage et du matériel d'équipement (p. 12583).

Arrêté du 26 décembre 1955 fixant les modèles des bordereaux prévus par les articles 24 de la loi du 17 mars 1909 relative à la vente et au nantissement des fonds de commerce, modifiée par le décret n° 55-602 du 20 mai 1955, et 2 du décret du 17 février 1951 portant, en ce qui concerne les formalités d'inscription des privilèges, règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 18 janvier 1951 relative au nantissement de l'outillage et du matériel d'équipement, modifié par le décret ci-dessus (p. 12584).

Arrêtés portant nominations, réintégration, mutations, mises en disponibilité, acceptation de démissions, admissions à la retraite et conférant l'honorariat :

Administration pénitentiaire (p. 12584).

Education surveillée (p. 12585).

Officiers publics et ministériels (p. 12585).

Officiers publics et ministériels en Algérie (p. 12585).

GRANDE CHANCELLERIE DE LA LÉGION D'HONNEUR

Décret du 21 décembre 1955 relatif à la discipline de la Légion d'honneur (p. 12585).

Ministère de l'intérieur.

Décret du 21 décembre 1955 approuvant la participation du département de la Seine à une société départementale d'économie mixte de construction (p. 12586).

Décrets du 21 décembre 1955 approuvant les modifications aux statuts d'associations reconnues d'utilité publique (p. 12586).

Décret du 21 décembre 1955 autorisant un établissement congréganiste à transférer son siège (p. 12586).

Arrêté du 15 décembre 1955 portant fixation du montant de la contribution complémentaire à verser, pour l'année 1956, par les collectivités locales dont les agents sont affiliés à la caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales (p. 12586).

Arrêté du 19 décembre 1955 portant ouverture de crédits spéciaux d'exercice clos (p. 12586).

Ministère de la défense nationale et des forces armées.

Citations à l'ordre de l'armée (rectificatif) (p. 12586).

Décrets portant concession de la médaille militaire (rectificatifs) (p. 12586).

Décrets portant promotions et nomination (armée de terre, réserve) (rectificatifs) (p. 12587).

Arrêté du 14 décembre 1955 portant acceptation d'une donation (p. 12588).

Arrêtés des 17 et 19 décembre 1955 portant ouverture de crédits (fonds de concours) et transfert d'autorisations de programme (p. 12588).

Arrêtés portant promotions, nominations, titularisations, réintégration, reclassements, modifiant les dispositions d'un précédent arrêté et rectificatif:

Administration centrale de l'air (p. 12588).

Constructions et armes navales (p. 12589).

Etudes et fabrications d'armement (p. 12589).

Techniciens d'études et de fabrications (p. 12589).

Décision portant désignation d'officiers de réserve près la commission consultative des officiers de réserve de l'armée de l'air (p. 12589).

Tableau d'avancement, pour l'année 1955, des fonctionnaires du corps administratif supérieur des services extérieurs de l'air (p. 12589).

Ministère des finances et des affaires économiques.

Arrêté du 19 décembre 1955 autorisant l'ouverture, en 1956, de concours pour le recrutement de lecteurs d'épreuves à l'Imprimerie nationale (p. 12589).

Ministère de la France d'outre-mer.

Décret n° 55-1671 du 26 décembre 1955 portant convocation des collèges électoraux dans les Etablissements français de l'Océanie pour l'élection d'un député à l'Assemblée nationale (p. 12590).

Décret n° 55-1617 portant création d'une caisse de stabilisation des prix du cacao en Afrique équatoriale française (rectificatif) (p. 12590).

Arrêtés et *décision* portant inscription à un tableau d'avancement, promotions, titularisations, reclassements, réintégration, maintien en activité, mises en position de mission et en disponibilité et admission à la retraite:

Administrateurs (p. 12590).

Administration générale (p. 12590).

Elevage et industries animales (p. 12591).

Enseignement (p. 12591).

Postes et télécommunications (p. 12591).

Services sanitaires (p. 12591).

Travaux météorologiques (p. 12591).

Travaux publics (p. 12591).

Ministère de l'éducation nationale.

Décret n° 55-1672 du 26 décembre 1955 relatif à la transformation en facultés des écoles nationales de médecine et de pharmacie de Clermont-Ferrand, Nantes et Rennes (p. 12591).

Décret instituant en 1956 et 1957 un groupe II *bis* à la section des sciences du concours commun aux candidats à l'école normale supérieure et aux bourses de licence et d'agrégation près les facultés des sciences et des lettres des universités de Paris ou des départements (rectificatif) (p. 12592).

Arrêté du 5 décembre 1955 modifiant l'arrêté du 18 octobre 1950 modifié fixant les conditions d'admission à l'école nationale d'ingénieurs de Strasbourg en vue d'une fusion partielle du concours de recrutement de cet établissement et du concours de recrutement de l'école nationale de radiotechnique et d'électricité appliquée (p. 12592).

Arrêté du 5 décembre 1955 modifiant l'arrêté du 18 août 1952 fixant les conditions d'admission à l'école nationale de radiotechnique et d'électricité appliquée en vue d'une fusion partielle du concours de recrutement de cet établissement et du concours de recrutement de l'école nationale d'ingénieurs de Strasbourg (p. 12592).

Arrêté du 9 décembre 1955 portant ouverture de crédits (fonds de concours) (p. 12593).

Arrêté du 22 décembre 1955 modifiant la composition d'une commission administrative paritaire instituée auprès de la direction des musées de France (p. 12593).

Arrêté fixant les dates de concours de l'enseignement du second degré en 1956 (rectificatif) (p. 12593).

Arrêté nommant un membre de la commission des titres d'ingénieur (p. 12593).

Arrêtés portant promotion, nominations, reclassements, affectations, réintégrations et détachement (enseignement supérieur et jeunesse et sports) (p. 12591).

Liste des élèves de l'école supérieure de fonderie ayant obtenu le diplôme d'ingénieur ou le diplôme de technicien (p. 12594).

Liste des élèves titulaires de première année à l'école nationale supérieure d'électrotechnique, d'hydraulique et de radioélectricité de Grenoble pour la scolarité 1955-1956 (p. 12594).

Ministère des travaux publics, des transports et du tourisme.

Décret n° 55-1617 relevant le plafond des pensions des retraités tributaires de la caisse autonome mutuelle de retraites des petits cheminots (rectificatif) (p. 12595).

Arrêté du 14 décembre 1955 portant déclassement d'une section de l'ancien tracé de la route nationale n° 766 et reclassement de cette section dans la voirie urbaine de la ville de Blois (Loir-et-Cher) (p. 12595).

Arrêté du 19 décembre 1955 modifiant le taux et l'affectation des péages perçus au port de Mortagne-sur-Gironde au profit de la commune (p. 12595).

Arrêté du 19 décembre 1955 portant ouverture de crédit sur exercice clos (p. 12595).

Arrêté du 23 décembre 1955 portant transfert à l'Etat des installations annexes du port de la Pointe-des-Galets (p. 12596).

Arrêté nommant un membre du conseil de direction de l'office national de la navigation (p. 12596).

Arrêtés portant nominations, affectation et rapportant les dispositions d'un précédent arrêté:

Administration centrale (p. 12596).

Ecole nationale des ponts et chaussées (p. 12596).

Ponts et chaussées (p. 12596).

Tableau d'avancement, pour l'année 1955, des officiers de port (p. 12596).

Ministère de l'industrie et du commerce.

Arrêtés des 30 novembre et 9 décembre 1955 déclarant d'utilité publique les travaux de construction de lignes de transport et de distribution d'énergie électrique (p. 12596).

Arrêtés du 15 décembre 1955 agréant du matériel pour emploi dans les mines grisouteuses (p. 12597).

Arrêté du 15 décembre 1955 portant transfert de crédits (p. 12598).

Arrêté du 19 décembre 1955 portant transfert du siège de la subdivision de Saint-Avold (service des mines) (p. 12598).

Arrêté du 20 décembre 1955 portant agrément d'un organisme professionnel pour l'exécution des enquêtes de statistique industrielle (p. 12598).

Arrêté du 21 décembre 1955 portant homologation de normes (p. 12599).

Arrêté portant nomination d'un membre du conseil d'administration du Bureau minier guyanais (p. 12599).

Arrêté portant nomination d'un membre de la commission consultative prévue à l'article 4, troisième alinéa, du décret n° 55-549 du 20 mai 1955 relatif à la réalisation du deuxième plan de modernisation et d'équipement de l'énergie électrique (1954-1957) (p. 12599).

Arrêté portant désignation d'un commissaire auprès de la Société métallurgique de Normandie (p. 12599).

Arrêté portant agrément d'experts pour la visite des générateurs de vapeur (p. 12599).

Arrêté conférant l'honorariat (mines) (p. 12599).

INFORMATION

Arrêté du 20 décembre 1955 portant affectation au ministère de l'industrie et du commerce (radiodiffusion-télévision française) d'une partie de l'ancien radio-phare de Veel (Meuse) (p. 12600).

Ministère de l'agriculture.

Arrêté du 9 décembre 1955 relatif à l'examen d'aptitude aux fonctions de chef de centre d'insémination artificielle (p. 12600).

Arrêté du 9 décembre 1955 portant ouverture de crédits (fonds de concours) (p. 12600).

Arrêté du 15 décembre 1955 portant création de régies d'avances et de recettes et rectificatif (p. 12600).

Arrêté portant renouvellement des membres de la commission régionale agricole de Bordeaux (p. 12601).

Arrêté du 19 décembre 1955 fixant l'échelonnement indiciaire des ingénieurs des travaux ruraux (p. 12602).

Arrêtés portant inscriptions au tableau d'avancement, promotion, nomination, mutations, renouvellement de stage, admission à la retraite et fixant la prise d'effet d'un précédent arrêté:

Eaux et forêts (p. 12602).

Génie rural (p. 12602).

Haras nationaux (p. 12602).

Régisseurs de recettes (p. 12602).

Services agricoles (p. 12602).

Ministère du travail et de la sécurité sociale.

Arrêté du 4 novembre 1955 approuvant le protocole d'accord de coordination entre le régime de retraites des agents contractuels et temporaires de l'Etat et le régime complémentaire de retraites du personnel navigant professionnel de l'aéronautique civile (p. 12602).

Arrêté du 14 décembre 1955 portant approbation de modifications au règlement de la caisse autonome de retraites des ingénieurs des mines (p. 12603).

Arrêté du 17 décembre 1955 fixant la date d'entrée en vigueur, pour des organismes de sécurité sociale ou d'allocations familiales, des dispositions des articles 36 et 37 modifiés de l'ordonnance du 4 octobre 1945 (p. 12603).

Arrêtés du 20 décembre 1955 approuvant les statuts et la fusion de sociétés mutualistes (p. 12604).

Ministère de la reconstruction et du logement.

Arrêtés du 29 novembre 1955 portant prise en considération de projets d'aménagement (p. 12604).

Ministère de la santé publique et de la population.

Décrets du 14 novembre 1955 portant déclaration de perte et déchéance de la nationalité française (p. 12604).

Arrêtés du 9 décembre 1955 autorisant le recaptage de sources d'eau minérale (p. 12604).

Arrêté du 12 décembre 1955 complétant la liste des hôpitaux publics de la région sanitaire de Nantes assujettis aux dispositions du décret du 17 avril 1943 (chap. III, titre IV) (p. 12604).

Arrêtés des 20 et 21 décembre 1955 complétant et modifiant le tarif interministériel des prestations sanitaires (p. 12605).

Arrêté du 22 décembre 1955 fixant les conditions de répartition et d'entretien du matériel et des fiches utilisés pour le dosage d'alcool dans le sang (p. 12606).

Arrêté du 23 décembre 1955 portant application de certaines dispositions du décret du 17 avril 1943 modifié relatif aux hôpitaux et hospices publics (p. 12606).

Arrêtés portant nomination et mise en disponibilité (établissements relevant du ministère et inspection de la santé) (p. 12607).

Liste des candidats admis au concours pour le recrutement de médecins inspecteurs élèves de la santé (p. 12607).

Ministère des anciens combattants et victimes de guerre.

Arrêté du 20 décembre 1955 portant création d'une commission ministérielle de la jeunesse au ministère des anciens combattants et victimes de guerre et fixant sa composition (p. 12607).

Arrêtés portant admissions à la retraite (services extérieurs) (p. 12607).

Ministère des postes, télégraphes et téléphones.

Arrêtés portant nominations, titularisations, réintégration, mutation, détachement et admission à la retraite (administration centrale et services extérieurs) (p. 12607).

Naturalisations et réintégrations (p. 12608).

Nominations à des emplois réservés (p. 12613).

Elections. — Résultats des élections pour le renouvellement des membres des conseils d'administration des organismes de sécurité sociale (p. 12614).

AVIS, COMMUNICATIONS ET INFORMATIONS

MINISTÈRE DES FINANCES ET DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

Avis aux importateurs de pruneaux originaires et en provenance de Yougoslavie (p. 12620).

Avis aux importateurs de pigeons vivants pour tir originaires et en provenance d'Espagne (rectificatif) (p. 12620).

Avis aux importateurs de produits originaires et en provenance de Pologne (p. 12620).

Avis relatif au tirage de la quarante-neuvième tranche de la loterie nationale 1955 (p. 12621).

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

Avis de concours pour le recrutement de professeurs techniques et de professeurs techniques adjoints dans les écoles nationales professionnelles et les collèges techniques (p. 12621).

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

Tarifs de transport présentés à l'homologation ministérielle par les chemins de fer d'intérêt général (p. 12621).

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

Avis aux importateurs de pruneaux originaires et en provenance de Yougoslavie (p. 12620).

Avis aux importateurs de pigeons vivants pour tir originaires et en provenance d'Espagne (rectificatif) (p. 12620).

MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

Avis d'examen pour le recrutement de directeurs, directeurs adjoints d'unions régionales et chefs des services administratifs de sociétés de secours minières (p. 12624).

Avis d'examen pour le recrutement d'agents comptables d'unions régionales et de sociétés de secours minières (p. 12624).

MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA POPULATION

Avis de concours sur titres pour le recrutement d'un chef de bureau à l'hôpital psychiatrique de Vauclaire (Dordogne) (p. 12624).

Avis de concours pour le recrutement d'un rédacteur à l'hôpital civil de Fort-de-France (Martinique) (p. 12624).

Avis de concours pour le recrutement d'un contrôleur des lois d'aide sociale à la préfecture de l'Allier (p. 12624).

Annonces (p. 12625).

SOMMAIRE DES DOCUMENTS PARLEMENTAIRES

publiés du 19 au 25 décembre 1955.

ASSEMBLEE NATIONALE

Feuille 92.

Exercice 1955. — Projet de loi de finances (*suite*)..... p. 2210

Feuille 93.

Exercice 1955. — Projet de loi de finances (*suite*)..... p. 2261

Exercice 1955. — *Crédits affectés aux dépenses du ministère de l'industrie et du commerce.* — Lettre rectificative au projet de loi de M. Gilbert-Jules..... p. 2302

Rapport par M. Guy Petit..... p. 2303

Lois antillaises. — Abrogation. — Proposition de loi de M. Cogniot ..... p. 2312

DÉCRETS, ARRÊTÉS ET CIRCULAIRES

PRESIDENCE DU CONSEIL

Décret portant nomination d'un membre du conseil d'administration du bureau d'organisation des ensembles industriels africains.

Rectificatif au *Journal officiel* du 24 décembre 1955: page 12512, 2e colonne, 27e ligne, au lieu de: « M. Jean Blanchard », lire: « M. Jean Blancard ».

MINISTERE DE LA JUSTICE

Décrets du 15 décembre 1955 portant intégration de magistrats dans les échelons prévus dans les différents grades de la hiérarchie judiciaire.

SIÈGE

Le Président de la République, président du Conseil supérieur de la magistrature,

Sur la proposition dudit conseil,

Vu le décret n° 53-1018 du 16 octobre 1953 modifiant le décret du 21 juillet 1927 portant règlement d'administration publique sur l'avancement des magistrats et notamment son article 5;

Vu le décret n° 53-1020 du 16 octobre 1953 modifiant le décret n° 48-1108 du 10 juillet 1948, complété par le décret n° 49-508 du 14 avril 1949, portant classement hiérarchique des grades et emplois des personnels civils et militaires de l'Etat relevant du régime général des retraites;

Vu l'arrêté du 16 octobre 1953 fixant l'échelonnement indiciaire applicable aux catégories de magistrats de l'ordre judiciaire visées par le décret n° 53-1020 du 16 octobre 1953;

Vu le décret du 10 décembre 1953 portant intégration de magistrats dans les différents grades de la hiérarchie judiciaire (siège);

Vu les décrets du 9 mars 1954, du 24 mai 1954, du 2 octobre 1954 et du 2 juillet 1955 portant intégration de magistrats dans les échelons prévus dans les différents grades de la hiérarchie judiciaire,

Décrète:

Art. 1er. — § 1. — Sont rapportées les dispositions de l'article 7 (§ 2) du décret du 9 mars 1954, aux termes desquelles ont été intégrés, au 16 octobre 1953, au deuxième échelon du troisième grade, avec, dans cet échelon, l'ancienneté indiquée ci-après:

Cour d'appel d'Orléans.

M. Souty, conseiller, 1 an 10 mois 3 jours.

Cour d'appel de Riom.

M. Tortat, conseiller, à la suite, 11 mois 22 jours.

Cour d'appel de Toulouse.

M. Buffelan, conseiller, 8 mois 14 jours.

§ 2. — Sont rapportées les dispositions de l'article 7 (§ 3) du décret du 9 mars 1954, aux termes desquelles ont été intégrés, au 16 octobre 1953, au deuxième échelon du troisième grade, avec ancienneté, dans cet échelon, à compter de ladite date:

Cour d'appel d'Alger.

M. Nougaret, conseiller.

Cour d'appel de Toulouse.

M. Gervais, conseiller.

§ 3. — Sont rapportées les dispositions de l'article 8 (§ 3) du décret du 9 mars 1954, aux termes desquelles M. de Lacvivier, président du tribunal de Mont-de-Marsan, a été intégré, au 16 octobre 1953, au deuxième échelon du troisième grade, avec ancienneté, dans cet échelon, à compter de ladite date.

§ 4. — Sont rapportées les dispositions de l'article 6 (§ 3) du décret du 9 mars 1954, aux termes desquelles M. Jansou, substitut du procureur général près la cour d'appel de Toulouse, a été intégré, au 16 octobre 1953, au deuxième échelon du troisième grade, avec ancienneté, dans cet échelon, à compter de ladite date.

§ 5. — Sont rapportées les dispositions de l'article 2 du décret du 2 juillet 1955, aux termes desquelles M. Bucher, conseiller à la cour d'appel de Rouen, a été intégré, au 16 octobre 1953, au deuxième échelon du troisième grade, avec, dans cet échelon, une ancienneté de 2 mois 24 jours.

Art. 2. — Sont intégrés, au 16 octobre 1953, au deuxième échelon du troisième grade, avec, dans cet échelon, l'ancienneté indiquée ci-après:

Cour d'appel d'Alger.

M. Nougaret, conseiller, 1 an 2 mois 14 jours.

Cour d'appel d'Orléans.

M. Souty, conseiller, 10 mois 3 jours.

Cour d'appel de Riom.

M. Tortat, conseiller, 1 an 2 mois 26 jours.

Cour d'appel de Rouen.

M. Bucher, conseiller, 1 an 3 mois 5 jours.

Cour d'appel de Toulouse.

MM. Jansou, conseiller, 1 an 2 mois 26 jours.
Buffelan, conseiller, 1 an 1 mois 9 jours.
Gervais, conseiller, 8 mois 16 jours.
de Lacvivier, en qualité de conseiller, 5 mois 22 jours.

Art. 3. — § 1er. — Sont rapportées les dispositions de l'article 8 (§ 3) du décret du 9 mars 1954, aux termes desquelles M. Lautier, président du tribunal de Fougères, a été intégré, au 16 octobre 1953, au deuxième échelon du troisième grade, avec ancienneté, dans cet échelon, à compter de ladite date.

§ 2. — Sont rapportées les dispositions de l'article 8 (§ 4) du décret du 9 mars 1954, aux termes desquelles ont été intégrés, au 16 octobre 1953, au premier échelon du troisième grade, avec, dans cet échelon, l'ancienneté indiquée ci-après:

Cour d'appel de Poitiers.

M. Guérin, président du tribunal de Bressuire, 15 jours.

Cour d'appel de Toulouse.

M. de Lestang, président du tribunal d'Albi, 9 mois 5 jours.

§ 3. — Sont rapportées les dispositions de l'article 6 (§ 2) du décret du 2 octobre 1954, aux termes desquelles M. Le Roux, président du tribunal d'Orléans a été intégré, au 16 octobre 1953, au deuxième échelon du troisième grade, avec, dans cet échelon, une ancienneté de 3 mois 12 jours.

§ 4. — Sont rapportées les dispositions de l'article 6 (§ 4) du décret du 2 octobre 1954, aux termes desquelles M. Cocat, président du tribunal de Mascara, a été intégré, au 16 octobre 1953, au premier échelon du troisième grade, avec, dans cet échelon, une ancienneté de 5 mois 4 jours.

Art. 4. — § 1er. — Sont intégrés, au 16 octobre 1953, au deuxième échelon du troisième grade, avec, dans cet échelon, l'ancienneté indiquée ci-après:

Cour d'appel d'Orléans.

M. Le Roux, président du tribunal d'Orléans, 8 mois 6 jours.

Cour d'appel de Rennes.

M. Lautier, président du tribunal de Fougères, 1 an 2 mois 26 jours.

§ 2. — Sont intégrés, au 16 octobre 1953, au deuxième échelon du troisième grade, avec ancienneté, dans cet échelon, à compter de ladite date:

Cour d'appel d'Alger.

M. Cocat, président du tribunal de Mascara.

Cour d'appel de Poitiers.

M. Guérin, président du tribunal de Bressuire.

Cour d'appel de Toulouse.

M. de Lestang, président du tribunal d'Albi.

Art. 5. — § 1er. — Sont rapportées les dispositions de l'article 7 (§ 3) du décret du 9 mars 1954, aux termes desquelles M. Priet, conseiller à la cour d'appel de Lyon, a été intégré, au 16 octobre 1953, au deuxième échelon du troisième grade, avec ancienneté, dans cet échelon, à compter de ladite date.

§ 2. — Sont rapportées les dispositions de l'article 7 (§ 4) du décret du 2 octobre 1954, aux termes desquelles ont été intégrés, au 16 octobre 1953, au deuxième échelon du troisième grade, avec, dans cet échelon, l'ancienneté indiquée ci-après:

Cour d'appel d'Aix.

M. Alquier, vice-président au tribunal de Marseille, 6 mois 11 jours.

Cour d'appel de Poitiers.

M. Cazals, vice-président au tribunal de Poitiers, 11 mois 15 jours.

§ 3. — Sont rapportées les dispositions de l'article 7 (§ 6) du décret du 2 octobre 1954, aux termes desquelles M. Moissenet, vice-président au tribunal de Tunis, a été intégré, au 16 octobre 1953, au deuxième échelon du troisième grade, avec ancienneté, dans cet échelon, à compter de ladite date.

Art. 6. — Sont intégrés, au 16 octobre 1953, au deuxième échelon du troisième grade, avec, dans cet échelon, l'ancienneté indiquée ci-après:

Cour d'appel d'Aix.

M. Alquier, vice-président au tribunal de Marseille, 9 mois 12 jours.

Cour d'appel d'Angers.

M. Priet, vice-président au tribunal d'Angers, 2 mois 25 jours.

Cour d'appel de Poitiers.

M. Cazals, vice-président au tribunal de Poitiers, 1 an 2 mois 26 jours.

Cour d'appel de Tunis.

M. Moissenet, vice-président au tribunal de Tunis, 7 mois 10 jours.

Art. 7. — § 1er. — Sont rapportées les dispositions de l'article 17 (§ 2) du décret du 9 mars 1951, aux termes desquelles ont été intégrés, au 16 octobre 1953, au cinquième échelon du quatrième grade, avec, dans cet échelon, l'ancienneté indiquée ci-après:

Cour d'appel d'Angers.

M. Delmas, président du tribunal de Mamers, 4 mois 1 jour.

Cour d'appel de Toulouse.

M. Garrigues, président du tribunal de Foix, 1 an 3 jours.

§ 2. — Sont rapportées les dispositions de l'article 17 (§ 3) du décret du 9 mars 1954, aux termes desquelles M. Bonnet, président du tribunal de Muret, a été intégré, au 16 octobre 1953, au cinquième échelon du quatrième grade, avec ancienneté, dans cet échelon, à compter de ladite date.

§ 3. — Sont rapportées les dispositions de l'article 14 (§ 2) du décret du 2 octobre 1954, aux termes desquelles M. Leridon, président du tribunal de Lannion, a été intégré, au 16 octobre 1953, au cinquième échelon du quatrième grade, avec, dans cet échelon, une ancienneté de 2 mois 28 jours.

Art. 8. — Sont intégrés, au 16 octobre 1953, au cinquième échelon du quatrième grade, tel qu'il a été défini à l'article 1er du décret du 21 juillet 1927 modifié par le décret n° 53-1018 du 16 octobre 1953, avec, dans cet échelon, l'ancienneté indiquée ci-après:

Cour d'appel d'Angers.

M. Delmas, président du tribunal de Mamers, 8 mois 29 jours.

Cour d'appel de Rennes.

M. Leridon, président du tribunal de Lannion, 1 an 2 mois 26 jours.

Cour d'appel de Toulouse.

MM. Garrigues, président du tribunal de Foix, 1 an 2 mois 26 jours.
Bonnet, président du tribunal de Muret, 9 mois 12 jours.

Art. 9. — Sont rapportées les dispositions de l'article 18 (§ 2) du décret du 9 mars 1951, aux termes desquelles M. Bonniot, vice-président au tribunal de Marrakech, a été intégré, au 16 octobre 1953, au cinquième échelon du quatrième grade, avec, dans cet échelon, une ancienneté de 6 mois 4 jours.

Art. 10. — M. Bonniot, vice-président au tribunal de Marrakech, est intégré, au 16 octobre 1953, au cinquième échelon du quatrième grade, tel qu'il a été défini à l'article 1er du décret du 21 juillet 1927 modifié par le décret n° 53-1018 du 16 octobre 1953, avec, dans cet échelon, une ancienneté de 1 an 2 mois 26 jours.

Art. 11. — § 1er. — Sont rapportées les dispositions de l'article 19 (§ 2) du décret du 9 mars 1951, aux termes desquelles M. Geffriaud, juge au tribunal de Nantes, a été intégré, au 16 octobre 1953, au cinquième échelon du quatrième grade, avec, dans cet échelon, une ancienneté de 8 mois 17 jours.

§ 2. — Sont rapportées les dispositions de l'article 20 (§ 2) du décret du 9 mars 1951, aux termes desquelles M. Soulet, juge au tribunal de Tunis, a été intégré, au 16 octobre 1953, au cinquième échelon du quatrième grade, avec, dans cet échelon, une ancienneté de 7 mois 2 jours.

§ 3. — Sont rapportées les dispositions de l'article 21 (§ 2) du décret du 9 mars 1951, aux termes desquelles ont été intégrés, au 16 octobre 1953, au cinquième échelon du quatrième grade, avec, dans cet échelon, l'ancienneté indiquée ci-après:

Cour d'appel de Rabat.

MM. de Moro-Giafferi, juge au tribunal de Rabat, 1 an 3 mois 16 jours.
Schulz, juge au tribunal de Rabat, 11 mois 17 jours.
Gendre, juge au tribunal de Casablanca, 7 mois 21 jours.
Caroff, juge au tribunal de Casablanca, 6 mois 4 jours.
Coquelin, juge au tribunal de Casablanca, 5 mois 5 jours.

§ 4. — Sont rapportées les dispositions de l'article 21 (§ 3) du décret du 9 mars 1951, aux termes desquelles ont été intégrés, au 16 octobre 1953, au cinquième échelon du quatrième grade, avec ancienneté, dans cet échelon, à compter de ladite date;

Cour d'appel d'Aix.

M. Birot, juge au tribunal de Marseille.

Cour d'appel de Rabat.

MM. Baille, juge au tribunal de Rabat.
Mazoyer, juge au tribunal de Casablanca.

Cour d'appel de Rennes.

M. Chatellier, juge au tribunal de Rennes.

Cour d'appel de Tunis.

MM. Latil, juge au tribunal de Tunis.
Lordet, juge au tribunal de Tunis.

§ 5. — Sont rapportées les dispositions de l'article 18 (§ 2) du décret du 2 octobre 1954, aux termes desquelles ont été intégrés, au 16 octobre 1953, au cinquième échelon du quatrième grade, avec, dans cet échelon, l'ancienneté indiquée ci-après:

Cour d'appel de Rabat.

MM. Desnos, juge au tribunal de Rabat, 1 an 1 mois 28 jours.
Perret, juge au tribunal de Casablanca, 2 mois 7 jours.

Cour d'appel de Tunis.

M. Gaborit, juge au tribunal de Tunis, 2 jours.

Art. 12. — § 1er. — Sont intégrés, au 16 octobre 1953, au cinquième échelon du quatrième grade, tel qu'il a été défini à l'article 1er du décret du 21 juillet 1927 modifié par le décret n° 53-1018 du 16 octobre 1953, et promus au sixième échelon, avec ancienneté, dans cet échelon, à compter de ladite date:

Cour d'appel de Rabat.

MM. de Moro-Giafferi, conseiller, en qualité de juge au tribunal de Rabat.
Caroff, juge au tribunal de Casablanca.

§ 2. — Sont intégrés, au 16 octobre 1953, au cinquième échelon du quatrième grade, tel qu'il a été défini à l'article 1er du décret du 21 juillet 1927 modifié par le décret n° 53-1018 du 16 octobre 1953, avec, dans cet échelon, l'ancienneté indiquée ci-après:

Cour d'appel d'Aix.

M. Birot, juge au tribunal de Marseille, 8 mois 16 jours.

Cour d'appel de Rabat.

M. Perret, conseiller, en qualité de juge au tribunal de Casablanca, 7 mois 4 jours.
MM. Baille, juge au tribunal de Rabat, 1 an 2 mois 26 jours.
Mazoyer, juge au tribunal de Casablanca, 1 an 2 mois 26 jours.
Schulz, juge au tribunal de Rabat, 1 an 2 mois 26 jours.
Coquelin, juge au tribunal de Casablanca, 10 mois 2 jours.

Cour d'appel de Rennes.

MM. Chatellier, juge au tribunal de Rennes, 1 an 2 mois 26 jours.
Geffriaud, juge au tribunal de Nantes, 11 mois 15 jours.

Cour d'appel de Toulouse.

M. Gendre, juge au tribunal de Toulouse, 1 an 7 mois 28 jours.

Cour d'appel de Tunis.

MM. Soulet, juge au tribunal de Tunis, 11 mois 29 jours.
Lordet, juge au tribunal de Tunis, 10 mois 16 jours.
Gaborit, juge au tribunal de Tunis, 5 mois 12 jours.
Latil, juge au tribunal de Tunis, 4 mois 18 jours.

§ 3. — M. Desnos, juge au tribunal de Rabat, est intégré, au 16 octobre 1953, au cinquième échelon du quatrième grade, tel qu'il a été défini à l'article 1er du décret du 21 juillet 1927 modifié par le décret n° 53-1018 du 16 octobre 1953, avec ancienneté, dans cet échelon, à compter de ladite date.

Art. 13. — § 1er. — Sont rapportées les dispositions de l'article 24 (§ 2) du décret du 9 mars 1954, aux termes desquelles M. Teissonnière, juge au tribunal de Sétif, a été intégré, au 16 octobre 1953, au quatrième échelon du quatrième grade, avec, dans cet échelon, une ancienneté de 7 mois 6 jours.

§ 2. — Sont rapportées les dispositions de l'article 24 (§ 3) du décret du 9 mars 1954, aux termes desquelles ont été intégrés, au 16 octobre 1953, au troisième échelon du quatrième grade, avec, dans cet échelon, l'ancienneté indiquée ci-après:

Cour d'appel d'Agen.

M. Landes, juge au tribunal de Cahors, 1 an 9 mois 17 jours

Cour d'appel d'Orléans.

M. Wable, juge au tribunal d'Orléans, 9 mois 16 jours.

§ 3. — Sont rapportées les dispositions de l'article 25 (§ 2) du décret du 9 mars 1954, aux termes desquelles ont été intégrés, au 16 octobre 1953, au quatrième échelon du quatrième grade, avec, dans cet échelon, l'ancienneté indiquée ci-après:

Cour d'appel de Rabat.

M. Raynaud, juge au tribunal de Fès, 9 mois 16 jours.

Cour d'appel de Rennes.

M. Tarabeux, juge au tribunal de Saint-Malo, 8 mois 16 jours.

§ 4. — Sont rapportées les dispositions de l'article 25 (§ 3) du décret du 9 mars 1954, aux termes desquelles ont été intégrés, au 16 octobre 1953, au troisième échelon du quatrième grade, avec, dans cet échelon, l'ancienneté indiquée ci-après:

Cour d'appel de Rabat.

MM. Carteret, juge au tribunal de Meknès, 1 an 10 mois 18 jours.
Margot, juge au tribunal d'Oudjda, 1 an 4 mois 17 jours.

§ 5. — Sont rapportées les dispositions de l'article 25 (§ 4) du décret du 9 mars 1954, aux termes desquelles ont été intégrés, au 16 octobre 1953, au troisième échelon du quatrième grade, avec ancienneté, dans cet échelon, à compter de ladite date:

Cour d'appel de Riom.

M. Buthaud, juge au tribunal d'Issoire.

Cour d'appel de Tunis.

M. Huet, juge au tribunal de Sfax.

Art. 14. — § 1er. — Sont intégrés, au 16 octobre 1953, au quatrième échelon du quatrième grade, tel qu'il a été défini à l'article 1er du décret du 21 juillet 1927 modifié par le décret n° 53-1018 du 16 octobre 1953, avec, dans cet échelon, l'ancienneté indiquée ci-après:

Cour d'appel d'Agen.

M. Landes, juge au tribunal de Cahors, 2 mois 14 jours.

Cour d'appel d'Alger.

M. Teissonnière, juge au tribunal de Sétif, 1 an 4 jours.

Cour d'appel d'Orléans.

M. Wable, juge au tribunal d'Orléans, 1 an 29 jours.

Cour d'appel de Rabat.

MM. Carteret, vice-président au tribunal de Meknès, 1 an 6 mois 19 jours.
Raynaud, juge au tribunal de Fès, 1 an 2 mois 26 jours.
Margot, juge au tribunal d'Oudjda, 5 mois 9 jours.

Cour d'appel de Rennes.

M. Tarabeux, juge au tribunal de Saint-Malo, 11 mois 9 jours.

Cour d'appel de Riom.

M. Buthaud, juge au tribunal de Clermont-Ferrand, 1 mois 21 jours.

§ 2. — M. Huet, juge au tribunal de Sfax, est intégré, au 16 octobre 1953, au troisième échelon du quatrième grade, tel qu'il a été défini à l'article 1er du décret du 21 juillet 1927 modifié par le décret n° 53-1018 du 16 octobre 1953, avec, dans cet échelon, une ancienneté de 6 mois 25 jours.

Art. 15. — Sont rapportées les dispositions de l'article 6 (§ 11) du décret du 21 mai 1954, aux termes desquelles M. Roussel, juge mis à la disposition du ministre des anciens combattants et victimes de guerre (direction des pensions), a été intégré, au 16 octobre 1953, au quatrième échelon du quatrième grade, avec, dans cet échelon, une ancienneté de 3 mois 13 jours,

Art. 16. — M. Roussel, juge mis à la disposition du ministre des anciens combattants et victimes de guerre (direction des pensions), est intégré, au 16 octobre 1953, au quatrième échelon du quatrième grade, tel qu'il a été défini à l'article 1er du décret du 21 juillet 1927 modifié par le décret n° 53-1018 du 16 octobre 1953, avec, dans cet échelon, une ancienneté de 1 an 2 mois 26 jours.

Art. 17. — § 1er. — Sont rapportées les dispositions de l'article 26 (§ 2) du décret du 9 mars 1954, aux termes desquelles ont été intégrés, au 16 octobre 1953, au quatrième échelon du quatrième grade, avec, dans cet échelon, l'ancienneté indiquée ci-après;

Cour d'appel d'Agen.

M. Miginiac, juge au tribunal de Gourdon, 1 an 9 mois 16 jours.

Cour d'appel de Poitiers.

M. Raynaud, juge au tribunal de Melle, 5 mois 10 jours.

Cour d'appel de Rabat.

MM. Bancal, juge au tribunal de Meknès, 1 an 5 mois 22 jours.
Scognamiglio, juge au tribunal d'Oudjda, 1 an 2 mois 12 jours.

Cour d'appel de Riom.

MM. Joulia, juge au tribunal de Murat, 1 an 2 mois 8 jours.
Billy, juge au tribunal de Riom, à la suite, 1 an 9 jours.

§ 2. — Sont rapportées les dispositions de l'article 26 (§ 3) du décret du 9 mars 1954, aux termes desquelles ont été intégrés, au 16 octobre 1953, au troisième échelon du quatrième grade, avec, dans cet échelon, l'ancienneté indiquée ci-après:

Cour d'appel de Bordeaux.

M. Filliol, juge au tribunal de Périgueux, 5 mois 16 jours.

Cour d'appel d'Orléans.

M. Hamel, juge au tribunal de Montargis, 1 an 11 mois 25 jours.

Cour d'appel de Pau.

M. Juppé, juge au tribunal de Saint-Sever, 1 an 9 mois 16 jours.

Cour d'appel de Rabat.

MM. Fesquet, juge au tribunal de Marrakech, 1 an 10 mois 17 jours.
Belot, juge au tribunal d'Oudjda, 1 mois 6 jours.

Cour d'appel de Riom.

M. Poughéon, juge au tribunal de Moulins, à la suite, 9 mois 16 jours.

§ 3. — Sont rapportées les dispositions de l'article 26 (§ 4) du décret du 9 mars 1954, aux termes desquelles M. Antona, juge au tribunal d'Orléansville, a été intégré, au 16 octobre 1953, au troisième échelon du quatrième grade, avec ancienneté, dans cet échelon, à compter de ladite date.

§ 4. — Sont rapportées les dispositions de l'article 12 (§ 3) du décret du 9 mars 1954, aux termes desquelles M. Chapus, substitut du procureur de la République près le tribunal de Fès, a été intégré, au 16 octobre 1953, au troisième échelon du quatrième grade, avec dans cet échelon, une ancienneté de 3 mois 27 jours.

§ 5. — Sont rapportées les dispositions de l'article 20 (§ 2) du décret du 2 octobre 1954, aux termes desquelles M. Cozelle, juge au tribunal de Casablanca, a été intégré, au 16 octobre 1953, au troisième échelon du quatrième grade, avec, dans cet échelon, une ancienneté de 4 mois 16 jours.

§ 6. — Sont rapportées les dispositions de l'article 21 (§ 3) du décret du 2 octobre 1954, aux termes desquelles M. Sanguinetti, juge au tribunal de Sousse, a été intégré, au 16 octobre 1953, au troisième échelon du quatrième grade, avec, dans cet échelon, une ancienneté de 5 mois 7 jours.

§ 7. — Sont rapportées les dispositions de l'article 22 (§ 3) du décret du 2 octobre 1954, aux termes desquelles M. Slama, juge au tribunal de Marennes, a été intégré, au 16 octobre 1953, au troisième échelon du quatrième grade, avec, dans cet échelon, une ancienneté de 14 jours.

Art. 18. — § 1er. — M. Miginiac, juge au tribunal de Gourdon, est intégré, au 16 octobre 1953, au quatrième échelon du quatrième grade, tel qu'il a été défini à l'article 1er du décret du 21 juillet 1927 modifié par le décret n° 53-1018 du 16 octobre 1953, et promu au cinquième échelon, avec ancienneté, dans cet échelon, à compter de ladite date.

§ 2. — Sont intégrés, au 16 octobre 1953, au quatrième échelon du quatrième grade, tel qu'il a été défini à l'article 1er du décret du 21 juillet 1927 modifié par le décret n° 53-1018 du 16 octobre 1953, avec, dans cet échelon, l'ancienneté indiquée ci-après:

Cour d'appel d'Orléans.

M. Hamel, juge au tribunal de Montargis, 1 an 2 mois 26 jours.

Cour d'appel de Pau.

M. Juppé, juge au tribunal de Saint-Sever, 1 an 2 mois 7 jours.

Cour d'appel de Poitiers.

M. Raynaud, juge au tribunal de Melle, 7 mois 25 jours.

Cour d'appel de Rabat.

MM. Rancal, juge au tribunal de Casablanca, 1 an 6 mois 10 jours.
Scognamiglio, juge au tribunal d'Oudjda, 1 an 3 mois 8 jours.
Fesquet, juge au tribunal de Casablanca, 1 an 2 mois 26 jours.

Cour d'appel de Riom.

MM. Joulia, juge au tribunal de Murat, 1 an 6 mois 29 jours.
Billy, juge au tribunal de Riom, 1 an 2 mois 22 jours.

§ 3. — Sont intégrés, au 16 octobre 1953, au troisième échelon du quatrième grade, tel qu'il a été défini à l'article 1er du décret du 21 juillet 1927 modifié par le décret n° 53-1018 du 16 octobre 1953, avec, dans cet échelon, l'ancienneté indiquée ci-après:

Cour d'appel de Nimes.

M. Antona, juge au tribunal d'Alès, 6 mois 14 jours.

Cour d'appel de Rabat.

MM. Chapus, juge au tribunal de Casablanca, 1 an 2 mois 26 jours.
Cozette, juge au tribunal de Rabat, 1 an 2 mois 26 jours.
Beiot, juge au tribunal de Casablanca, 9 mois 6 jours.

Cour d'appel de Riom.

M. Pougheon, juge au tribunal de Moulins, 11 mois 17 jours.

Cour d'appel de Tunis.

MM. Sanguinetti, juge au tribunal de Tunis, 1 an 2 mois 26 jours.
Siama, juge au tribunal de Bizerte, 8 mois 3 jours.

§ 4. — M. Filliol, juge au tribunal de Périgueux, est intégré, au 16 octobre 1953, au troisième échelon du quatrième grade, tel qu'il a été défini à l'article 1er du décret du 21 juillet 1927 modifié par le décret n° 53-1018 du 16 octobre 1953, avec ancienneté, dans cet échelon, à compter de ladite date.

Art. 19. — § 1er. — Sont rapportées les dispositions de l'article 30 (§ 2) du décret du 9 mars 1951, aux termes desquelles ont été intégrés, au 16 octobre 1953, au premier échelon du quatrième grade, avec, dans cet échelon, l'ancienneté indiquée ci-après:

Cour d'appel d'Agen.

MM. Brette, juge au tribunal de Figeac, 1 an 9 mois 14 jours.
Rougeot, juge au tribunal de Nérac, 1 an 8 mois 3 jours.

§ 2. — Sont rapportées les dispositions de l'article 24 (§ 2) du décret du 2 octobre 1951, aux termes desquelles M. Moulin, juge au tribunal de Saint-Flour, a été intégré, au 16 octobre 1953, au deuxième échelon du quatrième grade, avec ancienneté, dans cet échelon, à compter de ladite date.

Art. 20. — § 1er. — Sont intégrés, au 16 octobre 1953, au deuxième échelon du quatrième grade, tel qu'il a été défini à l'article 1er du décret du 21 juillet 1927 modifié par le décret n° 53-1018 du 16 octobre 1953, avec, dans cet échelon, l'ancienneté indiquée ci-après:

Cour d'appel d'Agen

M. Rougeot, juge au tribunal de Nérac, 1 mois 22 jours.

Cour d'appel de Riom.

M. Moulin, juge au tribunal de Saint-Flour, 8 mois 15 jours.

§ 2. — M. Brette, juge au tribunal de Figeac, est intégré, au 16 octobre 1953, au deuxième échelon du quatrième grade, tel qu'il a été défini à l'article 1er du décret du 21 juillet 1927 modifié par le décret n° 53-1018 du 16 octobre 1953, avec ancienneté, dans cet échelon, à compter de ladite date.

Art. 21. — § 1er. — Sont rapportées les dispositions de l'article 33 (§ 4) du décret du 9 mars 1951, aux termes desquelles M. Combes, juge suppléant du ressort de la cour d'appel de Riom, a été intégré, au 16 octobre 1953, au premier échelon du cinquième grade et promu au deuxième échelon, avec ancienneté, dans cet échelon, à compter de ladite date.

§ 2. — Sont rapportées les dispositions de l'article 26 (§ 2) du décret du 2 octobre 1951, aux termes desquelles M. Moréchand, juge suppléant au tribunal de Casablanca, a été intégré, au 16 octobre 1953, au deuxième échelon du cinquième grade et promu au troisième échelon, avec ancienneté, dans cet échelon, à compter de ladite date.

§ 3. — Sont rapportées les dispositions de l'article 26 (§ 3) du décret du 2 octobre 1951, aux termes desquelles M. Disdier, juge suppléant du ressort de la cour d'appel de Tunis, a été intégré, au 16 octobre 1953, au deuxième échelon du cinquième grade, avec, dans cet échelon, une ancienneté de 5 mois 18 jours.

§ 4. — Sont rapportées les dispositions de l'article 26 (§ 4) du décret du 2 octobre 1951, aux termes desquelles M. Lorin, juge suppléant au tribunal de Marrakech, a été intégré, au 16 octobre 1953, au premier échelon du cinquième grade et promu au deuxième échelon, avec ancienneté, dans cet échelon, à compter de ladite date.

§ 5. — Sont rapportées les dispositions de l'article 26 (§ 5) du décret du 2 octobre 1951, aux termes desquelles M. Ceccaldi, juge suppléant au tribunal de Casablanca, a été intégré, au 16 octobre 1953, au premier échelon du cinquième grade, avec, dans cet échelon, une ancienneté de 9 mois 4 jours.

Art. 22. — § 1er. — M. Moréchand, juge au tribunal de Casablanca, est intégré, au 16 octobre 1953, en qualité de juge suppléant, au troisième échelon du cinquième grade, tel qu'il a été défini à l'article 1er du décret du 21 juillet 1927 modifié par le décret n° 53-1018 du 16 octobre 1953.

§ 2. — M. Lorin, juge au tribunal de Rabat, est intégré, au 16 octobre 1953, en qualité de juge suppléant, au deuxième échelon du cinquième grade, tel qu'il a été défini à l'article 1er du décret du 21 juillet 1927 modifié par le décret n° 53-1018 du 16 octobre 1953, et promu au troisième échelon, avec ancienneté, dans cet échelon, à compter de ladite date.

§ 3. — Sont intégrés, au 16 octobre 1953, au deuxième échelon du cinquième grade, tel qu'il a été défini à l'article 1er du décret du 21 juillet 1927 modifié par le décret n° 53-1018 du 16 octobre 1953, avec, dans cet échelon, l'ancienneté indiquée ci-après:

Cour d'appel de Rabat.

M. Ceccaldi, juge au tribunal de Casablanca, en qualité de juge suppléant, 9 mois 4 jours.

Cour d'appel de Riom.

M. Combes, juge suppléant, 3 mois 10 jours.

Cour d'appel de Tunis.

M. Disdier, juge au tribunal de Sousse, en qualité de juge suppléant, 8 mois 26 jours.

Art. 23. — Le garde des sceaux, ministre de la justice, vice-président du Conseil supérieur de la magistrature, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 15 décembre 1955.

RENÉ COTY.

Par le Président de la République:
Le président du conseil des ministres,
EDGAR FAURE.

Le garde des sceaux, ministre de la justice, vice-président du Conseil supérieur de la magistrature,
SCHUMAN.

PARQUET

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu le décret n° 53-1018 du 16 octobre 1953 modifiant le décret du 21 juillet 1927 portant règlement d'administration publique sur l'avancement des magistrats et notamment son article 5;

Vu le décret n° 53-1020 du 16 octobre 1953 modifiant le décret n° 48-1108 du 10 juillet 1948, complété par le décret n° 49-508 du 14 avril 1949, portant classement hiérarchique des grades et emplois des personnels civils et militaires de l'Etat relevant du régime général des retraites;

Vu l'arrêté du 16 octobre 1953 fixant l'échelonnement indiciaire applicable aux catégories de magistrats de l'ordre judiciaire visées par le décret n° 53-1020 du 16 octobre 1953;

Vu le décret du 10 décembre 1953 portant intégration de magistrats dans les différents grades de la hiérarchie judiciaire (parquet);

Vu les décrets du 9 mars 1951, du 2 octobre 1951 et du 24 mai 1951 portant intégration de magistrats dans les échelons prévus dans les différents grades de la hiérarchie judiciaire,

Décrète:

Art. 1er. — § 1er. — Sont rapportées les dispositions de l'article 6 (§ 2) du décret du 9 mars 1951, aux termes desquelles ont été intégrés, au 16 octobre 1953, au deuxième échelon du troisième grade, avec, dans cet échelon, l'ancienneté indiquée ci-après:

Cour d'appel de Rennes.

M. Hébert, substitut du procureur général, 1 an 2 mois 5 jours.

Cour d'appel de Toulouse.

M. Sirol, substitut du procureur général, 4 mois 8 jours.

§ 2. — Sont rapportées les dispositions de l'article 6 (§ 3) du décret du 9 mars 1954, aux termes desquelles M. Limon-Duparcmeur, substitut du procureur général près la cour d'appel de Poitiers, a été intégré, au 16 octobre 1953, au deuxième échelon du troisième grade, avec ancienneté, dans cet échelon, à compter de ladite date.

§ 3. — Sont rapportées les dispositions de l'article 6 (§ 4) du décret du 9 mars 1954, aux termes desquelles M. Herr, substitut du procureur général près la cour d'appel d'Orléans, a été intégré, au 16 octobre 1953, au premier échelon du troisième grade, avec, dans cet échelon, une ancienneté de 1 an 9 mois 8 jours.

Art. 2. — § 1er. — Sont intégrés, au 16 octobre 1953, au deuxième échelon du troisième grade, avec, dans cet échelon, l'ancienneté indiquée ci-après:

Cour d'appel de Poitiers.

M. Limon-Duparcmeur, substitut du procureur général, 1 an 2 mois 26 jours.

Cour d'appel de Rennes.

M. Hébert, substitut du procureur général, 1 an 2 mois 26 jours.

Cour d'appel de Toulouse.

M. Sirol, substitut du procureur général, 7 mois 10 jours.

§ 2. — M. Herr, substitut du procureur général près la cour d'appel d'Orléans, est intégré, au 16 octobre 1953, au deuxième échelon du troisième grade, avec ancienneté, dans cet échelon, à compter de ladite date.

Art. 3. — § 1er. — Sont rapportées les dispositions de l'article 7 (§ 3) du décret du 9 mars 1954, aux termes desquelles M. Graziani, procureur de la République près le tribunal d'Aurillac, a été intégré, au 16 octobre 1953, au deuxième échelon du troisième grade, avec ancienneté, dans cet échelon, à compter de ladite date.

§ 2. — Sont rapportées les dispositions de l'article 7 (§ 4) du décret du 9 mars 1954, aux termes desquelles ont été intégrés, au 16 octobre 1953, au premier échelon du troisième grade, avec, dans cet échelon, l'ancienneté indiquée ci-après:

Cour d'appel de Rabat.

M. About, procureur de la République près le tribunal de Fès, 1 an 8 mois 21 jours.

Cour d'appel de Rennes.

M. Leschallier de Lisle, procureur de la République près le tribunal de Fougères, 5 mois 18 jours.

Cour d'appel de Toulouse.

M. Domergue, procureur de la République près le tribunal d'Albi, 1 an 6 mois 28 jours.

§ 3. — Sont rapportées les dispositions de l'article 6 (§ 3) du décret du 2 octobre 1954, aux termes desquelles M. Cristofini, procureur de la République près le tribunal de Sfax, a été intégré, au 16 octobre 1953, au premier échelon du troisième grade, avec, dans cet échelon, une ancienneté de 6 mois 20 jours.

Art. 4. — § 1er. — M. Graziani, procurur de la République près le tribunal d'Aurillac, est intégré, au 16 octobre 1953, au deuxième échelon du troisième grade, avec, dans cet échelon, une ancienneté de 10 mois 17 jours.

§ 2. — Sont intégrés, au 16 octobre 1953, au deuxième échelon du troisième grade, avec ancienneté, dans cet échelon, à compter de ladite date:

Cour d'appel d'Alger.

M. Domergue, procureur de la République près le tribunal de Batna.

Cour d'appel de Poitiers.

M. Leschallier de Lisle, procureur de la Rrpublique près le tribunal de Niort.

Cour d'appel de Rabat.

M. About, procureur de la République près le tribunal de Fès.

Cour d'appel de Tunis.

M. Cristofini, procureur de la République près le tribunal de Sfax.

Art. 5. — Sont rapportées les dispositions de l'article 8 (§ 1er) du décret du 24 mai 1951, aux termes desquelles M. Loisel, procureur de la République de 2e classe, mis à la disposition du ministre de la santé publique et de la population (service des naturalisations), a été intégré, au 16 octobre 1953, au premier échelon du troisième grade, avec, dans cet échelon, une ancienneté de 1 an 6 mois 16 jours.

Art. 6. — M. Loisel, procureur de la République, mis à la disposition du ministre de la santé publique et de la population (service des naturalisations), est intégré, au 16 octobre 1953, au deuxième échelon du troisième grade, avec ancienneté, dans cet échelon, à compter de ladite date.

Art. 7. — § 1er. — Sont rapportées les dispositions de l'article 10 (§ 2) du décret du 9 mars 1954, aux termes desquelles ont été intégrés, au 16 octobre 1953, au cinquième échelon du quatrième grade, avec, dans cet échelon, l'ancienneté indiquée ci-après:

Cour d'appel d'Orléans.

M. Tardival, procureur de la République près le tribunal de Chinon, 1 an 11 mois 21 jours.

Cour d'appel de Toulouse.

M. de Puybusque-Toutens, procureur de la République près le tribunal de Foix, 4 mois 8 jours.

§ 2. — Sont rapportées les dispositions de l'article 9 (§ 1er) du décret du 2 octobre 1954, aux termes desquelles M. Caron, procureur de la République près le tribunal de Pontivy, a été intégré, au 16 octobre 1953, au cinquième échelon du quatrième grade, avec, dans cet échelon, une ancienneté de 4 mois 27 jours.

Art. 8. — Sont intégrés, au 16 octobre 1953, au cinquième échelon du quatrième grade, tel qu'il a été défini à l'article 1er du décret du 21 juillet 1927 modifié par le décret no 53-1018 du 16 octobre 1953 avec, dans cet échelon, l'ancienneté indiquée ci-après:

Cour d'appel d'Orléans.

M. Tardival, procureur de la République près le tribunal de Chinon, 1 an 9 mois 21 jours.

Cour d'appel de Rennes.

M. Caron, procureur de la République près le tribunal de Pontivy, 6 mois 26 jours.

Cour d'appel de Toulouse.

M. de Puybusque-Toutens, procureur de la République près le tribunal de Foix, 5 mois 29 jours.

Art. 9. — § 1er. — Sont rapportées les dispositions de l'article 11 (§ 2) du décret du 9 mars 1954, aux termes desquelles M. Pageaud, substitut du procureur de la République près le tribunal de Poitiers, a été intégré, au 16 octobre 1953, au cinquième échelon du quatrième grade, avec, dans cet échelon, une ancienneté de 1 an 17 jours.

§ 2. — Sont rapportées les dispositions de l'article 10 (§ 1er) du décret du 2 octobre 1954, aux termes desquelles M. Boyé, substitut du procureur de la République près le tribunal de Tunis, a été intégré, au 16 octobre 1953, au cinquième échelon du quatrième grade et promu au sixième échelon, avec ancienneté, dans cet échelon, à compter de ladite date.

Art. 10. — § 1er. — M. Pageaud, substitut du procureur de la République près le tribunal de Poitiers, est intégré, au 16 octobre 1953, au cinquième échelon du quatrième grade, tel qu'il a été défini à l'article 1er du décret du 21 juillet 1927 modifié par le décret no 53-1018 du 16 octobre 1953, avec, dans cet échelon, une ancienneté de 1 an 2 mois 26 jours.

§ 2. — M. Boyé, substitut du procureur de la République près le tribunal de Tunis, est intégré, au 16 octobre 1953, au quatrième échelon du quatrième grade, tel qu'il a été défini à l'article 1er du décret du 21 juillet 1927 modifié par le décret no 53-1018 du 16 octobre 1953, et promu au cinquième échelon, avec ancienneté, dans cet échelon, à compter de ladite date.

Art. 11. — § 1er. — Sont rapportées les dispositions de l'article 12 (§ 2) du décret du 9 mars 1954, aux termes desquelles ont été intégrés, au 16 octobre 1953, au quatrième échelon du quatrième grade, avec, dans cet échelon, l'ancienneté indiquée ci-après:

Cour d'appel d'Orléans.

M. Cathelineau, substitut du procureur de la République près le tribunal d'Orléans, 7 mois, 11 jours.

Cour d'appel de Rennes.

M. Jarry, substitut du procureur de la République près le tribunal de Lorient, 9 mois 16 jours.

§ 2. — Sont rapportées les dispositions de l'article 12 (§ 3) du décret du 9 mars 1954, aux termes desquelles M. Foucher, substitut du procureur de la République près le tribunal de Bressuire, a été intégré, au 16 octobre 1953, au troisième échelon du quatrième grade, avec, dans cet échelon, une ancienneté de 4 mois 16 jours.

§ 3. — Sont rapportées les dispositions de l'article 12 (§ 4) du décret du 9 mars 1954, aux termes desquelles M. Aymeric, substitut du procureur de la République près le tribunal de Saint-Gaudens, a été intégré, au 16 octobre 1953, au troisième échelon du quatrième grade, avec ancienneté, dans cet échelon, à compter de ladite date,

§ 4. — Sont rapportées les dispositions de l'article 11 (§ 2) du décret du 2 octobre 1954, aux termes desquelles ont été intégrés, au 16 octobre 1953, au quatrième échelon du quatrième grade, avec, dans cet échelon, l'ancienneté indiquée ci-après:

Cour d'appel de Riom.

M. Geille, substitut du procureur de la République près le tribunal d'Aurillac, 1 an 1 mois 26 jours.

Cour d'appel de Tunis.

M. Derson, substitut du procureur de la République près le tribunal de Sousse, 4 mois 29 jours.

§ 5. — Sont rapportées les dispositions de l'article 11 (§ 4) du décret du 2 octobre 1954, aux termes desquelles M. Bouyssic, substitut du procureur de la République près le tribunal de Bougie, a été intégré, au 16 octobre 1953, au troisième échelon du quatrième grade, avec, dans cet échelon, une ancienneté de 5 mois, 28 jours.

Art. 12. — § 1er. — Sont intégrés, au 16 octobre 1953, au quatrième échelon du quatrième grade, tel qu'il a été défini à l'article 1er du décret du 21 juillet 1927 modifié par le décret n° 53-1018 du 16 octobre 1953, avec, dans cet échelon, l'ancienneté indiquée ci-après:

Cour d'appel d'Orléans.

M. Cathelineau, substitut du procureur de la République près le tribunal d'Orléans, 8 mois, 26 jours.

Cour d'appel de Rennes.

M. Jarry, substitut du procureur de la République près le tribunal de Nantes, 1 an 2 mois 26 jours.

Cour d'appel de Riom.

M. Geille, substitut du procureur de la République près le tribunal d'Aurillac, 1 an 3 mois 12 jours.

Cour d'appel de Tunis.

M. Derson, substitut du procureur de la République près le tribunal de Sousse, 1 an 1 mois 23 jours.

§ 2. — Sont intégrés, au 16 octobre 1953, au troisième échelon du quatrième grade, tel qu'il a été défini à l'article 1er du décret du 21 juillet 1927 modifié par le décret n° 53-1018 du 16 octobre 1953, avec, dans cet échelon, l'ancienneté indiquée ci-après:

Cour d'appel d'Alger.

M. Bouyssic, substitut du procureur de la République près le tribunal d'Alger, 8 mois 20 jours.

Cour d'appel d'Angers.

M. Foucher, substitut du procureur de la République près le tribunal d'Angers, 8 mois 20 jours.

Cour d'appel de Toulouse.

M. Aymeric, substitut du procureur de la République près le tribunal de Toulouse, 1 an 7 mois 11 jours.

Art. 13. — Sont rapportées les dispositions de l'article 13 (§ 3) du décret du 9 mars 1954, aux termes desquelles M. Porcheron, substitut du procureur de la République près le tribunal de Saint-Nazaire, a été intégré, au 16 octobre 1953, au premier échelon du quatrième grade, avec, dans cet échelon, une ancienneté de 1 an 10 mois 28 jours.

Art. 14. — M. Porcheron, substitut du procureur de la République près le tribunal de Saint-Nazaire, est intégré, au 16 octobre 1953, au deuxième échelon du quatrième grade, tel qu'il a été défini à l'article 1er du décret du 21 juillet 1927 modifié par le décret n° 53-1018 du 16 octobre 1953, avec ancienneté, dans cet échelon, à compter de ladite date.

Art. 15. — Sont rapportées les dispositions de l'article 26 (§ 5) du décret du 2 octobre 1954, aux termes desquelles ont été intégrés, au 16 octobre 1953, au premier échelon du cinquième grade, avec, dans cet échelon, l'ancienneté indiquée ci-après:

Cour d'appel de Rabat.

MM. Dampeirou, juge suppléant au tribunal de Marrakech, 9 mois 11 jours.
Barselo, juge suppléant au tribunal de Casablanca, 1 mois 15 jours.

Art. 16. — § 1er. — M. Dampeirou, substitut du procureur de la République près le tribunal de Marrakech, est intégré, au 16 octobre 1953, en qualité de juge suppléant, au troisième échelon du cinquième grade, tel qu'il a été défini à l'article 1er du décret du 21 juillet 1927 modifié par le décret n° 53-1018 du 16 octobre 1953.

§ 2. — M. Barselo, substitut du procureur de la République près le tribunal de Casablanca, est intégré, au 16 octobre 1953, en qualité de juge suppléant, au deuxième échelon du cinquième grade, tel qu'il a été défini à l'article 1er du décret du 21 juillet 1927 modifié par le décret n° 53-1018 du 16 octobre 1953, avec, dans cet échelon, une ancienneté de 1 mois 15 jours.

Art. 17. — Le garde des sceaux, ministre de la justice, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 15 décembre 1955.

EDGAR FAURE,

Par le président du conseil des ministres:
Le garde des sceaux, ministre de la justice,
SCHUMAN.

Décret du 15 décembre 1955 portant intégration de juges de paix dans les échelons prévus dans les différents grades de la hiérarchie.

Le Président de la République, président du Conseil supérieur de la magistrature,

Sur la proposition dudit conseil,

Vu le décret n° 53-1019 du 16 octobre 1953 relatif à l'avancement des juges de paix;

Vu le décret n° 53-1020 du 16 octobre 1953 modifiant le décret n° 48-1108 du 10 juillet 1948, complété par le décret n° 49-508 du 11 avril 1949, portant classement hiérarchique des grades et emplois des personnels civils et militaires de l'Etat relevant du régime général des retraites;

Vu l'arrêté du 16 octobre 1953 fixant l'échelonnement indiciaire applicable aux catégories de magistrats de l'ordre judiciaire visées par le décret n° 53-1020 du 16 octobre 1953;

Vu le décret du 10 décembre 1953 portant intégration des juges de paix dans les grades de la hiérarchie;

Vu les décrets du 9 mars 1954 et du 2 octobre 1954 portant intégration de juges de paix dans les échelons des différents grades de la hiérarchie,

Décrète:

Art. 1er. — Sont rapportées les dispositions du décret du 9 mars 1954, aux termes desquelles M. Chadelas, juge de paix hors classe de Toulouse, a été intégré, au 16 octobre 1953, au quatrième échelon du premier grade, avec, dans cet échelon, une ancienneté de 1 an 8 mois 9 jours.

Art. 2. — M. Chadelas, juge de paix hors classe de Toulouse, est intégré, au 16 octobre 1953, au quatrième échelon du premier grade avec, dans cet échelon, une ancienneté de 1 an 10 mois 19 jours.

Art. 3. — § 1er. — Sont rapportées les dispositions du décret du 9 mars 1954, aux termes desquelles ont été intégrés, au 16 octobre 1953, au quatrième échelon du deuxième grade, avec, dans cet échelon, l'ancienneté indiquée ci-après:

Cour d'appel de Poitiers.

M. Hervé, juge de paix de la Rochelle, 1 an 1 mois 7 jours.

Cour d'appel de Riom.

MM. Van Belle, juge de paix de Vichy, 6 mois 16 jours.
Rigal, juge de paix de Riom, 5 mois 7 jours.
Raynaud, juge de paix du Puy, 1 mois.

§ 2. — Sont rapportées les dispositions de l'article 3 (§ 1er) du décret du 2 octobre 1954, aux termes desquelles M. Riflet, juge de paix de Pont-Scorff, a été intégré, au 16 octobre 1953, au quatrième échelon du deuxième grade, avec, dans cet échelon, une ancienneté de 3 mois 7 jours.

Art. 4. — Sont intégrés, au 16 octobre 1953, au quatrième échelon du deuxième grade, tel qu'il a été défini à l'article 1er du décret n° 53-1019 du 16 octobre 1953, avec, dans cet échelon, l'ancienneté indiquée ci-après:

Cour d'appel de Poitiers.

M. Hervé, juge de paix de la Rochelle, 2 ans.

Cour d'appel de Rennes.

M. Riflet, juge de paix de Pont-Scorff, 1 an 2 mois 26 jours.

Cour d'appel de Riom.

MM. Van Belle, juge de paix de Vichy, 2 ans.
Raynaud, juge de paix du Puy, 1 an 5 mois 28 jours.
Rigal, juge de paix de Riom, 9 mois 23 jours.

Art. 5. — § 1er. — Sont rapportées les dispositions du décret du 9 mars 1954, aux termes desquelles ont été intégrés, au 16 octobre 1953, au troisième échelon du deuxième grade, avec, dans cet échelon, l'ancienneté indiquée ci-après:

Cour d'appel d'Orléans.

MM. Levret, juge de paix de Langeais, 1 an 7 mois 7 jours.
Lafarge, juge de paix de Châteauneuf-sur-Loire, 1 an 7 mois 6 jours.

Cour d'appel de Rennes.

MM. Le Bris, juge de paix de Loudéac, 1 an 7 mois 24 jours.
Helary, juge de paix de Morlaix, 10 mois 7 jours.

Cour d'appel de Toulouse.

M. Laporte, juge de paix de Carmaux, 3 mois 27 jours.

§ 2. — Sont rapportées les dispositions du décret du 9 mars 1954, aux termes desquelles ont été intégrés, au 16 octobre 1953, au troisième échelon du deuxième grade, avec ancienneté, dans cet échelon, à compter de ladite date:

Cour d'appel de Riom.

M. Pomarat, juge de paix de Rochefort-Montagne.

Cour d'appel de Rouen.

M. Dubrulle, juge de paix d'Elbeuf.

§ 3. — Sont rapportées les dispositions de l'article 3 (§ 2) du décret du 2 octobre 1954, aux termes desquelles ont été intégrés, au 16 octobre 1953, au troisième échelon du deuxième grade, avec, dans cet échelon, l'ancienneté indiquée ci-après:

Cour d'appel d'Orléans.

MM. Negro, juge de paix de Saint-Aignan-sur-Cher, 4 mois 24 jours.
Bausière, juge de paix d'Amboise, 16 jours.

Cour d'appel de Rennes.

MM. Thomas, juge de paix d'Ancenis, 4 mois 27 jours.
Cellier, juge de paix de Blain, 1 mois 16 jours.

Cour d'appel de Toulouse.

M. Launet, juge de paix de Pamiers, 2 mois 19 jours.

§ 4. — Sont rapportées les dispositions de l'article 3 (§ 3) du décret du 2 octobre 1954, aux termes desquelles M. Senezergues, juge de paix de Blois, a été intégré, au 16 octobre 1953, au troisième échelon du deuxième grade, avec ancienneté, dans cet échelon, à compter de ladite date.

Art. 6. — § 1er. — Sont intégrés, au 16 octobre 1953, au quatrième échelon du deuxième grade, tel qu'il a été défini à l'article 1er du décret n° 53-1019 du 16 octobre 1953, avec, dans cet échelon, l'ancienneté indiquée ci-après:

Cour d'appel d'Orléans.

MM. Lafarge, juge de paix de Châteauneuf-sur-Loire, 2 ans.
Senezergues, juge de paix de Blois, 1 an 2 mois 26 jours.
Levret, juge de paix de Langeais, 2 mois 19 jours.

Cour d'appel de Rennes.

MM. Le Bris, juge de paix de Loudéac, 1 an 7 mois 16 jours.
Helary, juge de paix de Morlaix, 1 an 2 mois 7 jours.

Cour d'appel de Rouen.

M. Dubrulle, juge de paix d'Elbeuf, 1 mois 26 jours.

§ 2. — Sont intégrés, au 16 octobre 1953, au troisième échelon du deuxième grade, tel qu'il a été défini à l'article 1er du décret n° 53-1019 du 16 octobre 1953, avec, dans cet échelon, l'ancienneté indiquée ci-après:

Cour d'appel d'Orléans.

MM. Negro, juge de paix de Saint-Aignan-sur-Cher, 9 mois 21 jours.
Bausière, juge de paix d'Amboise, 8 mois 23 jours.

Cour d'appel de Rennes.

MM. Thomas, juge de paix d'Ancenis, 7 mois 9 jours.
Cellier, juge de paix de Châteaubriant, 5 mois 25 jours.

Cour d'appel de Riom.

M. Pomerat, juge de paix de Rochefort-Montagne, 1 an 2 mois 26 jours.

Cour d'appel de Toulouse.

MM. Laporte, juge de paix de Carmaux, 10 mois 21 jours.
Launet, juge de paix de Pamiers, 6 mois 10 jours.

Art. 7. — § 1. — Sont rapportées les dispositions du décret du 9 mars 1954, aux termes desquelles ont été intégrés, au 16 octobre 1953, au deuxième échelon du deuxième grade, avec, dans cet échelon, l'ancienneté indiquée ci-après:

Cour d'appel de Pau.

M. Fevre, juge de paix de Trie, 10 mois 24 jours.

Cour d'appel de Rennes.

M. Lelièvre, juge de paix de Landivisiau, 1 an 7 mois 4 jours.

§ 2. — Sont rapportées les dispositions du décret du 9 mars 1954, aux termes desquelles ont été intégrés, au 16 octobre 1953, au deuxième échelon du deuxième grade, avec ancienneté, dans cet échelon, à compter de ladite date:

Cour d'appel de Riom.

M. Bonhomme, juge de paix de Bourbon-l'Archambault.

Cour d'appel de Toulouse.

M. Cassanhol, juge de paix de Brassac.

§ 3. — Sont rapportées les dispositions de l'article 3 (§ 1er) du décret du 2 octobre 1954, aux termes desquelles ont été intégrés, au 16 octobre 1953, au deuxième échelon du deuxième grade, avec, dans cet échelon, l'ancienneté indiquée ci-après:

Cour d'appel d'Agen.

M. Marot, juge de paix de Vic-Fezensac, 12 jours.

Cour d'appel de Toulouse.

MM. Brouilhet, juge de paix de Grenade, 12 jours.
de Germon, juge de paix de Caraman, 12 jours.

§ 4. — Sont rapportées les dispositions de l'article 3 (§ 2) du décret du 2 octobre 1954, aux termes desquelles M. Sicard, juge de paix de Concarneau, a été intégré, au 16 octobre 1953, au deuxième échelon du deuxième grade, avec ancienneté, dans cet échelon, à compter de ladite date.

Art. 8. — Sont intégrés, au 16 octobre 1953, au deuxième échelon du deuxième grade, tel qu'il a été défini à l'article 1er du décret n° 53-1019 du 16 octobre 1953, avec, dans cet échelon, l'ancienneté indiquée ci-après.

Cour d'appel de Pau.

MM. Fèvre, juge de paix de Trie, 1 an 26 jours.
Marot, juge de paix de Garlin, 4 mois 9 jours.

Cour d'appel de Rennes.

MM. Lelièvre, juge de paix de Landivisiau, 1 an 7 mois 28 jours.
Sicard, juge de paix de Concarneau, 4 mois 14 jours.

Cour d'appel de Riom.

M. Bonhomme, juge de paix de Bourbon-l'Archambault, 1 mois 17 jours.

Cour d'appel de Toulouse.

MM. de Germon, juge de paix de Caraman, 1 an 2 mois 26 jours
Cassanhol, juge de paix de Brassac, 10 mois 28 jours.
Brouilhet, juge de paix de Grenade, 5 mois 20 jours.

Art. 9. — Sont rapportées les dispositions du décret du 9 mars 1954, aux termes desquelles ont été intégrés, au 16 octobre 1953, au premier échelon du deuxième grade, avec, dans cet échelon, l'ancienneté indiquée ci-après:

Cour d'appel de Bourges.

M. Sarrieu, juge de paix de Châteauneuf-sur-Cher, 1 an 7 mois 16 jours.

Cour d'appel de Riom.

M. Lassagne, juge de paix de Langeac, 1 an 1 mois 8 jours.

Art. 10. — Sont intégrés, au 16 octobre 1953, au deuxième échelon du deuxième grade, tel qu'il a été défini à l'article 1er du décret n° 53-1019 du 16 octobre 1953, avec ancienneté, dans cet échelon, à compter de ladite date:

Cour d'appel de Bourges.

M. Sarrieu, juge de paix de Châteauneuf-sur-Cher.

Cour d'appel de Riom.

M. Lassagne, juge de paix de Langeac.

Art. 11. — Sont rapportées les dispositions de l'article 6 (§ 2) du décret du 2 octobre 1954, aux termes desquelles M. Deixonne, suppléant rétribué de juge de paix du ressort de la cour d'appel de Riom, a été intégré, au 16 octobre 1953, au premier échelon du troisième grade, avec, dans cet échelon, une ancienneté de 7 mois 8 jours.

Art. 12. — M. Deixonne, suppléant rétribué de juge de paix du ressort de la cour d'appel de Riom, est intégré, au 16 octobre 1953, au premier échelon du troisième grade, tel qu'il a été défini à l'article 1er du décret n° 53-1019 du 16 octobre 1953, avec, dans cet échelon, une ancienneté de 1 an 2 mois 26 jours.

Art. 13. — Le garde des sceaux, ministre de la justice, vice-président du Conseil supérieur de la magistrature, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 15 décembre 1955.

RENÉ COTY.

Par le Président de la République:
Le président du conseil des ministres,
EDGAR FAURE.

Le garde des sceaux, ministre de la justice, vice-président du Conseil supérieur de la magistrature,
SCHUMAN.

Décret n° 55-1670 du 26 décembre 1955 portant règlement d'administration publique tendant à modifier le décret du 28 août 1909, pris pour l'exécution des lois des 17 mars et 1er avril 1909 sur la vente et le nantissement des fonds de commerce, et le décret du 17 février 1951 pris pour l'application de la loi du 18 janvier 1951 relative au nantissement de l'outillage et du matériel d'équipement.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre des finances et des affaires économiques et du ministre de l'industrie et du commerce,

Vu la loi du 17 mars 1909 relative à la vente et au nantissement des fonds de commerce, modifiée par le décret n° 55-602 du 20 mai 1955;

Vu la loi du 18 janvier 1951 relative au nantissement de l'outillage et du matériel d'équipement, modifiée par le décret n° 55-602 du 20 mai 1955;

Vu le décret du 28 août 1909 portant règlement d'administration publique pour l'exécution des lois des 17 mars et 1er avril 1909 sur la vente et le nantissement des fonds de commerce;

Vu le décret du 17 février 1951 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 18 janvier 1951 relative au nantissement de l'outillage et du matériel d'équipement;

Le conseil d'Etat entendu,

Décrète:

Art. 1er. — Les articles 2 et 18 du décret du 28 août 1909 portant règlement d'administration publique pour l'exécution des lois des 17 mars et 1er avril 1909 sur la vente et le nantissement des fonds de commerce sont modifiés ainsi qu'il suit:

« *Art.* 2. — Les greffiers des tribunaux ci-dessus mentionnés sont tenus, pour l'exécution des articles 1er, 2, 10, 24 et 25 de la loi du 17 mars 1909, d'enliasser et de relier à leurs frais les bordereaux d'inscription du privilège de vendeur et les bordereaux d'inscription du privilège résultant du contrat de nantissement d'un fonds de commerce.

« Ils tiennent un fichier alphabétique des noms des débiteurs avec l'indication des numéros des inscriptions les concernant.

« Le papier sur lequel sont établis les bordereaux est fourni par les greffiers aux frais des requérants. Toutefois, les officiers publics ou ministériels peuvent se le procurer eux-mêmes ».

« *Art.* 18. — Il est alloué aux greffiers:

« 1° Pour l'accomplissement des formalités prévues à l'article 25 de la loi du 17 mars 1909 et l'article 2 du présent règlement, sur le montant du privilège inscrit, un émolument unique ainsi fixé:

« Jusqu'à 150.000 F, 0,15 p. 100;
« De 150.001 à 300.000 F, 0,10 p. 100;
« De 300.001 à 600.000 F, 0,08 p. 100;
« De 600.001 à 1 million de francs, 0,04 p. 100;
« Au-dessus de 1 million de francs, 0,02 p. 100,

avec un minimum de perception égal à l'émolument prévu au tarif général des greffiers pour l'acte de greffe en minute.

« Si le fonds de commerce dont il s'agit comporte une ou plusieurs succursales situées dans des ressorts judiciaires différents, chaque officier public ou ministériel perçoit le droit proportionnel sur le montant global de l'inscription, à moins que l'acte de cession ou de nantissement n'ait cantonné le privilège sur telle ou telle succursale. Dans ce dernier cas, le droit proportionnel perçu par chaque greffier est calculé sur la somme pour laquelle figurent dans l'acte les établissements ou succursales situés dans le ressort du tribunal.

« Le greffier peut, le cas échéant, réclamer distinctement le remboursement des feuilles de papier destinées à l'établissement des bordereaux. Le montant de ce remboursement est fixé par arrêté du garde des sceaux, ministre de la justice;

« 2° Pour toute mention de radiation totale ou partielle d'une inscription non périmée, sur les sommes faisant l'objet de la mention: l'émolument prévu au 1° du présent article;

« 3° Pour toute mention d'antériorité ou de subrogation, pour tout renouvellement d'inscription, sur la valeur de la plus faible inscription faisant l'objet d'une cession d'antériorité, ou sur la somme faisant l'objet de la subrogation ou du renouvellement: la moitié de l'émolument prévu au 1° du présent article;

« 4° Pour la rédaction du procès-verbal de dépôt prévu à l'article 2 du présent décret:

« Pour la rédaction de la déclaration de créance en vertu de l'article 17 de la loi du 17 mars 1909:

« L'émolument prévu au tarif général des greffiers pour l'acte de greffe en minute;

« 5° Pour tout état d'inscription, quel que soit le nombre d'inscriptions, et pour tout certificat négatif délivré en application du présent décret, l'émolument prévu au tarif général des greffiers pour l'acte de greffe en brevet.

« S'il est en même temps requis... ». (Le reste sans changement.)

Art. 2. — L'alinéa 2 de l'article 2, les articles 3 et 4 et l'alinéa 3 de l'article 7 du décret du 17 janvier 1951 susvisé sont modifiés ainsi qu'il suit:

« *Art.* 2, alinéa 2. — Il est joint par le créancier nanti de deux bordereaux sur papier non timbré, dont la forme est déterminée par arrêté du garde des sceaux, ministre de la justice.

« Le papier sur lequel sont établis les bordereaux est fourni par les greffiers aux frais des requérants. Toutefois, les officiers publics ou ministériels peuvent se le procurer eux-mêmes. Ces bordereaux contiennent.... ». (Le reste sans changement.)

« *Art.* 3. — Le greffier remet au requérant, tant l'expédition du titre que l'un des bordereaux prévus à l'article précédent, après l'avoir revêtu, dès sa réception, de la mention d'inscription qui comprend la date de celle-ci et le numéro sous lequel elle a été effectuée.

« L'autre bordereau, portant les mêmes mentions, est conservé au greffe.

« *Art.* 4. — Les greffiers sont tenus d'enliasser et de relier à leurs frais les bordereaux qu'ils conservent en application de l'article précédent.

« Ils tiennent un fichier alphabétique des noms des débiteurs avec l'indication des numéros des inscriptions les concernant ».

« *Art.* 7, alinéa 3. — Le greffier procède comme il est dit à l'article 3 du présent décret ».

Art. 3. — Le décret n° 55-602 du 20 mai 1955 et le présent règlement d'administration publique entreront en vigueur le 1er janvier 1956.

Art. 4. — Le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre des finances et des affaires économiques, le ministre de l'industrie et du commerce et le secrétaire d'Etat aux affaires économiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 26 décembre 1955.

EDGAR FAURE.

Par le président du conseil des ministres:
Le garde des sceaux, ministre de la justice,
SCHUMAN.

Le ministre des finances et des affaires économiques,
PIERRE PFLIMLIN.

Le ministre de l'industrie et du commerce,
ANDRÉ MORICE.

Modèles des bordereaux prévus par les articles 24 de la loi du 17 mars 1909 relative à la vente et au nantissement des fonds de commerce, modifiée par le décret n° 55-602 du 20 mai 1955, et 2 du décret du 17 février 1951, portant, en ce qui concerne les formalités d'inscription des privilèges, règlement d'administration publique, pour l'application de la loi du 18 janvier 1951 relative au nantissement de l'outillage et du matériel d'équipement, modifié par le décret n° 55-1670 du 26 décembre 1955.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu la loi du 17 mars 1909 relative à la vente et au nantissement des fonds de commerce, modifiée par le décret n° 55-602 du 20 mai 1955;

Vu la loi du 18 janvier 1951 relative au nantissement de l'outillage et du matériel d'équipement, modifiée par le décret n° 55-602 du 20 mai 1955;

Vu le décret du 28 août 1909 portant règlement d'administration publique pour l'exécution des lois des 17 mars et 1er avril 1909 sur la vente et le nantissement des fonds de commerce, modifié par le décret n° 55-1670 du 26 décembre 1955;

Vu le décret du 17 février 1951 portant, en ce qui concerne les formalités d'inscription des privilèges, règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 18 janvier 1951 relative au nantissement de l'outillage et du matériel d'équipement, modifié par le décret n° 55-1670 du 26 décembre 1955,

Arrête:

Art. 1er. — Les bordereaux prévus par l'article 24 de la loi du 17 mars 1909, modifiée par le décret n° 55-602 du 20 mai 1955, pour l'inscription du privilège de vendeur de fonds de commerce doivent être conformes au modèle n° 1 annexé au présent arrêté.

Art. 2 — Les bordereaux prévus par l'article 24 de la loi du 17 mars 1909, modifiée par le décret n° 55-602 du 20 mai 1955, pour l'inscription du privilège résultant du nantissement de fonds de commerce doivent être conformes au modèle n° 2 annexé au présent arrêté.

Art. 3. — Les bordereaux prévus par l'article 2 du décret du 17 février 1951, modifié par celui du 26 décembre 1955, doivent être conformes au modèle n° 3 annexé au présent arrêté.

Art. 4. — Les bordereaux visés aux articles 1er à 3 ci-dessus sont établis sur des feuilles de papier ayant la même qualité que le papier timbré désigné sous le nom de « papier normal » aux articles 876 (§ 2) du code général des impôts et 252 de l'annexe III du même code.

Ils peuvent également être établis sur des feuilles de papier d'une qualité agréée comme répondant aux normes fixées à l'article 4 de l'arrêté du garde des sceaux, ministre de la justice, du 22 mai 1954, l'emploi de papier utilisable sur une seule face étant autorisé.

Le coût des feuilles fournies par les greffiers aux requérants est de 10 F.

Le coût des feuilles intercalaires, qui devront être conformes au modèle annexé, est de 5 F.

Art. 5. — Le directeur des affaires civiles et du sceau est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 26 décembre 1955.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
Pour le ministre et par délégation:
Le directeur du cabinet,
HENRY BEYER.

Administration pénitentiaire.

Par arrêté du 19 décembre 1955, sont désignés en qualité d'aumônier catholique:

De la maison d'arrêt de Gannat: M. l'abbé Cartallier (Joseph), en remplacement de M. le chanoine Bouchet, démissionnaire.

De la maison d'arrêt de Pau: M. l'abbé Soubise (Louis), en remplacement de M. l'abbé Denys, démissionnaire.

De la maison d'arrêt de Béziers: M. l'abbé Becus (Joseph), en remplacement de M. l'abbé Enjalbert, démissionnaire.

Par arrêté du 19 décembre 1955:

Sont admis, sur leur demande, à faire valoir leurs droits à une pension de retraite:

(A compter du 1er janvier 1956.)

M. Autreau (Raymond), surveillant (1re classe) à la maison centrale de Melun (application des dispositions de l'article 4, paragraphe 2, du code des pensions de retraite).

M. Ghio (Noël), surveillant (1re classe) à la maison d'arrêt des Baumettes, à Marseille (application des dispositions de l'article 4, paragraphe 2, du code des pensions de retraite).

M. Laussucq (Félix), surveillant (1re classe) à la maison d'arrêt de Rennes (application des dispositions de l'article 4, paragraphe 2, du code des pensions de retraite).

M. Neel (Marcel), surveillant chef adjoint (1re classe) à la maison d'arrêt de Loos (application des dispositions de l'article 4, paragraphe 2, du code des pensions de retraite).

(A compter du 4 janvier 1956.)

M. Meignault (Charles), surveillant (1re classe) à la maison d'arrêt d'Orléans (application des dispositions de l'article 4, paragraphe 2, du code des pensions de retraite).

(A compter du 5 janvier 1956.)

Mme Rapaud, née Colombier (Adèle), surveillante (1re classe) à la maison d'arrêt de Rouen (application des dispositions de l'article 4, paragraphe 2, du code des pensions de retraite).

(A compter du 9 janvier 1956.)

M. Couillebeau (Marcel), premier surveillant (2e classe) à la maison d'arrêt de la Santé (application des dispositions de l'article 4, paragraphe 2, du code des pensions de retraite).

(A compter du 19 janvier 1956.)

M. Mathelin (Jules), surveillant (1re classe) à la maison d'arrêt de Béthune (application des dispositions de l'article 4, paragraphe 2, du code des pensions de retraite).

Sont mutés, par nécessité de service, en la même qualité:

A la maison d'arrêt de la Santé: M. Losio (Martin), surveillant (2e classe) à la maison d'arrêt de Pointe-à-Pitre (à compter du 12 février 1956).

A la maison d'arrêt de Toulon: M. Barichon (Maurice), surveillant (2e classe) au centre pénitentiaire de Cormeilles-en-Parisis.

Sont mutés, sur leur demande, en la même qualité:

A la maison d'arrêt de Nice: M. Mazieres (Olivier), surveillant (2e classe) à la maison d'arrêt d'Annecy.

A la maison d'arrêt d'Annecy: M. Clanet (André), surveillant militaire (1re classe) à la maison d'arrêt de Nice.

Sont placés, pour convenances personnelles, dans la position de disponibilité, pour une période de trois mois:

(A compter du 1er décembre 1955.)

M. Richard (Marcel), surveillant (2e classe) au centre pénitentiaire de Cormeilles-en-Parisis.

(A compter du 15 décembre 1955.)

M. Garde (Louis), surveillant (1re classe) aux prisons de Fresnes.

Est placé, pour convenances personnelles, dans la position de disponibilité pour une période d'un an:

(A compter du 1er décembre 1955.)

M. Fargerel (Jean), surveillant (6e classe) au centre pénitentiaire de Cormeilles-en-Parisis.

Sont acceptées, à compter du 1er décembre 1955, les démissions de:

M. Degardin (Henri), surveillant (2e classe) à la prison-école de Doullens.

Mme Degardin (Marguerite), surveillante (4e classe) à la prison-école de Doullens.

Par arrêté du 19 décembre 1955:

Les surveillants auxiliaires dont les noms suivent sont nommés surveillants stagiaires:

Au centre pénitentiaire d'Oermingen:

M. Allenne (Lucien), surveillant auxiliaire au centre pénitentiaire d'Oermingen.

M. Aubineau (René), surveillant auxiliaire au centre pénitentiaire d'Oermingen.

M. Benoist (Raymond), surveillant auxiliaire au centre pénitentiaire d'Oermingen.

M. Bernard (Louis), surveillant auxiliaire au centre pénitentiaire d'Oermingen.

M. Renaud (Henri), surveillant auxiliaire au centre pénitentiaire d'Oermingen.

Au centre pénitentiaire de Saint-Martin-de-Ré: M. Bonnaud (Maurice), surveillant auxiliaire au centre pénitentiaire de Saint-Martin-de-Ré.

A la maison centrale Ney, à Toul:

M. Brochard (Robert), surveillant auxiliaire à la maison centrale Ney, à Toul.

M. Buttafoco (Mathieu), surveillant auxiliaire à la maison centrale Ney, à Toul.

M. Marchal (Céleste), surveillant auxiliaire à la maison centrale Ney, à Toul.

Aux prisons de Fresnes: M. Moynet (Edmond), surveillant auxiliaire aux prisons de Fresnes.

Au fort Charlet, à Calvi: M. Oberti (Paul), surveillant auxiliaire au fort Charlet, à Calvi.

A la maison d'arrêt de Cherbourg: M. Desgrippes (Gustave), surveillant auxiliaire à la maison d'arrêt de Cherbourg.

La surveillante auxiliaire dont le nom suit est nommée surveillante stagiaire à la maison centrale d'Haguenau: Mme Barthel, née Brocker (Anne), surveillante auxiliaire à la maison centrale d'Haguenau.

Education surveillée.

Par arrêté du 15 décembre 1955, est réintégré, en la même qualité, à l'institution publique d'éducation surveillée de Belle-Ile-en-Mer, M. Avy (Paul), éducateur adjoint stagiaire, placé dans la position « sous les drapeaux » par arrêté du 15 octobre 1954.

Officiers publics et ministériels.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

Arrête :

Art. 1er. — Sont nommés :

M. Castany (Jean-Luc-Marie), notaire à la résidence d'Albias, canton de Nègrepelisse (Tarn-et-Garonne), en remplacement de M. Castany (Jean), son père, démissionnaire.

M. Clemenceau (Jean-Paul-Emile), avoué près le tribunal de première instance de Libourne (Gironde), en remplacement de M. Gagnebe (Georges-Justin-Henry-Marie), démissionnaire.

M. Madubost (Jean), greffier en chef de la cour d'appel de Riom (Puy-de-Dôme), en remplacement de M. Beis (Louis-Adrien-Joseph), décédé, à charge de verser au notaire chargé du règlement de la succession de ce dernier la somme de six millions cinq cent mille francs, à titre d'indemnité. Ce versement sera effectué de la façon suivante: deux millions cinq cent mille francs la veille de la prestation de serment; le reste en quatre annuités égales, payables à chaque anniversaire de l'accomplissement de cette formalité, et dont le montant sera susceptible de varier dans la même proportion que l'indice des prix de gros (319 articles) publié par l'institut national de la statistique, l'indice pris comme base de cette variation éventuelle étant celui du mois de décembre 1955.

M. Goujaud (Armand-Marcel), greffier en chef du tribunal de première instance de Charolles (Saône-et-Loire), en remplacement de M. Seguin (Maurice-Désiré-Pierre), dont la démission a été acceptée par arrêté du 5 janvier 1955.

M. Delattre (Oswald-Charles-Martin-Louis), greffier de la justice de paix du canton Sud-Ouest de Beauvais (Oise), en remplacement de M. Beugnet (Pierre-Alexandre), démissionnaire.

M. Delattre (Oswald-Charles-Martin-Louis), greffier de la justice de paix du canton Nord-Est de Beauvais (Oise), en remplacement de M. Beugnet (Pierre-Alexandre), démissionnaire.

M. Gaze (Albert-Henri), déjà huissier de justice au tribunal de première instance de Laval (Mayenne), greffier de la justice de paix de Chailland (même département), en remplacement de M. Maréchal (René), révoqué, à charge de verser à la caisse des dépôts et consignations, la veille de sa prestation de serment, la somme de quatre cent mille francs, qui demeurera consignée pendant un délai de six mois au profit de qui de droit.

M. Orhand (François-Jean-Baptiste), huissier de justice du tribunal de première instance de Lorient (Morbihan), en remplacement de M. Dieulangard (Henri), démissionnaire.

Art. 2. — L'honorariat est conféré à :

M. Boursot (Marie-Jules-Charles-Raymond), ancien avoué près la cour d'appel de Dijon (Côte-d'Or).

M. Dubais (Henry-Louis-Antoine), ancien huissier de justice du tribunal de première instance de Lisieux (Calvados).

Fait à Paris, le 19 décembre 1955.

Pour le garde des sceaux, ministre de la justice, et par délégation :

Le conseiller technique,

BERNARD BECK.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu le décret du 30 décembre 1953 relatif à la nomination et à l'honorariat des officiers publics et ministériels;

Vu la loi du 19 mars 1946 tendant au classement comme départements français de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane française;

Vu le décret du 25 août 1947 relatif à l'organisation judiciaire des nouveaux départements d'outre-mer;

Vu le chapitre 2, relatif aux huissiers de justice, de l'ordonnance du 30 septembre 1827 concernant l'organisation de l'ordre judiciaire et l'administration de la justice de la Réunion,

Arrête :

Article unique. — Sont nommés:

M. Constant (Hugues-Gérard-Victor-Auguste), huissier de justice à Saint-Denis (la Réunion), en remplacement de M. Seymour (Louis-Léopold-Armand), décédé.

M. Hoarau (Joseph-Christian), huissier de justice à Saint-Denis (la Réunion), en remplacement de M. Saint-Lambert (Guy-Germain-Joseph), destitué, à charge de verser à la caisse des dépôts et consignations la somme de 250.000 F C. F. A., qui demeurera consignée pendant un délai de six mois au profit de qui de droit.

Fait à Paris, le 19 décembre 1955.

Pour le garde des sceaux, ministre de la justice, et par délégation :

Le conseiller technique,

BERNARD BECK.

Officiers publics et ministériels en Algérie.

Par arrêté du 17 novembre 1955, M. Kalifa (Lucien-Prosper-Messaoud) est nommé avoué près le tribunal de première instance de Sétif (département de Constantine), en remplacement de M. Luciani (Adolphe), nommé à d'autres fonctions.

GRANDE CHANCELLERIE DE LA LEGION D'HONNEUR

Décret du 21 décembre 1955 relatif à la discipline de la Légion d'honneur.

Par décret en date du 21 décembre 1955, pris en exécution du décret du 14 avril 1874, la peine disciplinaire ci-après a été prononcée:

Est suspendu pendant cinq ans, à partir de la date de la notification du décret, de l'exercice des droits et prérogatives attachés à la qualité de médaillé militaire et d'officier de la Légion d'honneur:

Tournus (Marcel-Antoine), ancien sergent du 27e bataillon de chasseurs à pied, médaillé militaire du 23 novembre 1918, officier de la Légion d'honneur du 28 décembre 1954.

MINISTERE DE L'INTERIEUR

Décret du 21 décembre 1955 approuvant la participation du département de la Seine à une société départementale d'économie mixte de construction.

Par décret en date du 21 décembre 1955, a été approuvée la délibération du 1er avril 1955 par laquelle le conseil général de la Seine a autorisé le préfet de la Seine à conclure avec la Société départementale d'économie mixte de construction une convention relative à la réalisation d'un programme de construction de logements du type « économique et familial ».

Décrets du 21 décembre 1955 approuvant les modifications aux statuts d'associations reconnues d'utilité publique.

Par décret en date du 21 décembre 1955, ont été approuvées les modifications apportées à ses statuts par l'association reconnue d'utilité publique dite Œuvre antituberculeuse des Bouches-du-Rhône, dont le siège est à Marseille.

Par décret en date du 21 décembre 1955, ont été approuvées les modifications apportées à ses statuts par l'association reconnue d'utilité publique dite Association amicale des anciens élèves du lycée Pothier, dont le siège est à Orléans (Loiret).

Décret du 21 décembre 1955 autorisant un établissement congréganiste à transférer son siège.

Par décret en date du 21 décembre 1955, l'établissement des Sœurs de la Charité de Notre-Dame-d'Evron, autorisé à Laval, 6, rue de la Gare, suivant décret du 11 avril 1939, est autorisé à transférer son siège à Laval, 33 *ter* et 35, rue de Nantes.

Montant de la contribution complémentaire à verser, pour l'année 1956, par les collectivités locales dont les agents sont affiliés à la caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales.

Le ministre de l'intérieur, le ministre du travail et de la sécurité sociale, le ministre de la santé publique et de la population et le secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques,

Vu l'article 3 de l'ordonnance du 17 mai 1945;
Vu l'article 3 du décret du 19 septembre 1947 modifié portant organisation générale de la caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales;
Vu l'avis émis par le conseil d'administration de la caisse nationale de retraites dans sa séance du 26 septembre 1955,

Arrêtent;

Art. 1er. — Le montant de la contribution complémentaire prévue par l'article 3 du décret du 19 septembre 1947 est maintenu pour l'année 1956 à 6 p. 100 des émoluments soumis à retenue pour pension en application de l'article 2 du décret du 19 septembre précité.

Art. 2. — Cette contribution complémentaire devra être versée par les collectivités dans les mêmes conditions que la contribution normale.

Art. 3. — Le directeur de l'administration départementale et communale au ministère de l'intérieur, le directeur général du travail et de la sécurité sociale au ministère du travail et de la sécurité sociale, le directeur du budget au secrétariat d'Etat aux finances et aux affaires économiques, le directeur de l'administration générale, du personnel et du budget au ministère de la santé publique et de la population et le directeur général de la caisse des dépôts et consignations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 15 décembre 1955.

Le ministre de l'intérieur,
Pour le ministre et par délégation:
Le secrétaire général au ministère de l'intérieur,
RENÉ PAIRA.

Le ministre du travail et de la sécurité sociale,
PAUL BACON.

Le ministre de la santé publique et de la population,
Pour le ministre et par délégation:
Le chef de cabinet,
ALBERT GOURVIL.

Le secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques,
GILBERT-JULES.

Ouverture de crédits spéciaux d'exercice clos.

Par arrêté en date du 19 décembre 1955, il est ouvert au ministre de l'intérieur, en augmentation des restes à payer de l'exercice clos 1952, un crédit spécial s'élevant à 9.809.000 F, montant d'une nouvelle créance constatée sur cet exercice.

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE ET DES FORCES ARMEES

Citations à l'ordre de l'armée.

Rectificatif au *Journal officiel* du 13 juin 1948 : page 5699, 3e colonne, au lieu de: « Oumar Sall, sergent, 6e régiment d'infanterie coloniale », lire: « Sall Oumar, sergent, 6e régiment d'infanterie coloniale ».

Rectificatif au *Journal officiel* du 23 juin 1954 : page 5973, 2e colonne, au lieu de: « Oumar Sall, sergent-chef (T. C.), 3/6e régiment d'infanterie coloniale », lire: « Sall Oumar, sergent-chef (T. C.), 3/6e régiment d'infanterie coloniale ».

Décrets portant concession de la médaille militaire.

Rectificatif au *Journal officiel* du 19 juillet 1947: page 6932, 2e colonne, au lieu de: « Mohamed ou L'Bsir, 2e classe, division de Meknès », lire: « Aissa Mohamed Ou L'Bsir, 2e classe, division de Meknès, mle 2052/1 S. H. R. ».

Rectificatif au *Journal officiel* du 29 août 1947: page 8572, 3e colonne, au lieu de: « Gin (Joseph-Georges), mle 3010, sergent-chef, 4e groupe de tabors marocains », lire: « Gertz (Joseph-Philippe), alias Gin (Joseph-Georges), mle 3010, sergent-chef, 4e groupe de tabors marocains ».

Rectificatif au *Journal officiel* du 28 août 1953: page 7620, 4e colonne, en ce qui concerne Larmenier (Georges), sergent-chef, ajouter: « (Pour prendre rang du 31 octobre 1952) » (la suite sans changement).

Page 7621, 1re colonne, au lieu de: « Bourama Dieme, sergent, mle 55535 », lire: « Bourama Dième, sergent, mle 55235 ».

Rectificatif au *Journal officiel* du 3 août 1954 : page 7444, 3e colonne, au lieu de: « Descartes (Antoine), sergent », lire: « Maurin (Antoine), alias Descartes (Antoine), sergent, mle 60930 ».

Rectificatif au *Journal officiel* du 12 octobre 1954: page 9530, 2e colonne, au lieu de: « Abdesselem ben Mohammed-ben Haj, 1re classe (T. M.), 1er bataillon de marche du 4e régiment de tirailleurs marocains, mle B. 7792/43 », lire: « El Mouaq Abdesselem, 1re classe (T. M.), 1er bataillon de marche du 4e régiment de tirailleurs marocains, mle B. 7792/43 ».

Rectificatif au *Journal officiel* du 26 janvier 1955: page 943, 1re colonne, au lieu de: « Gallus (Helmuth), 2e classe (T. M.), 1/2e régiment étranger d'infanterie, mle 87754 », lire: « Gallus (Helmut), 1re classe (T. M.), 1/2e régiment étranger d'infanterie, mle 85636, L. M. 6041/51 ».

Rectificatif au *Journal officiel* du 7 avril 1955 : page 3486, 2e colonne, au lieu de: « Ahmed ben Slimane, caporal (T. M.), bataillon de marche du 1/4e régiment de tirailleurs marocains, mle A. 1703/45-12474 », lire: « Jabri Ahmed, caporal (T. M.), bataillon de marche du 1/4e régiment de tirailleurs marocains, mle A. 1703/45-12474 ».

Rectificatif au *Journal officiel* du 27 juillet 1955:

Page 7515, 2e colonne, au lieu de: « Von Dorhen (Jonny-Karl), sergent, mle L. M. 1163 », lire: « Von Dohren (Jonny-Karl), sergent, mle L. M. 1163-51262 ».

Page 7521, 4e colonne, au lieu de: « Money (François), caporal-chef », lire: « Money (Francis), caporal-chef ».

Rectificatif au *Journal officiel* du 25 août 1955: page 8510, 2e colonne, en ce qui concerne Saïdani Bachir ben Ahmed, soldat de 1re classe, 1er bataillon du 6e régiment de tirailleurs algériens, mle 158/42, ajouter: « (Pour prendre rang du 25 novembre 1954) » (la suite sans changement).

Rectificatif au *Journal officiel* du 6 novembre 1955:

Page 10923, 2e colonne, au lieu de: « Ali ben Mohammed, 1re classe, 6e régiment de spahis marocains, mle A. 7139/39 », lire: « Ali ben Mohammed, 1re classe, 6e régiment de spahis marocains, mle A. 7193/39 ».

Page 10924, 1re colonne, au lieu de: « Taïeb ben Lhadi, 2e classe, 3/41e régiment d'artillerie coloniale, mle 50/53 13542 », lire: « Taïeb ben Lhadi, 2e classe, 3/41e régiment d'artillerie coloniale, mle 50/53 13512 ».

Rectificatif au *Journal officiel* du 11 novembre 1955: page 11035, 1re colonne, en ce qui concerne Morelli (Pierre-François), brigadier-chef, 4e régiment de dragons, au lieu de: « (Cette concession annule la citation à l'ordre n° 41 du 23 septembre 1952) », lire: « (Cette concession annule la citation à l'ordre n° 44 du 25 septembre 1952) »; en ce qui concerne Russo (Théodore), 2e classe, 1/13e demi-brigade de légion étrangère, mle 65231, au lieu de: « (Cette concession annule la citation à l'ordre n° 75 du 20 janvier 1954) », lire: « (Cette concession annule la citation à l'ordre n° 76 du 20 janvier 1954) ».

Décrets portant promotions dans les réserves de l'armée de terre.

Rectificatif au *Journal officiel* du 9 novembre 1955:

Infanterie.

Au grade de chef de bataillon.

Page 10998, 1re colonne, au lieu de: « Mozziconacci (Lucien-François-Ours-Dominique-Napoléon), subdivision de Tunis », lire: « Mozziconacci (Simon-François-Ours-Dominique Napoleon), subdivision de Tunis ».

Page 10999, 1re colonne, au lieu de: « Lemoine (Robert-Jean), division de Casablanca », lire: « Lemoine (Robert-Jean), division de Meknès ».

Arme blindée et cavalerie.

Au grade de chef d'escadrons.

Même page, 2e colonne, au lieu de: « Boireau-Roussel-Bonneterre (Georges-Amédée-Pierre), subdivision de Toulouse », lire: « Boireau-Roussel-Bonneterre (Paul-Georges-Amédée-Pierre), subdivision de Toulouse ».

Artillerie.

Au grade de chef d'escadron.

Page 11000, 2e colonne, au lieu de: « Claude (Fernand-Antonin-Joseph), subdivision de Paris », lire: « Claude (Fernand-Antoine-Joseph), subdivision de Paris »; au lieu de: « Frochot (André-Maurice), subdivision de Dijon », lire: « Frochot (André-Maurice), subdivision de Dijon ».

Au grade de capitaine.

Page 11001, 1re colonne, au lieu de: « Charles-Messance (François-Marie-Joseph), subdivision de Versailles », lire: « Charles-Messance (François-Marie-Joseph-Athanase), subdivision de Versailles ».

Train.

Au grade de chef d'escadron.

Même page, 2e colonne, au lieu de: « Dols (Pierre-François-Marie), subdivision de Strasbourg », lire: « Dols (Pierre-François-Marie-Eugène), subdivision de Strasbourg »; au lieu de: « Pafillard (Jean-Charles), subdivision de Besançon », lire: « Pavillard (Jean-Charles), subdivision de Besançon ».

(Le reste sans changement.)

Rectificatif au *Journal officiel* du 18 novembre 1955:

Infanterie.

10e RÉGION MILITAIRE

Subdivision de Paris.

Page 11222, 2e colonne, au lieu de: « Menegol (Silvane), 16 octobre 1955 », lire: « Menegol (Silvane), 16 octobre 1955 ».

10e RÉGION MILITAIRE

Division de Constantine.

Page 11224, 2e colonne:

Au lieu de: « Sauvagnac (Jean-Auguste), 1er octobre 1954 », lire: « Sauvagnac (Jean-Auguste), 5 septembre 1954 ».

Division d'Oran.

Au lieu de: « Gros (André-Aimé-Auguste), 1er décembre 1955 », lire: « Gros (André-Aimé-Auguste), 13 novembre 1955 ».

Au lieu de: « Guillard (Emile-Roger-Marie), 1er décembre 1955 », lire: « Guillard (Emile-Roger-Marie), 13 novembre 1955 ».

Page 11225, 1re colonne:

AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE

Au lieu de: « Pujos (Jean-Pierre-André), 18 octobre 1955 », lire: « Pujos (Jean-Pierre), 18 octobre 1955 ».

Même page, 2e colonne:

Arme blindée et cavalerie.

1re RÉGION MILITAIRE

Subdivision de Paris.

Au lieu de: « Des Comtes de Blegiers de Pierregrosse (Raymond-Guillaume-Jules-Auguste-Charles), 18 octobre 1955 », lire: « Des Comtes de Blegiers de Pierregrosse (Raymond-Guillaume-Jules-Auguste-Charles), 18 octobre 1955 ».

Au lieu de: « De Jouvencel (Guy-Alexandre-Fernand-Paul), 18 octobre 1955 », lire: « De Jouvencel (Guy-Aldegonde-Fernand-Paul), 18 octobre 1955 ».

Page 11226, 2e colonne:

10e RÉGION MILITAIRE

Division d'Oran.

Au lieu de: « Rigand (Gérard-Auguste), 1er décembre 1955 », lire: « Rigaud (Gérard-Auguste), 13 novembre 1955 ».

Page 11227, 1re colonne:

TROUPES DU MAROC

Commandement de l'arme blindée et de la cavalerie.

Au lieu de: « Du Cauze de Mazelle (Philippe-Ferdinand), 1er décembre 1955 », lire: « Du Cauze de Nazelle (Philippe-Ferdinand), 1er décembre 1955 ».

Même page, même colonne:

Artillerie.

1re RÉGION MILITAIRE

Subdivision d'Orléans.

Au lieu de: « Bouchard (Louis-Gustave-Marie), 12 décembre 1955 », lire: « Louchard (Louis-Gustave-Marie), 12 octobre 1955 ».

Même page, 2e colonne:

2e RÉGION MILITAIRE

Subdivision de Rouen.

Au lieu de: « Boldin (André-Jean-Marie), 18 octobre 1955 », lire: « Boidin (André-Jean-Marie), 18 octobre 1955 ».

Page 11229, 1re colonne:

TROUPES DE TUNISIE

Subdivision de Tunis.

Au lieu de: « Garret (Georges-Sursaire-Eugène-Marie), 15 septembre 1955 », lire: « Garret (Georges-Susaire-Eugène-Marie), 15 septembre 1955 ».

Même page, 2e colonne:

Train.

1re RÉGION MILITAIRE

Subdivision de Paris.

Au lieu de: « Duval (Alain-Brune-Philippe-Eugène), 18 octobre 1955 », lire: « Duval (Alain-Bruno-Philippe-Eugène), 18 octobre 1955 ».

(Le reste sans changement.)

Décret portant nomination dans les cadres des officiers de réserve de l'armée de terre.

Rectificatif au *Journal officiel* du 18 novembre 1955: page 11221, 1re colonne, Service de l'intendance, au lieu de: « Frasnel (Jacques-Jean-Pierre-Charles), classe 1949, recrutement d'Albi, mle 22089 », lire: « Fresnel » (le reste sans changement).

Acceptation d'une donation.

Par arrêté du ministre de la défense nationale et des forces armées en date du 14 décembre 1955, est acceptée, aux clauses et conditions générales imposées par le donateur, la donation consentie par M. John A. Gade, capitaine de vaisseau en retraite de la marine des Etats-Unis, en faveur du ministre de la défense nationale et des forces armées (marine) (institution du prix « de Grasse » en faveur d'un élève de l'école navale).

Fonds de concours.

Par arrêté interministériel en date du 17 décembre 1955, il a été ouvert, à titre de fonds de concours, un crédit de payement d'un montant de 217.874.894 F applicable au chapitre 53-72: « Matériel de série de l'armée de l'air » de la section Air du budget de la défense nationale et des forces armées pour l'exercice 1955.

Transferts d'autorisations de programme.

Le ministre de la défense nationale et des forces armées et le secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques,

Vu l'article 9 de la loi n° 51-651 du 24 mai 1951 relative au développement des crédits affectés aux dépenses militaires de fonctionnement et d'équipement pour l'exercice 1951 (Défense nationale);
Vu la loi n° 54-1312 du 31 décembre 1954 relative au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère des travaux publics, des transports et du tourisme pour l'exercice 1955 (II: Aviation civile et commerciale);
Vu la loi n° 55-1044 du 6 août 1955 relative au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère de la défense nationale et des forces armées pour les exercices 1955 et 1956;
Vu le décret n° 55-1292 du 3 octobre 1955 portant autorisation de dépenses en excédent des crédits ouverts;
Vu la décision du conseil des ministres du 6 octobre 1955,

Arrêtent:

Art. 1er. — Sur les autorisations de programme accordées au ministre de la défense nationale et des forces armées, sur l'exercice 1955, par la loi n° 55-1044 du 6 août 1955 et par des textes spéciaux, une autorisation de programme d'un montant de 55 millions de francs est définitivement annulée sur le chapitre 54-61: « Aéronautique navale. — Bases » de la section Marine du budget de la défense nationale et des forces armées.

Art. 2. — Il est ouvert au ministre des travaux publics, des transports et du tourisme, sur l'exercice 1955, en addition aux autorisations de programme accordées par la loi n° 54-1312 du 31 décembre 1954 et par des textes spéciaux, une autorisation de programme de 55 millions de francs applicable au chapitre 58-92: « Travaux et installations effectués hors de la métropole pour le compte d'autres départements ministériels (acquisitions immobilières, travaux, fournitures, main-d'œuvre et surveillance) » du budget des travaux publics, des transports et du tourisme (II: Aviation civile et commerciale).

Art. 3. — Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme rendra compte de l'emploi de l'autorisation de programme ainsi transférée dans les mêmes conditions que pour celles de son propre budget.

Art. 4. — Le directeur des services financiers et des programmes au ministère de la défense nationale et des forces armées et le directeur du budget au ministère des finances et des affaires économiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 19 décembre 1955.

Pour le ministre de la défense nationale
et des forces armées et par délégation:
Le directeur des services financiers
et des programmes,
CAMILLE LADÉ.

Pour le secrétaire d'Etat aux finances
et aux affaires économiques et par délégation:
Le directeur du budget,
ROGER GOETZE.

Le ministre de la défense nationale et des forces armées et le secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques,

Vu l'article 9 de la loi n° 51-651 du 24 mai 1951 relative au développement des crédits affectés aux dépenses militaires de fonctionnement et d'équipement pour l'exercice 1951 (Défense nationale);
Vu la loi n° 54-1312 du 31 décembre 1954 relative au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère des travaux publics, des transports et du tourisme pour l'exercice 1955 (II: Aviation civile et commerciale);
Vu la loi n° 55-1044 du 6 août 1955 relative au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère de la défense nationale et des forces armées pour les exercices 1955 et 1956,

Arrêtent:

Art. 1er. — Sur les autorisations de programme et les crédits de payement ouverts au ministre de la défense nationale et des forces armées, pour l'exercice 1955, par la loi n° 55-1044 du 6 août 1955, sont définitivement annulés une autorisation de programme et un crédit de payement d'un montant de 110 millions de francs, applicables au chapitre 54-61: « Service du génie. — Equipement » de la section Guerre du budget de la défense nationale et des forces armées.

Art. 2. — Il est ouvert au ministre des travaux publics, des transports et du tourisme, au titre de l'exercice 1955, en addition aux autorisations de programme et aux crédits de payement ouverts par la loi n° 54-1312 du 31 décembre 1954 et par des textes spéciaux, une autorisation de programme et un crédit de payement d'un montant de 110 millions de francs applicables au chapitre 53-90: « Equipement des aéroports et routes aériennes. — Métropole » du budget des travaux publics, des transports et du tourisme (II: Aviation civile et commerciale).

Art. 3. — Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme rendra compte de l'emploi des crédits ainsi transférés dans les mêmes conditions que pour ceux de son propre budget.

Art. 4. — Le directeur des services financiers et des programmes au ministère de la défense nationale et des forces armées et le directeur du budget au ministère des finances et des affaires économiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 19 décembre 1955.

Le ministre de la défense nationale et des forces armées,
Pour le ministre et par délégation:
Le directeur des services financiers et des programmes,
CAMILLE LADÉ.

Pour le secrétaire d'Etat aux finances
et aux affaires économiques et par délégation:
Le directeur du budget,
ROGER GOETZE.

Administration centrale de l'air.

Par arrêté en date du 8 décembre 1955, les professeurs adjoints dont les noms suivent bénéficieront des majorations pour services de guerre ci-après, en application des dispositions du décret n° 54-138 du 28 janvier 1954:

M. Jullien (Jean), professeur adjoint de 2e classe: 2 mois 4 jours.

M. Lassauvajue (Eugène), professeur adjoint de 2e classe: 2 mois 1 jour

M. Lestrade (Louis), professeur adjoint de 2e classe: 2 mois 2 jours.

M. Lucas (Jean), professeur adjoint de 1re classe: 2 mois 2 jours.

M. Peyrefiche (Marcel), professeur adjoint de 1re classe: 2 mois 2 jours.

M. Tauzin (Yves), professeur adjoint de 1re classe: 2 mois 2 jours.

Compte tenu des dispositions ci-dessus et de l'arrêté du 19 avril 1955 en ce qui concerne M. Uchan, les fonctionnaires dont les noms suivent sont reclassés dans les conditions ci-après:

M. Jullien (Jean) est nommé professeur adjoint de 1re classe à compter du 27 octobre 1955, en utilisant 2 mois 4 jours de majorations pour services de guerre (reliquat: néant).

M. Lassauvajue (Eugène) est nommé professeur adjoint de 1re classe à compter du 30 octobre 1955, en utilisant 2 mois 1 jour de majorations pour services de guerre (reliquat: néant).

M. Lestrade (Louis) est nommé professeur adjoint de 1re classe à compter du 29 octobre 1955, en utilisant 2 mois 2 jours de majorations pour services de guerre (reliquat: néant).

M. Uchan (Léonce) est nommé professeur adjoint de 1re classe à compter du 29 octobre 1955, en utilisant 2 mois 2 jours de majorations pour services de guerre (reliquat: néant).

Constructions et armes navales.

Par arrêté du secrétaire d'Etat à la défense nationale et aux forces armées, l'arrêté du ministre de la marine en date du 7 juin 1945 est annulé en ce qui concerne M. Noguier (Marcel), agent administratif adjoint de 2e classe des directions de travaux, port matriculaire: Toulon.

M. Noguier (Marcel) est réintégré dans ses fonctions, à compter de la date de notification du présent arrêté, avec redressement administratif et financier.

Il est réaffecté à la même date à son port matriculaire.

Etudes et fabrications d'armement.

Les secrétaires administratifs de 1re classe de la direction des études et fabrications d'armement dont les noms suivent, qui ont été inscrits au tableau d'avancement de classe valable pour l'année 1954, sont promus à compter du 1er juillet 1954 au 1er échelon de la classe principale de leur grade par arrêté en date du 1er décembre 1955:

MM. Driard (Pierre), administration centrale.
Berger (Michel), atelier de construction de Lyon.

Par arrêté en date du 1er décembre 1955, M. Blais (Fernand), nommé secrétaire administratif stagiaire à l'atelier de construction de Rennes, au titre de la législation sur les emplois réservés, est titularisé dans son emploi à la date du 13 juillet 1955.

Par arrêté en date du 5 décembre 1955, les agents administratifs de la direction des études et fabrications d'armement dont les noms suivent sont nommés à l'emploi de secrétaire administratif et titularisés dans le grade correspondant à compter du 1er janvier 1952:

MM. Magnoloux (Jean), manufacture nationale d'armes de Saint-Etienne.
Soisson (Paul), atelier de construction de Roanne.
Laguerre (Henri), atelier de construction de Tarbes.
Elbaz (David), atelier de fabrication de Toulouse.
Coquard (Maurice), atelier de construction de Bourges.
Vedrines (Louis), atelier de chargement de Clermont-Ferrand.
Guillot (Edouard), atelier de construction de Puteaux.
Augustin (Henri), atelier de construction de Lyon.
Ailhaud (Edmond), atelier de construction de Lyon.
Vivier (Ernest), atelier de chargement de Moulins.
Dutrey (Jean), atelier de construction de Tarbes.
Laboué (François), administration centrale.
Capou (André), établissement d'expériences techniques de Toulon.
Dusouillez (Edmond), établissement d'expériences techniques de de Bourges.
Masson (Hubert), administration centrale.
Breton (Ernest), administration centrale.
Mayen (Victor), direction régionale de surveillance du Sud-Est.

La date d'effet pécuniaire de ces nominations est fixée au 12 avril 1955.

Techniciens d'études et de fabrications.

Par arrêté en date du 5 décembre 1955, les dispositions de l'article 1er de l'arrêté du 4 février 1955 (*Journal officiel* du 24 février 1955), portant intégration dans les grades du corps des techniciens d'études et de fabrications des travaux mécaniques du service des fabrications d'armement, sont modifiées ainsi qu'il suit:

Technicien chef de travaux du corps de techniciens d'études et de fabrications des travaux mécaniques.

Classe normale, 2e échelon.

Après:

M. Schenmetzler (Raymond), atelier de construction d'Issy-les-Moulineaux.

Ajouter:

M. Bridier (Louis), atelier de construction de Puteaux.

Rectificatif au *Journal officiel* du 8 décembre 1955:

Page 11955, au lieu de: « Toutes (Robert), ancienneté reportée au 16 août 1947 », lire: « Toutée (Robert), ancienneté reportée au 16 août 1947 »; au lieu de: « Bechelli (Aimé), ancienneté reportée au 1er janvier 1948 », lire: « Beghelli (Aimé), ancienneté reportée au 1er janvier 1948 »; ajouter ensuite: « Bohn (Emile), ancienneté reportée au 1er janvier 1948 ».

Page 11958, au lieu de: « Lampel (Gabriel), ancienneté reportée au 1er septembre 1953 », lire: « Lampel (Marcel), ancienneté reportée au 1er septembre 1953 ».

Commission consultative des officiers de réserve de l'armée de l'air.

Par décision du 17 décembre 1955, en application des dispositions de l'arrêté du 14 octobre 1948, les officiers de réserve de l'armée de l'air dont les noms suivent sont, sur proposition des généraux commandant les régions aériennes, désignés pour faire partie de la commission consultative des officiers de réserve de l'armée de l'air en 1956:

1re région aérienne.

M. Leroy (Roger-Joseph), lieutenant-colonel.
M. Aubry (Maurice-Antoine-Joseph), commandant.

2e région aérienne.

M. Bréguet (François-René-Jean), commandant.
M. Beaurepaire (Pierre-Marie-Emile), capitaine.

3e région aérienne.

M. Cazenave (Franck-André), commandant.
M. Papaix (Jean), commandant.

4e région aérienne

M. Haon (Frédéric-Alphonse-Emmanuel), lieutenant-colonel.
M. Hostachi (Paul-Auguste-Henri), capitaine.

5e région aérienne.

M. Lobey (André-Ernest-Antoine), lieutenant-colonel.
M. Veuve (Georges-Fernand-Aimé), capitaine.

Tableau d'avancement pour l'année 1955 des fonctionnaires du corps administratif supérieur des services extérieurs de l'air.

Le tableau d'avancement pour 1955, en ce qui concerne les fonctionnaires du corps administratif supérieur des services extérieurs du ministère de la défense nationale et des forces armées (air), est fixé ainsi qu'il suit:

I. — AVANCEMENT DE GRADE

Inscription pour l'accès au grade de chef de service administratif de classe normale.

1 M. Planchou (Marcel). — 2 Mlle Brunet (Georgette).

Inscription pour l'accès au grade de chef adjoint de service administratif de classe normale.

1 M. Alexandre (André), déjà inscrit au tableau 1954. — 2 Mme Viguier (Georgette).

II. — AVANCEMENT DE CLASSE

Inscription pour l'accès à la classe exceptionnelle de chef adjoint de service administratif.

Mme Auvillain (Germaine).

Inscription pour la 1re classe de sous-chef de service administratif.

M. Bie (André).

MINISTERE DES FINANCES ET DES AFFAIRES ECONOMIQUES

Ouverture en 1956 de concours pour le recrutement de lecteurs d'épreuves à l'Imprimerie nationale.

Le ministre des finances et des affaires économiques et le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,

Vu la loi de finances n° 51-598 du 24 mai 1951, et notamment son article 29;

Vu le décret n° 53-712 du 9 août 1953 tendant à réglementer les suppressions d'emplois, les reclassements et les licenciements;

Vu le décret n° 53-1118 du 17 novembre 1953 relatif au personnel des services des affaires allemandes et autrichiennes;

Vu le décret du 14 mai 1945, modifié, relatif à l'organisation du cadre et du statut des fonctionnaires de l'administration de l'Imprimerie nationale;

Vu l'arrêté du 14 janvier 1947 fixant les conditions d'accès à l'emploi de lecteur d'épreuves,

Arrêtent :

Art. 1er. — Est autorisée, au cours de l'année 1956, l'ouverture de concours pour le recrutement de cinq lecteurs d'épreuves.

Art. 2. — Par application des dispositions de l'article 1er de l'arrêté du 11 janvier 1917 susvisé, les places mises au concours sont offertes à raison de trois au concours public et deux au concours restreint entre les ouvriers typographes de l'Imprimerie nationale.

Art. 3. — Indépendamment des emplois auxquels donne accès le recrutement visé à l'article 1er ci-dessus, il pourra être pourvu, dans les conditions prévues par l'article 2 du décret n° 53-712 du 9 août 1953, à un emploi de lecteur d'épreuves à l'Imprimerie nationale.

Art. 4. — Le directeur du personnel et du matériel au ministère des finances et des affaires économiques est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 19 décembre 1955.

Le ministre des finances et des affaires économiques,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du cabinet,

PIERRE BESSE.

Pour le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil et par délégation :

Le directeur de la fonction publique,

PIERRE CHATENET.

MINISTERE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

Décret n° 55-1671 du 26 décembre 1955 portant convocation des collèges électoraux dans les Etablissements français de l'Océanie pour l'élection d'un député à l'Assemblée nationale.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer,

Vu la loi n° 46-668 du 12 avril 1946 instituant une procédure exceptionnelle de vote par procuration en faveur de certaines catégories d'électeurs ;

Vu la loi n° 46-2151 du 5 octobre 1946 relative à l'élection des membres de l'Assemblée nationale et les lois qui l'ont complétée ou modifiée ;

Vu la loi n° 51-586 du 23 mai 1951 relative à l'élection des députés à l'Assemblée nationale dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, et les lois qui l'ont modifiée ;

Vu le décret n° 46-2068 du 25 septembre 1946 déterminant les conditions d'application aux électeurs ressortissants des territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer de la loi n° 46-668 du 12 avril 1946 susvisée ;

Vu le décret n° 46-2189 du 9 octobre 1946 fixant les modalités d'application, dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, du titre VI de la loi du 5 octobre 1946 susvisée ;

Vu le décret n° 51-594 du 24 mai 1951 fixant les modalités générales d'application de la loi n° 51-586 du 23 mai 1951 susvisée ;

Vu le décret n° 51-596 du 24 mai 1951 fixant, en ce qui concerne la propagande électorale, les modalités d'application de l'article 12 de la loi du 23 mai 1951 ;

Vu le décret n° 52-531 du 10 mai 1952 fixant, dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, les modalités de remboursement par l'Etat des frais de propagande électorale pour les élections à l'Assemblée nationale ;

Vu le décret du 1er décembre 1955 portant dissolution de l'Assemblée nationale ;

Vu le décret n° 55-1581 du 3 décembre 1955 fixant les conditions d'établissement des listes de personnes appelées à participer, dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, aux élections législatives consécutives à la dissolution de l'Assemblée nationale ;

Vu le décret n° 55-1582 du 3 décembre 1955 portant convocation, dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, des collèges électoraux pour l'élection d'une Assemblée nationale ;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète :

Art. 1er. — Dans les Etablissements français de l'Océanie, les collèges électoraux sont convoqués, pour le dimanche 29 janvier 1956, en vue de procéder à l'élection d'un député à l'Assemblée nationale.

Art. 2. — La campagne électorale sera ouverte le 9 janvier 1956, à zéro heure.

Art. 3. — L'élection aura lieu sur les listes électorales arrêtées le 31 mars 1955, complétées dans les conditions fixées par le décret n° 55-1581 du 3 décembre 1955 susvisé.

Toutefois, seront admis au vote, quoique non inscrits sur les listes électorales, les électeurs porteurs d'une décision du juge de paix ordonnant leur inscription ou d'un arrêté de la cour de cassation annulant un jugement qui aurait prononcé leur radiation.

Art. 4. — Le scrutin sera ouvert à huit heures.

Toutefois, le chef du territoire peut, par arrêté, déterminer les conditions dans lesquelles il sera possible de devancer cette heure pour faciliter aux électeurs l'exercice de leurs droits.

Dans tous les cas, le scrutin sera clos à dix-huit heures.

Art. 5. — Le dépouillement des résultats suivra immédiatement le scrutin.

Entreront seuls en ligne de compte les bulletins des candidats pour lesquels un récépissé définitif aura été délivré.

Le relevé des candidatures régulièrement enregistrées sera transmis par le chef du territoire aux maires des communes et aux chefs des circonscriptions administratives composant la circonscription électorale, en sorte qu'il leur soit parvenu cinq jours au moins avant le scrutin.

Art. 6. — Le ministre de la France d'outre-mer est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française, ainsi qu'au *Journal officiel* du territoire, et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 26 décembre 1955.

EDGAR FAURE.

Par le président du conseil des ministres :

Le ministre de la France d'outre-mer,

PIERRE-HENRI TEITGEN.

Décret n° 55-1647 portant création d'une caisse de stabilisation des prix du cacao en Afrique équatoriale française.

Rectificatif au *Journal officiel* du 17 décembre 1955 : page 12216, article 2, après : « cinq représentants des producteurs », au lieu de : « un représentant des producteurs du Gabon », lire : « trois représentants des producteurs du Gabon ».

(Le reste sans changement.)

Administrateurs.

Par arrêté du 19 décembre 1955, M. Soupault (Jean-Michel), administrateur en chef, 1er échelon, de la France d'outre-mer, directeur du cabinet du haut commissaire de la République française à Madagascar, est placé en position de mission dans la métropole pour une période d'un mois au maximum, à compter du 11 septembre 1955, pour accompagner le haut commissaire dans sa mission à Paris.

Administration générale.

Par décision du 19 décembre 1955, M. Mascle (Maurice), chef de bureau hors classe d'administration générale d'outre-mer, est maintenu en activité pour une période de trois mois, à compter du 29 novembre 1955, date à laquelle il a été atteint par la limite d'âge.

Par arrêté du 19 décembre 1955, M. Langlois (Pierre), rédacteur stagiaire d'administration générale d'outre-mer, est titularisé en qualité de rédacteur de 3e classe pour compter du 22 novembre 1954 (rappels pour services militaires réservés).

Par arrêté du 19 décembre 1955, M. Favreux (Jean-Paul), rédacteur de 2e classe d'administration générale d'outre-mer, est placé, sur sa demande, dans la position de disponibilité sans traitement pour une période d'un an, à compter du 6 février 1956.

Elevage et industries animales.

Par arrêté du ministre de la France d'outre-mer en date du 7 décembre 1955, ont été constatés dans le corps des vétérinaires inspecteurs du service de l'élevage et des industries animales de la France d'outre-mer les franchissements d'échelon suivants aux dates ci-après indiquées:

Au 2e échelon du grade de vétérinaire inspecteur en chef.

M. Granjou (Joseph), le 5 juin 1954 (R. S. M. conservés: néant).
M. Perrin (Edmond), le 27 septembre 1955 (R. S. M.: néant).
M. Chalumeau (Paul), le 27 octobre 1955 (R. S. M.: néant).

Au 2e échelon de la classe principale du grade de vétérinaire inspecteur.

M. Valette (Pierre), le 27 mai 1955 (R. S. M. et majorations conservés: néant).
M. Vidal (Paul), le 1er juillet 1955 (R. S. M.: néant).

Au 2e échelon de la 1re classe du grade de vétérinaire inspecteur.

M. Gerome (Robert), le 1er janvier 1955 (R. S. M.: néant; majorations conservées: 1 an 8 mois 10 jours).

Enseignement.

Par arrêté du ministre de la France d'outre-mer en date du 9 décembre 1955, M. Cabrière (Edmond), professeur agrégé, directeur de l'enseignement à Madagascar, est placé en position de mission à Paris pour une durée maximum d'un mois, à compter du 21 octobre 1955.

Postes et télécommunications.

Par arrêté du ministre de la France d'outre-mer en date du 19 décembre 1955, M. Pelletier (Charles), inspecteur de 1re classe du cadre général des postes et télécommunications de la France d'outre-mer, a été réintégré dans son emploi et affecté à l'administration centrale (service administratif central) à compter du 1er décembre 1955.

Par arrêté du ministre de la France d'outre-mer en date du 19 décembre 1955, M. Massonni (Etienne), agent principal des installations électro-mécaniques du cadre supérieur des postes et télécommunications de l'Afrique équatoriale française, a été placé dans la position de mission en France pour une durée de trois mois, à compter du 1er septembre 1954, pour suivre les cours professionnels organisés par la direction des services d'enseignement du ministère des postes, télégraphes et téléphones.

Par arrêté du ministre de la France d'outre-mer en date du 19 décembre 1955, M. Hibon (Jacques), receveur supérieur de 1re classe après six ans du cadre général des postes et télécommunications de la France d'outre-mer, a été admis, sur sa demande, à faire valoir ses droits à la retraite pour ancienneté de services au titre de la caisse des retraites de la France d'outre mer.

Services sanitaires.

Par arrêté du 16 décembre 1955:

Par additif au tableau d'avancement des médecins, pharmaciens et sages-femmes africains de l'année 1955, Mme Diouf, née Sow (Anne-Marie), sage-femme africaine de 1re classe, est inscrite pour le grade de sage-femme africaine principale de 4e classe, entre Mmes Berthe, née Sere (Marie), et Cisse, née Diakite Ahoua.

Mme Diouf, née Sow (Anne-Marie), sage-femme africaine de 1re classe, est promue au grade de sage-femme africaine principale de 4e classe pour compter du 1er janvier 1955, tant au point de vue de la solde que de l'ancienneté

Travaux météorologiques.

Par arrêté du ministre de la France d'outre-mer en date du 19 décembre 1955, M. Montariol (Claude), ingénieur adjoint stagiaire de 4e classe du cadre général des travaux météorologiques de la France d'outre-mer, a été titularisé dans l'échelon avant deux ans du grade d'ingénieur adjoint de 4e classe, pour compter du 20 octobre 1953.

Un rappel d'ancienneté pour services militaires de 1 an 5 mois 23 jours a été attribué à M. Montariol (Claude), ingénieur adjoint de 4e classe.

M. Montariol (Claude), ingénieur adjoint de 4e classe, a été promu à la 3e classe de son grade, tant au point de vue de la solde qu'en ce qui concerne l'ancienneté, pour compter du 1er août 1955 (R. S. M. conservés: 9 mois 10 jours).

Par arrêté du ministre de la France d'outre-mer en date du 19 décembre 1955, M. Rodier (René), ingénieur de 1re classe des travaux météorologiques de la France d'outre-mer, a reçu, au titre de la loi du 19 juillet 1952, avec effet rétroactif pour compter du 21 juillet 1952, des majorations d'ancienneté de 2 ans 1 mois 19 jours.

M. Rodier (René) est reclassé comme suit, pour compter des dates ci-dessous indiquées, tant au point de vue de la solde que de l'ancienneté :

Ingénieur de 2e classe le 21 juillet 1952; majorations conservées: 1 an 2 mois 9 jours (R. S. M. conservés: 10 mois 4 jours);

Ingénieur de 1re classe le 21 juillet 1953; majorations conservées: 2 mois 9 jours (R. S. M. conservés: 10 mois 4 jours).

Travaux publics.

Par arrêté du ministre de la France d'outre-mer en date du 19 décembre 1955, M. Rousselot (Michel), ingénieur de 3e classe des ponts et chaussées, placé, à compter du 1er octobre 1955, dans la position de service détaché auprès du ministère de la France d'outre-mer, a été, pour compter de la même date, classé dans le cadre général des travaux publics de la France d'outre-mer, au grade d'ingénieur principal de 3e classe (2e échelon), en conservant dans la classe une ancienneté civile d'un an.

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

Décret n° 55-1672 du 26 décembre 1955 relatif à la transformation en facultés des écoles nationales de médecine et de pharmacie de Clermont-Ferrand, Nantes et Rennes.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de l'éducation nationale, du ministre de la santé publique et de la population, du ministre des finances et des affaires économiques et du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,

Vu la loi du 19 octobre 1946;

Vu la loi n° 54-226 du 3 mars 1954 transformant les écoles de médecine et de pharmacie de Clermont-Ferrand, Nantes et Rennes en facultés mixtes de médecine et de pharmacie;

Vu le décret du 28 décembre 1885 relatif à l'organisation des facultés et écoles d'enseignement supérieur;

Vu le décret du 21 juillet 1897 relatif aux conseils des universités, modifié par le décret du 31 juillet 1920;

Vu le décret du 4 janvier 1921 relatif aux professeurs sans chaire, modifié par le décret n° 52-1378 du 22 décembre 1952;

Vu le décret n° 55-234 du 10 février 1955 relatif aux écoles nationales de médecine et de pharmacie;

Vu la convention en date du 2 septembre 1955 souscrite entre l'université de Rennes et la commission administrative du centre hospitalier régional de Rennes, approuvée par délibération du conseil municipal de la ville de Rennes en date du 18 octobre 1955 et par les autorités de tutelle, fixant le régime organique de l'enseignement clinique de la faculté mixte de médecine et de pharmacie de Rennes et déterminant notamment les services hospitaliers affectés à cette faculté pour les cliniques nécessaires à cet enseignement;

Vu la convention en date du 27 septembre 1955 souscrite entre l'université de Clermont-Ferrand et la commission administrative du centre hospitalier régional de Clermont-Ferrand, approuvée par délibération du conseil municipal de la ville de Clermont-Ferrand en date du 4 octobre 1955 et par les autorités

de tutelle, fixant le régime organique de l'enseignement clinique de la faculté mixte de médecine et de pharmacie de Clermont-Ferrand et déterminant notamment les services hospitaliers affectés à cette faculté pour les cliniques nécessaires à cet enseignement;

Vu la convention en date du 13 novembre 1955 souscrite entre l'université de Nantes et la commission administrative du centre hospitalier régional de Nantes, approuvée par délibération du conseil municipal de la ville de Nantes en date du 14 octobre 1955 et par les autorités de tutelle, fixant le régime organique de l'enseignement clinique de la faculté mixte de médecine et de pharmacie de Nantes et déterminant notamment les services hospitaliers affectés à cette faculté pour les cliniques nécessaires à cet enseignement;

Le conseil de l'enseignement supérieur (section permanente) entendu;

Le conseil supérieur de l'éducation nationale (section permanente) entendu;

Après avis du conseil d'Etat (commission représentant la section de l'intérieur, des finances, des travaux publics, la section sociale et la section du contentieux),

Décrète:

Art. 1er. — Les facultés mixtes de médecine et de pharmacie de Clermont-Ferrand, Nantes et Rennes, établies par l'article 2 de la loi susvisée du 3 mars 1954, sont installées à dater du 1er janvier 1956.

Art. 2. — Les professeurs titulaires des écoles nationales de médecine et de pharmacie de Clermont-Ferrand, Nantes et Rennes, supprimées par l'article 1er de la loi susvisée du 3 mars 1954, seront nommés respectivement aux facultés mixtes de médecine et de pharmacie de Clermont-Ferrand, Nantes et Rennes, sur proposition des formations compétentes du comité consultatif des universités, soit professeurs titulaires des facultés, soit professeurs sans chaire au sens fixé par le décret du 4 janvier 1921 modifié.

Les professeurs chargés de cours à titre permanent des écoles nationales de médecine et de pharmacie de Clermont-Ferrand, Nantes et Rennes seront nommés dans les mêmes formes respectivement aux facultés mixtes de médecine et de pharmacie de Clermont-Ferrand, Nantes et Rennes, soit professeurs sans chaire, soit chargés de cours sans limite de temps.

Au cours de la session consacrée aux propositions visées aux alinéas précédents, le comité consultatif examinera, dans la limite des chaires disponibles, les titres et services des professeurs titulaires des facultés qui auront demandé dans un délai de vingt jours, à compter de la date de publication au *Journal officiel* du présent décret, leur transfert aux facultés de Clermont-Ferrand, Nantes et Rennes.

Art. 3. — Sous réserve des dispositions de l'article 4 du décret du 4 janvier 1921, les professeurs sans chaire visés à l'article 2 ci-dessus conservent, aux facultés mixtes de médecine et de pharmacie de Clermont-Ferrand, Nantes et Rennes, le bénéfice des dispositions qui leur étaient applicables dans le cadre des écoles nationales de médecine auquel ils appartenaient.

Les chargés de cours sans limite de temps visés à l'article 2 ci-dessus conservent également le bénéfice des dispositions relatives aux professeurs chargés de cours à titre permanent des écoles nationales de médecine et de pharmacie fixées par le décret du 10 février 1955.

Art. 4. — Les maîtres de conférences agrégés, les agrégés, les chefs de travaux pratiques et les assistants ainsi que les fonctionnaires et agents des écoles nationales de médecine et de pharmacie de Clermont-Ferrand, Nantes et Rennes appartenant aux divers cadres des personnels technique, administratif et de service définis par le décret du 10 février 1955, seront nommés dans les cadres correspondants des nouvelles facultés.

Art. 5. — Jusqu'au 31 décembre 1961 feront partie de l'assemblée de la faculté tous les maîtres de conférences agrégés et agrégés en exercice, nonobstant les dispositions de l'article 3 du décret du 7 mars 1936, ainsi que les chargés de cours sans limite de temps.

Toutefois, pour l'élection du doyen et des représentants de la faculté au conseil de l'université, dans les conditions prévues à l'article 1er du décret du 21 juillet 1897, l'assemblée de la faculté aura la composition prévue à l'article 19 du décret du 28 décembre 1885 complété par l'article 3 du décret du 7 mars 1936.

Art. 6. — Le ministre de l'éducation nationale, le ministre de la santé publique et de la population, le ministre des finances et des affaires économiques, le secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques et le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 26 décembre 1955.

EDGAR FAURE.

Par le président du conseil des ministres:

Le ministre de l'éducation nationale,
JEAN BERTHOIN.

Le ministre des finances et des affaires économiques,
PIERRE PFLIMLIN.

Le ministre de la santé publique et de la population,
BERNARD LAFAY.

Le secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques,
GILBERT-JULES.

Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,
JEAN MÉDECIN.

Décret instituant en 1956 et 1957 un groupe II « bis » à la section des sciences du concours commun aux candidats à l'école normale supérieure et aux bourses de licence et d'agrégation près les facultés des sciences et des lettres des universités de Paris ou des départements.

Rectificatif au *Journal officiel* du 3 décembre 1955: page 11721, 1re colonne, 9e ligne, au lieu de: « 6° Epreuve pratique et physique », lire: « 6° Epreuve pratique de physique ».

Modification de l'arrêté du 18 octobre 1950 modifié fixant les conditions d'admission à l'école nationale d'ingénieurs de Strasbourg en vue d'une fusion partielle du concours de recrutement de cet établissement et du concours de recrutement de l'école nationale de radiotechnique et d'électricité appliquée.

Le ministre de l'éducation nationale,

Vu le décret n° 50-1056 du 29 août 1950 portant organisation de l'école nationale d'ingénieurs de Strasbourg;

Vu l'arrêté du 18 octobre 1950, modifié par l'arrêté du 22 octobre 1953, fixant les conditions d'admission à cet établissement;

Vu le décret du 7 mai 1951 relatif à la limite d'âge pour l'admission à l'école nationale d'ingénieurs de Strasbourg;

La section permanente du conseil de l'enseignement technique entendue;

Sur proposition du directeur général de l'enseignement technique,

Arrête:

Art. 1er. — Les épreuves écrites du concours d'admission à l'école nationale d'ingénieurs de Strasbourg, définies à l'article 5 de l'arrêté du 18 octobre 1950, sont modifiées comme suit:

Nature des épreuves.	Coefficient.
« Dissertation (durée: trois heures)	3
« Commentaire de texte (durée: une heure)	1
« Algèbre et trigonométrie (durée: trois heures)	3
« Calcul numérique (durée: une heure)	1
« Géométrie (durée: trois heures)	3
« Géométrie descriptive (durée: une heure et demie)	1
« Mécanique et physique (durée: trois heures)	3
« Chimie (durée: deux heures)	2
« Langue étrangère (durée: une heure et demie)	2 ».

Art. 2. — Les candidats à certaines sections pourront être invités à subir l'épreuve de dessin technique prévue au paragraphe B de l'article 5 de l'arrêté précité en même temps que les épreuves écrites.

Art. 3. — Le directeur général de l'enseignement technique est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 5 décembre 1955.

JEAN BERTHOIN.

Modification de l'arrêté du 18 août 1952 fixant les conditions d'admission à l'école nationale de radiotechnique et d'électricité appliquée en vue d'une fusion partielle du concours de recrutement de cet établissement et du concours de recrutement de l'école nationale d'ingénieurs de Strasbourg.

Le ministre de l'éducation nationale,

Vu le décret n° 52-794 du 8 juillet 1952 portant organisation de l'école nationale de radiotechnique et d'électricité appliquée;

Vu l'arrêté du 18 août 1952 fixant les conditions d'admission à cet établissement;

La section permanente du conseil de l'enseignement technique entendue;

Sur proposition du directeur général de l'enseignement technique,

Arrête :

Art. 1er. — Les épreuves écrites du concours d'admission à l'école nationale de radiotechnique et d'électricité appliquée, définies à l'article 5 de l'arrêté du 18 août 1952, sont modifiées comme suit :

Nature des épreuves.	Coefficient.
« Dissertation (durée : trois heures)	3
« Commentaire de texte (durée : une heure)	1
« Dessin industriel (durée : quatre heures)	2
« Algèbre et trigonométrie (durée : trois heures)	4
« Calcul numérique (durée : une heure)	1
« Géométrie (durée : trois heures)	3
« Géométrie descriptive (durée : une heure et demie)	1
« Mécanique et physique (durée : trois heures)	3
« Chimie (durée : deux heures)	2
« Langue étrangère (durée : une heure et demie)	2 ».

Art. 2. — L'épreuve pratique définie au même article de l'arrêté précité est modifiée comme suit :

	Coefficient.
« Epreuve de traçage, ajustage, perçage d'une pièce mécanique (durée : six heures)	3
« Analyse par écrit du travail (phases d'usinage) (durée : une heure)	1
« Interrogation écrite de technologie (durée : une heure)	1 ».

Art. 3. — Les dispositions de l'alinéa 3 de l'article 8 de l'arrêté précité sont modifiées comme suit :

« Deux notes particulières inférieures à 6, ou un zéro maintenus après délibération du jury, entraînent l'élimination. »

Art. 4. — Le directeur général de l'enseignement technique est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 5 décembre 1955.

JEAN BERTHOIN.

Fonds de concours.

Par arrêté interministériel en date du 9 décembre 1955, il a été ouvert, à titre de fonds de concours, des crédits d'un montant total de 134.061.895 F, applicables aux chapitres ci-après du budget de l'éducation nationale pour l'exercice 1955 :

Chap. 31-14. — Grands établissements d'enseignement supérieurs. — Institut de France. — Académie de médecine. — Rémunérations principales (Art. 1er : Traitements du personnel titulaire)		1.142.591 F.
Chap. 31.15. — Grands établissements d'enseignement supérieurs. — Ecoles normales supérieures. — Institut de France. — Académie de médecine. — Indemnités et allocations diverses (Art. 2 : Indemnités pour sujétions spéciales)		28.000
Chap. 31.91. — Indemnités résidentielles		653.200
Art. 1er : Indemnités de résidence	634.000 F.	
Art. 4 : Primes de transport	19.200	
	653.200 F.	
Chap. 31.95. — Hygiène scolaire et universitaire. — Rémunérations et vacations du personnel médical et social		19.611.375
Art. 2 : Rémunération du personnel contractuel	9.999.825 F.	
Art. 3 : Médecins, assistantes et infirmières rémunérés à l'acte ou à la vacation et examens radiologiques	9.611.550	
	19.611.375 F.	
Chap. 34.62. — Bibliothèques. — Matériel (Art. 3 : Bibliothèques de lecture publique)		602.838
Chap. 34.83. — Service du droit d'entrée dans les musées et monuments de l'Etat		4.000.000
Art. 1er : Personnel	3.000.000 F.	
Art. 2 : Matériel	1.000.000	
	4.000.000 F.	
Chap. 34.94. — Hygiène scolaire et universitaire. — Remboursement de frais (Art. 2 : Médecins départementaux, médecins de secteur, assistantes, infirmières et adjointes d'hygiène scolaire et universitaire)		3.558.200
Chap. 34.95. — Hygiène scolaire et universitaire. — Matériel (Art. 3 : Frais divers de fonctionnement du contrôle médical scolaire et universitaire)		1.196.400
Chap. 35.82. — Bâtiments civils et palais nationaux. — Entretien, aménagement et restauration		1.032.050
Art. 1er : Bâtiments civils	31.450 F.	
Art. 2 : Palais nationaux	1.000.600	
	1.032.050 F.	
Chap. 35.85. — Dépenses de restauration et de rénovation du domaine national de Versailles (Art. 1er : Travaux d'entretien, de conservation et d'aménagement des bâtiments et parcs)		102.267.241
Total		134.061.895 F.

Par ce même arrêté, il a été ouvert, à titre de fonds de concours, des autorisations de programme et des crédits de payement d'un montant total de 60.382.599 F et des autorisations de programme d'un montant de 1.682.599 F, applicables aux chapitres ci-après du budget de l'éducation nationale pour l'exercice 1955 :

	Autorisations de programme.	Crédits de payement.
Chap. 56-21. — Etablissements du second degré appartenant à l'Etat. — Equipement (loi de programme)	—	1.000.000
Chap. 56-25. — Etablissements du second degré appartenant à l'Etat. — Equipement (plan quinquennal)	—	57.700.000
Chap. 56-70. — Manufactures nationales, Mobilier national et écoles d'art nationales. — Equipement en matériel	1.682.599	1.682.599
Totaux	1.682.599	60.382.599

Modification de la composition d'une commission administrative paritaire instituée auprès de la direction des musées de France.

Le ministre de l'éducation nationale et le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,

Vu l'article 22 de la loi du 19 octobre 1946 portant statut général des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 47-1370 du 24 juillet 1947 portant règlement d'administration publique pour l'institution des commissions administratives paritaires et des comités techniques paritaires, modifié par les décrets n° 48-1708 du 5 novembre 1948, n° 50-30 du 1er janvier 1950 et 50-834 du 11 juillet 1950 ;

Vu le décret n° 53-1229 du 10 décembre 1953 portant règlement d'administration publique relatif au statut particulier de certains agents de maîtrise et ouvriers professionnels relevant des services extérieurs du ministère de l'éducation nationale ;

Vu l'arrêté du 7 février 1948 portant institution de commissions administratives paritaires à la direction des musées de France, modifié par celui du 10 octobre 1955,

Arrêtent :

Art. 1er. — L'arrêté du 10 octobre 1955 susvisé est annulé.

Art. 2. — L'article 2 de l'arrêté du 7 février 1948 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

« . . . . . .

Commission administrative paritaire n° 2.

« *a*) Représentants du personnel :		
« Contremaîtres des musées nationaux	4	4
« Chefs d'équipe des musées nationaux	1	1
« Ouvriers professionnels des musées nationaux	2	2
« *b*) Représentants de l'administration	4	4
	8	8 ».

. . . . . .

(Le reste sans changement.)

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 22 décembre 1955.

Le ministre de l'éducation nationale,
Pour le ministre et par délégation :
Le chef de cabinet,
GEORGES MORLOT.

Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,
Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :
Le directeur de la fonction publique,
PIERRE CHATENET.

Dates de concours de l'enseignement du second degré en 1956.

Rectificatif au *Journal officiel* du 9 décembre 1955 : page 12023, à la 34e ligne, C. A. à l'éducation musicale et à l'enseignement du chant choral (2e partie), au lieu de : « 5 mai 1956 », lire : « 5 juin 1956 ».

(Le reste sans changement.)

Commission des titres d'ingénieur.

Par arrêté du 13 décembre 1955, est nommé membre titulaire de la commission des titres d'ingénieur, comme appartenant au personnel de l'enseignement supérieur public :

M. Berger, directeur général de l'enseignement supérieur, en remplacement de M. Donzelot, ancien directeur général de l'enseignement supérieur, appelé à d'autres fonctions.

Enseignement supérieur.

Par arrêté du 15 décembre 1955, sont nommés agrégés des facultés de droit des universités des départements (section de « droit privé »), à compter du 1er novembre 1955, et titularisés à cette même date:

MM. Catala, Dupeyroux (Jean-Jacques), Foyer, Soyer, Blaise, Granger, Verdier, Aussel, Colomer, Guilhe, Mme Sinay.

Par arrêté du 21 décembre 1955, M. Ziegle, assistant à la faculté des sciences de l'université de Paris, est placé, à compter du 15 juin 1955 et pour une période de trois ans, en position de détachement auprès de la présidence du conseil, en qualité de chargé de mission du conseil supérieur de la recherche scientifique et du progrès technique.

Jeunesse et sports.

Par arrêté du 21 novembre 1955, il est mis fin, sur sa demande, au détachement de M. Huin (Pierre), inspecteur de la jeunesse et des sports, détaché auprès du ministère de la France d'outre-mer, pour exercer ses fonctions en Afrique occidentale française.

M. Huin (Pierre) est réintégré dans le corps de l'inspection de la jeunesse et des sports et affecté, en qualité de chef de service, au service départemental de la jeunesse et des sports des Vosges, en remplacement de M. Bronique, admis à faire valoir ses droits à la retraite. Ces dispositions prennent effet à compter du 1er janvier 1956.

Par arrêté du 21 novembre 1955, M. Bailly (Albert), inspecteur de la jeunesse et des sports de 1re classe (cadre Seine—Seine-et-Oise), précédemment en congé de longue durée, est réintégré dans le cadre de l'inspection de la jeunesse et des sports, à compter du 4 août 1955. M. Bailly (Albert) est affecté au service départemental de la jeunesse et des sports de la Seine.

Par arrêté en date du 29 novembre 1955, M. du Mesnil Adelee (Guy), inspecteur de la jeunesse et des sports, détaché auprès du commissariat général aux affaires allemandes et autrichiennes, est reclassé au 1er août 1952 à la 3e classe de son cadre, avec un reliquat d'ancienneté de 3 ans 3 mois.

M. du Mesnil Adelee (Guy) est promu au choix (avancement au temps moyen) de la 3e à la 2e classe des inspecteurs de la jeunesse et des sports, pour compter du 1er janvier 1954, avec un report d'ancienneté de classe de 8 mois. Ces dispositions prennent effet financier au 1er janvier 1954.

Liste des élèves de l'école supérieure de fonderie ayant obtenu le diplôme d'ingénieur ou le diplôme de technicien.

Les élèves, classés par ordre de mérite, dont les noms suivent, de l'école supérieure de fonderie, établissement d'enseignement technique privé reconnu par l'Etat, 278-281, avenue Aristide-Briand, à Bagneux (Seine), ont obtenu à la session de juillet 1955, soit le diplôme d'ingénieur, soit le diplôme de technicien (décision ministérielle du 8 octobre 1955):

I. — *Diplômes d'ingénieur.*

MM.

Godinot (Michel-Henri).
Cury (Hubert).
Delayen (Yvon).
Maisonneuve (Jacques-Robert).
Charles (Alain-Edmond-François).
Billon (Yves).
Hubert (Henri).
Le Dû (Raymond-Jean).
Joron (Roger).
Bize (Jean-Claude).

A titre étranger.

MM. Ghali Moheb Tadros, Jeanneret (Michel).

II. — *Diplômes de technicien.*

MM.

Flagel (Georges).
Mimeret (Raymond-Jules).
Dubois (Guy-Maurice).
Martinat (Jacques).
Demesme (Jacques-Michel).
Quintin (Hervé).
Lebeau (Jacques).
Barat (Jacques).
Leroy (Michel).

Liste des élèves titulaires de première année de l'école nationale supérieure d'électrotechnique, d'hydraulique et de radioélectricité de Grenoble pour la scolarité 1955-1956.

1° *Admis au concours d'entrée de la session de juin* 1955.

(Programme option mathématiques spéciales.)

4 Vigier (Pierre), radioélectricité.
17 Prevost (Jacques), hydraulique.
20 Bouyelle (Denis), hydraulique.
22 Lallement (Bruno), radioélectricité.
31 Debiesse (Yves), hydraulique.
34 Tauveron (Pierre), électrotechnique.
43 Sandoz (Claire) (Mlle), radioélectricité.
44 Delage (Claude), électrotechnique.
47 Hartmann (Jean-Claude), électrotechnique.
53 Vuillot (Michel), électrotechnique.
56 Thiery d'Argenlieu (Olivier), radioélectricité.
59 Delhom (André), radioélectricité.
63 Fleure (Jean), hydraulique.
64 Griffet (François), électrotechnique.
67 Kononow (Mierzislaw), radioélectricité.
69 Brosson (Michel), électrotechnique
75 Veron (Christian), électrotechnique.
78 Dungler (Pierre), électrotechnique.
80 Mazeline (Claude), électrotechnique.
89 Debry (Robert), électrotechnique.
91 Amblard (Marc), électrotechnique.
101 Levy (Jean-Paul), électrotechnique.
104 Vivier (Bernard), électrotechnique.
127 De Poulpiquet du Halgouet, électrotechnique.
134 Callies (Marc), électrotechnique.
135 Bertholon (Claude), électrotechnique.
138 Maillert (Gérard), électrotechnique.
139 Arnaud (Raymond), radioélectricité.
141 O'Byrne (Guy), radioélectricité.
146 Got (Jean-Pierre), électrotechnique.
161 Duregne (Bernard), radioélectricité.
161 Thomas (Jean-Claude), radioélectricité.
165 Huet (Denis), papeterie.

2° *Admis au concours d'entrée de la session de juin* 1955.

(Programme option M. P. C.)

1 Chabert (Yves), radioélectricité.
2 Bourlon (Philippe), radioélectricité.
3 Segel (Michel), hydraulique.
4 Wack (Bernard), hydraulique.
5 Merchez (François), électrotechnique.
6 Plouin (François), radioélectricité.
7 Guer (Michel), hydraulique.
8 Soulier (Pierre), électrotechnique.
9 Rivier (Edouard), radioélectricité.
10 Martin (Michel), radioélectricité.
11 Vacher (Jacques), radioélectricité.
12 Dides (Robert), électrotechnique.
13 Baconnier (Yves), radioélectricité.
14 Bernard (Maurice), radioélectricité.
15 Tariel (Henri), hydraulique.
16 Krafft (Jean), radioélectricité.
17 Casalis (Bernard), radioélectricité.
18 Mlle Lartigue (Françoise), électrotechnique.
19 Robert (Jean), électrotechnique.
21 Belmont (Jacques), électrotechnique.
22 Larvaron (Jean), électrotechnique.
23 Petit (Claude), hydraulique.
24 Valentin (Jean), électrotechnique.
25 Courbaud (Edmond), hydraulique.
26 Duterire (Bernard), électrotechnique.
27 Bouzonvillier (Jean), électrotechnique.
28 Fuchet (Serge), électrotechnique.
31 Levy (Marc), électrotechnique.
33 Bedlou (Jean), électrotechnique.
35 Andre (Marcel), électrotechnique.
36 Cebe (Elie), électrotechnique.
37 Harter (Hugues), électrotechnique.
37 Nicolas (Roger), électrotechnique.
39 Levy (Robert), hydraulique.
40 Lalanne-Berdouticq, électrotechnique.
41 Veis (Alain), électrotechnique.
42 Clouet (François), électrotechnique.
43 Berrada (Abdelhamid), électrotechnique.
44 Langevin (Bernard), électrotechnique.
45 Le Ba Truc, électrotechnique.
46 Deguerry (Michel), électrotechnique.
47 Briand (Hervé), électrotechnique.
48 Rage (Gabriel), électrotechnique.
49 Ebersohl (Gérard), électrotechnique.
50 Waldura (Henri), électrotechnique.

51 Sirand (Paul), électrotechnique.
52 Belmont (Jean-Loup), électrotechnique.
53 Joundi (Farouk), électrotechnique.
54 Blanc (Jacques), électrotechnique.
55 Veyrunes (Jean), électrotechnique.
56 Farina (Georges), électrotechnique.
57 Faudou (Jean), électrotechnique.
58 Mali (Georges), électrotechnique.
59 Badouix (Gérard), électrotechnique.
60 Godfroy (Jean), électrotechnique.
61 Muet (Raymond), électrotechnique.
62 Crosnier (Michel), électrotechnique.

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

Décret n° 55-1617 relevant le plafond des pensions des retraités tributaires de la caisse autonome mutuelle de retraites des petits cheminots.

Rectificatif au *Journal officiel* du 11 décembre 1955: page 12086, article 1er, dernier alinéa, au lieu de: « 1er janvier 1911 », lire: « 1er janvier 1951 ».

Déclassement d'une section de l'ancien tracé de la route nationale n° 766 et reclassement de cette section dans la voirie urbaine de la ville de Blois (Loir-et-Cher).

Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme,

Sur le rapport du directeur des routes et de la circulation routière,

Vu le décret n° 53-1172 du 27 novembre 1953 relatif à l'autorisation et à la déclaration d'utilité publique des travaux concernant les routes nationales, ainsi qu'aux classement et déclassement de celles-ci;

Vu l'arrêté préfectoral du 4 novembre 1952, qui a déclaré d'utilité publique les travaux de redressement de la route nationale n° 766, entre les P. K. 1,100 et 1,300, sur le territoire de la commune de Blois;

Vu la délibération du conseil municipal de Blois en date du 14 septembre 1955;

Vu les rapports des ingénieurs des ponts et chaussées du département de Loir-et-Cher en date des 20-24 août et 20-24 octobre 1955;

Vu le plan au 1/500 visé par l'ingénieur en chef des ponts et chaussées du département de Loir-et-Cher le 24 août 1955,

Arrête:

Art. 1er. — Est déclassée et reclassée dans la voirie urbaine de la ville de Blois la section délaissée de l'ancien tracé de la route nationale n° 766, comprise entre les P. K. 1 071 et 1,298, et représentée en teinte rose sur le plan susvisé, qui restera annexé au présent arrêté.

Art. 2. — Ces déclassement et reclassement auront effet à dater de la publication du présent arrêté.

Art. 3. — Le préfet de Loir-et-Cher est chargé de l'exécution de cet arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 14 décembre 1955.

Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme,
Pour le ministre et par délégation:
Le directeur du cabinet,
HENRI ZIEGLER.

Modification du taux et affectation des péages perçus au port de Mortagne-sur-Gironde au profit de la commune.

Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme et le ministre de l'intérieur,

Vu les lois des 5 avril 1884, 7 avril 1902 et 18 novembre 1922 sur l'organisation municipale;

Vu la loi du 23 février 1911 concernant la perception des péages dans les ports maritimes de commerce et le décret du 26 avril 1911 portant application de cette loi;

Vu le décret du 15 février 1932 autorisant, d'une part, la commune de Mortagne-sur-Gironde à emprunter une somme de 2.500.000 F pour faire face aux dépenses des travaux d'amélioration du port de Mortagne-sur-Gironde, approuvés par décision en date du 12 février 1931 du ministre des travaux publics et, d'autre part, instituant des péages dans ce même port au bénéfice de la commune, pour le produit en être exclusivement affecté à l'amortissement dudit emprunt;

Vu les délibérations des 2 juillet 1954 et 2 août 1955 par lesquelles la commune de Mortagne-sur-Gironde:

A demandé le relèvement du taux des péages susvisés et l'affectation de ces ressources au service d'intérêts et d'amortissement de l'emprunt de 5 millions de francs qu'elle a été autorisée à contracter par arrêté du 3 août 1954 du sous-préfet de Saintes (Charente-Maritime) en vue de faire face au financement des travaux de dévasement du bassin à flot du port, autorisés par décision ministérielle du 3 juin 1955;

S'est engagée, en cas d'insuffisance du produit des péages, à prélever sur les recettes de son budget ordinaire les sommes nécessaires pour parfaire le montant des annuités dudit emprunt;

Vu le dossier de l'enquête ouverte tant sur le nouveau tarif que sur l'affectation des péages, et notamment l'avis de la commission permanente d'enquête du port en date du 24 janvier 1955;

Vu l'avis du ministre de la marine marchande en date du 7 octobre 1955;

Vu l'avis du secrétaire d'Etat aux affaires économiques en date du 6 octobre 1955,

Arrêtent:

Art. 1er. — Le tarif des péages actuellement perçus au port de Mortagne-sur-Gironde en vertu du décret du 15 février 1932 est remplacé par le tarif ci-après:

I. — *Taxes applicables aux marchandises*
(embarquées, débarquées ou transbordées dans le port).

Taxation par quintal métrique et par article de déclaration.... 30 F.

Les déclarations seront arrondies, par article de déclaration, au quintal le plus voisin par excès.

II. — *Taxes applicables aux voyageurs*
(embarqués ou débarqués dans le port).

Par voyageur..... 10 F.

Mode de perception.

Toutes les taxes sont dues par le bateau.

Exonérations.

Sont exonérés de ces taxes:

Les marchandises appartenant à l'Etat et à ses services non autonomes;

Les fonctionnaires des services de l'Etat dans l'exercice de leurs fonctions.

Art. 2. — Le produit des péages visés à l'article 1er ci-dessus est affecté au service d'intérêts et d'amortissement des emprunts de 2.500.000 F et 5 millions de francs que la commune de Mortagne-sur-Gironde a été autorisée à contracter, le premier, par décret du 15 février 1932, en vue du financement des travaux d'amélioration du port de Mortagne-sur-Gironde (décision ministérielle du 12 février 1931), le second, par arrêté du 3 août 1954 du sous-préfet de Saintes, en vue du financement des travaux de dévasement du bassin à flot du port (décision ministérielle du 3 juin 1955).

La durée de perception desdits péages ne pourra excéder le délai d'amortissement de ces emprunts.

Art. 3 — Il est pris acte de l'engagement souscrit par le conseil municipal de Mortagne-sur-Gironde, dans sa délibération du 2 août 1955, de prélever, en cas d'insuffisance du produit des péages, sur les recettes du budget ordinaire de la commune, les sommes nécessaires au service de l'emprunt susvisé de 5 millions de francs autorisé par arrêté du sous-préfet de Saintes du 3 août 1954.

Art. 4. — Les taxes fixées à l'article 1er ci-dessus entreront en vigueur trente jours après la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 19 décembre 1955.

Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme,
Pour le ministre et par délégation:
Le directeur du cabinet,
HENRI ZIEGLER.

Le ministre de l'intérieur,
Pour le ministre et par délégation:
Le directeur du cabinet,
ROGER RICARD.

Ouverture de crédit sur exercice clos.

Par arrêté interministériel en date du 19 décembre 1955, il est ouvert au ministre des travaux publics, des transports et du tourisme, en augmentation des restes à l'exercice clos 1952, un crédit spécial de 8.210.927 F, montant d'une nouvelle créance constatée sur cet exercice.

Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme est autorisé à ordonnancer cette créance sur le chapitre spécial ouvert au budget des travaux publics, des transports et du tourisme (travaux publics, transports et tourisme) pour les dépenses d'exercices clos.

Transfert à l'Etat des installations annexes du port de la Pointe-des Galets.

Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme et le ministre de l'intérieur,

Vu la loi du 19 mars 1946 érigeant en département la Guadeloupe, la Guyane française, la Martinique et la Réunion;
Vu le décret du 23 mars 1948 portant extension à ces départements de la législation métropolitaine des travaux publics;
Vu l'arrêté interministériel du 30 juin 1948 portant répartition des biens de l'ancien domaine colonial dans les départements dont il s'agit;
Vu le décret n° 50-1579 du 27 décembre 1950 portant dissolution de l'organisme « Chemin de fer et port de la Réunion » (C. P. R.);
Vu le rapport du préfet de la Réunion du 8 octobre 1955;
Vu l'avis du conseil général de la Réunion du 5 octobre 1955,

Arrêtent.

Art. 1er. — Sont transférées à l'Etat les installations annexes ci-après du port de la Pointe-des-Galets:

Appontements;
Hangars, magasins, bureaux, logements et bâtiments divers de service, installations de chantiers;
Engins de levage et matériel de travaux publics;
Matériel naval;
Ateliers (bâtiments et matériels) et cale de halage;
Réseau de distribution d'eau;
Réseau de distribution électrique.

Art. 2. — Ces installations seront remises à l'ingénieur en chef des ponts et chaussées, représentant le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme, par le préfet représentant le département de la Réunion, en présence d'un représentant de l'administration des domaines.
Il sera dressé un procès-verbal de cette remise accompagné d'un plan indiquant la situation des immeubles désignés sur le procès-verbal.

Fait à Paris, le 23 décembre 1955.

Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme,
Pour le ministre et par délégation:
Le directeur du cabinet,
HECTOR ZIELER.

Le ministre de l'intérieur,
Pour le ministre et par délégation:
Le directeur du cabinet,
ROGER RICARD.

Conseil de direction de l'office national de la navigation.

Par arrêté du 14 décembre 1955, M. Dulery, conseiller d'Etat, est nommé membre du conseil de direction de l'office national de la navigation, en remplacement de M. Comolet-Tirman, décédé.

Administration centrale.

Par arrêté en date du 16 décembre 1955, ont été nommés, à compter du 1er juin 1955, adjoints administratifs à l'administration centrale du ministère des travaux publics, des transports et du tourisme:

Mlle Couchecaut (Hélène), adjoint administratif, 6e échelon.
M. Royer (Marcel), adjoint administratif, 5e échelon.

Ecole nationale des ponts et chaussées.

Par arrêté en date du 16 décembre 1955, M. Soula Mohamed Abdelatif, fonctionnaire tunisien, a été nommé élève titulaire de deuxième année, à titre étranger, à l'école nationale des ponts et chaussées, à compter du 1er octobre 1955.

Ponts et chaussées.

Par arrêté du 16 décembre 1955, M. Fumet (Paul), ingénieur de 1re classe des ponts et chaussées au laboratoire central des ponts et chaussées, a été affecté, à compter du 1er décembre 1955, à l'annexe d'Alger du laboratoire central, en qualité de directeur de cette annexe.
Il remplira les fonctions d'ingénieur en chef.

Par arrêté en date du 16 décembre 1955, ont été rapportées les dispositions de l'arrêté en date du 4 novembre 1955 portant détachement auprès du ministère de la France d'outre-mer de M. Rousselin (Michel), ingénieur de 1re classe des ponts et chaussées à Dieppe.

Tableau d'avancement, pour l'année 1955, des officiers de port.

Par arrêté en date du 16 décembre 1955, le tableau d'avancement au choix des officiers de port a été fixé ainsi qu'il suit pour l'année 1955, en ce qui concerne les avancements de grade, savoir:

I. — *Lieutenants de port proposés pour le grade de capitaine de port.*

MM.
Durel (Marcel), inscrit depuis 1948.
Le Coq (Hippolyte), déjà inscrit au tableau de 1953.
Sauvage (Louis), déjà inscrit au tableau de 1953.
Renier (Alexandre), déjà inscrit au tableau de 1953.
Jolly (Eugène), déjà inscrit au tableau de 1953.
Girard (Auguste), déjà inscrit au tableau de 1954.

II. — *Sous-lieutenants de port proposés pour le grade de lieutenant de port.*

MM.
L'Hegarat (Joseph), inscrit depuis 1945.
Moy (Henri), inscrit depuis 1951.
Mattei (Antoine), inscrit depuis 1952.
Le Doublet (Eugène), inscrit depuis 1952.
Potentini (Angel), déjà inscrit au tableau de 1953.
Benard (Hyacinthe), déjà inscrit au tableau de 1953.
Gobard (Prosper), déjà inscrit au tableau de 1953.
Le Roux (Joseph), déjà inscrit au tableau de 1953.
Vincentelli (Dominique), déjà inscrit au tableau de 1954.
Terrier (Henri), déjà inscrit au tableau de 1954.
Vasse (Horace), déjà inscrit au tableau de 1954.

MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE

Transport et distribution d'énergie électrique.

Le ministre de l'industrie et du commerce,

Vu la loi du 15 juin 1906, et notamment son article 12, complété et modifié par le décret du 12 novembre 1938;
Vu la loi du 8 avril 1946, et notamment son article 35;
Vu le décret du 7 juin 1950 portant règlement d'administration publique pour l'application dudit article 35, et notamment son article 19;
Vu le rapport en date du 10 novembre 1955 de l'ingénieur en chef de la 2e circonscription électrique;
Vu l'arrêté du 11 mars 1955 portant délégation de signature,

Arrête:

Art. 1er. — Sont déclarés d'utilité publique les travaux de construction de la ligne d'énergie électrique à 63 kV destinée à relier la centrale de la Société des chutes de l'Ain, à Blye, au poste de répartition de la centrale de la Saisse, à Pont-de-Poitte (Jura).

Art. 2. — Les expropriations nécessaires pour l'exécution desdits travaux devront être effectuées dans un délai de trois années, à compter de la date du présent arrêté.

Art. 3. — Le directeur du gaz et de l'électricité est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 30 novembre 1955.

Pour le ministre de l'industrie et du commerce et par délégation:
Le directeur du gaz et de l'électricité,
LOUIS SAULGEOT.

Le ministre de l'industrie et du commerce,

Vu la loi du 15 juin 1906, et notamment son article 12, complété et modifié par le décret du 12 novembre 1938;
Vu la loi du 8 avril 1946, et notamment son article 35;
Vu le décret du 7 juin 1950 portant règlement d'administration publique pour l'application dudit article 35, et notamment son article 19;
Vu le rapport en date du 17 novembre 1955 de l'ingénieur en chef de la 3e circonscription électrique;
Vu l'arrêté du 11 mars 1955 portant délégation de signature,

Arrête:

Art. 1er. — Sont déclarés d'utilité publique les travaux de construction de la ligne de transport d'énergie électrique à 63 kV Pleslin (Côtes-du-Nord)—Dinard (Ille-et-Vilaine).

Art. 2. — Les expropriations nécessaires pour l'exécution desdits travaux devront être effectuées dans un délai de trois années, à compter de la date du présent arrêté.

Art. 3. — Le directeur du gaz et de l'électricité est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 9 décembre 1955.

Pour le ministre de l'industrie et du commerce
et par délégation:
Le directeur du gaz et de l'électricité,
LOUIS SAULGEOT.

Le ministre de l'industrie et du commerce,

Vu la loi du 15 juin 1906, et notamment son article 12, complété et modifié par le décret du 12 novembre 1938;
Vu la loi du 8 avril 1946, et notamment son article 35;
Vu le décret du 7 juin 1950 portant règlement d'administration publique pour l'application dudit article 35, et notamment son article 19;
Vu le rapport en date du 14 octobre 1955 de l'ingénieur en chef de la 1re circonscription électrique, délégation de Lille;
Vu l'arrêté du 11 mars 1955 portant délégation de signature,

Arrête:

Art. 1er. — Sont déclarés d'utilité publique les travaux de construction de la ligne de transport d'énergie à 225 kV Vendin—Violaines (Pas-de-Calais).

Art. 2. — Les expropriations nécessaires pour l'exécution desdits travaux devront être effectuées dans un délai de trois années à compter de la date du présent arrêté.

Art. 3. — Le directeur du gaz et de l'électricité est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 9 décembre 1955.

Pour le ministre de l'industrie et du commerce
et par délégation:
Le directeur du gaz et de l'électricité,
LOUIS SAULGEOT.

Le ministre de l'industrie et du commerce,

Vu la loi du 15 juin 1906, et notamment son article 19, complété et modifié par le décret du 12 novembre 1938;
Vu la loi du 8 avril 1946, et notamment son article 35;
Vu le décret du 7 juin 1950 portant règlement d'administration publique pour l'application dudit article 35, et notamment ses articles 15 et suivants;
Vu le rapport en date du 24 août 1955 de l'ingénieur en chef de la 6e circonscription électrique;
Vu l'avis du conseil supérieur de l'électricité et du gaz en date du 10 novembre 1955;
Vu l'arrêté du 11 mars 1955 portant délégation de signature,

Arrête:

Art. 1er. — Sont déclarés d'utilité publique les travaux de construction du poste de transformation 150/42 kV de Grand-Cœur (Savoie).

Art. 2. — Les expropriations nécessaires pour l'exécution desdits travaux devront être effectuées dans un délai de trois années à compter de la date du présent arrêté.

Art. 3. — Le directeur du gaz et de l'électricité est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 9 décembre 1955

Pour le ministre de l'industrie et du commerce
et par délégation:
Le directeur du gaz et de l'électricité,
LOUIS SAULGEOT.

Le ministre de l'industrie et du commerce,

Vu la loi du 15 juin 1906, et notamment son article 19, complété et modifié par le décret du 12 novembre 1938;
Vu la loi du 8 avril 1946, et notamment son article 35;
Vu le décret du 7 juin 1950 portant règlement d'administration publique pour l'application dudit article 35, et notamment ses articles 15 et suivants;
Vu le rapport en date du 7 septembre 1955 de l'ingénieur en chef de la 2e circonscription électrique, délégation de Nancy;
Vu l'avis du conseil supérieur de l'électricité et du gaz en date du 10 novembre 1955;
Vu l'arrêté du 11 mars 1955 portant délégation de signature,

Arrête:

Art. 1er. — Sont déclarés d'utilité publique les travaux de construction du poste 225/63/18 kV de Sarrebourg (Moselle).

Art. 2. — Les expropriations nécessaires pour l'exécution desdits travaux devront être effectuées dans un délai de trois années à compter de la date du présent arrêté.

Art. 3. — Le directeur du gaz et de l'électricité est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 9 décembre 1955.

Pour le ministre de l'industrie et du commerce
et par délégation:
Le directeur du gaz et de l'électricité,
LOUIS SAULGEOT.

Emploi de matériel dans les mines grisouteuses.

Par arrêté MS 30/55 en date du 15 décembre 1955, est agréé pour être employé dans les mines grisouteuses le « locotracteur à moteur Diesel Willème F 6 M 517 P, type L F A 90 », construit par la Société de constructions ferroviaires et navales de l'Ouest, aux Sables-d'Olonne (Vendée).

Les carters des dispositifs d'admission et d'échappement ou chacun de leurs éléments devront avoir subi avec succès l'épreuve hydraulique sous la pression de 3 hpz.

Les usagers ne pourront utiliser ces appareils que si le jeu entre:
Les plaquettes des dispositifs d'admission et d'échappement ne dépasse pas 0,8 mm;
Les plaquettes du dispositif d'injection d'eau ne dépasse pas 0,5 mm.

Un agent qualifié devra assurer, par une visite au moins hebdomadaire des injecteurs, le bon fonctionnement de ceux-ci.

Par arrêté MS 31/55 en date du 15 décembre 1955, est agréé pour être employé dans les mêmes grisouteuses le « moteur type M E L D X 200 b d », construit par la société Le Matériel électrique S. W., 200, route d'Heyrieux, à Lyon (Rhône).

Le carter, ou chacun des éléments de celui-ci, devra avoir subi avec succès l'épreuve hydraulique sous la pression de:
3 hpz pour la carcasse;
6 hpz pour la boîte à bornes.

Les usagers ne pourront utiliser ces appareils que s'ils satisfont aux conditions suivantes:

1° La différence de diamètre entre l'arbre moteur et son logement dans les couvre-roulements intérieurs ne devra pas dépasser 0,5 mm;
2° Ils seront équipés de dispositifs de raccordement ou de bouchon d'obturation d'un type agréé faisant avec la boîte à bornes un joint d'au moins 25 mm de largeur et dont les vis de fixation ne déboucheront pas à l'intérieur de celle-ci;
3° Le joint au passage des câbles du stator dans la boîte à bornes devra être assuré par une coulée de matière isolante de 25 mm de hauteur ne présentant dans sa masse aucun vide interne.

Par arrêté MS 32/55 en date du 15 décembre 1955, est incorporée à la liste des documents joints à l'arrêté du 1er avril 1952, agréant pour être employée dans les mines grisouteuses la « lampe à chapeau type A M 3 B », construite par la société anonyme Auxiliaire des mines, 42, rue du Polygone, à Douai (Nord), la notice descriptive jointe au présent arrêté définissant le montage sur la lampe d'un câble à deux conducteurs de 15/100.

Par arrêté MS 33/55 en date du 15 décembre 1955, sont incorporés à la liste des plans joints à l'arrêté du 5 août 1955, agréant pour être employées dans les mines grisouteuses les « armatures pour tube fluorescent types HG 75 a et HG 75 b », construites par les Etablissements Nederland, à Haarlem (Hollande), représentés en France par la société Coimex, 101, avenue Emile-Zola, à Paris (15e), la notice descriptive et le plan 6.944 joints au présent arrêté définissant une modification permettant l'utilisation sur les appareils d'entrées de câble d'un type agréé.

Lorsque l'appareil livré comportera la variante prévue par le présent arrêté.

Le certificat de conformité établi par le constructeur conformément aux prescriptions de l'article 2 de l'arrêté du 5 août 1955 devra faire mention du présent arrêté;
La ou les plaques signalétiques de l'appareil devront porter la date de l'arrêté du 5 août 1955 et le numéro du présent arrêté;
Le constructeur devra fournir en même temps que la copie de l'arrêté du 5 août 1955 une copie du présent arrêté.

Les conditions d'emploi restent celles prévues dans l'arrêté du 5 août 1955 dont l'article 3 est complété comme suit:

« 3° S'ils ne comportent pas une entrée de câble conforme à celle représentée sur les plans 6.869 A et 6.156, ils devront être équipés d'une entrée de câble d'un type agréé faisant avec la boîte à bornes un joint d'au moins 12 mm de largeur et dont les vis de fixation ne déboucheront pas à l'intérieur de celle-ci ».

Par arrêté MS 34/55 en date du 15 décembre 1955, est agréé pour être employé dans les mines grisouteuses le « circuit d'alarme type C. C. H. 516 A », construit par la société anonyme Phillips et Pain-Vermorel, 31, rue de la Vanne, à Montrouge (Seine).

Sont seules de sécurité électrique et agréées comme telles les lignes de détection partant des bornes *a* et *b* du schéma C. C. H. 516 A.

Par arrêté MS 35/55 en date du 15 décembre 1955, est agréée pour être employée dans les mines grisouteuses la « boîte de jonction type JS », construite par la Société d'usinage de matériel électrique, 28, rue Gambetta, à Boulogne-Billancourt (Seine).

Les usagers ne pourront utiliser ces appareils que si leur carter est entièrement rempli de matière isolante ne présentant dans sa masse aucun vide interne.

Par arrêté MS 36/55 en date du 15 décembre 1955, est agréée pour être employée dans les mines grisouteuses « l'armature d'éclairage type A L É 1 *bis* », construite par la Société anonyme Holophane, 156, boulevard Haussmann, à Paris (8e).

Le carter, ou chacun des éléments de celui-ci, devra avoir subi avec succès l'épreuve hydraulique sous la pression de 8 hpz.

Les usagers ne pourront utiliser ces appareils que s'ils sont équipés d'entrées de câble d'un type agréé faisant avec le carter un joint d'au moins 25 mm de largeur et dont les vis de fixation ne déboucheront pas à l'intérieur de celui-ci.

Par arrêté MS 37/55 en date du 15 décembre 1955, sont agréés pour être employés dans les mines grisouteuses les « moteurs types F 75 a et F 75 b », construits par la société Constructions électriques Nancy, 1, rue Pierre-Villard, à Nancy (Meurthe-et-Moselle).

Le carter, ou chacun des éléments de celui-ci, devra avoir subi avec succès l'épreuve hydraulique sous la pression de 3 hpz.

Les usagers ne pourront utiliser ces appareils que s'ils satisfont aux conditions suivantes:

1° La différence de diamètre entre l'arbre moteur et son logement dans les paliers ne devra pas dépasser 0,5 mm;

2° Ils seront équipés d'entrées de câbles d'un type agréé faisant avec le carter de la boîte à bornes un joint d'au moins 12 mm de largeur et dont les vis de fixation ne devront pas déboucher à l'intérieur de celui-ci.

Par arrêté MS 38/55 en date du 15 décembre 1955, est agréé pour être employé dans les mines grisouteuses le « moteur type F 125 », construit par la société Constructions électriques Nancy, 1, rue Pierre-Villard, à Nancy (Meurthe-et-Moselle).

Le carter, ou chacun des éléments de celui-ci, devra avoir subi avec succès l'épreuve hydraulique sous la pression de:

3,5 hpz pour la carcasse du moteur;

6 hpz pour la boîte à bornes.

Les usagers ne pourront utiliser ces appareils que s'ils satisfont aux conditions suivantes:

1° La différence de diamètre entre l'arbre et son logement dans les paliers ne devra pas dépasser 0,5 mm;

2° Ils seront équipés d'entrées de câble d'un type agréé faisant avec la boîte à bornes un joint d'au moins 12 mm de largeur et dont les vis de fixation ne déboucheront pas à l'intérieur de celle-ci;

3° S'ils ne sont pas équipés d'une boîte à bornes conforme à celle représentée sur le plan 32.200, ils devront être équipés d'une boîte à bornes d'un type agréé présentant une face de fixation identique à l'empreinte de la carcasse; cette boîte devra faire avec la carcasse du moteur un joint d'au moins 25 mm de largeur et ses vis de fixation ne devront pas déboucher à l'intérieur de celle-ci.

Par arrêté MS 39/55 en date du 15 décembre 1955, sont incorporés à la liste des plans joints à l'arrêté du 29 février 1952, agréant pour être employé dans les mines grisouteuses le « coffret Unibloc type U.S. 1 », construit par la Société alsacienne d'installations techniques », 10, avenue du Zornhoff, à Saverne (Bas-Rhin), la notice descriptive et le plan U 430, joints au présent arrêté et définissant deux modifications pouvant être apportées au coffret.

Lorsque l'appareil livré comportera les variantes prévues par le présent arrêté:

Le certificat de conformité établi par le constructeur, conformément aux prescriptions de l'article 2 de l'arrêté du 29 février 1952, devra faire mention du présent arrêté;

La ou les plaques signalétiques de l'appareil devront porter la date de l'arrêté du 29 février 1952 et le numéro du présent arrêté;

Le constructeur devra fournir, en même temps que la copie de l'arrêté du 29 février 1952, une copie du présent arrêté.

Les conditions d'emploi restent celles prévues à l'arrêté du 29 février 1952, dont le paragraphe 2° de l'article 3 est complété comme suit:

« 2° Ils seront équipés d'entrées de câble, prises de courant, plaques d'obturation, manchettes de jonction et, éventuellement, d'un appareil de mesure d'un type agréé faisant avec le carter un joint d'au moins 25 mm de largeur et dont les vis de fixation ne déboucheront pas à l'intérieur de celui-ci ».

Par arrêté MS 40/55 en date du 15 décembre 1955, sont incorporés à la liste des plans joints à l'arrêté du 28 décembre 1950 agréant pour être employé dans les mines grisouteuses le « coffret disjoncteur type K D 1 », construit par la Société alsacienne d'installations techniques, 10, avenue du Zornhoff, à Saverne (Bas-Rhin), la notice descriptive et le plan K 518 joints au présent arrêté, définissant le montage sur le couvercle du coffret de voyants et d'axes rotatifs.

Lorsque l'appareil livré comportera la variante prévue par le présent arrêté:

Le certificat de conformité établi par le constructeur conformément aux prescriptions de l'article 2 de l'arrêté du 28 décembre 1950 devra faire mention du présent arrêté;

La ou les plaques signalétiques de l'appareil devront porter la date de l'arrêté du 28 décembre 1950 et le numéro du présent arrêté;

Le constructeur devra fournir, en même temps que la copie de l'arrêté du 28 décembre 1950, une copie du présent arrêté.

Les conditions d'emploi restent celles prévues à l'arrêté d'agrément du 28 décembre 1950, dont le paragraphe 1° de l'article 3 est complété comme suit:

« 1° La différence de diamètre entre les axes des boutons-poussoirs ou des boutons rotatifs et leur logement ne devra pas dépasser 0,5 mm ».

Par arrêté MS 41/55 en date du 15 décembre 1955, est agréée pour être employée dans les mines grisouteuses « l'entrée de câble pour deux câbles souples, type E Q s 315 », construite par la Société alsacienne d'installations techniques, 10, avenue du Zornhoff, à Saverne (Bas-Rhin).

Transfert de crédits.

Le ministre de l'industrie et du commerce et le secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques,

Vu l'ordonnance du 2 novembre 1944 relative à la forme de certains actes portant ouvertures de crédits;

Vu la loi n° 55-366 du 3 avril 1955 relative au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère des finances et des affaires économiques pour l'exercice 1955 (I. — Charges communes);

Vu la loi n° 54-1307 du 31 décembre 1954 relative au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère de l'industrie et du commerce pour l'exercice 1955,

Arrêtent:

Art. 1er. — Sur les crédits ouverts au ministre des finances et des affaires économiques, au titre du budget général pour l'exercice 1955, par la loi n° 55-366 du 3 avril 1955 et par des textes spéciaux, une somme de 367 millions de francs est définitivement annulée au chapitre 44-92: « Subventions économiques » du budget des finances et des affaires économiques (I. — Charges communes).

Art. 2. — Il est ouvert au ministre de l'industrie et du commerce, au titre de l'exercice 1955, en addition aux crédits ouverts par la loi n° 54-1307 du 31 décembre 1954 et par des textes spéciaux, un crédit de 367 millions de francs applicable au chapitre 44-12: « Application de l'article 18 *ter* de la convention du 31 août 1937 entre l'Etat et la Société nationale des chemins de fer français » du budget de l'industrie et du commerce.

Art. 3. — Le directeur du budget au ministère des finances et des affaires économiques et le directeur de l'administration générale au ministère de l'industrie et du commerce sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 15 décembre 1955.

Le ministre de l'industrie et du commerce,
Pour le ministre et par délégation:
Le directeur de l'administration générale,
RENÉ BOUVANDEAU.

Le secrétaire d'Etat aux finances
et aux affaires économiques,
Pour le secrétaire d'Etat et par délégation:
Le directeur du budget,
ROGER GOETZE.

Transfert du siège de la subdivision de Saint-Avold (service des mines).

Par arrêté en date du 19 décembre 1955 modifiant l'arrêté du 13 novembre 1953 portant réorganisation du service ordinaire des mines dans les départements de la France métropolitaine et de la France d'outre-mer, le siège de la subdivision de Saint-Avold (arrondissement minéralogique de Metz, sous-arrondissement de Metz-Sud II) a été transféré à Metz.

Agrément d'un organisme professionnel pour l'exécution des enquêtes de statistique industrielle.

Le ministre de l'industrie et du commerce et le secrétaire d'Etat aux affaires économiques,

Vu le décret n° 47-963 du 29 mai 1947 fixant les modalités de la coordination de la statistique et des études économiques pour la métropole et la France d'outre-mer;

Vu la loi n° 51-711 du 7 juin 1951 sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistique;

Vu le décret n° 52-1059 du 15 septembre 1952 portant application de la loi précitée;

Vu l'arrêté du 26 novembre 1952 portant fixation, en ce qui concerne les statistiques industrielles et commerciales, des conditions d'application de la loi n° 51-711 et du décret n° 52-1059;

Vu l'arrêté du 6 décembre 1954 agréant la chambre syndicale des constructeurs français de machines agricoles pour l'exécution des enquêtes de statistiques industrielles,

Arrêtent:

Art. 1er. — La chambre syndicale nationale de l'industrie du machinisme agricole, 45, rue de Lisbonne, à Paris (8e), est agréée, en remplacement de la chambre syndicale des constructeurs français de machines agricoles, pour l'exécution, dans les conditions prévues par la loi n° 51-711 du 7 juin 1951 et le décret n° 52-1059 du 15 septembre 1952, des enquêtes de statistique industrielle, telles que définies à l'article 3 de l'arrêté du 6 décembre 1954 dans les industries de la fabrication de machines agricoles, spécifiées sous les rubriques 21-43, 21-44, 21-45, 21-46 partielle, 21-47 et 20-833 partielle de la nomenclature approuvée par le décret n° 49-1131 du 2 août 1949.

Art. 2. — Toutes les autres dispositions de l'arrêté susvisé du 6 décembre 1954 restent applicables pour l'exécution des enquêtes de statistique industrielle effectuées par le nouvel organisme agréé.

Art. 3. — Le directeur des industries mécaniques et électriques et l'inspecteur général de l'industrie et du commerce, chargé de la statistique industrielle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 20 décembre 1955.

Le ministre de l'industrie et du commerce,
ANDRÉ MORICE.

Le secrétaire d'Etat aux affaires économiques,
Pour le secrétaire d'Etat et par délégation:
DOMINIQUE BOYER.

Homologation de normes.

Le ministre de l'industrie et du commerce,

Vu la loi du 24 mai 1941 relative à la normalisation et le décret du 24 mai 1941 fixant le statut de la normalisation;

Sur proposition du commissaire de la normalisation,

Arrête:

Art. 1er. — Sont homologuées, à la date du 30 novembre 1955, les dix normes françaises suivantes:

Produits semi-ouvrés en métaux et alliages non ferreux obtenus à froid.

NF A 66-131. — Fils ronds d'usage général: cuivre, laiton, bronze, maillechort, aluminium et alliages d'aluminium.

Economie domestique, réfrigération.

NF D 38-311. — Glacières à glace hydrique d'usage domestique.

Mécanique.

NF E 27-611. — Rondelles plates (rondelles précises et rondelles brutes).

Liants hydrauliques.

NF P 15-300. — Clauses et conditions générales.

Disques et machines parlantes.

NF S 32-001. — Disques de phonographes 78 tours par minute, à gravure latérale: terminologie et spécifications.

NF S 32-002. — Disques de phonographes microsillons 45 tours par minute: terminologie et spécifications.

NF S 32-003. — Disques de phonographes microsillons 33 1/3 tours par minute: terminologie et spécifications.

Pétroles et dérivés.

NF T 60-103. — Huiles et graisses: point d'éclair des lubrifiants et des huiles combustibles.

NF T 60-118. — Point d'éclair et point de feu en vase ouvert.

NF M 07-011. — Point d'éclair en vase clos au moyen de l'appareil Abel.

Art. 2. — A la date du 30 novembre 1955, les indices des normes suivantes, homologuées en janvier 1950:

NF C 60-2. — Foyers de cuisson domestiques à fil chauffant nu;

NF C 60-13. — Aspirateurs de poussière;

NF C 60-14. — Ventilateurs domestiques;

NF C 60-22. — Fers à souder à résistance,

deviennent respectivement: NF C 73-102, NF C 73-113, NF C 73-111, NF C 73-122.

Art. 3. — Sont annulées, à la date du 30 novembre 1955, les trois normes françaises suivantes:

Mécanique.

NF E 27-611. — Rondelles brutes ou usinées sur métal ou sur bois pour diamètres de 3 à 80 mm (homologuée en juin 1938).

Liants hydrauliques.

Annexe commune aux normes NF P 15-301 à P 15-313: Clauses et conditions commerciales (homologuée en janvier 1950).

Pétroles et dérivés.

NF T 60-103. — Point d'éclair et point de feu des lubrifiants (homologuée en avril 1934). (Remplacée par les normes NF T 60-107 et T 60-118, novembre 1955.)

Fait à Paris, le 21 décembre 1955.

Le ministre de l'industrie et du commerce,
Pour le ministre et par délégation:
Le directeur du cabinet,
RENÉ TERRIEL.

Conseil d'administration du Bureau minier guyanais.

Par arrêté du 20 décembre 1955, M. Roger Ricard, inspecteur général de l'administration en mission extraordinaire pour les départements d'outre-mer, est nommé membre du conseil d'administration du Bureau minier guyanais, en remplacement de M. Louis Perillier, appelé à d'autres fonctions.

Commission consultative prévue à l'article 4, 3e alinéa, du décret n° 55-549 du 20 mai 1955 relatif à la réalisation du deuxième plan de modernisation et d'équipement de l'énergie électrique (1954-1957).

Par arrêté du 20 décembre 1955, M. Jullien (André), ingénieur des mines, est nommé membre de la commission consultative prévue à l'article 4, 3e alinéa, du décret n° 55-549 du 20 mai 1955, en remplacement de M. Rerolle (Edouard), ingénieur en chef des mines.

Désignation d'un commissaire auprès de la Société métallurgique de Normandie.

Par arrêté du 20 décembre 1955, M. Roger Petit, administrateur civil au ministère de l'industrie et du commerce, est désigné pour exercer les fonctions de commissaire auprès de la Société métallurgique de Normandie, en remplacement de M. Jack Vattaire, appelé à d'autres fonctions.

M. Petit dispose à ce titre des pouvoirs attribués aux commissaires du Gouvernement par l'article 3 du décret n° 53-413 du 11 mai 1953.

Agrément d'experts pour la visite des générateurs de vapeur.

Par arrêté du 20 décembre 1955, sont agréés pour les visites de générateurs de vapeur prévues à l'article 1er du décret n° 49-575 du 22 avril 1949 les experts suivants:

M. Anastase-Gabriel Moinet, ingénieur à Seremange-Erzange (Moselle), étant entendu que son activité en tant qu'expert s'étendra notamment aux usines de la Société de Wendel et Cie.

M. de Schuytter, ingénieur, étant entendu que son activité en tant qu'expert s'étendra notamment aux centrales des houillères du bassin d'Auvergne.

M. Chauvet, ingénieur thermicien.

M. Ferrier, agent de maîtrise en matière de chauffe.

Les agréments ci-dessus sont valables pour une durée limitée à trois ans, à partir de la date du présent arrêté.

Mines.

Par arrêté en date du 19 décembre 1955, l'honorariat du grade d'adjoint technique principal des mines a été conféré à M. Besch (Victor), adjoint technique principal des mines en retraite.

INFORMATION

Affectation définitive au ministère de l'industrie et du commerce (radiodiffusion-télévision française) d'une partie de l'ancien radiophare de Veel (Meuse).

Le ministre de l'industrie et du commerce (information) et le secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques,

Vu le décret n° 49-1313 du 27 septembre 1949 relatif à l'affectation des immeubles domaniaux ou détenus en jouissance à un titre quelconque par l'Etat, modifié par le décret n° 53-1091 du 5 novembre 1953;

Vu le procès-verbal de remise au domaine en date du 17 octobre 1950;

Vu l'avis favorable émis par la commission centrale de contrôle des opérations immobilières au cours de sa séance du 8 juin 1955,

Arrêtent:

Art. 1er. — Est affectée, à titre définitif, au ministère de l'industrie et du commerce (radiodiffusion-télévision française), en vue de l'installation d'un dépôt de matériaux et d'un logement de gardien, la partie de l'ancien radio-phare de Veel (Meuse), d'une superficie de 89 ares 28 centiares, située au lieudit: « les Gravottes », nos 259, 262, 263 et 264 de la section A, telle qu'elle figure en teinte rouge sur le plan annexé.

Art. 2. — L'affectation donnera lieu au versement, par le budget annexe de la radiodiffusion-télévision française au budget général, d'une indemnité de 539.500 F.

Art. 3. — Le directeur général de la radiodiffusion-télévision française au ministère de l'industrie et du commerce et le chef du service des domaines au secrétariat d'Etat aux finances et aux affaires économiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 20 décembre 1955.

Le ministre de l'industrie et du commerce,
Pour le ministre et par délégation:
Le conseiller technique
délégué auprès des services d'information,
HENRI CARRIER.

Le secrétaire d'Etat aux finances
et aux affaires économiques,
Pour le secrétaire d'Etat et par délégation:
Le directeur général des impôts,
ROBERT BLOT.

MINISTERE DE L'AGRICULTURE

Examen d'aptitude aux fonctions de chef de centre d'insémination artificielle.

Le ministre de l'agriculture,

Vu la loi du 15 mai 1946 réglementant l'usage de l'insémination artificielle;

Vu le décret n° 48-599 du 27 mars 1948 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 15 mai 1946;

Vu l'arrêté du 24 avril 1948 fixant les modalités d'application de la réglementation concernant l'usage de l'insémination artificielle des animaux domestiques, modifié notamment par les arrêtés des 30 septembre 1948 et 23 juin 1950;

Vu l'avis du comité consultatif de l'élevage;

Sur la proposition du directeur de la production agricole,

Arrête:

Art. 1er. — Le candidat aux fonctions de chef de centre d'insémination artificielle devra avoir effectué préalablement à l'examen un stage théorique et pratique dans un établissement agréé à cet effet par le ministre de l'agriculture.

Art. 2. — Les épreuves de l'examen d'aptitude à l'exercice des fonctions de chef de centre comportent:

1° Une épreuve théorique sur une ou plusieurs des matières suivantes:

Anatomie, physiologie, hygiène, pathologie de l'appareil génital.
Technique de l'insémination artificielle et ses bases scientifiques.
Principales causes de stérilité.
Eléments de génétique appliquée.
Contrôle des aptitudes zootechniques.
Alimentation rationnelle des animaux domestiques.

2° Une épreuve pratique portant sur l'exécution de tout ou partie des opérations administratives et techniques qu'un chef de centre d'insémination artificielle peut être appelé à pratiquer.

3° Une épreuve administrative portant sur la réglementation de la coopération et du syndicalisme agricole, des livres généalogiques, de la monte publique des taureaux et de l'insémination artificielle et sur les applications de cette réglementation.

Ces épreuves pourront donner lieu à interrogations écrites complétées, si le jury le juge utile, par des interrogations orales.

Les coefficients affectés aux notes obtenues dans les diverses épreuves sont les suivants:

Epreuve théorique	5
Epreuve pratique	5
Epreuve administrative	4
Note de fin de stage	6
Total	20

Nul ne peut recevoir l'autorisation d'exercer les fonctions de chef de centre d'insémination artificielle s'il n'a obtenu au moins 60 p. 100 du total maximum des points avec des notes supérieures ou égales à:
10 sur 20 pour les épreuves théorique et pratique;
7 sur 20 pour l'épreuve administrative.

Art. 3. — Les arrêtés des 30 septembre 1948 et 23 juin 1950 sont abrogés.

Art. 4. — Le directeur de la production agricole est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 9 décembre 1955.

Pour le ministre et par délégation:
Le directeur du cabinet,
HENRI FAUGÈRE.

Fonds de concours.

Par arrêté interministériel en date du 9 décembre 1955, il a été ouvert, à titre de fonds de concours, des crédits d'un montant total de 37.463.523 F applicables aux chapitres ci-après du budget de l'agriculture pour l'exercice 1955:

Chap. 31-81. — Direction générale des eaux et forêts. — Rémunérations principales	7.720.000 F.
Chap. 31-82. — Direction générale des eaux et forêts. — Indemnités et allocations diverses	150.000
Chap. 31-91. — Indemnités résidentielles	2.522.000
Chap. 33-91. — Prestations et versements obligatoires.	4.200.000
Chap. 34-81. — Direction générale des eaux et forêts. — Remboursement de frais	12.171.423
Chap. 34-82. — Direction générale des eaux et forêts. — Matériel	3.151.291
Chap. 44-21. — Vulgarisation	7.528.809
Total	37.463.523 F.

Régies d'avances et de recettes.

Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances et des affaires économiques,

Vu l'arrêté du 7 janvier 1953 portant création de régies d'avances auprès des dépôts d'étalons nationaux;

Vu le décret n° 51-135 du 5 février 1951 relatif aux régies d'avances et aux régies de recettes instituées pour le payement de dépenses ou la perception de recettes imputables au budget de l'Etat, aux budgets annexes, aux budgets des établissements publics nationaux ou aux comptes spéciaux du Trésor, modifié et complété par le décret n° 53-1271 du 21 décembre 1953;

Vu l'arrêté du 12 septembre 1952 fixant les taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des services de l'Etat, des budgets annexes, des budgets des établissements publics nationaux ou des comptes spéciaux du Trésor, ainsi que le montant du cautionnement imposé à ces agents,

Arrêtent:

TITRE Ier. — *Régies d'avances.*

Art. 1er. — Il est institué auprès de chaque dépôt d'étalons nationaux une régie d'avances pour le payement des menues dépenses de matériel et de fonctionnement du service.

Art. 2. — Le montant maximum de l'avance à consentir à chaque régisseur est fixé à 500.000 F.

Les pièces justificatives des dépenses payées au moyen de cette avance doivent être remises à l'ordonnateur dans le délai maximum d'un mois à compter de la date des payements ou de la réception par le régisseur des pièces justificatives produites par les sous-régisseurs,

Art. 3. — Les directeurs des dépôts d'étalons nationaux peuvent désigner un sous-régisseur d'avances auprès de chaque station de monte.

Les sous-régisseurs reçoivent des régisseurs, dans la limite d'un montant maximum fixé par les directeurs des dépôts d'étalons nationaux, des avances, dont ils doivent justifier l'emploi aux régisseurs dans les délais fixés par ces derniers.

TITRE II. — *Régies de recettes.*

Art. 4. — Il est institué auprès de chaque dépôt d'étalons nationaux une régie de recettes pour l'encaissement des sommes perçues à l'occasion de la monte des étalons nationaux.

Art. 5. — Le montant des recettes visées à l'article précédent peut être versé soit en numéraire, soit par virement ou versement au compte courant postal que chaque régisseur est tenu de se faire ouvrir, soit par voie de remise de chèques ou ordres de virement bancaire établis à l'ordre du Trésor, les chèques étant barrés au nom de la Banque de France.

Pour tous les encaissements qu'il effectue, le régisseur délivre des quittances extraites d'un registre à souches numérotées d'un modèle spécial à l'administration des haras nationaux. Ces registres seront cotés et paraphés par les comptables supérieurs du Trésor.

Art. 6. — Chaque régisseur est tenu, dès que la totalité des recettes atteint 100.000 F et quel qu'en soit le montant, le 25 de chaque mois et le 31 décembre en fin d'année, de verser à la caisse du comptable supérieur de son département les recettes en numéraire encaissées par ses soins et de virer au crédit du compte courant postal de ce comptable supérieur les sommes encaissées par l'intermédiaire de son compte courant postal.

Lorsque les règlements ont été effectués par chèques ou ordres de virement bancaire, ces effets sont transmis au comptable supérieur du Trésor par le régisseur au plus tard le premier jour ouvrable qui suit le jour de leur réception. Les chèques sont préalablement endossés à l'ordre de ce comptable supérieur.

Celui-ci porte le montant des versements en numéraire des virements postaux et des remises de chèques ou ordres de virement bancaire au crédit d'un compte d'attente.

Les dépôts de chèques ou ordres de virement bancaire font l'objet d'un bordereau de versement au Trésor.

Art. 7. — Le régisseur arrête mensuellement ses écritures et procède avec le trésorier-payeur général à la vérification des opérations effectuées au cours du mois. Il établit dans ce but un relevé en double exemplaire faisant ressortir les recettes encaissées par ses soins.

Au vu de ce relevé et après accord sur le montant des recettes effectuées, le comptable supérieur débite le compte d'attente visé à l'article 6 et crédite le compte « Recettes des receveurs des régies à classer ».

A cette occasion, le trésorier-payeur général souscrit une déclaration de recette au titre du compte « Recettes des receveurs des régies à classer » et l'adresse, appuyée d'un exemplaire des relevés établis par le régisseur, au directeur de l'enregistrement, des domaines et du timbre, à charge pour ce dernier de faire constater une recette au compte « Produits et revenus du domaine de l'Etat », ligne « Produits des domaines encaissés par les receveurs des domaines ».

Art. 8. — Des sous-régisseurs de recettes peuvent être désignés dans les mêmes conditions que les sous-régisseurs d'avances. Chaque sous-régisseur est tenu, dès que la totalité des recettes atteint 50.000 F et quel qu'en soit le montant, le 20 de chaque mois, de verser à la caisse ou au compte courant postal du régisseur les recettes en numéraire encaissées par ses soins et de lui faire parvenir les chèques et ordres de virement bancaire dans les mêmes conditions que celles qui sont prévues pour les régisseurs de recettes à l'article 6.

Chaque régisseur doit constater dans sa comptabilité les recettes effectuées par les sous-régisseurs et les verser au Trésor, en même temps que les recettes perçues par ses soins.

TITRE III. — *Dispositions communes aux régies d'avances et aux régies de recettes.*

Art. 9. — Les régisseurs sont nommés par arrêté du ministre de l'agriculture.

Ils sont astreints à un cautionnement qui peut être réalisé en numéraire, en rentes sur l'Etat ou remplacé par la garantie résultant de l'affiliation à une association française de cautionnement mutuel agréée, et perçoivent une indemnité de responsabilité.

Le montant de ce cautionnement et de cette indemnité de responsabilité est fixé dans les conditions prévues par l'arrêté du 12 septembre 1952.

Les régisseurs, ainsi que leurs sous-régisseurs, sont soumis au contrôle de l'inspection générale des finances et des comptables supérieurs du Trésor.

Art. 10. — Toutes dispositions contraires au présent arrêté sont abrogées et notamment l'arrêté du 7 janvier 1953 portant création de régies d'avances auprès de dépôts d'étalons nationaux.

Art. 11. — L'inspecteur général, chef du service des haras au ministère de l'agriculture, et le directeur de la comptabilité publique au ministère des finances et des affaires économiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui aura effet à compter du 1er janvier 1956 et qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 15 décembre 1955.

Le ministre de l'agriculture,
Pour le ministre et par délégation:
Le directeur du cabinet,
HENRI FAUGÈRE.

Le ministre des finances et des affaires économiques,
Pour le ministre et par délégation:
Le directeur de la comptabilité publique,
G. DEVAUX.

Rectificatif au *Journal officiel* du 13 avril 1955: page 3661, article 3, au lieu de: « une indemnité de responsabilité de 5.000 F par an », lire: « une indemnité de responsabilité de 3.000 F par an ».

Renouvellement des membres de la commission régionale agricole de Bordeaux.

Par arrêté du 15 décembre 1955, ont été nommés pour deux ans membres de la commission régionale agricole de conciliation compétente pour la circonscription de l'inspection divisionnaire des lois sociales en agriculture de Bordeaux (Dordogne, Gironde, Landes, Lot-et-Garonne, Basses-Pyrénées), et dont le siège est à Bordeaux, les personnes désignées ci-après:

1° L'inspecteur divisionnaire des lois sociales en agriculture de la région de Bordeaux ou son représentant, président;

2° L'inspecteur divisionnaire du travail et de la main-d'œuvre de la 8e circonscription (Dordogne, Gironde, Landes, Lot-et-Garonne, Basses-Pyrénées) ou son représentant;

3° L'ingénieur en chef, directeur des services agricoles de la Gironde, ou, à défaut, l'ingénieur en chef, directeur des services agricoles de l'un des départements de la circonscription divisionnaire de l'inspection des lois sociales de Bordeaux;

4° *Représentants des employeurs.*

Membres titulaires.

MM. Marcel Deloche (F. N. S. E. A.).
Pierre Navarron (F. N. S. E. A.).
André Royere (F. N. S. E. A.).

Lorsque le conflit examiné concerne la catégorie des cadres, est adjoint à la commission en qualité de membre titulaire:

M. Daniel Mace (F. N. S. E. A.).

Membres suppléants.

MM. Henri Fage (viticulture) (F. N. S. E. A.).
Victor Mendiboure (horticulture et cultures maraîchères) (F. N. S. E. A.).
Georges Videau (exploitations forestières) (F. N. S. E. A.).
Raphaël Courrégelongue (sylviculture, gemmage) (F. N. S. E. A.).
Raymond Desplanches (culture du tabac) (F. N. S. E. A.).
Jean Durand-Teyssier (organismes professionnels) (F. N. S. E. A.).

Peuvent être appelés à siéger en qualité de membres suppléants, lorsque le conflit examiné concerne la catégorie des cadres:

MM. Pierre Hayet (coopératives) (F. N. S. E. A.).
Jean Lhuillier (mutualité) (F. N. S. E. A.).

5° *Représentants des travailleurs.*

Membres titulaires

MM. Gilbert Valosio (C. G. T.).
Edouard Charenton (C. G. T. - F. O.).
Jean Collas (C. F. T. C.).

Lorsque le conflit examiné concerne la catégorie des cadres, est adjoint à la commission en qualité de membre titulaire:

M. Raoul Viaud (fédération des cadres C. G. A.).

Membres suppléants.

MM. Dominique Causseque (gemmage) (C. G. T.)
Henri Varachas (viticulture) (C. G. T.).
René Lagarde (coopératives) (C. G. T. - F. O.).
Roger Bizeaud (viticulture) (C. G. T. - F. O.).
Armand Costedoat (mutualité) (C. F. T. C.).
Charles Bouilleau (polyculture) (C. F. T. C.).

Peuvent être appelés à siéger en qualité de membres suppléants lorsque le conflit examiné concerne la catégorie des cadres:

MM. Jean Lartigau (mutualité) (fédération des cadres C. G. A.).
Gabriel Bailly (coopératives) (fédération des cadres C. G. A.).

Echelonnement indiciaire des ingénieurs des travaux ruraux.

Le ministre de l'agriculture, le secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques et le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,

Vu l'arrêté interministériel du 28 mars 1950 fixant les traitements applicables, à compter du 1er janvier et 1er juillet 1950, à diverses catégories de fonctionnaires du ministère de l'agriculture,

Arrêtent:

Art. 1er. — Les indices des ingénieurs des travaux ruraux, fixés par l'arrêté susvisé du 28 mars 1950, sont modifiés ainsi qu'il suit:

EMPLOI	CLASSE ET ÉCHELON	INDICES
Ingénieurs des travaux ruraux...	Classe exceptionnelle..	450
	1re classe.....	430
	2e classe.....	(1) 400
	3e classe.....	375
	4e classe.....	350
Ingénieur adjoint des travaux ruraux.	1re classe.....	325
	2e classe.....	300
	3e classe:	
	Après un an.....	275
	Avant un an.....	(2) 250
	4e classe:	
	Après un an.....	250
	Avant un an.....	225
Ingénieurs stagiaires.....	.....	225

(1) Les ingénieurs des travaux ruraux de 2e classe, en fonction à la date d'effet du présent arrêté, continueront à bénéficier, à titre personnel, du traitement correspondant à l'indice 401.
(2) Les ingénieurs adjoints des travaux ruraux de 3e classe « avant un an », en fonction à la date d'effet du présent arrêté, continuent à bénéficier, à titre personnel, du traitement correspondant à l'indice 256.

Art. 2. — Le présent arrêté prend effet du 1er janvier 1955 et sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 19 décembre 1955.

Le ministre de l'agriculture,
JEAN SOURBET.

Le secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques,
GILBERT-JULES.

Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,
Pour le secrétaire d'Etat et par délégation:
Le directeur de la fonction publique,
PIERRE CHATENET.

Eaux et forêts.

Par arrêtés en date des 5 décembre et 10 décembre 1955, sont admis à faire valoir leurs droits à la retraite aux dates ci-après:

Les chefs de district des eaux et forêts dont les noms suivent:

(A compter du 29 janvier 1956.)

M. Arcin (Louis), à l'Isle-Adam (Seine-et-Oise), maison forestière de Cassan, district n° 2, inspection de Saint-Germain-en-Laye.

(A compter du 1er février 1956.)

M. Barlier (Georges), à Seppois-le-Bas (Haut-Rhin), district n° 31, inspection de Mulhouse.

Les agents techniques des eaux et forêts dont les noms suivent:

(A compter du 1er février 1956.)

M. Le Blavec (Joseph), à Saint-Pierre-de-Quiberon (Morbihan), maison forestière des Dunes, triage n° 18, inspection de Vannes.

(A compter du 25 janvier 1956.)

M. Albertini (Charles), à Corscia (Corse), triage n° 38, inspection de Bastia.

(A compter du 1er février 1956.)

M. Saison (Amand), à Vimy (Pas-de-Calais), triage n° 37, inspection d'Arras.

M. Brossard (Georges), à Saint-Martin-du-Puy (Nièvre), triage n° 98, inspection de Nevers-Nord.

M. Macarie (Jean), à Saint-Joseph (Morne-des-Oliviers), triage n° 45, inspection de Fort-de-France.

L'adjoint forestier dont le nom suit:

(A compter du 1er février 1956.)

M. Gay (Léopold), à Carcassonne (Aude), bureaux de la conservation.

Par arrêté en date du 15 décembre 1955, M. Vignes (Emile-Louis), ingénieur des eaux et forêts de 2e classe, 3e échelon, à la Petite-Pierre (Bas-Rhin), est nommé avec ses grade, classe et échelon actuels, sur sa demande, chef de service de l'inspection de la Petite-Pierre, en remplacement de M. Greiner, qui a reçu une autre affectation.

Génie rural.

Par arrêté du 19 décembre 1955, la date de prise d'effet de la réintégration dans le cadre métropolitain du génie rural de M. Leloustre, ingénieur du génie rural, est reportée du 1er janvier 1956 au 1er février 1956.

Haras nationaux.

Par arrêté du 13 décembre 1955, M. Marc du Lac, élève officier des haras, est autorisé à renouveler son année d'études au haras du Pin.

Régisseurs de recettes.

Par arrêté en date du 17 décembre 1955, Mme Toupet, sténodactylographe, a été nommée régisseur de recettes auprès de la direction des services agricoles des Ardennes, en remplacement de M. Toupet, décédé.

Services agricoles.

Par arrêté du 2 novembre 1955, M. Milaire, ingénieur des services agricoles, contrôleur au service de la protection des végétaux de Lyon, est mutié d'office et dans l'intérêt du service à la protection des végétaux de Clermont-Ferrand, à dater du 1er novembre 1955.

Par arrêté du 10 décembre 1955, sont inscrits au tableau d'avancement complémentaire au titre de l'année 1955:

Pour le grade d'ingénieur en chef des services agricoles.

Les ingénieurs principaux ci-après désignés:

1 MM. Rollin.
2 Wouters (en service détaché).
3 Thomassin.

Par arrêté du 10 décembre 1955, M. Rollin, ingénieur principal des services agricoles de la direction des services agricoles de la Mayenne, est promu, sur place, au grade d'ingénieur en chef des services agricoles, à dater du 1er novembre 1955.

MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA SECURITE SOCIALE

Approbation du protocole d'accord de coordination entre le régime de retraites des agents contractuels et temporaires de l'Etat et le régime complémentaire de retraites du personnel navigant professionnel de l'aéronautique civile.

Par arrêté interministériel du 4 novembre 1955, a été approuvé le protocole d'accord de coordination entre le régime de retraites des agents contractuels et temporaires de l'Etat et le régime complémentaire de retraites du personnel navigant professionnel de l'aéronautique civile.

Approbation de modifications au règlement de la caisse autonome de retraites des ingénieurs des mines.

Le ministre du travail et de la sécurité sociale, le secrétaire d'Etat aux affaires économiques, le secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques et le ministre de l'industrie et du commerce,

Vu l'ordonnance n° 45-2250 du 4 octobre 1945 portant organisation de la sécurité sociale, et notamment l'article 18;

Vu le décret n° 46-1378 du 8 juin 1946 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'ordonnance susvisée;

Vu l'article 26 du décret du 14 juin 1946 relatif au statut du personnel des exploitations minières et assimilées;

Vu l'arrêté interministériel du 20 septembre 1947 autorisant à fonctionner la caisse autonome de retraites des ingénieurs et assimilés de l'industrie des combustibles minéraux solides;

Vu l'arrêté du 1er octobre 1952 portant approbation du règlement modifié de la caisse autonome de retraites des ingénieurs des mines, modifié par l'arrêté du 13 janvier 1953,

Arrêtent:

Art. 1er. — Sont approuvées, telles qu'elles sont annexées au présent arrêté, les modifications apportées au règlement de la caisse autonome de retraites des ingénieurs des mines.

Art. 2. — Le directeur général de la sécurité sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prendra effet à compter du premier jour du trimestre civil suivant celui de sa publication au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 14 décembre 1955.

Le ministre du travail et de la sécurité sociale,
PAUL BACON.

Le ministre de l'industrie et du commerce,
Pour le ministre et par délégation:
Le directeur du cabinet,
RENÉ TERREL.

Le secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques,
Pour le secrétaire d'Etat et par délégation:
Le directeur du budget,
ROGER GOETZE.

Le secrétaire d'Etat aux affaires économiques,
Pour le secrétaire d'Etat et par délégation.
Le directeur du cabinet,
DOMINIQUE BOYER.

REGLEMENT
DE LA CAISSE AUTONOME DE RETRAITES DES INGÉNIEURS DES MINES

Texte des articles 10, 26, 27 (*modifiés*) *et* 27 bis (*nouveau*).

Quotité de la pension d'ancienneté.

L'article 10 est modifié comme suit:

Article 10.

La pension d'ancienneté R est calculée d'après la formule

$$R = N\ (0{,}0188\ H\ Tm - 0{,}0125\ p)\ E,$$

N étant le nombre d'années d'affiliation défini par l'article 13 du règlement. Ce nombre, calculé d'abord en années, mois et jours, est ensuite arrondi par défaut au nombre entier d'années;

H le module de retraite de l'ingénieur défini à l'article 11, la tranche de ce module supérieure à l'unité n'étant comptée que pour les deux tiers;

Tm le traitement moyen annuel de l'ensemble des affiliés défini ci-dessous;

p la moyenne pondérée des valeurs successives de la limite jusqu'à laquelle sont comptées les rémunérations par les cotisations au régime spécial de la sécurité sociale dans les mines;

E le coefficient dont la valeur est fixée à 0,98 pour les taux de cotisations prévus par l'article 27 du règlement. En cas d'augmentation des cotisations, la valeur du coefficient E sera modifiée suivant les taux prévus à l'article 27 *bis* du règlement.

Le traitement moyen annuel Tm de l'ensemble des affiliés est égal au quotient du total des traitements individuels soumis à cotisations par la moyenne pondérée du nombre des affiliés.

La pension d'ancienneté R est calculée chaque année d'après les valeurs de Tm et de p de l'année précédente. Cependant, l'application du nouveau Tm n'est effective que si la variation de sa valeur par rapport à celle du Tm de l'année précédente est au moins égale à 5 p. 100.

Ressources.

L'article 26 est modifié comme suit:

Article 26.

Les ressources de la caisse comprennent, outre les cotisations, les intérêts des fonds placés, les dons, les legs et les ressources exceptionnelles, notamment celles provenant de conventions passées entre les entreprises — ou groupes d'entreprises — et la caisse.

Cotisations.

L'article 27 est modifié comme suit:

Article 27.

Pendant la durée de leur affiliation, les ingénieurs versent mensuellement à la caisse une cotisation assise sur leur traitement.

Le traitement s'entend ici: traitement proprement dit, primes, gratification et, de façon générale, toutes les rémunérations reçues par l'ingénieur, à l'exclusion des gratifications exceptionnelles, des secours, des avantages en nature, des allocations pour charges de famille et de tout supplément de rémunération afférent à des activités exercées en dehors du territoire métropolitain.

L'entreprise est tenue à un versement double de la cotisation des ingénieurs.

Les taux de la cotisation des ingénieurs sont fixés à 2,25 p. 100 pour la tranche de leur traitement qui n'excède pas le plafond prévu à l'article 45 du décret du 27 novembre 1946 portant organisation de la sécurité sociale dans les mines, et à 6 p. 100 pour la tranche au delà de ce plafond.

Article 27 bis.

Lorsque les prévisions budgétaires feront apparaître une disparité entre les ressources définies à l'article 26 et les dépenses de la caisse, le conseil d'administration pourra ajuster les taux des cotisations et modifier, corrélativement, le taux du coefficient E prévu à l'article 10 du règlement, ainsi qu'il suit:

TAUX DES COTISATIONS				COEFFICIENT E
Sur la tranche du traitement inférieure au plafond soumis aux retenues de la C. A. N.		Sur la tranche du traitement supérieure au plafond soumis aux retenues de la C. A. N.		
Cotis. ingén.	Cotis. entrep.	Cotis. ingén.	Cotis. entrep.	
P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	
2,25	4,50	6,5	13	0,965
2,50	5	7	14	0,95
2,50	5	7,5	15	0,935
2,75	5,50	8	16	0,92

Si les ressources de la caisse demeuraient insuffisantes après application de l'ensemble des mesures ci-dessus, les prestations dont elle assure le service seraient réduites proportionnellement à leur montant de telle sorte que l'équilibre financier soit maintenu.

Date d'entrée en vigueur, pour des organismes de sécurité sociale ou d'allocations familiales, des dispositions des articles 36 et 37 modifiés de l'ordonnance du 4 octobre 1945.

Par arrêté en date du 17 décembre 1955, la date d'entrée en vigueur des dispositions prévues aux articles 36 et 37 de l'ordonnance du 4 octobre 1945, modifiés par l'article 1er (§ 1er) du décret du 20 mai 1955, a été fixée au 1er janvier 1956 pour la caisse primaire de sécurité sociale d'Eure-et-Loir, n° 28 B.

Sociétés mutualistes.

DÉPARTEMENT DU LOIRET

Par arrêté du ministre du travail et de la sécurité sociale en date du 20 décembre 1955, ont été approuvés les statuts de la société mutualiste dite: Caisse chirurgicale mutualiste du canton de Châtillon-sur-Loire, n° 45-139, à Châtillon-sur-Loire (hôtel de ville).

DÉPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS

Par arrêté du ministre du travail et de la sécurité sociale en date du 20 décembre 1955, a été approuvée la fusion des sociétés mutualistes dites: 1° La Mutualité des anciens établissements Daveniere, n° 62-1019, à Calais; 2° De l'Orphéon hesdinois, n° 62-1162, à Hesdin, avec la société mutualiste dite: L'Union mutuelle du Calaisis, n° 62-18, à Calais.

MINISTERE DE LA RECONSTRUCTION ET DU LOGEMENT

Prise en considération de projets d'aménagement.

Par arrêtés du ministre de la reconstruction et du logement en date du 29 novembre 1955, pris en application du code de l'urbanisme et de l'habitation, les projets d'aménagement des communes de Crozon et Locquirec (Finistère) sont pris en considération.

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION

Décret du 14 novembre 1955 tendant à déclarer la perte de la nationalité française.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la santé publique et de la population,
Vu les articles 96 et 119 du code de la nationalité;
Vu les décrets des 24 décembre 1945 et 16 janvier 1947;
Sur les avis conformes du conseil d'Etat en date des 19 juillet et 30 août 1955,

Décrète:

Art. 1er. — Sont déclarés avoir perdu la qualité de Français les nommés:

GACEK (Alfreda-Stanislawa), née au Blanc-Mesnil (Seine-et-Oise) le 8 mai 1930;

KUVEN (Charles-Pierre-Georges), né à Strasbourg (Bas-Rhin) le 21 août 1899;

LALOU (Aaron), né à Aflou (Algérie) le 9 octobre 1928;

MUNDINGER (Hannelore), épouse HAEGELE, née à Bubl (Haut-Rhin) le 30 décembre 1922, et ses trois enfants mineurs: Rose, née à Colmar (Haut-Rhin) le 15 mai 1941; Ariane, née à Hilzingen (Allemagne) le 12 août 1945; Gilbert, né au même lieu le 2 novembre 1946;

ROOS (Emile-Henri), né à Suisse (Moselle) le 21 juillet 1917, et ses enfants mineurs nés à Kulmbach (Allemagne): Verena-Clarissa-Ingeborg le 26 mars 1942, et Michaël-Bernd-Martin-Henri le 24 mai 1948.

Art. 2. — Le ministre de la santé publique et de la population est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 14 novembre 1955.

EDGAR FAURE.

Par le président du conseil des ministres:
Le ministre de la santé publique et de la population,
BERNARD LAFAY.

Décret du 14 novembre 1955 tendant à prononcer la déchéance de la nationalité française.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la santé publique et de la population,
Vu les articles 98 (3°), 99, 121 et 122 du code de la nationalité;
Vu les décrets des 24 décembre 1945 et 16 janvier 1947;
Vu l'avis conforme du conseil d'Etat en date du 30 août 1955,

Décrète:

Art. 1er. — Le sieur FIGULA (Jean), né à Homécourt (Meurthe-et-Moselle) le 13 février 1928, devenu Français au titre de l'article 44 du code de la nationalité, est déchu de la nationalité française.

Art. 2. — Le ministre de la santé publique et de la population est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 14 novembre 1955.

EDGAR FAURE.

Par le président du conseil des ministres:
Le ministre de la santé publique et de la population,
BERNARD LAFAY.

Décret du 14 novembre 1955 portant déchéance de la nationalité française.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la santé publique et de la population,
Vu les articles 98 (5°), 99, 121, 122 et 123 du code de la nationalité;
Vu les décrets des 24 décembre 1945 et 16 janvier 1947;
Sur l'avis conforme du conseil d'Etat en date du 4 octobre 1955,

Décrète:

Art. 1er. — Le sieur URQUIZU (Tirso-Cécilio), né le 28 janvier 1911 à Larraga (Espagne), naturalisé Français par décret du 8 février 1939, est déchu de la nationalité française.

Art. 2. — Le ministre de la santé publique et de la population est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 14 novembre 1955.

EDGAR FAURE.

Par le président du conseil des ministres:
Le ministre de la santé publique et de la population,
BERNARD LAFAY.

Sources d'eau minérale.

Par arrêté en date du 9 décembre 1955, la Société commerciale d'eaux minérales du bassin de Vichy est autorisée à procéder au recaptage du sondage dénommé « Source des Dominicains » situé sur le territoire de la commune d'Hauterive (Allier) à l'intérieur du périmètre de protection des sources domaniales du bassin de Vichy.

Par arrêté en date du 9 décembre 1955, la Société commerciale d'eaux minérales du bassin de Vichy est autorisée à procéder au recaptage du sondage dénommé « Source Médicis » situé sur le territoire de la commune d'Hauterive (Allier) à l'intérieur du périmètre de protection des sources domaniales du bassin de Vichy.

Par arrêté en date du 9 décembre 1955, la Société commerciale d'eaux minérales du bassin de Vichy est autorisée à procéder au recaptage du sondage dénommé « Source Cosmopolite » situé sur le territoire de la commune d'Hauterive (Allier) à l'intérieur du périmètre de protection des sources domaniales du bassin de Vichy.

Par arrêté en date du 9 décembre 1955, la Société commerciale d'eaux minérales du bassin de Vichy est autorisée à procéder au recaptage du sondage dénommé « Source Trianon » situé sur le territoire de la commune d'Hauterive (Allier) à l'intérieur du périmètre de protection des sources domaniales du bassin de Vichy.

Par arrêté en date du 9 décembre 1955, la Société commerciale d'eaux minérales du bassin de Vichy est autorisée à procéder au recaptage du sondage dénommé « Source Griffon » situé sur le territoire de la commune d'Hauterive (Allier) à l'intérieur du périmètre de protection des sources domaniales du bassin de Vichy.

Complément de la liste des hôpitaux publics de la région sanitaire de Nantes assujettis aux dispositions du décret du 17 avril 1943 (chapitre III, titre IV).

Le ministre de la santé publique et de la population,

Vu le livre VII du titre Ier du code de la santé publique;
Vu le décret n° 891 du 17 avril 1943 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 21 décembre 1941 sur les hôpitaux et hospices publics, et notamment l'article 180 de ce décret;
Vu l'arrêté du 11 décembre 1952;
Vu les propositions de l'inspecteur divisionnaire de la santé à Nantes,

Arrête:

Art. 1er. — La liste des hôpitaux publics de la région sanitaire de Nantes qui sont assujettis, pour le recrutement et le statut du

(*Supplément.*)

personnel médical, aux dispositions du chapitre III du titre IV du règlement d'administration publique du 17 avril 1943 est complétée comme suit:

Département de la Loire-Inférieure.

Hôpital du Loroux-Bottereau,
Hôpital de Paimbœuf,

à l'exception, pour ces deux hôpitaux, des services de médecine et de maternité, qui sont assujettis aux dispositions du chapitre IV du titre IV du règlement d'administration publique du 17 avril 1943.

Département du Morbihan.

Hôpital d'Hennebont,
Hôpital de Josselin,

à l'exception, pour ces deux hôpitaux, des services de médecine et de maternité, qui sont assujettis aux dispositions du chapitre IV du titre IV du règlement d'administration publique du 17 avril 1943.

Département d'Indre-et-Loire.

Hôpital-hospice de Château-Renault, à l'exception des services de médecine et de maternité, qui sont assujettis aux dispositions du chapitre IV du titre IV du règlement d'administration publique du 17 avril 1943.

Département de la Vendée.

Hôpital de Montaigu, à l'exception des services de médecine et de maternité, qui sont assujettis aux dispositions du chapitre IV du titre IV du règlement d'administration publique du 17 avril 1943.

Art. 2. — Le directeur de l'hygiène publique et des hôpitaux est chargé de l'application du présent arrêté.

Fait à Paris, le 12 décembre 1955.

Pour le ministre et par délégation:
Le directeur du cabinet,
PIERRE THEIL.

Tarif interministériel des prestations sanitaires.

Le ministre de la santé publique et de la population,

Vu l'arrêté du 30 décembre 1949 instituant un tarif interministériel pour le règlement de certaines prestations sanitaires, complété et modifié par l'arrêté du 27 octobre 1954;

Vu l'arrêté du 20 février 1950 fixant certains titres du tarif interministériel des prestations sanitaires, complété et modifié par les textes subséquents;

Vu l'arrêté n° 22086 du 3 avril 1952 relatif au tarif interministériel pour le règlement de certaines prestations sanitaires;

Vu l'arrêté n° 22242 du 12 septembre 1952 fixant les taux limites de marque brute des articles de pansements,

Arrête:

Art. 1er. — Compte tenu de l'agrément donné par le secrétaire d'Etat aux affaires économiques aux prix proposés par les fabricants, le titre III (Accessoires et pansements), chapitre 3 (Articles de pansements non stériles) du tarif interministériel des prestations sanitaires, tel qu'il résulte de l'arrêté du 3 mai 1955 (*Journal officiel* du 10 mai 1955), est à nouveau modifié comme suit en ce qui concerne les articles ci-après:

NOMENCLATURE	PRIX DE CESSION
	Francs.
Coton cardé écru:	
Les 50 grammes	50
Les 100 grammes	88
Les 250 grammes	202
Les 500 grammes	386
Coton hydrophile médico-chirurgical:	
Les 25 grammes	35
Les 50 grammes	63
Les 100 grammes	114
Les 250 grammes	266
Les 500 grammes	518

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 20 décembre 1955.

Pour le ministre de la santé publique et de la population et par délégation:
Le chef du service central de la pharmacie,
VAILLE.

Le ministre de la santé publique et de la population,

Vu l'arrêté du 30 décembre 1949 instituant un tarif interministériel pour le règlement de certaines prestations sanitaires, complété et modifié par l'arrêté du 27 octobre 1954;

Vu l'arrêté du 30 décembre 1949 fixant la composition et les conditions de fonctionnement de la commission prévue à l'article 9 de l'arrêté susvisé;

Vu l'arrêté du 20 février 1950 fixant certains titres du tarif interministériel des prestations sanitaires, complété et modifié par les textes subséquents;

Vu l'arrêté n° 22086 du 3 avril 1952 relatif au tarif interministériel pour le règlement de certaines prestations sanitaires;

Vu l'avis en date du 9 décembre 1955 de la commission susvisée,

Arrête:

Art. 1er. — L'addition suivante est apportée à la nomenclature du titre III (Accessoires et pansements), chapitre 1er (Accessoires) du tarif interministériel des prestations sanitaires:

NOMENCLATURE	PRIX (en francs).
C	
Coques imperméables pour appareils plâtrées (1).	Sur devis (2).

(1) Les fabricants sont tenus de certifier sur la facture l'ininflammabilité des appareils recouverts par leurs soins.
(2) Le montant habituel des factures varie entre 3.000 et 5.000 F pour les grands appareils, et entre 1.000 et 2.000 F pour les petits appareils.

Art. 2. — Le titre V (Prothèse et orthopédie), chapitre 4 (Objets de petit appareillage), rubrique F (Ceintures médico-chirurgicales et corsets orthopédiques) du tarif interministériel des prestations sanitaires est modifié et complété comme suit:

TITRE V. — PROTHÈSE ET ORTHOPÉDIE

CHAPITRE 4. — *Objets de petit appareillage.*

F. — Ceintures médico-chirurgicales et corsets orthopédiques (en tissu armé).

. . . . . .
. . . . . (*a*).

(*a*) Les points de suspension remplacent les indications qui sont données par les arrêtés antérieurs et qui restent toujours valables.

Au lieu de:

N. B. — Le prix des modèles C 109, 110, 111, fixé pour adultes, est réduit de 25 p. 100 pour les enfants jusqu'à dix ans et de 12 p. 100 de onze à quatorze ans inclus, sauf pour les sujets ayant déjà atteint la taille adulte. Ils comportent, sans majoration, tous les dispositifs adaptés aux besoins. Ne seront comptés en plus, quand la prescription le comportera, pour les corsets 108, 108 *bis*, 109, 110, 111, que:

Supplément pour béquillons, la pièce..... 821 F.
Supplément pour épaulières, la paire..... 1.518 F.
Frais de moulage en plus, si nécessaire (au tarif grand appareillage).

Pour les enfants jusqu'à quatorze ans inclus, les modèles C 101, C 102, C 103, C 104 comportent une réduction de prix de 15 p. 100.

Lire:

N. B. — I. — Le prix des modèles fixé pour adultes est réduit pour les enfants dans les conditions suivantes:

Modèles C 101, C 102, C 103, C 104: réduction de prix de 15 p. 100 pour les enfants jusqu'à quatorze ans inclus, sauf pour les sujets ayant déjà atteint la taille adulte;

Modèles C 109, C 110, C 111: réduction de 25 p. 100 pour les enfants jusqu'à dix ans et de 12 p. 100 pour les enfants de onze à quatorze ans, sauf pour les sujets ayant déjà atteint la taille adulte.

II. — Les prix comportent, sans majoration, tous les dispositifs adaptés aux besoins. Pourront cependant être comptés en plus, quand la prescription le comportera:

a) Pour les ceintures C 101 à C 104, les plaques dorsales et cales dorso-lombaires décrites ci-dessous sous la mention « accessoires »;

(*Supplément. — Fin.*)

b) Pour les corsets C 108, C 108 *bis*, C 109, C 110, C 111, les suppléments suivants:

Supplément pour béquillons, la pièce..... 821 F.

Supplément pour épaulières, la paire..... 1.418 F.

Frais de moulage en plus, si nécessaire (au tarif grand appareillage).

. . . . . .

. . . . . (*a*)

« Accessoires. »

Cales dorso-lombaires et plaques dorsales:

Les cales dorso-lombaires sont formées d'une plaque et de deux pelotes longitudinales en mousse de caoutchouc recouvertes d'un enduit plastique; ces pelotes parallèles sont destinées à délimiter une gouttière maintenant la colonne lombaire.

La pièce..... 600 F (1).

Les plaques dorsales sont des plaques en caoutchouc de 18 × 24 cm dans lesquelles sont incorporées quatre lames de ressort disposées parallèlement. Elles sont fournies avec une enveloppe de protection.

La pièce..... 2.077 F (1).

. . . . . .

. . . . . (*a*)

Art. 3. — Compte tenu de l'agrément donné par le secrétaire d'Etat aux affaires économiques au prix proposé par le fabricant, l'addition suivante est apportée à la nomenclature du titre V (Prothèse et orthopédie), chapitre 5 (objets de gros appareillage, section A: appareils neufs) du tarif interministériel des prestations sanitaires:

TITRE V. — PROTHÈSE ET ORTHOPÉDIE

CHAPITRE 5. — *Objets de gros appareillage.*

2° Membre inférieur.

G. — Appareils spéciaux.

NUMÉRO de référence.	DÉSIGNATION	PRIX (en francs).
	1° *Appareil en bois allégé.*	
133	Appareil de prothèse du membre inférieur en bois allégé avec emboîture à adhérences musculaires, avec genou physiologique et pied caoutchouc.....	74.320 (1)

(1) Ce prix s'entend toute majoration comprise à la date de publication dudit arrêté.

Art. 4. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 21 décembre 1955.

Pour le ministre de la santé publique et de la population et par délégation:

Le chef du service central de la pharmacie,

VAILLE.

(1) Ces prix s'entendent toute majoration comprise à la date de publication dudit arrêté.

Conditions de répartition et d'entretien du matériel et des fiches utilisés pour le dosage d'alcool dans le sang.

(Application de l'article 20 du décret n° 55-807 du 18 juin 1955.)

Le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre de l'intérieur, le ministre de la défense nationale et des forces armées et le ministre de la santé publique et de la population,

Vu l'article 20 du décret n° 55-807 du 18 juin 1955 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 88 du code des mesures concernant les débits de boissons et la lutte contre l'alcoolisme,

Arrêtent:

Art. 1er. — Les conditions de répartition du matériel servant aux prélèvements prévus à l'article 8 du décret n° 55-807 du 18 juin 1955 susvisé sont arrêtées comme suit:

Dans chaque département, le directeur départemental de la santé effectue, par l'intermédiaire du laboratoire départemental ou d'un laboratoire d'hôpital, les commandes des flacons destinés à recevoir les prélèvements sanguins.

Ces flacons sont munis d'une bande de contrôle qui permet d'en vérifier l'intégrité au moment du prélèvement et placés dans un emballage utilisable pour leur réexpédition après usage.

La livraison des flacons prêts à recevoir les prélèvements est effectuée directement par les laboratoires, sur les indications du directeur départemental de la santé, au siège de chaque commissariat de police, de chaque section de gendarmerie et de chaque compagnie républicaine de sécurité du département, ainsi qu'aux endroits où il paraîtra utile de constituer de tels dépôts.

Les commissaires de police, commandants de sections de gendarmerie et commandants des compagnies républicaines de sécurité rendent compte au directeur départemental de la santé des quantités reçues et lui font connaître en temps utile leurs besoins de renouvellement de matériel. Le directeur départemental de la santé s'assure de la bonne tenue des dépôts de matériel par des contrôles périodiques fixés en accord avec les autorités intéressées.

Art. 2. — Les conditions de répartition des fiches visées aux articles 5, 9 et 10 du décret n° 55-807 du 18 juin 1955 susvisé sont arrêtées comme suit:

Dans chaque département, le directeur départemental de la santé effectue les commandes de fiches A, B et C nécessaires pour l'ensemble des besoins du département. Il effectue ensuite la répartition de ces imprimés entre les commissariats de police, sections de gendarmerie et compagnies républicaines de sécurité du département, qui lui font connaître leurs besoins en temps utile.

Art. 3. — Dans le département de la Seine, les attributions dévolues par les articles 1er et 2 au directeur départemental de la santé sont exercées par le préfet de police, qui charge le laboratoire de toxicologie de la préparation et de la mise en place du matériel de prélèvement.

Art. 4. — Le directeur des affaires criminelles et des grâces au ministère de la justice, le directeur général de la sûreté nationale au ministère de l'intérieur, le directeur de la gendarmerie et de la justice militaire au ministère de la défense nationale et des forces armées, le directeur de l'hygiène sociale au ministère de la santé publique et de la population sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 22 décembre 1955.

Le ministre de la santé publique et de la population,

BERNARD LAFAY.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

SCHUMAN.

Le ministre de l'intérieur,

Pour le ministre et par délégation:

Le directeur du cabinet,

ROGER RICARD.

Le ministre de la défense nationale et des forces armées,

Pour le ministre et par délégation:

Le directeur du cabinet,

GUILLAUME WIDMER.

Application de certaines dispositions du décret du 17 avril 1942, modifié, relatif aux hôpitaux et hospices publics.

Le ministre de la santé publique et de la population,

Vu le livre VII du titre 1er du code de la santé publique;

Vu le décret n° 891 du 17 avril 1943 (modifié par le décret n° 54-742 du 29 avril 1954) pris pour l'application de la loi du 21 décembre 1941 sur les hôpitaux et hospices publics, et notamment l'article 221 (deuxième alinéa *in fine*);

Vu l'avis émis par la commission prévue à l'article 176 du code de la santé publique,

Arrête:

Art. 1er. — Les internes en médecine des hôpitaux publics ci-après énumérés situés dans les départements de la Seine et de Seine-et-Oise sont recrutés par concours commun organisé par l'inspecteur général de la santé chargé de la circonscription sanitaire de Paris, pour l'ensemble de ces hôpitaux, et indépendamment du concours régional.

Les hôpitaux intéressés sont:

Dans le département de la Seine: les hôpitaux de Créteil, Neuilly-sur-Seine, Saint-Denis.

Dans le département de Seine-et-Oise: les hôpitaux d'Argenteuil, Aulnay-sous-Bois, Corbeil, Mantes, Montfermeil, Saint-Germain-en-Laye, Versailles, Villeneuve-Saint-Georges.

Ces hôpitaux sont groupés sous le nom d'hôpitaux de la région de Paris.

Art. 2. — Les internes nommés après le concours prévu à l'article 1er portent le titre d'interne des hôpitaux, suivi obligatoirement des termes « Région de Paris ».

Les anciens internes nommés dans les mêmes conditions et ayant effectué au moins trois années d'internat, ont droit au titre d'ancien interne des hôpitaux, suivi obligatoirement des termes « Région de Paris ».

Ce titre est conféré également aux anciens internes (nommés aux concours des hôpitaux communaux et intercommunaux de Seine et Seine-et-Oise des années 1913 et 1946 à 1951 et de la région sanitaire de Paris des années 1952 à 1955) ayant rempli leurs fonctions d'interne dans les hôpitaux qui figurent sur la liste établie à l'article 1er du présent arrêté, à l'exclusion de tous autres anciens internes.

Art. 3. — Le directeur de l'hygiène publique et des hôpitaux est chargé de l'application du présent arrêté.

Fait à Paris, le 23 décembre 1955.

BERNARD LAFAY.

Etablissements relevant du ministère.

Par arrêté en date du 17 décembre 1955, M. Arnaud (Gilbert), rédacteur à l'hôpital psychiatrique autonome de Cadillac (Gironde), est nommé secrétaire de direction à l'hôpital psychiatrique autonome de Château-Picon (2e tour), en remplacement de M. Victor, nommé économe à l'hôpital psychiatrique autonome de Bailleul.

Inspection de la santé.

Par arrêté du 17 décembre 1955, M. le docteur Grimaud, médecin inspecteur de la santé de la Loire-Inférieure, est placé en position de disponibilité pour convenances personnelles pour une durée d'un an, à compter du 1er janvier 1956.

Liste des candidats admis au concours pour le recrutement de médecins inspecteurs élèves de la santé.

Par arrêté en date du 23 novembre 1955, sont déclarés admis au concours ouvert le 14 novembre 1955 pour le recrutement de médecins inspecteurs élèves de la santé les candidats dont les noms suivent, par ordre de mérite:

Les docteurs:

1 M. Martineau (Maxime).
2 Mlle Valette (Maryse).
3 Mme Barbet (Micheline).
4 M. Montagne (Francis).
5 Mme Quiniou (Odette).

MINISTERE DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE

Commission ministérielle de la jeunesse.

Le ministre des anciens combattants et victimes de guerre,

Vu le décret n° 55-814 du 22 juin 1955 relatif aux commissions ministérielles de la jeunesse,

Arrête:

Art. 1er. — Une commission ministérielle de la jeunesse est créée au ministère des anciens combattants et victimes de guerre.

Art. 2. — La commission est chargée de l'examen des problèmes intéressant la jeunesse qui lui sont soumis par le ministre.

Art. 3. — La commission est présidée par le ministre des anciens combattants et victimes de guerre ou par son représentant.

Art. 4. — La commission se compose:

1° De cinq représentants du ministère des anciens combattants et victimes de guerre:

MM. Babault, directeur.
Buriot, sous-directeur à l'office national des anciens combattants.
Abadie, médecin lieutenant-colonel.
Cochet, administrateur civil.
de Saint-Riquier, directeur d'école de rééducation.

2° De cinq représentants (ou leur suppléant qualifié) des organisations, mouvements ou institutions de jeunesse:

MM. Morel (Albert), président de la fédération mondiale des anciens combattants.
Riche, directeur du centre universitaire des victimes de guerre.
Binde-Baron, représentant de l'association Les Fils de tués.
Mme de Boucheman, représentant l'Association et entr'aide des veuves de guerre.
M. Gignac, représentant l'association des anciens du corps expéditionnaire français d'Extrême-Orient et des forces françaises d'Indochine.

Art. 5. — La commission est convoquée toutes les fois que le ministre des anciens combattants et victimes de guerre le juge utile.

Art. 6. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 20 décembre 1955.

Pour le ministre et par délégation:
Le directeur du cabinet,
PIERRE POUILLOT.

Services extérieurs.

Par arrêté du 31 octobre 1955, M. Gabet (Charles-Désiré), chef d'atelier de 1re classe à l'école de rééducation professionnelle des mutilés de guerre et du travail de Roubaix (Nord), est admis à faire valoir ses droits à la retraite pour raison de santé, à compter du 2 novembre 1955.

Par arrêté du 6 décembre 1955, M. Destouesse (Jean-Baptiste), chef d'atelier de 1re classe à l'école de rééducation professionnelle des mutilés de guerre et du travail de Bordeaux (Gironde), atteint par la limite d'âge le 27 décembre 1955, est admis d'office, à compter de cette date, à faire valoir ses droits à la retraite.

MINISTERE DES POSTES, TELEGRAPHES ET TELEPHONES

Administration centrale et services extérieurs.

ADMINISTRATION CENTRALE

Par arrêté du 14 décembre 1955, ont été nommés secrétaires d'administration de 2e classe et titularisés dans le grade correspondant les secrétaires d'administration stagiaires désignés ci-après:

M. Thevenin, Mlle Charpentier, M. Delpy, Mlles Courtine, Trepont, Mme Laurent, Mlle Habert, M. Lebeau, Mme Reynaud, Mlles Sicre, Chabrier, Cabanius-Matraman, Ginestet, Mme Lamidey, M. Leininger, Mlle Charles.

SERVICES EXTÉRIEURS

Par arrêtés du 14 décembre 1955:

A été nommé chef de section principal à Limoges-chèques postaux, et titularisé dans le grade correspondant, M. Doussaud, chef de section.

A été nommé chef de section principal, titularisé dans le grade correspondant et maintenu à la disposition du gouverneur général de l'Algérie en vue de son affectation, à Alger-service régional, M. Ferrer, chef de section.

A été admis à faire valoir ses droits à la retraite pour limite d'âge, à compter du 8 mai 1956, M. Poujat, receveur de 2e classe à Murat.

Il a été mis fin, à compter du 23 novembre 1955, au détachement auprès du ministère de la France d'outre-mer de Mme Gerard, agent d'exploitation.

Par arrêté du 15 décembre 1955, a été muté à la Rochelle M. Defianas, inspecteur principal à Cayenne.

NATURALISATIONS ET RÉINTÉGRATIONS

Décret du 16 décembre 1955 portant naturalisation, réintégration, mention d'enfants mineurs susceptibles de bénéficier de l'effet collectif attaché à l'acquisition par leurs parents de la nationalité française.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la santé publique et de la population,

Vu l'ordonnance du 19 octobre 1945 portant code de la nationalité française, ensemble les textes sur l'acquisition de la nationalité,

Décrète:

Art. 1er. — Sont naturalisés Français:

ABRAMOWICZ (Pinkus), Lodz (Pologne), 10-07-01. — 1515×18—75.
ACQUISTO (Calogero), Canicatti (Italie), 07-06-18. — 1719×51—13.
AGORRETA, née TERCERO, Zaragoza (Espagne), 07-12-25. — 14352×55—13.
AGORRETA (Manuel), Urrea de Gaen (Espagne), 11-07-25. — 14352×55—13.
AGRES (Dimitry), Krasne Sielce (Pologne), 27-10-95. — 12389×55—03.
ALBERTINI (Mario), Brescia (Italie), 23-08-35 — 14220×55—32.
ALI BRAHIM, Douer Baadba (Syrie), 00-00-25. — 15690×50—98.
ALMARZA, née MENCHON, Fuente Alamo (Espagne), 08-03-13. — 12605×55—69.
ALMARZA (Benito), Madrid (Espagne), 03-04-13. — 12605×55—69.
ALONSO (Antonia), Saint Martin de Valdeiglesia (Espagne), 10-05-95. — 12172×55—24.
ANENTO (Joaquim), Molinos (Espagne), 18-06-34. — 13808×55—81.
APELBAUM (Cemach), Varsovie (Pologne), 04-04-37. — 7827×55—75.
ATES, née PUYOL, Las Bordas (Espagne), 02-09-96. — 13949×55—31.
BAERT, née AGNEESENS, Petit-Enghien (Belgique), 06-01-19. — 12461×55—18.
BAERT (Hector), Bischole (Belgique), 27-11-13. — 12461×55—18.
BALBONI (Anello), Renazzo (Italie), 24-12-08. — 13015×55—13.
BALBONI, née ARDIZZONI, Renazzo (Italie), 09-09-10. — 13015×55—13.
BALDESSIN (Lino), San Biagio di Callalta (Italie), 22-09-23. — 13261×55—38.
BALDESSIN, née ZORZI, San Biagio di Callalta (Italie), 27-06-24. — 13261×55—38.
BALESTRI (Gino), Bazzano (Italie), 01-11-01. — 5785×50—13.
BALESTRI, née LAMI, Pise (Italie), 08-06-10. — 5785×50—13.
BARQUE (Hector), Lerida (Espagne), 16-01-37. — 13955×55—31.
BARTOLI (Adolphe), Pistoia (Italie), 30-07-10. — 12684×55—81.
BARZILAI, née TMIM, Casablanca (Maroc), 19-12-29. — 7364×55—95.
BARZILAI (Joseph), Smyrne (Turquie), 09-02-21. — 7364×55—95.
BAUGIER, née OLIVERO, San Damiano Macra (Italie), 10-08-08. — 12683×55—83.
BELARDINELLI (Marcel), la Roquette-sur-Siagne (Alpes-Maritimes), 29-01-33. — 10016×53—06.
BERTRAN (Miguel), Barcelone (Espagne), 10-02-36. — 13959×55—11.
BIAMONTE (Jean), Revello (Italie), 22-12-19. — 14325×55—13.
BIFOLCHI (Pascal), Sora (Italie), 14-02-09. — 38181×34—75.
BITSCH (Ludwig), Lambrecht (Allemagne), 11-06-08. — 9902×54—75.
BOCANEGRO (François), Olvera (Espagne), 72-02-19. — 14141×55—48.
BOCCARA (Cammouna), Tunis, 14-01-14. — 13522×55—75.
BOF, née LEONARDO, Rabat (Maroc), 09-07-26. — 7363×55—95.
BOF (Silvio), Fonzaso (Italie), 30-06-21. — 7363×55—95.
BOHL, née BOTTONI, Bovil'e (Italie), 11-10-24. — 9256×54—69.
BOIX (José), San Mateo (Espagne), 11-11-06. — 7135×55—81.
BOIX (José), Almaden (Espagne), 25-11-32 — 13565×55—81.
BOIX, née DELGADO, Almadea (Espagne), 03-11-02. — 7135×55—81.
BONACCORSI (Jeanne), Monsummano (Italie), 11-10-12. — 21862×37—13.
BONATERRA (Rafael), Vilajuiga (Espagne), 20-05-31. — 14298×55—31.
BONOTTO, née MORAS, Pramaggiore (Italie), 19-02-25. — 10295×55—31.
BONOTTO (Angelo), Oderzo (Italie), 16-01-22. — 10295×55—31.
BOROWIEC (Wladyslaw), Cmolas (Pologne), 20-01-20. — 12643×55—75.
BOSCH (José), Torregrosa (Espagne), 07-12-17. — 12641×55—26.
BOUTELLE (Michel), Sommethonne (Belgique), 06-11-36. — 9571×55—55.
BRAZ (Manuel), Alfaiao (Portugal), 22-05-97. — 13604×55—87.
BRUGNOLI (Angelo), Borgotaro (Italie), 10-01-32. — 6068×52—75.
BRUNELLI (Bruno), Cerro Veronese (Italie), 22-06-13. — 12671×55—57.
BRUSADIN (Vittorio), Vittorio Veneto (Italie), 09-05-36. — 14610×55—78.
BULTINCK, née FIEMS, Lichtervelde (Belgique), 06-02-11. — 8159×55—60
BULTINCK (Jules), Oostcamp (Belgique), 27-10-03. — 8159×55—60.
BUZDUN (Gheorghe), Corabia (Roumanie), 13-02-26. — 12232×55—98.
CABRITA, née PUEYO, Sinues (Espagne), 06-05-03. — 13186×55—11.
CABRITA (José), Silves (Portugal), 10-12-02. — 13186×55—11.
CACERES, née ESPI, Jijona (Espagne), 20-03-16. — 14112×55—92.
CAFFARRA, née CANTARELLI, Ciano d'Enza (Italie), 06-12-04. — 16126×48—18.
CAFFARRA (Célestin), Traversetolo (Italie), 10-10-99 .— 16126×48—18
CALABRIA (Elvire), Sabadell (Espagne), 06-06-31. — 13562×55—13.
CALDUCH (Louis), Pedralba (Espagne), 06-01-16. — 12685×55—66.
CALDUCH, née GARCIA, Guecho (Espagne), 06-08-24. — 12685×55—66.
CALLARI (Calogero), Canicatti (Italie), 12-09-23. — 12602×55—81.
CANALS (Oscar), Martorell (Espagne), 30-11-35. — 12122×55—12.
CAPARROS (Christobal), Saint-Etienne (Loire), 13-04-27. — 23706×48—12.
CAPPELLO, née PATRIARCA, Roccadarce (Italie), 23-04-15. — 14135×55—12.
CARNIEL (Antoine), Colle Umberto (Italie), 10-03-05. — 15315×54—51.
CARNIEL, née PICCIN, Plettenberg (Allemagne), 18-03-05. — 15315×51—51.
CASTEL, née DATSIRA, Barcelone (Espagne), 15-05-25. — 1966×53—81.
CASTEL (Jules), Vilaller (Espagne), 30-07-13. — 1966×53—81.
CATANESE (Thomas), Bizerte (Tunisie), 22-11-30. — 11204×55—96.
CATANESE, née POMA, Mateur (Tunisie), 22-05-32. — 11204×55—96.
CATANESE (Antonino), Bizerte (Tunisie), 24-11-22. — 11094×55—96.
CATANESE, née POMA, Erice (Italie), 19-02-29. — 11094×55—96.
CAVALLI (Antoinette), Valstagna (Italie), 05-12-33. — 13553×55—25.
CAVALLI (Cécile), Valstagna (Italie), 05-12-33. — 13554×55—25.
CAVERZAN (Fabrizio), Azzano Decimo (Italie), 24-07-16. — 11149×54—82.
CAVERZAN, née MOSCHETTA, Azzano Decimo (Italie), 14-06-21. — 11149×54—82.
CECCHELANI, née REGLIONI, Villa Minozzo (Italie), 22-09-08. — 12601×55—13.
CEGLAREK (Jean), Chorzemin (Pologne), 10-06-28. — 13010×48—35.
CESARO (Angelo), Tarzo (Italie), 28-09-09. — 26352×48—38.
CESARO, née ZANARDO, Fontanella (Italie), 01-10-16. — 26352×48—38.
CESPEDES (Aureliano), Alcolea de Calatrava (Espagne), 02-12-17. — 9640×55—14.
CHALAZONITIS (Nicolas), Gargaliani (Grèce), 19-03-18. — 30703×34—69.
CHEVILLON, née RYBAK, Radawa (Pologne), 14-01-15. — 13523×55—78.
CHIABO (Caterina), Tarantasca (Italie), 03-11-21. — 14488×55—82.
CHIABO (Margherita), Tarantasca (Italie), 21-06-19. — 14489×55—82.
CHOCRON (Mesod), Melilla (Maroc), 05-08-09. — 17269×51—92.
CHOCRON, née CHOCRON, Melilla (Maroc), 24-07-08. — 17269×51—92.
CICHOCKI (Joseph), Wanne (Allemagne), 07-03-18. — 14495×55—62.
CICHOCKI, née DANIELCZYK, Zagorze (Pologne), 27-02-23 — 14495×55—62.
CIRIAC (Edmond), Haddad (Liban), 02-05-95. — 9145×37—13.
CONTRERAS, née VILA, Barcelone (Espagne), 04-11-17. — 21247×49—78.
CONTRERAS (Roger), Sidi-bel-Abbès (Algérie), 03-08-14. — 21247×49—78.
CORONA, née PETRI, Tunis, 23-11-09. — 3182×55—96.
CORONGIU (Vincenzo), Laconi (Italie), 04-07-25. — 10792×54—38.
COSSI (Iginio), Ripenda (Italie), 26-06-20. — 13457×55—62.
COSSI, née CRAGNAZ, Albona (Italie), 29-04-21. — 13457×55—63.
COTUNNI (Raffaele), Bergame (Italie), 28-03-29. — 14486×55—75.
CUCHOR (Paul), Rybnik (Tchécoslovaquie), 16-06-30. — 13675×55—27.
CURRI (Ilder), Donato (Italie), 27-04-36. — 14321×55—74.

CUTRONA (Giovanni), Palerme (Italie), 18-08-23. — 8443×55—78.
CUTRONA, née PRADO, Rimadero Sotrondio (Espagne), 08-11-30. — 8443×55—78.
CUZIOL, née BOTARELLI, Civitella (Italie), 21-12-20. — 13552×55—08.
D'AGOSTINO (Marco), Sainte Elia Fiumerapido (Italie), 25-12-32. — 11313×55—75.
DA SILVA (Manuel), Santa Maria de Palmeira (Italie), 20-12-92. — 13101×55—75.
DAL MOLIN (Alvise), Nove (Italie), 01-12-21. — 13528×55—38.
DAL MOLIN (Noël), Enego (Italie), 30-04-20. — 13529×55—38.
DAL MORO (Raphaël), Decines-Charpieu (Isère), 01-12-31. — 14312×55—38.
DAVIDOV (Léon), Moscou (Russie), 30-04-21. — 455×53—95.
DAVOUDIAN (Ohanes), Moscou (Russie), 22-09-28. — 9116×53—78.
DE FRANCESCHI (Francesco), Castelgomberto (Italie), 13-03-97. — 11872×55—42.
DE FRANCESCHI, née RAGOGNA, Fiume Veneto (Italie), 05-01-99. — 11872×55—42.
DE LA LOMA (Luis), Carabanchel Bajo (Espagne), 18-07-30. — 13149×55—82.
DE LA LOMA (Angel), Carabanchel Bajo (Espagne), 07-11-35. — 13148×55—82.
DE MARCHI, née VERONESE, Saletto (Italie), 15-09-04. — 14408×55—54.
DE MARCHI (Angelo), Saletto (Italie), 19-04-99. — 14408×55—54.
DELCOUR (Agathon), Leers (Nord), 18-09-00. — 779×22—59.
DELGADO (Joachim), Mojados (Espagne), 23-08-88. — 12622×55—10.
DELGADO, née DE PABLOS, Mojados (Espagne), 11-02-85. — 12622×55—10.
DEMO, née PALUCCI, Cesiomaggiore (Italie), 19-07-15. — 14289×55—54.
DEMO (Pietro), Cassola (Italie), 10-09-15. — 14289×55—54.
DEUKMEDJIAN (François), Constantinople (Turquie), 20-07-07. — 13594×55—75.
DIAZ RUIZ (Manuel), Nerja (Espagne), 14-10-22. — 12168×54—76.
DOCQUIN, née PEZZOLO, Gênes (Italie), 17-06-21. — 13515×55—38.
DOMENIN, née MORETTO, Musile di Piave (Italie), 27-10-06. — 1524×55—31.
DONAT (Jean), Ile Maurice, 09-08-16. — 11103×55—98.
DOS SANTOS (Manuel), Gudina del Botte (Pologne), 18-11-15. — 14137×55—64.
DOS SANTOS, née D'ASSIS PIMENTA, Lamares (Portugal), 01-05-19. — 14137×55—64.
DROSZCZ, née GLAPIAK, Marten (Allemagne), 13-04-15. — 12903×55—62.
DROSZCZ (Michel), Recklinghausen (Allemagne), 10-09-07. — 12903×55—62.
DUARTE (Felipe), El Prado (Espagne), 11-02-18. — 14288×55—13.
DUBOUX (René), Lausanne (Suisse), 13-08-01. — 12305×55—74.
DUBOUX, née SCHREYER, Yverdon (Suisse), 08-12-08. — 12305×55—74.
DUNCA (Gabriel), Ieud (Roumanie), 10-08-03. — 5764×55—49.
ELNE (Laurent), Sanfront (Italie), 15-05-26. — 29404×47—94.
ERRERA (Salvatore), Marsala (Italie), 02-12-21. — 12326×55—96.
ERRERA, née VITIELLO, la Galite (Tunisie), 01-09-29. — 12326×55—96.
FANJAT, née POLETTO, Fontanafredda (Italie), 13-08-19. — 14372×55—38.
FARRACCI (Antoine), Mateur (Tunisie), 25-09-33. — 13716×55—96.
FERNANDEZ (Rafael), Port-Lyautey (Maroc), 05-07-24. — 11622×55—95.
FERNANDEZ, née FERNANDEZ, Almeria (Espagne), 30-08-29. — 11622×55—95.
FERRI (Miguel), Anna (Espagne), 22-07-35. — 14154×55—31.
FILOE (François), Tunis, 10-01-12. — 12327×55—96.
FILOE, née SANTAROSSA, Oberhausen (Allemagne), 13-12-12. — 12327×55—96.
FLEISCHHACKER, née KAUFMANN, Sennefeld (Allemagne), 13-10-07. — 7185×53—67.
FLORE (Marcel), le Mans (Sarthe), 03-04-16. — 13533×55—80.
FLORIO (Rodolfo), Unterturkheim (Allemagne), 29-10-13. — 13551×55—38.
FOGHIN (Giovan), Bordighera (Italie), 18-04-34. — 14276×55—46.
FOREST, née BAUER, Worms (Allemagne), 30-12-20. — 13592×55—54.
FRA (Catherine), Saluzzo (Italie), 10-05-10. — 12613×55—13.
FRANZINO (François), Rivarolo-Canavese (Italie), 02-02-11. — 12931×55—10.
GALEAZZI (Ivanoe), Poiana-Maggiore (Italie), 01-05-23. — 7029×55—31.
GALLEA (Robert), Genève (Suisse), 21-10-24. — 12323×55—96.
GARCIA (Juan-Jose), Gor (Espagne), 25-02-03. — 15122×38—92.
GARCIA, née TORRECILLAS, Velez-Blanco (Espagne), 29-09-12. — 12931×55—81.
GARCIA (Antoine), Velez-Blanco (Espagne), 24-04-04. — 12934×55—81.
GARCIA (Fulgencio), Fuente-Alamo (Espagne), 15-12-21. — 11133×54—11.
GARCIA (Jose), Meknès (Maroc), 21-07-33. — 12479×55—95.
GARCIA (Francisco), Melilla (Maroc), 10-03-35. — 13666×55—92.
GAROZZO (Carmel), Catena (Italie), 11-09-27. — 5702×54—96.
GAROZZO, née RAFFAELE, Bizerte, 12-03-33. — 5702×54—96.
GASSER (René), Vevey (Suisse), 21-10-11. — 2930×55—94.
GENTILE (Alberto), Capistrello (Italie), 27-06-00. — 12935×55—87.
GERVASONI (Marco), San-Gallo (Italie), 19-11-12. — 14178×55—30.
GIACOMETTI (Eugenio), Vigodarzere (Italie), 08-03-04. — 13736×55—78.
GIACOMETTI, née ZANELLATO, Lonigo (Italie), 11-10-06. — 13736×55—78.
GIBKI (Stanislas), Wolka-Bedkowska (Pologne), 16-11-12. — 12413×55—02.
GIBKI, née BLASZCZYK, Détroit (U. S. A.), 22-09-14. — 12113×55—02.
GIGLIO (Giovanni), Tunis, 21-04-22. — 317×51—96.
GIL (Ignace), Pasmiedzy (Pologne), 02-02-97. — 13226×55—59.
GIL, née LORENZO, Yecla (Espagne), 16-11-07. — 5998×54—83.
GIL, née KNEBLEWSKI, Ruchocinku (Pologne), 23-10-99. — 13226×55—59.
GIL (Pascal), Yecla (Espagne), 06-03-03. — 5998×54—83.
GILIBERTI (Edmond), Tunis, 02-10-27. — 12324×55—96.
GILIBERTI, née GRAMMATICO, Tunis, 06-08-31. — 12324×55—96.
GIMENEZ, née BERNABEU, Baza (Espagne), 19-08-05. — 7174×55—93.
GIMENEZ (Antonio), Baza (Espagne), 27-02-02. — 7474×55—93.
GIULIANO (Rino), Savona (Italie), 28-06-21. — 7933×55—96.
GIUNPONI, née BONARDELLO, Dronero (Italie), 06-12-14. — 23779×48—83.
GIUNPONI (Giacomo), San-Giovanni-Bianco (Italie), 24-12-08. — 28779×48—83.
GIUSTI (Julien), Vernio (Italie), 07-08-30. — 14208×55—20.
GLAS (Herszek), Szydlowiec (Pologne), 00-00-06. — 16921×48—75.
GLAS, née STOPNICKA, Varsovie (Pologne), 05-07-12. — 16921×48—75.
GOEMINNE (Constant), Audenaerde (Belgique), 17-06-91. — 5122×55—75.
GOJCETA (Nicolas), Ciluk (Yougoslavie), 21-09-06. — 10571×55—37.
GOJCETA, née DIZDAR, Oklaj (Yougoslavie), 01-01-12. — 10571×55—37.
GOMES (Leopoldino), Povoa-de-Varzim (Portugal), 05-09-96. — 6882×55—75.
GONCALVES (Joaquim), Meixomil (Portugal), 07-11-01. — 12292×55—18.
GONCALVES, née FAGUNDES (Vaz), Ahna (Portugal), 23-03-06. — 12292×55—18.
GONERA, née PIEC, Beclitz (Pologne), 06-10-15. — 14333×55—51.
GONERA (Ladislas), Mielcuchy (Pologne), 10-06-05. — 14333×55—51.
GONZALEZ (Antonio), la Pinilla (Espagne), 25-02-19. — 9685×55—31.
GONZALEZ, née MORENO, Barcelone (Espagne), 17-03-26. — 9685×55—31.
GOSSING (Willi), Gerschwillauker (Allemagne), 06-10-24. — 12991×55—59.
GRABCZEWSKI (Mieczyslaw), Wloclawek (Pologne), 10-10-06. — 9135×55—09.
GRANZOTTO (Marco), Breda di Piave (Italie), 25-04-07. — 7727×55—31.
GRANZOTTO, née MAGOGA, Breda di Piave (Italie), 05-09-15. — 7727×55—31.
GRAUZAM (Albert), Bedkow (Pologne), 06-11-27. — 26862×48—75.
GREBOWSKI, née CIUPA, Poradzew (Pologne), 06-01-16. — 14720×55—80.
GREBOWSKI (Isidore), Poradzew (Pologne), 10-05-12. — 14720×55—80.
GRIMA (José), Mojacar (Espagne), 20-05-22. — 14375×55—09.
GRIMA, née COLL, Figueras (Espagne), 27-04-21. — 14375×55—09
GRZEGORZEWSKI, née PLOCINICZAK, Bottrop (Allemagne), 27-12-16. — 13335×55—59.
GRZEGORZEWSKI (Félix), Bochum Langendreer (Allemagne), 06-04-17. — 13335×55—59.
GUGLIELMI (Lino), Cervarese s. Croce (Italie), 25-12-33. — 14381×55—31.
GUIDUCCI (Olivier), Montone (Italie), 13-03-22. — 31290×46—06.
GUIDUCCI, née ORSZULIK, Kaczyce Dolne (Pologne), 02-08-25. — 31290×46—06.
GUILLAMOT, née CASTELLINI, Solferino (Italie), 17-07-24. — 12965×55—32.
GUTTADAURO (Carmelo), Ferryville (Tunisie), 01-01-18. — 12328×55—96.

GUTTADAURO, née PAPALIA, Ferryville (Tunisie), 01-10-23. — 12328 ×55—96.

HANC (Casimira), Utrata (Pologne), 10-01-37. — 13384×55—62.

HANCZAR, née GOLEBIOWSKA, Gruszow Wielki (Pologne), 08-09-12. — 12720×55—59.

HANCZAR (Michel), Laszki Goscincowe (Pologne), 31-10-13. — 12720 ×55—59.

HANUZA (Théodore), Natolin (Pologne), 22-05-01. — 14364×55—13.

HARSANYI (Arpad), Miskolc (Hongrie), 30-01-28. — 12171×55—98.

HAWRYSZKIW (Dymitr), Werchobuz (Pologne), 13-03-21. — 11542 ×55—67.

HOLVOET (Daniel), Selzaete (Belgique), 09-10-37. — 10278×55—59.

HUNAULT, née RAZNIEWSKA, Paprotnia (Pologne), 29-09-09. — 15237 ×53—08.

HUSZCZO (Charles), Rymuny (Pologne), 01-01-33. — 13665×55—80.

ICHKANIAN (Aharon), Kharpout (Turquie), 00-00-06. — 12410×55—13.

INCLIMA (Antonino), Tunis, 24-01-10. — 11875×55—96.

INCLIMA, née PARISI, Tunis, 30-10-11. — 11875×55—96.

INCLIMA (Emmanuelle), Kelbia (Tunisie), 03-12-33. — 11932×55—96.

JAKUTAJE (Joseph), Mikonfany (Pologne), 12-11-03. — 14229×55—38.

JAKUTAJE, née BYCZEK, Padlesice (Pologne), 06-05-15. — 14229 ×55—38.

JANKI, née WACHOWIAK, Laglewnik (Pologne), 24-05-90. — 13672 ×55—62.

JODLOWSKI, née TABIN, Wiazownica (Pologne), 14-02-06. — 13738 ×55—62.

JOSCH (Guido), Honigshutte (Allemagne), 02-03-15. — 982×53—88.

JUCHTZER (Richard), Teplice (Tchécoslovaquie), 28-08-22. — 11806 ×55—51.

KACZOR (Michel), Kray (Allemagne), 09-09-14. — 12922×55—59.

KACZOR, née SOBCZAK, Borbeck (Allemagne), 22-11-14. — 12922 ×55—59.

KANNER (Juda), Nowy Sacz (Pologne), 22-02-98. — 23654×49—31.

KANNER, née ELEND, Baligrod (Pologne), 04-10-04. — 23654×49—31.

KARPELEWICZ (Jacob), Grodno (Pologne), 23-03-26. — 15374×55—75.

KAYAT (Roger), Tunis, 30-08-21. — 9788×52—96.

KIRKYACHARIAN (Garabed), Kadjin (Asie Mineure), 21-02-97. — 26628×36—75.

KLEIN, née HECK, Pantschowa (Yougoslavie), 04-09-04. — 9578 ×55—67.

KLEIN (Paul), Neu Werbas (Yougoslavie), 20-10-01. — 9578×55—67.

KOBOULOFF, née SCHMEMANN, Petrograd (Russie), 07-10-13. — 55055×38—75.

KOBOULOFF (Otar), Tiflis (Russie), 15-02-18. — 55055×38—75.

KOCZULA, née SIWAK, Pilzno (Pologne), 20-10-20. — 14000×55—02.

KOCZULA (Jan), Gorajca (Pologne), 10-06-27. — 14000×55—02.

KONCZ, née KAJOS, Vasad (Hongrie), 17-12-24. — 12845×55—02.

KONCZ (François), Budapest (Hongrie), 12-02-19. — 12845×55—02.

KOWALSKI (Irénée), Sarbiewo (Pologne), 03-01-35. — 13909×55—81.

KOZIOL (Jean), Brest-Litowsk (Pologne), 15-01-21. — 13596×52—83.

KRAUSE (Karl), Geirswalde (Allemagne), 09-11-23. — 852×53—55.

KUREK (Michel), Krzcezow (Pologne), 06-07-03. — 13334×55—02.

KUREK, née DRAG, Rajbrot (Pologne), 27-04-00. — 13334×55—02.

KUZNIK, née NOWAK, Krasne (Pologne), 04-01-09. — 14125×55—51.

KUZNIK (Joseph), Dabrowa (Pologne), 22-01-08. — 14125×55—51.

LA ORDEN (Juan), Albacete (Espagne), 22-02-17. — 11121×55—13.

LABART (Louis), Chassepierre (Belgique), 12-06-07. — 24260×47—55.

LABART, née TESTORI, Tronzano-Lago-Maggiore (Italie), 12-05-12. — 24260×47—55.

LACAVE (Alexandre), Léningrad (Russie), 02-04-33. — 910×53—75.

LAEATA (Eliane), Tunis, 29-01-34. — 11205×55—96.

LAMPIS (Alphonse), Souk-El-Khemis (Tunisie), 18-01-11. — 12325×55 —96.

LAMPIS, née CURRELI, Cagliari (Italie), 13-12-15. — 12325×55—96.

LECLERE, née BERGER, Charlottemburg (Allemagne), 02-07-12. — 12955×55—28.

LEDERMAN (Abraham), Kobierzyn (Pologne), 17-03-32. — 14270×55 —75.

LEGENTIL, née FORTE, Spresiano (Italie), 20-06-20. — 14199×55—38.

LEGNER (Horst), Unterheinsdorf (Allemagne), 24-02-29. — 13908×55 —70.

LEROY (Paul), Spy (Belgique), 17-10-36. — 12916×55—59.

LESNIAK (Jean), Suderwick (Allemagne), 24-06-20. — 14268×55—59.

LINTZEROPOULOS (Jean), Salonique (Grèce), 21-09-25. — 14389×55 —75.

LINZE (Gabrielle), Marcour (Bergique), 21-02-33. — 14267×55—36.

LLORCA (Miguel), Ceuta (Maroc), 26-02-19. — 1102×55—06.

LONGO (Quirino), Mesagne (Italie), 08-07-20. — 12311×51—69.

LUCAS, née SELLES, Mahon (Espagne), 02-03-27. — 9273×55—96.

LUCAS (Fernando), Cieza (Espagne), 16-05-17. — 9273×55—96.

MACKOWIAK (Wladislaus), Essen-Borbeck (Allemagne), 03-11-18. — 13502×55—51.

MAES (Gaston), Grotenberge (Belgique), 08-08-31. — 13280×55—15.

MAGLIOLO (Salvatore), Tunis, 08-03-00. — 20226×39—95.

MAGLIOLO, née NANNINI, Mogador (Maroc), 08-12-04. — 20226×39 —95.

MAJDANSKI (Etienne), Liskow (Pologne), 27-11-04. — 12692×55—62.

MAJDANSKI, née MALI, Herne (Allemagne), 04-04-08. — 12692×55—62.

MANAOU, née KYCLIS, Smyrne (Asie-Mineure), 15-11-15. — 14077 ×55—38.

MANAOU (Nicolas), Simi (Grèce), 02-08-10. — 14077×55—38.

MANCI (Miranda), Dudelange (Luxembourg), 03-06-30. — 12483×55 —57.

MANERO (Manuel), Bédarieux (Hérault), 26-09-15. — 14171×55—76.

MANFRINO (Joseph), Druento (Italie), 26-10-13. — 14008×55—24.

MANTOVANI (Virginio), Cavezzo (Italie), 01-09-22. — 12402×55—62.

MANZINI, née TASSI, San-Giorgio-di-Piano (Italie), 30-08-10. — 17437 —×34—20.

MANZINI (Mario), Borgo-Panigale (Italie), 08-12-07. — 17437×34—20.

MARIC (Milan), Dubica (Yougoslavie), 03-07-10. — 12494×55—71.

MARIC, née SCHEER, Trèves (Allemagne), 19-08-27. — 12494×55—71.

MARINELLI (Brando), Fossembrone (Italie), 16-01-31. — 13898×55—84.

MARINELLI, née MAZZINI, San-Agata-Feltria (Italie), 15-01-35. — 13898 ×55—84.

MARSIGLIA (Paolo), Cefalu (Italie), 27-09-16. — 4754×55—05.

MARSIGLIA, née RINAUDO, Cefalu (Italie), 24-07-30. — 4754×55—05.

MARTINEZ (Mariano), Castril (Espagne), 28-10-22. — 8391×55—09.

MARTINEZ (Silio), Madrigueras (Espagne), 05-03-35. — 10843×55—13.

MARTINEZ (Eusterio), Madrigueras (Espagne), 17-02-31. — 10785×55 —13.

MARTINO (François), Bizerte (Tunisie), 24-01-26. — 12265×55—96.

MARTINO, née CIRCHIRILLO, Sedjoumi (Tunisie), 22-03-26. — 12265×55—96.

MARTINEZ (Antonio), Huercal (Espagne), 26-12-18. — 14007×55—92.

MARTYN (Michel), Twierdza (Pologne), 15-09-13. — 13732×55—75.

MARUANI (Khamous), Tunis, 07-01-09. — 12268×55—96.

MARZELLI, née BLANCO, Guecho (Espagne), 16-05-13. — 25731×34 —38.

MARZELLI (Alcide), Castelnuovo Val di Cecina (Italie), 06-03-16. — 25731×34—38.

MASEGOSA (José), Pucherno (Espagne), 16-04-96. — 14228×55—38.

MASEGOSA, née ALCAINA, Cular de Baza (Espagne), 24-01-99. — 14228 ×55—38.

MASLAUSKAS, née BRAJTMAN, Grodzizk (Pologne), 23-07-10. — 12415 ×53—75.

MASLAUSKAS (Jakiras), Merytzr (Lithuanie), 18-04-12. — 12415×53 —75.

MASUT (Rosano), Caneva (Italie), 06-12-26. — 14010×55—30.

MATECKI, née MIELCAREK, Wanne (Allemagne), 26-07-13. — 11255×38—59.

MATECKI (Johann), Wanne (Allemagne), 03-07-07. — 11255×38—59.

MAURER (Jean), Differdange (Luxembourg), 20-06-03. — 2100×55—75.

MAZZAROLO, née SERAFIN, Asolo (Italie), 18-10-16. — 1298×54—75.

MAZZAROLO (Ariosto), Fonte (Italie), 21-01-11. — 1298×54—75.

MICHALSKI (Jean), Guden (Allemagne), 03-09-26. — 17243×51—80.

MIJANGOS (Gil), Oteo (Espagne), 01-09-22. — 7713×55—75.

MILANESE (Henriette), Tarascon (Ariège), 03-11-33. — 14051×55—09.

MITHAT (Ahmet), Salonique (Grèce), 15-05-93. — 4720×54—06.

MIZRAHI (Maurice), Choubrah le Caire (Egypte), 16-12-35. — 4483 ×55—75.

MIZRAHI (Simon), Héliopolis (Egypte), 25-08-14. — 14791×55—75.

MOCH (Charles), Sarchen (Allemagne), 21-12-14. — 13081×55—71.

MOLLICONE, née EMMA, San Cataldo (Italie), 13-07-29. — 779×53 —38.

MOLLICONE (Mario), Roccadarce (Italie), 19-11-25. — 779×53—38.

MONZO (Magdalena), Pinoso (Espagne), 21-03-25. — 14808×55—91.

MOR, née PUGNAGHI, Montefiorino (Italie), 27-03-22. — 13768×55 —34.

MOR (Rogelio), Moguerueles (Espagne), 12-05-25. — 13768×55—34.

MORANA (Jean), Sousse (Tunisie), 14-07-24. — 14891×55—75.

MORANA, née MARCANTONIO, la Goulette (Tunisie), 29-03-30. — 14891×55—75.

MORAVIK (Gyorgy), Budapest (Hongrie), 17-07-28. — 13072×55—94.

MOULY (Raoul), la Goulette (Tunisie), 18-09-19. — 14103×55—96.

MOUROYAN, née GAMBER (Ogiou), Scujari (Turquie), 12-03-12. — 11181 x 55—13.
MOUROYAN (Zadour), Kelbi (Turquie), 07-02-07. — 11181 x 55—13.
MUCHA (André), Sokolniki (Pologne), 16-10-22. — 14090 x 55—17.
MUGNISI (Giuseppe), Casablanca (Maroc), 15-01-22. — 9018 x 55—95.
MURARO (Emilio), Sossano (Italie), 15-07-07. — 8411 x 19—31.
MURARO, née PIEROPAN, Chiampo (Italie), 19-12-11. — 8411 x 19—31.
MYSZKOWSKI (Antoine), Gerthe (Allemagne), 09-10-14. — 11175 x 55—62.
MYSZKOWSKI, née MIKOLAJCZAK, Recklinghausen (Allemagne), 24-02-19. — 11175 x 55—62.
NANYS (Joseph), Biala (Pologne), 23-11-04. — 11123 x 55—38.
NANYS, née MARKIEWICZ, Biala (Pologne), 08-01-06. — 11123 x 55—38.
NAUMANN (Theodor), Albrechtsfelde (Allemagne), 09-12-19. — 16333 x 51—39.
NAVARRO (Antonio), Pliego (Espagne), 01-02-20. — 11529 x 55—13.
NIETHE (Gerhard), Eberswalde (Allemagne), 16-10-26. — 11258 x 55—62.
NOWACKI (Joseph), Wanne (Allemagne), 12-02-09. — 13189 x 55—62.
NOWACKI, née KUBIAK, Recklinghausen (Allemagne), 16-12-13. — 13189 x 55—62.
OLIVA (Giacchino), Tunis, 02-10-29. — 18935 x 51—96.
ORDIERA, née REGUERO, Pollos Valladolid (Espagne), 24-02-07. — 13572 x 55—33.
ORDIERA (Carlos), Madrid (Espagne), 03-10-07. — 13572 x 55—33.
ORDONEZ (José), Colomera (Espagne), 01-12-14. — 15610 x 54—17.
ORSINI (Federico), Gromo (Italie), 04-01-04 — 13618 x 55—05.
ORSINI, née GANDELLI, Gromo (Italie), 27-07-06. — 13618 x 55—05.
OUVAROFF, née CHLAD, Czestochowa (Pologne), 26-12-07. — 12862 x 55—38.
OUVAROFF (Lev), Lougansk (Russie), 20-02-07. — 12862 x 55—38.
PACE (François), Mateur (Tunisie), 08-04-29. — 12103 x 55—96.
PACE (Guy), Mateur (Tunisie), 23-04-26. — 12102 x 55—96.
PACE (Jean), Mateur (Tunisie), 01-02-25. — 12101 x 55—96.
PALENI, née ROVELLI, Cusio (Italie), 28-01-99. — 12825 x 55—39.
PALENI (Mose), Cusio (Italie), 01-03-93. — 12825 x 55—39.
PAMPALONA (Ana-Maria), Agramunt (Espagne), 22-05-36. — 5120 x 55—77.
PARDO (Cristobal), Santa Elena (Espagne), 27-06-03. — 11162 x 55—38.
PARDO, née LORENZO, Santa Elena (Espagne), 15-02-05. — 11162 x 55—38.
PARIS, née FORNS, Lerida (Espagne), 08-12-28. — 7131 x 55—66.
PARIS (Antoine), Lerida (Espagne), 27-01-21. — 7131 x 55—66.
PENDINO (Joseph), Cianciana (Italie), 05-01-30. — 12633 x 55—38.
PENDINO, née LAURICELLA (Minotte), Ravanusa (Italie), 27-01-31. — 12633 x 55—38.
PEQUE (Edalmiro), Brime de Sog (Espagne), 11-08-10. — 21351 x 31—75.
PEQUE, née GOMEZ, Nerva (Espagne), 15-05-15. — 21351 x 31—75.
PEREZ (Maria), Requena (Espagne), 02-11-33. — 13112 x 55—69.
PEREZ (Modesto), Felix (Espagne), 03-05-06. — 14688 x 55—92.
PERINO (Renzo), Cavaglia (Italie), 22-07-30. — 14087 x 55—74.
PERIS (Libertad), Batea (Espagne), 29-10-33. — 13646 x 55—32.
PESSIA (Antonio), Isola del Liri (Italie), 11-05-36. — 13581 x 55—69.
PIASCO (Thomas), San Damiano Macra (Italie), 28-03-06. — 13998 x 55—83.
PIATKOWSKI (Stanislas), Miekisz Stary (Pologne), 16-03-09. — 14078 x 55—02.
PIATKOWSKI, née KACIUBA, Mlymy (Pologne), 25-07-11. — 14078 x 55—02.
PIETRZAK, née DOLATA, Sallaumines (Pas-de-Calais), 13-11-24. — 12286 x 55—62.
PIETRZAK (Antoine), Dortmund (Allemagne), 07-08-18. — 12286 x 55—62.
PIOTROWICZ (Joseph), Pogwizdow Bochnia (Pologne), 28-02-10. — 14687 x 55—59.
PIOTROWICZ, née STEMPNIEWICZ, Recklinghausen (Pologne), 08-06-18. — 14687 x 55—59.
PIRES (Alfredo), Cacavelhos (Portugal), 02-12-07. — 12855 x 55—78.
PLAZA (Benito), Guadalupe (Espagne), 15-01-09. — 7747 x 55—65.
PLAZA (Louis), Mogador (Maroc), 14-05-96. — 10241 x 55—95.
PLAZANET, née BASCHERA, Tricesimo (Italie), 12-01-91. — 109531 x 42—75.
POREMBSKI (Stanislas), Leszezawa (Pologne), 08-08-04. — 13321 x 55—38.
POREMBSKI, née GUSEK, Fasionka (Pologne), 25-08-11. — 13321 x 55—38.
PRUNIER, née GORI, Pistoia (Italie), 19-02-24. — 13322 x 55—75.
QUESADA (Juan), Malaga (Espagne), 12-08-25. — 13312 x 55—92.
RAFANO (Emilio), Tunis, 07-03-28. — 11908 x 55—96.
RAMISCH (Ernest), Dittersbach (Allemagne), 10-04-22. — 11170 x 55—63.
RASAMAT (Léonide), Lausanne (Suisse), 05-04-20. — 14065 x 18—75.
RICHTER (Willibald), Aussig-sur-Elbe (Tchécoslovaquie), 09-09-26. — 11983 x 55—08.
RIGUAL (Jean), Barcelone (Espagne), 27-04-13. — 24052 x 39—66.
ROATTA (Philomène), Roccaforte (Italie), 10-12-31. — 14086 x 55—13.
RODRIGUEZ (François), Midelt (Maroc), 30-04-23. — 12198 x 55—95.
ROGOWSKI (Jan), Neu Schulzendorf (Pologne), 11-01-10. — 18058 x 51—27.
ROGOWSKI, née RZELEK, Grabienice (Pologne), 12-11-11. — 18058 x 51—27.
ROI (Giovanni), Tolmezzo (Italie), 27-03-25. — 12923 x 55—59
ROI, née CIMIOTTI, Quara De Tosno (Italie), 03-10-21. — 12923 x 55—59.
ROSENBERG, née WAJSBERG, Radom (Pologne), 07-10-20. — 13192 x 55—75.
ROSENBERG (Adam), Dabrowa Gornicza (Pologne), 03-09-13. — 13192 x 55—75.
ROSSI (Ferdinando), Monza (Italie), 12-01-11. — 20533 x 47—42.
ROSSO (François), Nice (Alpes-Maritimes), 08-12-10. — 10818 x 53—13.
ROSSO, née DOLINO, Foresto Di Susa (Italie), 23-10-11. — 10818 x 53—13.
ROZENBLUM (David), Kalisz (Pologne), 30-07-23. — 13726 x 55—75.
RUBERT (Jean), Barcelone (Espagne), 17-03-32. — 12921 x 55—31.
RUDNIK, née MARCINIAK, Schoningen (Pologne), 11-09-17. — 14161 x 55—59.
RUDNIK (Louis), Uniszow (Pologne), 11-09-15. — 14161 x 55—59.
RUEDA, née HERNANDEZ, Casablanca (Maroc), 20-03-23. — 8660 x 55—95.
RUEDA (Miguel), Casablanca (Maroc), 01-01-23. — 8660 x 55—95.
RUIZ (Antonio), Tocina (Espagne), 11-08-32. — 14182 x 55—42.
SALINAS (Catalina), Barcelone (Espagne), 17-12-35. — 13986 x 55—21.
SALIS (Albert), Istambul (Turquie), 15-03-24. — 23142 x 47—76.
SALVI (Callisto), Sedrina (Italie), 14-03-24. — 3273 x 55—59.
SALVIA (Laureano), Bellvis (Espagne), 23-02-14. — 10611 x 54—64.
SAMMER (Friedrich), Salzbourg (Allemagne), 01-02-25. — 13970 x 55—75.
SANMARTIN, née VERD, Madrid (Espagne), 28-02-02. — 11395 x 53—65.
SANMARTIN (Jose), Betesa (Espagne), 08-10-96. — 11395 x 53—65.
SANZ (Francisco), Caspe (Espagne), 11-02-86. — 14256 x 55—64.
SAVOW (Georges), Zapari (Macédoine), 13-02-99. — 7850 x 55—06.
SBERNA (Liborio), San Cataldo (Italie), 23-09-24. — 12161 x 55—30.
SBERNA, née VIRGA, San Cataldo (Italie), 26-06-33. — 12161 x 55—30.
SCAINI, née JIMENEZ, Pacheco (Espagne), 24-07-21. — 1131 x 55—69.
SCAINI (Rinaldo), Bohemerse (Italie), 17-02-24 — 1131 x 55—69.
SCALIA (Robert), Tunis, 02-01-29. — 12263 x 55—96.
SCHMID (Hermann), St. Veit A, Triesling (Autriche), 24-02-11. — 12601 x 55—67.
SCIASCIA, (Michel), Minervino Murge (Italie), 01-02-15. — 14161 x 55—69.
SCIASCIA, née SCIARRETTA, Termoli (Italie), 14-03-23. — 14161 x 55—69.
SCOULOUDIS, née ALEXAKIS, Port Saïd (Egypte), 23-10-10. — 16903 x 54—99.
SCOULOUDIS (Georges), Port Saïd (Egypte), 14-09-00. — 16903 x 54—99.
SEIDITA (Matteo), Tunis, 17-07-15. — 15389 x 54—13.
SEIDITA, née ARTESI, Palerme (Italie), 10-09-20. — 15399 x 54—13.
SEMEZAK, née PIATEK, Zabojka (Pologne), 03-03-12. — 12693 x 55—62.
SEMEZAK (Michel), Wielky Oczy (Pologne), 07-09-12. — 12693 x 55—62.
SERUGA (Franc), Bokraci (Yougoslavie), 08-01-08. — 10515 x 55—51.
SERUGA, née GABERSCEK, Volaria (Yougoslavie), 18-07-11. — 10515 x 55—51.
SILVIA (Jean-Baptiste), Sfax (Tunisie), 25-09-18. — 12100 x 55—96.
SILVIA, née CALI, Lampedusa (Italie), 06-01-24. — 12100 x 55—96.
SITA (Nicodème), Mammola (Italie), 25-01-23. — 13573 x 55—38.
SOCCOL, née CAGNIN, Camposampiero (Italie), 23-09-24. — 13180 x 55—65.
SOCCOL (Silvio), Taibon (Italie), 21-01-16. — 13180 x 55—65.
SOLER, née ARIAS, Castellar de la Frontera (Espagne), 22-07-23. — 11981 x 55—12.
SOLER (Jose), Belver de Cinca (Espagne), 25-05-17. — 11981 x 55—12.

SPELEERS (Adolf), Worteghem (Belgique), 31-01-88. — 9995×55—59.
STRZYZEWSKI (Casimir), Male Czyste (Pologne), 25-11-19. — 5415×—52—67.
SUTERA (Vincenzo), Alcamo (Italie), 27-09-32. — 11469×55—04.
TAMBUZZO, née CURABA, Cianciana (Italie), 19-08-09. — 12121×55—38.
TAMBUZZO (Vincenzo), Cianciana (Italie), 12-02-08. — 12121×55—38.
TASENDO, née RODRIGUEZ, Melilla (Maroc), 21-11-12. — 11769×55—95.
TASENDO (José), Casablanca (Maroc), 07-12-11. — 11769×55—95.
TAULERA (Angele), Agullana (Espagne), 05-10-36. — 13540×55—66.
TEOCCHI, née MARSIGLIO (Fonzasso), Italie, 09-12-21. — 13575×55—84.
TEOCCHI (Giuseppe), Sorisole (Italie), 17-10-20. — 13575×55—84.
TOFFOLON (Eusèbe), Santa-Gustina (Italie), 19-11-27. — 11300×55—75.
TOKARSKI, née POLAK, Polaki (Pologne), 28-01-11. — 12811×55—89.
TOKARSKI (Szczepan), Rychnow (Pologne), 25-12-13. — 12811×55—89.
TOMERINI (Victorin), Vervio (Italie), 19-03-16. — 3209×55—13.
TORRECCHIA (Guy), Poggio-Picenze (Italie), 01-11-19. — 872×55—57.
TORRECCHIA, née TADDEI, Poggio-Picenze (Italie), 19-09-20. — 872×55—57.
URBANIAK, née MACZKA, Zakrzew (Pologne), 25-08-01. — 2887×55—62.
URIS (Maurice), Marseille (Bouches-du-Rhône), 17-02-29. — 6396×55—83.
VADORI (Henri), Morsano-al-Tagliamento (Italie), 23-09-13. — 12667×54—73.
VADORI, née PALUDETTO, Ponte-di-Piave (Italie), 30-09-21. — 12667×54—73.
VASS (Jeno), Kormas (Hongrie), 09-11-27. — 12130×55—88.
VERGEL (Antoine), Culera-Port-Bou (Espagne), 09-06-34. — 9483×55—66.
VINAS, née PRUJA, Agullana (Espagne), 02-02-98. — 11706×55—17.
VINEGRA (Emiliano), Mombeltran (Espagne), 16-09-16. — 11097×55—75.
VINEGRA, née IZQUIERDO, Mombeltran (Espagne), 21-07-18. — 11097×55—75.
VOGEL (Emma), Kappelrodeck (Bade), 02-05-08. — 13073×55—67.
VOLPATO (Giovanni), Castelfranco-Veneto (Italie), 28-10-22. — 13832×54—47.
VOLTES, née MARTINEZ, Huescar (Espagne), 10-08-14. — 12875×55—66.
VOLTES (Joseph), Alcala-de-Chivert (Espagne), 11-01-04. — 12875×55—66.
WACKI (Marcelle), Varsovie (Pologne), 20-10-22. — 15905×54—47.
WAHL (Albert), Gross-Grauden (Pologne), 19-09-22. — 12645×55—52.
WENDER, née HOCH, Suceava (Roumanie), 26-02-19. — 16102×53—75.
WENDER (Martin), Suceava (Roumanie), 11-06-13. — 16102×53—75.
WENDZINSKI (Wolfang), Kalkberge (Allemagne), 23-10-26. — 12750×54—80.
WENIG (Zysman), Konskie (Pologne), 00-00-13. — 37600×34—75.
WENIG, née LERMAN, Skazysko (Pologne), 15-08-15. — 37600×34—75.
WILCZENTY (Wieslaw), Moczydlow (Pologne), 01-06-26. — 8382×50—71.
WROBEL (Marie), Schlesiengrube (Pologne), 20-07-20. — 16516×52—69.
ZABINSKI (Henryk), Grodziec (Pologne), 13-06-22. — 12953×55—12.
ZAGO, née FERRERI, Tunis, 05-09-11. — 16196×17—96.
ZANONI (Jules), Salabertano (Italie), 29-06-31. — 13391×55—31.
ZANONI, née MOROTTI, Cenate-Sotto (Italie), 07-10-13. — 10984×54—31.
ZELLEK (François), Doye-Lisol (Pologne), 02-11-20. — 25885×17—80.
ZERBIB, née BELLAICHE, Tunis, 04-01-13. — 12136×55—96.
ZUCCO, née SACCAVINI, Premariacco (Italie), 12-10-15. — 13315×55—32.
ZUCCO (Attilio), Udine (Italie), 15-06-10. — 13315×55—32.
ZUCCOLOTTO (Ateo), Lentiai (Italie), 25-12-14. — 13314×55—13.
ZUCCOLOTTO, née D'ISEP, Trento (Italie), 04-01-21. — 13314×55—13.
ZUS (Alfredi), Forno-di-Canale (Italie), 02-02-09. — 13704×55—83.
ZUS, née FALCO, Carlignano (Italie), 26-01-16. — 13704×55—83.

Art. 2. — Sont réintégrés dans la nationalité française:

AZZOPARDI (Marcel), la Manouba (Tunisie), 16-11-07. — 37100×29—96.
BONETTI (Yolande), Reims (Marne), 22-10-12. — 33172×34—57.
FEYLER, née WICKHAM, Paris, 28-11-91. — 6271×55—01.
LEJEUNE, née GILLES, Cappelle-la-Grande (Nord), 12-07-91. — 13662×55—59.
MIZRAHI, née BENDERLI, Kichineff (Russie), 11-11-11. — 41593×38—75.
OLLEVIER, née SEDIN, Lille (Nord), 27-01-00. — 13501×55—39.
ORTEGA, née LOPEZ, Er-Rahel (Oran), 12-05-98. — 129993×55—92.
RIZZO, née CACHIA, Mahdia (Tunisie), 15-03-07. — 8358×26—96.
RIZZO (Edouard), Sousse (Tunisie), 28-09-01. — 8358×26—96.

Art. 3. — Sont susceptibles d'être saisis par l'effet collectif attaché à l'acquisition de la nationalité française par leurs parents:

ALMARZA (Valentine), Lyon (Rhône), 11-03-18. — 12605×55—69.
ATES (Victoire), Gaud (Haute-Garonne), 22-02-39. — 13949×55—31.
BAERT (Jacques), Dampierre-en-Gracay (Cher), 20-07-11. — 12461×55—18.
BAERT (Georgette), Saint-Hilaire-de-Court (Cher), 03-01-18. — 12461×55—18.
BALBONI (Charles), Toulon (Var), 22-10-37. — 13015×55—13.
BALDESSIN (Christian), Jallieu (Isère), 15-09-52. — 13261×55—38.
BALESTRI (Alba), Marseille (Bouches-du-Rhône), 19-03-52. — 5785×50—13.
BOIX (Annette), Saint-Benoit-de-Carmaux (Tarn), 21-09-12. — 7135×55—81.
BOIX (Albertine), Murviel-les-Béziers (Hérault), 03-05-39. — 7135×55—81.
BOIX (Jacqueline), la Salvetat (Hérault), 25-07-36. — 7135×55—81.
BONOTTO (Dina), Lagarde (Haute-Garonne), 16-08-17. — 10295×55—31.
BONOTTO (Fernand), Greplac (Haute-Garonne), 30-11-19. — 10295×55—31.
BULANDA (Joseph), Sissonne (Aisne), 25-02-39. — 11000×55—02.
BULANDA (Jeannine), Chailland (Mayenne), 04-07-40. — 11000×55—02.
CALDUCH (Louis), Perpignan (Pyrénées-Orientales), 10-11-19. — 12685×55—66.
CALDUCH (Incarnation), Quillan (Aude), 15-07-51. — 12685×55—66.
CAVERZAN (Danielle), Castera-Bouzet (Tarn-et-Garonne), 19-10-53. — 11449×54—82.
CAVERZAN (Jean-Louis), Azzano Decimo (Italie), 20-09-12. — 11449×54—82.
CAVERZAN (Augustin), Azzano Decimo (Italie), 08-01-41. — 11449×54—82.
CAVERZAN (Pierre), Valence-d'Agen (Tarn-et-Garonne), 07-01-50. — 11449×54—82.
CAVERZAN (Ginette), Castera-Bouzet (Tarn-et-Garonne), 24-05-52. — 11449×54—82.
CECCHELANI (Raymond), Saint-Cyr (Var), 17-04-37. — 12601×55—13.
CECCHELANI (Sylvain), Gênes (Italie), 03-08-12. — 12601×55—13.
CHOCRON (Luna), Oran, 18-01-12. — 17269×54—92.
CHOCRON (Elena), Oran, 21-01-16. — 17269×54—92.
CHOCRON (Paule), Oran, 20-05-10. — 17269×54—92.
CICHOCKI (Richard), Bruay-en-Artois (Pas-de-Calais), 11-12-12. — 11495×55—62.
CONTRERAS (Lina), Barcelone (Espagne), 18-07-37. — 21247×19—78.
COSSI (Guislaine), Noyelles-sous-Lens (Pas-de-Calais), 01-09-46. — 13457×55—62.
COSSI (Guislaine), Noyelles-sous-Lens (Pas-de-Calais), 01-09-46. — 55—62.
DUBOUX (Danielle), Thonon (Haute-Savoie), 23-02-36. — 12305×55—74.
DUBOUX (François), Annecy (Haute-Savoie), 23-11-49. — 12305×55—74.
FELDMAN (Hélène), Lodz (Pologne), 23-03-46. — 37600×34—75.
FLEISCHHACKER (Lilli), Sennfeld (Allemagne), 21-08-37. — 7185×53—67.
GIL (Damiana), Yecla (Espagne), 12-01-38. — 5998×54—83.
GIL (Jackie), Raismes (Nord), 01-03-45. — 13226×55—59.
GIL (Marie), Gassin (Var), 05-12-49. — 5998×54—83.
GIMENEZ (Ramon), Baza (Espagne), 27-10-36. — 7174×55—93.
GIMENEZ (Maria), Baza (Espagne), 01-12-38. — 7174×55—93.
GOICETA (Christian), Tauxigny (Indre-et-Loire), 22-09-44. — 10571×55—37.
GONCALVES (Marie), Saint-Martin-d'Auxigny (Cher), 21-04-49. — 12292×55—18.
GONCALVES (José), Pacos de Ferreira (Portugal), 23-10-36. — 12292×55—18.
GONCALVES (Joaquim), Viana do Castelo (Portugal), 25-12-40. — 12292×55—18.

GONERA (Robert), Châlons-sur-Marne (Marne), 03-08-51. — 11333×55—51.
GONERA (Jean-Pierre), Châlons-sur-Marne (Marne), 19-11-46. — 11333×55—51.
GONERA (Jeannine), Coupeville, 21-01-11. — 11333×55—51.
GONERA (Albert), Chatrices (Marne), 22-12-31. — 11333×55—51.
GONZALEZ (Irène), Toulouse (Haute-Garonne), 27-02-51. — 9685×55—31.
GRANZOTTO (Anna), Toulouse (Haute-Garonne), 01-12-36. — 7727×55—31.
GRANZOTTO (Ada), Toulouse (Haute-Garonne), 06-09-40. — 7727×55—31.
GRANZOTTO (Christiane), Toulouse (Haute-Garonne), 29-04-54. — 7727×55—31.
GREBOWSKI (Irene), Poradzew (Pologne), 05-02-38. — 14720×55—80.
GRIMA (Gérard), Pamiers (Ariège), 02-09-45. — 14375×55—09.
GRIMA (Josiane), Rieux-de-Pelleport (Ariège), 29-09-49. — 14375×55—09.
GRZEGORZEWSKI (Michel), Vieux-Condé (Nord), 17-08-50. — 13335×55—59.
GRZEGORZEWSKI (Christiane), Vieux-Condé (Nord), 19-02-49. — 13335×55—59.
INCLIMA (Rosette), Kelbia (Tunisie), 11-12-38. — 11875×55—96.
INCLIMA (Leonard), Kelbia (Tunisie), 04-05-40. — 11875×55—96.
INCLIMA (Concetta), Kelbia (Tunisie), 24-02-36. — 11875×55—96.
KLEIN (Helga), Pancevo (Yougoslavie), 20-04-45. — 9578×55—67.
KONCZ (François), Soissons (Aisne), 18-01-55. — 12845×55—02.
KONCZ (Denise), Cuisy-en-Almont (Aisne), 07-03-52. — 12845×55—02.
KONCZ (Edith), Cuisy-en-Almont (Aisne), 28-11-50. — 12845×55—02.
KONCZ (Françoise), Cuisy-en-Almont (Aisne), 05-04-49. — 12845×55—02.
KONCZ (Marie-Madeleine), Ullo (Hongrie), 14-07-45. — 12845×55—02.
KUZNIK (Daniel), Sainte-Menehould (Marne), 26-08-45. — 14125×55—51.
KUZNIK (Jean), Moiremont (Marne), 05-10-40. — 14125×55—51.
LABART (Serge), Sedan (Ardennes), 03-11-48. — 24260×47—55.
LUCAS (Vicente), Ferryville (Tunisie), 23-09-54. — 9273×55—96.
LUCAS (Maria), Tunis, 10-11-52. — 9273×55—96.
MAJDANSKI (Sophie), Wingles (Pas-de-Calais), 01-06-40. — 12692×55—62.
MARIC (Stéphan), Trèves (Allemagne), 05-02-48. — 12491×55—71.
MARIC (Jeannine), Sanvignes (Saône-et-Loire), 20-01-49. — 12491×55—71.
MARIC (Annie), Sanvignes (Saône-et-Loire), 01-06-50. — 12491×55—71.
MARSIGLIA (Anna), Gap (Hautes-Alpes), 15-05-52. — 4751×55—05.
MARSIGLIA (Dominique), Gap (Hautes-Alpes), 15-01-53. — 4751×55—05.
MARSIGLIA (Antoinette), Gap (Hautes-Alpes), 21-07-54. — 4751×55—05.
MAZZAROLO (Luciana), Asolo (Italie), 31-12-42. — 1298×54—75.
MAZZAROLO (Mario), Fonte (Italie), 11-12-39. — 1298×54—75.
MAZZAROLO (Alessandra), Fonte (Italie), 05-05-44. — 1298×54—75.
MOLLICONE (Antoine), Givors (Rhône), 26-05-54. — 779×53—38.
MOLLICONE (Anna), Givors (Rhône), 10-07-53. — 779×53—38.
MOLLICONE (Claudette), Givors (Rhône), 21-06-51. — 779×53—38.
MOLLICONE (Maurice), Givors (Rhône), 23-01-50. — 779×53—38.
MOR (Jean-Louis), Alès (Hérault), 01-08-52. — 13768×55—34.
MOR (Michèle), Montpellier (Hérault), 20-09-46. — 13768×55—34.
MOUROYAN (Yolande), Marseille (Bouches-du-Rhône), 12-12-48. — 14181×55—13.
MYSZKOWSKI (Raymond), Houdain (Pas-de-Calais), 28-03-39. — 14175×55—62.
MYSZKOWSKI (Annick), Bruay-en-Artois (Pas-de-Calais), 09-09-49. — 14175×55—62.
NOWAK (René), Montigny-en-Ostrevent (Nord), 09-08-37. — 14161×55—59.
NOWAK (Jean-Claude), Leignes-sur-Fontaine (Vienne), 12-03-35. — 14161×55—59.
OJADOS (Carmen), Tarrasa (Espagne), 09-03-43. — 12605×55—69.
ORDIERA (Anne-Marie), Saint-André-du-Bois (Gironde), 31-03-46. — 13572×55—33.
ORDIERA (Berta), Barcelone (Espagne), 02-12-38. — 13572×55—33.
PALENI (Mario), Our (Jura), 15-08-41. — 12825×55—39.
PALENI (Gina), Cusio (Italie), 09-11-37. — 12825×55—39.
RAZNIEWSKA (Anna), Paprotnia (Pologne), 14-08-36. — 15237×53—08.
ROGOWSKI (Thérèse), le Chesne (Eure), 29-07-40. — 18058×54—27.
ROI (Oddino), Tolmezzo (Italie), 12-01-47. — 12923×55—59.
ROI (Serge), Vieux-Condé (Nord), 13-09-51. — 12923×55—59.
ROSSO (Piera), Ventimille (Italie), 03-03-43. — 10818×53—13.
RUDNIK (Luc), Montigny-en-Ostrevent (Nord), 15-06-51. — 14161×55—59.
RUDNIK (Réginc), Montigny-en-Ostrevent (Nord), 18-11-52. — 14161×55—59.
SCIASCIA (Paul), Termoli (Italie), 15-11-45. — 14161×55—69.
SCIASCIA (Jean-Louis), Lyon (Rhône), 28-12-51. — 14161×55—69.
SCOULOUDIS (Marguerite), Ismaïlia (Egypte), 09-10-35. — 16903×51—99.
SEMEZAK (Philippe), Aire-sur-la-Lys (Pas-de-Calais), 17-03-50. — 12693×55—62.
SEMEZAK (Jean), Aire-sur-la-Lys (Pas-de-Calais), 27-05-51. — 12693×55—62.
SEMEZAK (Bernard), Aire-sur-la-Lys (Pas-de-Calais), 23-01-54. — 12693×55—62.
SOLER (Françoise), Pezenas (Hérault), 29-09-52. — 11981×55—12.
SOLER (Jacqueline), Villefranche-de-Rouergue (Aveyron), 22-09-47. — 11981×55—12.
SOLER (Maria), Villefranche-de-Rouergue (Aveyron), 18-07-11. — 11981×55—12.
TAMBUZZO (Gaetana), Cianciana (Italie), 21-02-40. — 12121×55—38.
TAMBUZZO (Salvator), Brignoud (Isère), 29-08-50. — 12121×55—38.
TAMBUZZO (Giuseppe), Cianciana (Italie), 28-06-38 — 12121×55—38.
TEOCCHI (Alexandrine), Encausse (Gers), 07-02-43. — 13575×55—84.
TEOCCHI (Albert), Encausse (Gers), 08-01-48. — 13575×55—84.
TEOCCHI (Anne-Marie), Encausse (Gers), 07-09-50. — 13575×55—84.
TOKARSKI (Jean-Claude), Sens (Yonne), 28-10-53. — 12811×55—89.
TOKARSKI (Daniel), Sens (Yonne), 18-10-18. — 12811×55—89.
TOKARSKI (Régine), Sens (Yonne), 17-01-16. — 12811×55—89.
TOKARSKI (Jeannine), Sens (Yonne), 25-10-10. — 12811×55—89.
TORRECCHIA (Ada), Poggio Picenze (Italie), 28-11-13. — 872×55—57.
TORRECCHIA (Nazareno), Poggio Picenze (Italie), 29-07-17. — 872×55—57.
TORRECCHIA (Isidore), Hayange (Moselle), 19-03-19. — 872×55—57.
TORRECCHIA (Charles), Hayange (Moselle), 25-11-51. — 872×55—57.
TORRECCHIA (Fernand), Hayange (Moselle), 15-11-52. — 872×55—57.
VADORI (Humbert), Morsano al Tagliamento (Italie), 27-03-12. — 12667×54—73.
VADORI (Santa), Morsano al Tagliamento (Italie), 04-06-11. — 12667×54—73.
VADORI (Louis), Chambéry (Savoie), 30-06-50. — 12667×54—73.
VINEGRA (Pedro), Mombeltran (Espagne), 25-09-17. — 14097×55—75.
VOLTES (Pierre), Salses (Pyrénées-Orientales), 23-03-37. — 12875×55—66.
VOLTES (Marie), Salses (Pyrénées-Orientales), 23-07-40. — 12875×55—66.
VOLTES (José-Marie), Salses (Pyrénées-Orientales), 04-08-43. — 12875×55—66.
VOLTES (Georges), Salses (Pyrénées-Orientales), 03-01-48. — 12875×55—66.
WENIG (Michel), Saint-Ouen (Seine), 21-01-51. — 37600×34—75.
ZUCCO (Louis), Sainte-Christie-d'Armagnac (Gers), 19-02-11 — 13315×55—32.
ZUCCO (Rina), Luppe-Vioilles (Gers), 15-03-39. — 13315×55—32.
ZUCCOLOTTO (Valeria), Belluno (Italie), 21-06-47. — 13311×55—13.
ZUCCOLOTTO (Giovanni), Genova (Italie), 07-08-39. — 13311×55—13.

Art. 4. — Le ministre de la santé publique et de la population est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 16 décembre 1955.

EDGAR FAURE.

Par le président du conseil des ministres:

Le ministre de la santé publique et de la population,

BERNARD LAFAY.

NOMINATIONS A DES EMPLOIS RESERVES

Ministère de la défense nationale et des forces armées.

Par arrêté en date du 16 novembre 1955, M. Rene (Michel) est nommé commis stagiaire des services extérieurs de l'air.

Le présent arrêté prendra effet à compter du 16 novembre 1955.

ÉLECTIONS

RESULTATS DES ELECTIONS POUR LE RENOUVELLEMENT DES MEMBRES DES CONSEILS D'ADMINISTRATION DES ORGANISMES DE SECURITE SOCIALE

SCRUTIN DU 17 NOVEMBRE 1955

COLLEGE DES SALARIES

1° CAISSES PRIMAIRES DE SECURITE SOCIALE

Les caisses sont groupées par région. Les régions sont classées par ordre alphabétique. A l'intérieur de chaque région, chaque caisse est signalée par sa référence et par le nom de la ville du siège. La référence comprend un numéro caractéristique du département dans lequel se trouve la circonscription de la caisse et une lettre caractéristique de la caisse dans la région.

CAISSES classées par région.	INSCRITS	SUFFRAGES exprimés.	C. G. T.		C. G. T.-F. O.		C. F. T. C.		MUTUALITÉ		FAMILIAUX		DIVERS	
			Voix.	Sièges.	Voix.	Sièges.	Voix.	Sièges.	Voix.	Sièges.	Voix.	Sièges.	Voix.	Sièges.
Bordeaux.														
24-B — Périgueux	45.883	31.560	15.311	8	8.481	4	5.266	3	5.481	3	»	»	»	»
33-A — Bordeaux	191.233	129.698	50.356	12	28.049	6	20.364	4	17.473	4	»	»	12.856	1
40-C — Mont-de-Marsan	32.135	23.761	6.689	5	10.326	8	6.716	5	»	»	»	»	»	»
47-D — Agen	33.945	25.150	10.553	8	9.422	7	5.175	3	»	»	»	»	»	»
64-E — Bayonne	30.720	22.515	8.635	7	5.981	5	7.899	6	»	»	»	»	»	»
F — Pau	39.239	30.154	10.962	7	9.349	6	6.859	4	»	»	»	»	2.974	1
Totaux	373.135	265.241	102.513	47	71.608	36	52.309	25	22.954	7	»	»	15.830	2
Clermont-Ferrand.														
03-A — Moulins	68.420	47.525	22.872	10	9.060	3	5.900	2	6.125	2	»	»	3.608	1
15-B — Aurillac	16.865	11.756	4.861	5	3.049	3	2.457	3	1.369	1	»	»	»	»
43-C — Le Puy	28.869	22.425	6.403	5	4.172	3	11.845	10	»	»	»	»	»	»
48-E — Mende	9.991	7.419	2.788	5	1.096	2	3.067	5	»	»	468	»	»	»
63-E — Clermont-Ferrand	91.595	65.262	29.528	9	12.097	3	11.344	3	8.586	2	3.647	1	»	»
Totaux	218.747	154.307	66.447	34	29.474	14	34.613	23	16.080	5	4.115	1	3.608	1
Dijon														
21-A — Dijon	70.813	45.980	16.877	8	10.368	4	7.741	3	3.821	1	3.949	1	3.334	1
25-B — Besançon	51.491	36.950	10.380	5	7.025	3	11.783	8	4.762	2	»	»	»	»
C — Montbéliard	41.670	30.397	11.397	9	3.661	2	8.940	5	3.396	2	»	»	»	»
39-D — Lons-le-Saunier	42.136	30.379	10.505	7	5.010	3	8.508	5	2.584	1	1.690	1	2.082	1
70-E — Vesoul	35.361	26.683	9.837	7	5.061	3	7.890	5	4.185	3	»	»	»	»
71-F — Mâcon	87.327	60.889	27.098	9	5.960	2	13.512	4	5.697	1	»	»	8.542	2
89-G — Auxerre	39.552	28.219	14.917	10	»	»	6.380	4	6.922	4	»	»	»	»
90-H — Belfort	33.212	24.625	8.205	7	5.456	4	6.694	5	3.194	2	»	»	1.079	»
Totaux	401.598	284.072	112.206	62	42.444	21	74.185	39	34.561	16	5.639	2	15.037	4

CAISSES classées par région.	INSCRITS	SUFFRAGES exprimés.	C. G. T.		C. G. T.-F. O.		C. F. T. C.		MUTUALITÉ		FAMILIAUX		DIVERS	
			Voix.	Sièges.	Voix.	Sièges.	Voix.	Sièges.	Voix.	Sièges.	Voix.	Sièges.	Voix.	Sièges.
Lille.														
02-A — Laon	38.940	28.259	12.974	9	6.315	4	4.776	3	4.194	2	»	»	»	»
B — Saint-Quentin	51.823	39.494	19.474	9	8.849	4	6.311	3	4.860	2	»	»	»	»
59-C — Armentières	28.992	24.111	6.713	5	8.034	6	7.274	6	»	»	»	»	2.090	1
D — Cambrai	37.067	29.239	12.466	8	7.590	5	6.248	4	2.935	1	»	»	1.183	1
E — Douai	31.961	23.656	10.343	8	5.225	4	4.432	3	2.473	2	»	»	1.816	1
F — Dunkerque	38.124	29.570	12.808	8	6.592	4	6.225	4	2.129	1	»	»	»	»
G — Lille	166.048	126.414	44.421	10	34.046	7	31.466	7	11.350	2	»	»	5.131	1
H — Maubeuge	53.085	42.389	21.817	10	7.147	3	7.228	3	6.167	2	»	»	»	»
I — Roubaix	81.305	66.203	23.177	7	19.178	5	18.024	5	»	»	»	»	5.824	1
J — Tourcoing	60.107	49.580	20.821	8	8.803	3	15.738	6	»	»	»	»	4.218	1
K — Valenciennes	80.470	62.427	36.080	11	9.697	3	11.524	3	3.357	1	»	»	1.769	0
62-L — Arras	36.359	27.523	12.311	9	6.336	4	6.489	4	2.357	1	»	»	»	»
M — Boulogne	36.818	27.432	13.082	9	5.036	3	6.821	5	2.493	1	»	»	»	»
N — Calais	41.847	32.128	13.791	8	7.746	4	6.860	4	3.731	2	»	»	»	»
O — Lens	52.063	38.456	17.605	9	11.341	5	9.210	4	»	»	»	»	»	»
80-P — Amiens	93.992	70.139	38.677	10	15.066	4	10.685	3	5.711	1	»	»	»	»
Totaux	932.001	716.720	316.620	138	167.001	68	159.311	67	51.757	18	»	»	22.031	6
Limoges.														
16-A — Angoulême	48.110	35.563	18.600	9	7.585	4	6.506	3	4.872	2	»	»	»	»
17-B — La Rochelle	60.227	40.497	14.641	7	7.930	4	5.864	2	5.908	2	2.164	1	3.990	2
19-C — Tulle	35.430	26.836	14.334	10	7.475	5	5.027	3	»	»	»	»	»	»
23-D — Guéret	17.168	13.400	7.362	7	3.978	3	2.060	2	»	»	»	»	»	»
79-E — Niort	33.286	24.123	7.576	6	6.145	4	6.395	5	4.007	3	»	»	»	»
86-F — Poitiers	36.863	26.128	10.769	8	4.877	3	6.126	4	4.356	3	»	»	»	»
87-G — Limoges	64.130	48.822	23.682	9	13.256	5	5.150	2	6.734	2	»	»	»	»
Totaux	295.214	215.360	94.964	56	51.246	28	37.128	21	25.877	12	2.164	1	3.990	2
Lyon.														
01-C — Bourg	49.828	31.752	14.586	9	5.735	3	7.088	4	2.921	2	1.122	»	»	»
07-D — Annonay	16.065	12.734	5.194	6	1.669	1	4.152	4	1.719	1	»	»	»	»
E — Privas	28.655	22.227	9.983	8	4.598	4	7.646	6	»	»	»	»	»	»
26-F — Valence	58.544	40.604	17.833	8	7.248	3	7.351	3	8.172	4	»	»	»	»
38-G — Grenoble	133.804	92.176	52.400	11	13.007	2	18.284	4	8.485	1	»	»	»	»
H — Vienne	35.548	26.869	13.692	10	4.394	3	5.094	3	3.689	2	»	»	»	»
42-I — Roanne	44.312	32.893	14.248	8	3.784	2	7.693	4	7.168	4	»	»	»	»
J — Saint-Etienne	111.657	102.578	41.275	8	14.336	2	24.179	5	11.966	2	4.129	»	6.393	1
69-A — Lyon	300.070	205.671	88.138	12	26.805	3	42.482	6	48.246	6	»	»	»	»
B — Villefranche	34.091	25.466	9.569	7	3.624	2	5.070	4	7.203	5	»	»	»	»
73-K — Chambéry	58.520	38.231	18.816	9	6.085	3	8.336	4	2.007	1	2.987	1	»	»
74-L — Annecy	60.622	39.346	17.723	8	6.865	3	14.758	7	»	»	»	»	»	»
Totaux	961.716	670.547	303.457	104	98.150	31	152.133	54	101.576	28	8.838	1	6.393	1
Marseille.														
04-A — Digne	12.670	9.332	4.833	7	1.738	2	1.653	2	710	1	398	»	»	»
05-B — Gap	14.875	10.364	4.130	5	2.118	2	3.011	4	»	»	»	»	1.075	1
06-C — Nice	103.054	66.904	39.055	12	6.205	1	7.225	2	8.353	2	3.724	1	2.342	»
13-D — Marseille	280.028	190.521	98.082	15	31.135	4	20.360	3	32.203	4	»	»	8.651	1
20-E — Ajaccio	20.512	15.530	6.003	5	5.650	4	3.877	3	»	»	»	»	»	»
83-F — Toulon	69.481	50.284	26.019	9	10.988	4	7.914	3	5.333	2	»	»	»	»
84-G — Avignon	52.043	35.073	17.202	10	6.889	4	5.077	2	3.181	1	»	»	2.724	1
Totaux	552.663	378.008	195.324	63	64.723	21	49.177	19	49.870	10	4.122	1	15.224	3
Montpellier.														
11-A — Carcassonne	31.845	23.167	8.536	7	5.533	5	3.170	2	4.196	3	»	»	1.772	1
12-B — Rodez	33.424	24.148	9.011	7	5.571	4	7.339	6	»	»	2.227	1	»	»
30-C — Nîmes	51.300	38.038	18.846	10	6.001	3	6.723	3	4.946	2	1.582	»	»	»
34-D — Béziers	24.611	16.608	7.083	8	3.393	4	2.346	2	3.786	4	»	»	»	»
E — Montpellier	43.816	30.900	12.057	8	4.432	3	5.981	4	3.600	2	»	»	4.830	1
66-F — Perpignan	29.346	19.127	11.350	11	5.158	5	2.919	2	»	»	»	»	»	»
Totaux	214.342	152.348	66.883	51	30.088	24	28.138	19	16.528	11	3.809	1	6.602	2
Nancy.														
08-A — Charleville	66.503	48.217	25.546	10	11.135	4	11.516	4	»	»	»	»	»	»
10-B — Troyes	59.587	41.886	20.127	9	6.913	3	9.488	4	5.358	2	»	»	»	»
51-C — Reims	84.787	59.232	24.870	8	11.467	3	11.494	4	7.428	2	3.973	1	»	»
52-D — Chaumont	37.096	25.306	11.268	8	4.938	3	6.646	5	»	»	»	»	2.514	2
54-E — Longwy	40.684	29.226	18.368	12	2.048	1	5.121	3	1.451	1	»	»	1.938	1
F — Nancy	116.959	78.313	32.890	8	9.187	2	20.717	5	9.686	2	»	»	5.833	1
55-G — Bar-le-Duc	38.160	26.850	9.310	6	7.167	5	6.915	5	1.929	1	»	»	1.529	1
88-H — Epinal	97.354	71.190	25.987	7	14.349	3	18.162	5	7.840	2	»	»	4.852	1
Totaux	541.330	380.310	168.666	68	67.224	24	90.059	35	33.692	10	3.973	1	16.696	6

CAISSES classées par région.	INSCRITS	SUFFRAGES exprimés.	C. G. T.		C. G. T.-F. O.		C. F. T. C.		MUTUALITÉ		FAMILIAUX		DIVERS	
			Voix.	Sièges.	Voix.	Sièges.	Voix.	Sièges.	Voix.	Sièges.	Voix.	Sièges.	Voix.	Sièges.
Nantes.														
37-A — Tours	54.419	37.375	15.141	8	6.317	3	6.529	3	9.388	4	»	»	»	»
44-B — Nantes	108.979	81.358	25.412	6	10.922	2	25.897	6	11.230	2	»	»	7.907	2
C — Saint-Nazaire	40.854	30.269	10.041	6	6.360	4	11.003	7	1.213	»	»	»	1.632	1
49-D — Angers	52.919	36.972	11.476	6	5.911	3	9.796	5	5.156	2	1.751	1	2.852	1
E — Cholet	26.632	20.246	3.690	3	2.751	2	9.901	10	»	»	»	»	3.904	3
56-I — Vannes	54.761	42.811	17.785	8	5.492	2	13.760	6	3.146	1	2.628	1	»	»
85-H — La Roche-sur-Yon	39.594	30.396	4.694	3	4.457	3	14.456	9	2.558	1	»	»	4.221	2
Totaux	378.158	279.417	88.239	40	42.240	19	91.342	46	32.711	10	4.379	2	20.506	9
Orléans.														
18-A — Bourges	57.230	41.857	21.671	10	5.033	2	6.073	2	6.340	3	2.740	1	»	»
36-B — Châteauroux	41.596	30.312	15.731	10	5.616	3	5.576	3	3.389	2	»	»	»	»
41-C — Blois	36.882	26.512	11.329	8	4.992	3	4.081	3	4.157	3	1.953	1	»	»
45-D — Orléans	72.720	52.268	19.351	7	10.392	4	12.260	4	6.956	2	»	»	3.306	1
58-E — Nevers	43.379	31.317	11.729	10	6.913	4	4.307	2	2.245	1	»	»	3.153	1
Totaux	251.807	182.296	82.814	45	32.946	16	32.297	14	23.087	11	4.693	2	6.459	2
Paris.														
28-B — Chartres	39.719	29.810	11.434	7	8.520	5	7.171	5	2.715	1	»	»	»	»
60-C — Beauvais	52.878	38.377	18.320	9	8.508	4	7.647	3	3.902	2	»	»	»	»
D — Creil	38.698	27.786	15.600	11	3.644	2	3.872	2	2.626	2	2.074	1	»	»
75-A — Paris	2.508.456	1.717.109	770.037	18	161.822	3	239.671	5	206.783	5	109.782	2	229.014	3
77-H — Melun	85.903	59.391	27.060	9	8.275	2	7.570	2	10.299	3	6.007	2	»	»
Totaux	2.725.054	1.872.413	842.451	54	190.739	16	265.931	17	226.325	13	117.953	5	229.014	3
Rennes.														
22-A — Saint-Brieuc	49.320	38.375	17.615	9	6.281	3	8.835	4	5.644	2	»	»	»	»
24-B — Brest	69.263	47.857	18.310	10	8.499	3	21.048	8	»	»	»	»	»	»
29-C — Quimper	50.948	39.878	20.450	7	7.833	3	11.595	5	»	»	»	»	»	»
35-D — Rennes	80.407	60.873	19.674	6	8.736	2	24.035	8	4.645	1	4.383	1	»	»
53-E — Laval	26.058	19.522	6.789	7	3.390	3	6.679	6	2.664	2	»	»	»	»
72-F — Le Mans	77.418	51.438	18.602	7	12.242	4	11.390	4	7.117	2	»	»	5.087	1
Totaux	353.414	260.943	100.840	46	46.981	18	83.582	35	20.070	7	4.383	1	5.087	1
Rouen.														
14-A — Caen	75.081	47.431	18.413	7	5.570	2	9.300	4	6.688	2	7.460	3	»	»
27-B — Evreux	62.955	44.307	19.025	8	8.327	3	8.694	4	2.668	1	3.408	1	2.485	1
50-C — Saint-Lô	52.318	36.702	9.994	5	5.633	3	8.914	4	3.613	2	»	»	8.549	4
61-E — Alençon	37.499	26.078	8.354	6	4.524	3	6.275	5	»	»	»	»	6.925	4
76-E — Dieppe	32.740	23.341	9.895	8	5.361	4	3.818	3	4.267	3	»	»	»	»
F — Elbeuf	13.751	10.363	4.164	5	2.149	3	1.413	1	1.090	1	»	»	1.747	2
G — Le Havre	81.007	57.928	29.967	11	4.838	1	7.120	2	5.055	2	»	»	10.948	2
H — Rouen	118.706	83.605	39.977	9	13.958	3	14.238	3	9.467	2	»	»	5.965	1
Totaux	474.057	329.956	139.789	59	50.360	22	59.772	26	32.848	13	10.868	4	36.319	14
Strasbourg.														
57-A — Metz	64.252	42.343	15.701	7	5.156	2	14.638	7	»	»	2.927	1	3.921	1
B — Sarreguemines	43.983	27.763	4.805	3	4.622	3	14.599	10	»	»	1.789	1	1.948	1
C — Thionville	53.705	34.654	16.372	9	4.070	2	10.710	6	»	»	»	»	3.502	1
67-D — Haguenau	51.582	35.471	9.272	4	5.565	3	20.637	11	»	»	»	»	»	»
E — Sélestat	49.932	37.125	10.406	5	4.157	2	22.562	11	»	»	»	»	»	»
F — Strasbourg	119.483	74.475	22.436	6	8.091	2	28.313	7	3.868	1	»	»	8.767	2
68-J — Mulhouse	91.074	64.991	20.430	6	10.653	3	24.338	7	»	»	4.411	1	5.459	1
68-G — Colmar	67.039	45.568	12.720	5	8.960	3	23.888	10	»	»	»	»	»	»
Totaux	541.050	359.393	112.142	45	51.274	20	159.685	69	3.868	1	9.127	3	23.297	6
Toulouse.														
09-A — Foix	21.978	16.554	7.667	9	4.138	5	»	»	3.685	3	»	»	4.061	1
31-B — Toulouse	111.665	77.340	31.540	9	20.298	5	5.694	1	6.683	1	4.283	1	8.842	1
32-C — Auch	12.505	9.045	3.750	5	3.524	5	1.771	2	»	»	»	»	»	»
47-D — Cahors	16.086	12.101	4.871	5	4.269	4	2.961	3	»	»	»	»	»	»
65-E — Tarbes	40.236	27.543	11.133	9	7.076	5	6.334	4	»	»	»	»	»	»
81-F — Albi	53.854	41.507	18.241	8	7.296	3	8.943	4	7.057	3	»	»	»	»
82-G — Montauban	19.944	15.001	5.627	5	5.163	4	3.103	2	»	»	»	»	1.108	1
Totaux	276.268	199.088	85.829	50	51.764	31	28.776	16	17.425	7	4.283	1	11.011	3

2° CAISSES D'ALLOCATIONS FAMILIALES

Les caisses sont groupées par région. Les régions sont classées par ordre alphabétique. A l'intérieur de chaque région, chaque caisse est signalée par sa référence et par le nom de la ville du siège. La référence comprend un numéro caractéristique du département dans lequel se trouve la circonscription de la caisse et un chiffre caractéristique de la caisse dans le département.

CAISSES classées par région.	INSCRITS	SUFFRAGES exprimés.	C. G. T.		C. G. T.-F. O.		C. F. T. C.		MUTUALITÉ		FAMILIAUX		DIVERS	
			Voix.	Sièges.	Voix.	Sièges.	Voix.	Sièges.	Voix.	Sièges.	Voix.	Sièges.	Voix.	Sièges.
Bordeaux.														
24-1 — Périgueux	9.216	6.304	3.574	7	1.377	3	1.353	2	»	»	»	»	»	»
33-1 — Bordeaux	40.737	26.440	11.687	6	4.697	2	4.890	2	3.883	2	»	»	1.283	»
40-1 — Mont-de-Marsan	6.559	4.641	1 655	4	1.384	4	1.502	4	»	»	»	»	»	»
47-1 — Agen	7.067	4.849	2.368	6	1.416	3	1.065	3	»	»	»	»	»	»
64-1 — Bayonne	7.047	5.089	2.259	6	1.032	2	1.798	4	»	»	»	»	802	1
2 — Pau	8.483	6.108	2.362	5	1.634	3	1.370	3	»	»	»	»	»	»
Totaux	79.109	53.491	23.905	34	11.640	17	11.978	18	3.883	2	»	»	2.085	1
Clermont-Ferrand.														
03-1 — Moulins	14.038	9.078	4.948	7	1.503	2	1320	2	1.307	1	»	»	»	»
15-1 — Aurillac	3.182	2.121	1.157	7	453	2	511	3	»	»	»	»	»	»
43-1 — Le Puy	4.905	3.730	1.137	4	685	2	1.908	6	»	»	»	»	»	»
48-1 — Mende	1.725	1.192	497	5	»	»	409	4	»	»	286	3	»	»
63-1 — Clermont-Ferrand	21.227	14.209	6.872	7	1.771	1	2.440	2	1.175	1	1.651	1	»	»
Totaux	45.077	30.330	14.611	30	4.412	7	6.588	17	2.782	2	1.937	4	»	»
Dijon.														
21-1 — Dijon	14.995	9.282	3.891	6	1.777	2	1.356	2	555	»	988	1	715	1
25-1 — Besançon	11.727	8.162	2.527	4	1.751	2	3.884	6	»	»	»	»	»	»
2 — Valentigney	11.755	8.854	4.339	6	1.078	1	3.437	5	»	»	»	»	»	»
39-1 — Saint-Claude	10.474	7.247	2.941	5	1.088	2	1.957	3	607	1	654	1	»	»
70-1 — Vesoul	8.080	5.763	2.489	6	1.206	2	2.068	4	»	»	»	»	»	»
71-1 — Mâcon	21.088	14.418	7.942	7	1.718	1	4.758	4	»	»	»	»	»	»
89-1 — Auxerre	8.198	5.575	3.036	7	»	»	1.431	3	1.108	2	»	»	»	»
90-1 — Belfort	8.111	5.828	2.147	5	818	2	1.647	4	631	1	»	»	585	»
Totaux	94.428	65.129	29.312	46	9.436	12	20.538	31	2.901	4	1.642	2	1.300	1
Lille.														
02-1 — Saint-Quentin	13.776	10.003	5.371	7	2.502	3	2.130	2	»	»	»	»	»	»
2 — Soissons	11.141	7.950	3.931	6	2.228	3	1.791	3	»	»	»	»	»	»
59-1 — Armentières	6.173	5.030	1.406	3	1.295	3	1.820	5	»	»	»	»	509	1
2 — Cambrai	8.875	6.652	3.246	6	1.552	3	1.854	3	»	»	»	»	»	»
3 — Douai	8.940	6.377	3.314	6	1.487	3	1.576	3	»	»	»	»	»	»
4 — Dunkerque	12.299	9.652	4.606	6	2.114	2	2.115	3	»	»	»	»	817	1
5 — Lille	36.624	24.321	9.723	5	5.553	3	9.045	4	»	»	»	»	»	»
6 — Maubeuge	18.864	15.044	8.924	7	2.427	2	3.663	3	»	»	»	»	»	»
7 — Roubaix	33.085	25.770	8.812	5	3.570	2	8.690	4	»	»	»	»	4.698	1
9 — Valenciennes	26.411	20.867	13.594	9	2.776	1	4.497	2	»	»	»	»	»	»
62-1 — Arras	25.142	18.331	9.498	7	3.808	3	3.781	2	»	»	»	»	1.244	»
2 — Calais	23.477	17.853	9.100	7	2.685	2	3.578	2	1.281	1	1.209	»	»	»
80-1 — Amiens	23.706	17.083	10.236	8	2.846	2	2.550	1	»	»	»	»	1.451	1
Totaux	248.513	184.903	91.761	82	34.843	32	47.090	37	1.281	1	1.209	»	8.719	4
Limoges.														
16-1 — Angoulême	10.214	7.115	3.441	6	1.126	2	1.330	2	1.218	2	»	»	»	»
17-1 — La Rochelle	15.804	9.864	4.329	6	1.921	2	1.345	2	1.293	1	976	1	»	»
19-1 — Brive	7.192	5.234	3.150	7	1.211	3	873	2	»	»	»	»	»	»
23-1 — Guéret	2.980	2.152	1.351	8	801	4	»	»	»	»	»	»	»	»
79-1 — Niort	8.246	5.377	2.120	5	1.234	3	2.023	4	»	»	»	»	»	»
86-1 — Poitiers	8.783	5.208	2.453	6	1.159	2	1.596	4	»	»	»	»	»	»
87-1 — Limoges	10.353	7.758	4.428	7	1.740	3	863	1	727	1	»	»	»	»
Totaux	63.572	42.708	21.272	45	9.192	19	8.030	15	3.238	4	976	1	»	»
Lyon.														
01-1 — Bourg	10.224	6.462	2.869	6	850	1	1.378	3	»	»	527	1	538	1
07-1 — Annonay	3.244	2.540	1.029	5	307	1	640	3	»	»	573	3	»	»
2 — Aubenas	5.915	4.419	2.170	6	702	2	1.547	4	»	»	»	»	»	»
26-1 — Valence	12.792	8.026	3.597	6	1.117	1	1.436	2	»	»	1.876	3	»	»
38-1 — Grenoble	29.833	20.394	12.446	8	2.983	1	4.965	3	»	»	»	»	»	»
2 — Vienne	8.673	6.642	3.522	7	591	1	1.285	2	»	»	1.214	2	»	»
42-1 — Roanne	6.785	4.651	1.807	5	439	1	1.169	3	»	»	659	2	577	1
2 — Saint-Etienne	30.906	21.924	9.736	6	2.153	1	4.919	3	»	»	2.041	1	3.075	1
69-1 — Lyon	56.883	39.401	17.399	6	4.061	1	8.433	2	9.508	3	»	»	»	»
2 — Villefranche	6.393	4.524	1.849	5	631	2	863	2	»	»	»	»	1.211	3
73-1 — Chambéry	15.438	10.170	5.406	7	1.279	1	1.992	2	»	»	1.493	2	»	»
74-1 — Annecy	14.034	9.258	4.106	5	1.551	2	3.601	5	»	»	»	»	»	»
Totaux	201.120	138.111	65.897	72	16.664	15	32.228	34	9.508	3	8.413	14	5.401	6

CAISSES classées par région.	INSCRITS	SUFFRAGES exprimés.	C. G. T.		C. G. T.-F. O.		C. F. T. C.		MUTUALITÉ		FAMILIAUX		DIVERS	
			Voix.	Sièges.	Voix.	Sièges.	Voix.	Sièges.	Voix.	Sièges.	Voix.	Sièges.	Voix.	Sièges.
Marseille.														
04-1 — Digne	2.181	1.729	1.018	7	167	1	275	2	132	1	»	»	137	1
05-1 — Gap	3.266	2.105	1.233	7	»	»	872	5	»	»	»	»	»	»
06-1 — Nice	20.513	12.522	7.976	9	837	»	1.043	1	985	1	1.315	1	366	»
13-1 — Marseille	62.806	41.932	24.621	8	5.725	2	3.957	1	»	»	5.372	1	2.257	»
20-1 — Ajaccio	5.033	3.793	2.046	7	1.031	3	716	2	»	»	»	»	»	»
83-1 — Toulon	11.760	7.918	4.802	8	1.534	2	1.582	2	»	»	»	»	»	»
84-1 — Avignon	10.626	6.981	3.667	7	877	1	962	2	»	»	931	1	544	1
Totaux	116.488	76.980	45.363	53	10.171	9	9.407	15	1.117	2	7.618	3	3.304	2
Montpellier.														
11-1 — Carcassonne	6.515	4.372	2.061	6	1.160	3	676	2	»	»	»	»	475	1
12-1 — Rodez	6.474	4.504	1.871	5	892	2	1.002	3	»	»	799	2	»	»
30-1 — Nîmes	10.954	7.703	4.043	7	1.134	2	1.480	2	»	»	1.046	1	»	»
34-1 — Béziers	5.771	3.597	1.943	7	559	2	377	1	457	1	261	1	»	1
2 — Montpellier	10.518	6.556	3.349	7	885	1	1.451	3	»	»	»	»	871	»
66-1 — Perpignan	6.328	3.730	2.484	9	707	2	539	1	»	»	»	»	»	»
Totaux	46.560	30.522	15.751	41	5.337	12	5.525	12	457	1	2.106	4	1.346	2
Nancy.														
08-1 — Charleville	19.427	14.257	8.068	7	2.944	2	3.245	3	»	»	»	»	»	»
10-1 — Troyes	10.015	6.514	3.338	6	1.069	2	2.107	4	»	»	»	»	»	»
51-1 — Reims	20.638	13.950	6.526	6	2.285	2	2.758	2	»	»	2.381	2	»	»
52-1 — Chaumont	9.902	6.843	3.192	6	1.193	2	1.520	3	»	»	»	»	938	1
54-1 — Nancy	44.262	30.028	16.323	7	2.404	1	6.870	3	»	»	4.431	1	»	»
55-1 — Bar-le-Duc	10.114	6.955	2.710	5	1.764	3	1.929	3	»	»	»	»	552	1
88-1 — Epinal	22.604	16.174	5.810	5	2.879	2	4.570	3	1.522	1	»	»	1.393	1
Totaux	136.962	91.721	45.967	42	14.538	14	22.999	21	1.522	1	6.812	3	2.883	3
Nantes.														
37-1 — Tours	13.474	8.010	3.669	6	1.254	2	1.354	2	»	»	»	»	1.733	2
44-1 — Nantes	45.901	31.348	11.524	5	4.514	1	12.785	5	»	»	»	»	2.525	1
49-1 — Angers	14.655	9.924	3.561	5	1.462	2	2.659	3	951	1	»	»	1.371	1
2 — Cholet	6.012	4.518	934	2	534	1	2.027	6	»	»	»	»	1.053	3
56-1 — Vannes	11.768	11.335	5.106	6	1.471	1	3.155	3	»	»	»	»	1.603	2
85-1 — Roche-sur-Yon	9.927	7.021	1.182	2	1.892	3	3.947	7	»	»	»	»	»	»
Totaux	104.857	72.186	25.876	26	11.147	10	25.927	26	951	1	»	»	8.285	9
Orléans.														
18-1 — Bourges	10 853	7.626	4.295	7	810	1	1.129	2	»	»	»	»	1.392	2
36-1 — Châteauroux	7.946	5.465	2.838	7	789	1	930	2	»	»	908	2	»	»
41-1 — Blois	7.032	4.714	2.182	6	826	2	851	2	»	»	855	2	»	»
45-1 — Orléans	15.624	10.108	4.343	6	1.905	2	2.659	3	»	»	»	»	1.201	1
58-1 — Nevers	8.921	6.176	3.430	7	1.032	2	860	2	»	»	»	»	854	1
Totaux	50.386	34.089	17.088	33	5.362	8	6.429	11	»	»	1.763	4	3.447	4
Paris.														
28-1 — Chartres	8.752	6.234	2.825	5	1.501	3	1.908	4	»	»	»	»	»	»
60-1 — Beauvais	13.004	9.242	5.345	7	1.581	2	2.286	3	»	»	»	»	»	»
60-2 — Creil	10.568	7.612	4.586	9	774	1	1.015	1	465	»	772	1	»	»
75-1 — Paris	460.334	301.062	138.935	10	27.469	2	39.962	2	33.363	2	35.875	2	25.518	»
77-1 — Melun	19.086	12.886	6.119	7	1.553	1	1.374	1	1.535	1	2.305	2	»	»
Totaux	511.804	337.006	157.810	38	32.818	9	46.545	11	35.363	3	38.952	5	25.518	»
Rennes.														
22-1 — Saint-Brieuc	12.434	9.351	5.115	7	1.221	1	3.015	4	»	»	»	»	»	»
29-1 — Brest	14.074	10.072	3.879	5	1.762	2	4.431	5	»	»	»	»	»	»
2 — Quimper	10.297	7.801	3.903	6	1.451	2	2.447	4	»	»	»	»	»	»
35-1 — Rennes	18.171	12.770	4.405	4	1.126	1	5.343	6	858	»	1.338	1	»	»
53-1 — Laval	5.881	4.257	1.915	6	760	2	1.582	4	»	»	»	»	»	»
72-1 — Le Mans	20.647	13.431	5.755	6	2.575	2	3.366	3	»	»	»	»	1.735	1
Totaux	81.204	57.682	24.672	34	8.895	10	20.184	26	858	»	1.338	1	1.735	1

CAISSES classées par région.	INSCRITS	SUFFRAGES exprimés.	C. G. T.		C. G. T.-F. O.		C. F. T. C.		MUTUALITE		FAMILIAUX		DIVERS	
			Voix.	Sièges.	Voix.	Sièges.	Voix.	Sièges.	Voix.	Sièges.	Voix.	Sièges.	Voix.	Sièges.
Rouen.														
14-1 — Caen	23.280	15.086	5.934	5	1.763	1	2.184	2	1.191	1	2.326	2	1.688	1
27-1 — Evreux	14.817	10.097	4.730	7	1.193	1	1.740	2	558	»	1.290	2	586	»
50-1 — Avranches	12.974	8.709	2.615	4	1.293	2	1.816	3	»	»	»	»	2.946	3
61-1 — Alençon	8.609	5.675	1.950	4	1.144	2	1.680	4	»	»	901	2	»	»
76-1 — Dieppe	9.304	6.469	3.205	7	1.155	2	1.093	2	926	1	»	»	»	»
2 — Elbeuf	2.447	1.808	773	5	322	2	423	3	»	»	»	»	290	2
3 — Le Havre	22.024	15.375	9.256	8	1.556	1	2.772	2	»	»	»	»	1.791	1
4 — Rouen	27.934	17.851	9.092	6	2.868	2	2.903	2	1.322	1	»	»	1.686	1
Totaux	121.389	81.061	37.645	46	11.294	13	14.641	20	3.997	3	4.517	6	8.967	8
Strasbourg.														
57-1 — Metz	46.909	30.094	11.821	5	2.648	1	9.302	4	»	»	1.829	»	4.494	2
67-1 — Strasbourg	40.024	27.870	9.942	5	2.324	1	11.394	5	»	»	»	»	4.210	1
68-1 — Mulhouse	26.344	18.701	6.259	4	2.065	1	5.683	4	»	»	3.069	2	1.625	1
Totaux	113.367	76.665	27.992	14	7.037	3	26.379	13	»	»	4.898	2	10.359	4
Toulouse.														
09-1 — Foix	5.180	3.902	2.331	7	1.571	5	»	»	»	»	»	»	»	»
31-1 — Toulouse	22.376	14.927	7.114	6	3.438	3	1.278	1	»	»	2.342	2	755	»
32-1 — Auch	2.116	1.399	686	6	381	3	392	3	»	»	»	»	»	»
46-1 — Cahors	3.229	2.251	1.096	6	624	3	521	3	»	»	»	»	»	»
65-1 — Tarbes	9.269	6.363	3.548	7	1.392	2	1.423	3	»	»	»	»	»	»
81-1 — Albi	10.907	7.949	3.842	6	1.048	1	1.673	3	1.356	2	»	»	»	»
82-1 — Montauban	4.617	3.305	1.470	6	841	3	582	2	»	»	»	»	412	1
Totaux	57.994	40.056	20.087	44	9.295	20	5.869	15	1.356	2	2.342	2	1.167	1

3° TABLEAU RECAPITULATIF POUR LE COLLEGE DES SALARIES

	121 CAISSES DE SÉCURITÉ SOCIALE			111 CAISSES D'ALLOCATIONS FAMILIALES		
Electeurs inscrits	9.490.284			2.071.091		
Suffrages exprimés	6.700.431			1.514.443		
	Répartition.			Répartition.		
	Voix.	Pourcentage.	Sièges.	Voix.	Pourcentage.	Sièges.
C. G. T.	2.879.184	43,0	962	664.442	47,0	680
C. G. T.-F. O.	1.088.262	16,2	409	201.873	14,3	210
C. F. T. C.	1.398.738	20,9	525	310.018	21,9	322
Mutualité	709.229	10,6	179	69.214	4,9	29
Mouvements familiaux	188.346	2,8	26	83.477	5,9	50
Divers	436.672	6,5	65	85.419	6,0	47

AVIS ET COMMUNICATIONS

Ministère des finances et des affaires économiques et ministère de l'agriculture.

Avis aux importateurs de pruneaux originaires et en provenance de Yougoslavie.

Comme suite aux indications du titre III de l'avis publié au *Journal officiel* du 6 septembre 1955, les importateurs sont informés de l'ouverture d'un contingent de pruneaux originaires et en provenance de Yougoslavie.

Ce contingent sera réparti de la façon suivante:

1° 90 p. 100 seront attribués aux importateurs qui justifieront avoir effectué des importations au cours des campagnes 1952-1953, 1953-1954 et 1954-1955;

2° 10 p. 100 seront réservés aux importateurs ne pouvant présenter les justifications ci-dessus indiquées; toutefois, la part allouée à chaque importateur ne pourra excéder 20 tonnes.

Les importateurs désireux de participer à la répartition sont invités à déposer les demandes d'autorisation d'importation, établies en six exemplaires sur formule modèle AC, à l'office des changes (3e sous-direction), 8, rue de la Tour-des-Dames, à Paris (9e), au plus tard le 14 janvier 1956, à onze heures trente.

A l'expiration de ce délai, elles feront l'objet d'un examen simultané. Les intéressés seront alors avisés des attributions qui leur auront été réservées; les licences d'importation correspondantes ne seront toutefois délivrées que sur présentation des contrats d'achats passés avec les fournisseurs yougoslaves.

Les importateurs ayant réalisé des importations de pruneaux de Yougoslavie au titre des trois dernières campagnes devront faire parvenir dans le même délai, c'est-à-dire au plus tard le 14 janvier 1956 au ministère de l'agriculture, service des affaires économiques, 4e bureau, 78, rue de Varenne, à Paris, les exemplaires ou les photocopies des licences qu'ils ont obtenues et qui ont été régulièrement apurées par la douane.

Avis aux importateurs de pigeons vivants pour tir originaires et en provenance d'Espagne.

Rectificatif à l'avis publié au *Journal officiel* du 27 novembre 1955: page 11533, colonne 1, titre II (Produits à importer sous licences individuelles examinées simultanément), supprimer: « Poste 3. — Pigeons vivants pour tir »; titre III (Produits à importer sous licences individuelles examinées au fur et à mesure de leur présentation), ajouter: « Poste 3. — Pigeons vivants pour tir ».

Ministère des finances et des affaires économiques.

Avis aux importateurs de produits originaires et en provenance de Pologne.

Les importateurs sont informés de la mise en application du nouvel accord commercial franco-polonais valable du 1er décembre 1955 au 30 novembre 1956.

Les demandes de licences d'importation déposées avant la date d'insertion du présent avis au *Journal officiel* et qui sont en instance restent valables.

Elles seront examinées dans les mêmes conditions que celles déposées en conformité du présent texte.

Les modalités d'importation des produits repris à la liste B du nouvel accord sont fixés comme suit:

I. — *Produits à importer par les groupements ou organismes assimilés.*

Les groupements et organismes assimilés désignés ci-après sont seul habilités pour déposer, dès l'insertion du présent avis au *Journal officiel*, les demandes de licences d'importation portant sur les produits suivants:

Numéro de poste.	
19	Charbon. — Association technique de l'industrie charbonnière. — Papier journal. — Société professionnelle des papiers de presse.

II. — *Produits à importer sous licences individuelles examinées simultanément.*

Les demandes de licences d'importation concernant les produits suivant, établies sur formules A C, et accompagnées d'une facture *pro forma* en double exemplaire, devront être parvenues à l'office des changes (3e sous-direction), 8, rue de la Tour-des-Dames, Paris (9e), au plus tard le 17 janvier 1956 à onze heures trente.

A l'expiration de ce délai, elles feront l'objet d'un examen simultané de la part des services compétents.

Numéro de poste.	
17	Confiserie. — Les importateurs devront fournir un échantillon à la direction des industries textiles et diverses, et les licences devront être accompagnées d'une facture *pro forma* donnant la composition du produit.
53	Chaussures en caoutchouc, à l'exclusion des bottes.
54	Chaussures de toile avec semelle en caoutchouc.
55	Faïence de table,
60	Portes planes.

III. — *Produits à importer sous licences individuelles examinées au fur et à mesure de leur présentation.*

Par dérogation aux dispositions des articles 2 et 3 du décret du 13 juillet 1949, les demandes de licences d'importation concernant les produits suivants, établies sur formules AC, et accompagnées d'une formule *pro forma* en double exemplaire, seront reçues par l'office des changes (3e sous-direction), 8, rue de la Tour-des-Dames, à Paris (9e), à partir du 9 janvier 1956. Elles seront examinées au fur et à mesure de leur présentation.

Numéro de poste.	
1	Déchets d'abattoirs (notamment glandes).
2	Cailletes de veau.
3	Gibier.
4	Poissons congelés (brochets).
5	Ecrevisses vivantes.
6	Grenouilles.
7	Escargots.
8	Soies de porc.
9	Boyaux salés de porc.
10	Plumes et duvets.
12	Champignons séchés.
13	Semences diverses, y compris semences de betteraves fourragères et sucrières. — En ce qui concerne les semences de betteraves sucrières, les licences devront être établies pour compte du G. N. I. S. et visées par cet organisme.
15	Plantes médicinales.
18	Vodka et spiritueux.
21	Poussière de zinc.
22	Arsenic métal.
24	Films impressionnés: l'importation sera réalisée sous le couvert de déclaration autorisation d'importation (D. A. I.).
25	Toluol.
26	Benzol et benzène.
27	Xylène et xylols.
28	Huiles de houille.
29	Hexaméthylène-tétramine.
30	Huiles essentielles.
31	Produits pharmaceutiques et réactifs.
38	Meubles en bois courbés.
42	Livres, périodiques, timbres-poste, éditions musicales et œuvres d'art. — L'importation des livres, périodiques et éditions musicales sera réalisée sous couvert de déclaration d'autorisation d'importation.
43	Déchets de lin.
44	Tissus de laine.
45	Tissus de lin.
48	Tissus de rayonne.
49	Tissus d'ameublement.
50	Linge de table de lin.
51	Articles de voyage.
52	Maroquinerie.
57	Articles céramiques divers.
58	Cristaux, verrerie de table et d'éclairage et verrerie diverse.
59	Panneaux en fibres de bois.
62	Installations pour forage.
63	Installations de fonderies.
64	Machines textiles.
66	Machines-outils à métaux et à bois et autres machines et installations, y compris installations frigorifiques, installations de grues ou de treuils, installations de mines, installations et accessoires électriques et électrotechniques, machines de forge, machines de construction, machines agricoles, machines pour travailler les minéraux.
67	Articles de ménage en fer et galvanisés.
70	Planeurs, pièces de rechange et instruments de navigation.
71	Disques enregistrés.
72	Jouets.
73	Ornements pour arbres de Noël.
74	Articles d'artisanat populaire.
75	Contingent de foires.
76	Divers. — Les crédits affectés à ce poste sont réservés pour l'importation de produits nécessaires à l'économie française non repris nommément à l'accord. Les licences seront délivrées après avis technique du ministère responsable et avec l'accord de la direction des relations économiques extérieures.

IV. — *Avis ultérieurs.*

Des avis aux importateurs prévoiront ultérieurement les modalités d'importation des produits repris ci-après:

11. — Plants de pommes de terre.

NOTA. — Les demandes de licences d'importation présentées à l'office des changes doivent, à partir du 1er janvier 1956, être établies suivant la nouvelle nomenclature douanière mise en vigueur par le décret n° 55-1612 du 9 décembre 1955 (*Journal officiel* du 10 décembre 1955).

Avis relatif au tirage de la quarante-neuvième tranche de la loterie nationale 1955.

Le tirage de la quarante-neuvième tranche de la loterie nationale 1955 aura lieu le mercredi 28 décembre 1955, à dix-sept heures, en présence du public.

Ministère de l'éducation nationale.

Avis de concours pour le recrutement de professeurs techniques et de professeurs techniques adjoints dans les écoles nationales professionnelles et les collèges techniques.

Un concours pour le recrutement de dix-sept professeurs techniques, chefs de travaux, dans les écoles nationales professionnelles et les collèges techniques de jeunes gens s'ouvrira à Paris le 12 mars 1956.

Le nombre de postes est susceptible d'être modifié.

Les candidats devront être de nationalité française, âgés de vingt-cinq ans au moins et de trente-cinq ans au plus à la date du concours. La limite d'âge supérieure peut être reculée au maximum de cinq ans dans les conditions suivantes:

Un an par enfant à charge pour les candidats chefs de famille;

Du temps des services militaires obligatoires;

Du temps des services civils valables ou validables pour la retraite.

Les candidats devront, en outre, justifier des titres et références professionnelles prévus par le règlement.

Les dossiers complets devront parvenir avant le 30 janvier, dernier délai, au 5e bureau de la direction de l'enseignement technique, 44, rue de Bellechasse, Paris (7e), qui fournira sur demande les imprimés nécessaires à la constitution du dossier ainsi que tous renseignements complémentaires.

Un concours pour le recrutement de professeurs techniques adjoints de commerce dans les écoles nationales professionnelles et les collèges techniques s'ouvrira le 23 avril 1956. Le nombre de postes mis au concours sera précisé ultérieurement.

Les épreuves de la première série se dérouleront au chef-lieu de chaque académie ou dans des centres désignés par le ministre après clôture du registre d'inscription. Les épreuves de la deuxième série auront lieu dans un seul centre, à Paris.

Les candidats admis à ce concours sont nommés professeurs techniques adjoints stagiaires au centre de formation des professeurs techniques adjoints de commerce annexé à l'école normale supérieure de l'enseignement technique et y accomplissent un stage obligatoire d'un an sanctionné par un examen de validation de stage. Ils perçoivent pendant cette année le traitement de professeur technique adjoint stagiaire.

Les demandes d'inscription, accompagnées des dossiers complets, devront parvenir au 5e bureau de la direction de l'enseignement technique, 44, rue de Bellechasse, Paris (7e), au plus tard le 25 février 1956.

Les imprimés nécessaires à la constitution du dossier devront être demandés à ce service, qui pourra fournir tous renseignements complémentaires au sujet de ce concours.

Le règlement et le programme sont édités par le service d'éditions et de vente des publications de l'éducation nationale, 13, rue du Four, Paris (6e).

Ministère des travaux publics, des transports et du tourisme.

TARIFS DE TRANSPORT
SUR LES CHEMINS DE FER D'INTERET GENERAL

1° *Propositions présentées en application de l'article 18 ter de la convention du 31 août 1937, modifiée par avenants des 30 juillet 1949 et 19 juillet 1952.*

En application de l'article 18 *ter* de la convention du 31 août 1937 et pour déférer à une invitation de M. le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme, la Société nationale des chemins de fer français a l'honneur d'informer le public qu'elle soumet à l'homologation ministérielle la proposition:

De proroger jusqu'au 31 mars 1956 les dispositions des tarifs nos 2 (chapitre 102, § 1er), 3 (chapitres 102, § 1er, et 151, § 1er) et 23 (chapitre 102, § 1er) et de compléter comme suit le chapitre 102 (§ 1er) du tarif n° 3:

. . . . . .

Pommes de terre (177)...	Récoltées sur le territoire métropolitain ou en Afrique du Nord et transportées en régime accéléré	30 p. 100.

(*Paris, le 23 décembre 1955.*)

2° *Propositions de tarifs de transport présentées à l'homologation ministérielle.*

La Société nationale des chemins de fer français, d'accord avec le Chemin de fer fédéral allemand, a fait part à l'administration supérieure de son intention de proroger jusqu'au 31 mars 1956 le tarif international pour le transport, par wagon complet, de fruits à cidre ou à poiré, expédiés de la France sur l'Allemagne (République fédérale) (édition du 1er septembre 1955), dont la durée de validité arrive à expiration le 31 décembre 1955.

Ce tarif est déposé dans les gares intéressées où le public peut, sur sa demande, en prendre connaissance.

(*Paris, le 23 décembre 1955.*)

La Société nationale des chemins de fer français a soumis à l'homologation ministérielle une proposition en vue de créer une disposition complémentaire uniforme à l'article 18: « Objets exclus du transport » de la « convention internationale concernant le transport des voyageurs et des bagages par chemins de fer (C. I. V. » signée à Berne le 25 octobre 1952.

Cette disposition complémentaire, dont le texte est reproduit ci-après, entrera en vigueur le 1er mars 1956 en même temps que la convention elle-même.

Disposition complémentaire à l'article 18.

« Lors de l'enregistrement des bagages contenant des matières ou objets dangereux du RID (annexe I à la C. I. M.) admis à ce mode de transport, le voyageur doit:

« *a*) Désigner, au verso de la feuille de route, la marchandise conformément à la dénomination prévue par le RID;

« *b*) Y certifier qu'il s'est conformé aux prescriptions du RID relatives aux conditions de transport en inscrivant la mention « Prescriptions du RID respectées » et en apposant sa signature;

« *c*) Y inscrire son nom et son adresse au lieu de domicile ».

(*Paris, le 16 décembre 1955.*)

La Société nationale des chemins de fer français a soumis à l'homologation ministérielle la proposition de mettre en vigueur un tarif international pour le transport de pierres à macadam expédiées de certaines gares belges désignées à destination des gares françaises situées dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais.

Ce tarif est déposé dans les gares intéressées où le public peut, sur sa demande, en prendre connaissance.

(*Paris, le 23 décembre 1955.*)

La Société nationale des chemins de fer français a fait part à l'administration supérieure de son intention de proroger, jusqu'au 31 décembre 1956, le tarif international venant à expiration le 31 décembre 1955, pour le transport, à petite vitesse, par wagon complet, de papiers à écrire ou à imprimer non dénommés, expédiés en containers de particuliers de Sète ou de Marseille-Maritime à destination des Pays-Bas.

(*Paris, le 23 décembre 1955.*)

La Société nationale des chemins de fer français a soumis à l'homologation ministérielle la proposition de modifier à partir du 1er février 1956, comme il est indiqué ci-après, les dispositions du chapitre 3 (§ 2), de l'annexe B aux conditions générales d'application des tarifs pour le transport des marchandises.

CHAPITRE 3

Relations Société nationale des chemins de fer français
Chemins de fer secondaires.

§ 1er. — . . . . . .

§ 2. — Société nationale des chemins de fer français et Chemin de fer d'intérêt général de Wassy à Saint-Dizier.

. . . . . .

DISTANCES DES GARES ci-dessous aux points de transit ci-contre.	ÉCLARON (5)	SAINT-DIZIER	WASSY
	Kilomètres.	Kilomètres.	Kilomètres.
Eclaron	»	13	13
Louvemont	6	18	7
Saint-Dizier	13	»	25
Wassy	13	25	»

. . . . . (le reste dans changement) . . . . . .

(5) Ce point de transit ne peut être utilisé que dans les conditions suivantes:

1° Envois en provenance de la gare de Louvemont et à destination des gares d'Allichamps, Ancerville-Gué, Bayard, Chevillon, Eurville, Voillecomte et *vice versa;*

2° Envois en provenance de la gare de Wassy et à destination des gares d'Allichamps, Anverville-Gué, Bayard, Eurville et *vice versa.*

(*Paris, le 22 décembre* 1955.)

La Société nationale des chemins de fer français a soumis à l'homologation ministérielle la proposition d'insérer, à partir du 1er janvier 1956, dans le chapitre 112 du tarif n° 13, un nouveau paragraphe dont les dispositions sont reproduites ci-après:

TARIF N° 13

. . . . . .

CHAPITRE 112. — Régions Est et Sud-E.-t.

. . . . . .

§ III. — Résidus de pyrites de fer grillées en vrac (107) (applicable jusqu'au 31 décembre 1956), du Poniet à Strasbourg-Port-du-Rhin, et exportés par ce point, par rame de 300 tonnes: barème 191.

(*Paris, le 27 décembre* 1955.)

La Société nationale des chemins de fer français a soumis à l'homologation ministérielle la proposition de proroger jusqu'au 30 juin 1956 les dispositions actuellement prévues au chapitre 107, § III, du tarif n° 7, pour le transport des agglomérés de houille et de la houille en provenance d'une houillère et expédiés directement par cette houillère pour être exportés à destination définitive de l'Angleterre, de Billy-Montigny, Bully-Grenay, Fouquereuil, Hénin-Liétard, Lapugnoy, Lens, Libercourt ou Somain à Calais ou Dunkerque, dont la durée d'application vient à expiration le 31 décembre 1955.

(*Paris, le 23 décembre* 1955.)

La Société nationale des chemins de fer français a fait part à l'administration supérieure de son intention de mettre en vigueur, le 1er janvier 1956, un nouveau tarif de transit n° 514, chapitre 4, pour le transport entre Feignies-frontière et Jeumont-frontière, d'une part, Irun et Port-Bou, d'autre part, des machines et mécaniques en provenance de Belgique et à destination de l'Espagne.

Ce tarif est déposé dans les gares intéressées où le public peut, sur sa demande, en prendre connaissance.

(*Paris, le 22 décembre* 1955.)

La Société nationale des chemins de fer français a soumis à l'homologation ministérielle la proposition de modifier comme suit, à partir du 1er février 1956, les dispositions de l'article 60 des conditions générales d'application des tarifs pour le transport des marchandises, et de compléter comme suit, à partir de la même date, le tableau A de la section 2 et la section 3 du tarif n° 109, ainsi que le recueil B des taxes accessoires.

CONDITIONS GÉNÉRALES D'APPLICATION DES TARIFS POUR LE TRANSPORT DES MARCHANDISES

. . . . . .

Art. 60. — *Tarifs d'exportation.*

I. — Marchandises exportées. — Définition . . . . . .

1° . . . . . .

2° Les marchandises exportées par les ports de Paris-Austerlitz et Gennevilliers et embarquées à ces ports sur un bateau de mer à destination de l'étranger, sous le régime prévu par le règlement douanier pour le transport international des marchandises entre Rouen et les ports de Paris-Austerlitz et Gennevilliers, et *vice versa*, en date du 11 septembre 1951.

. . . . . .

II. — Application immédiate des prix des tarifs d'exportation.

Les prix des tarifs d'exportation sont appliqués immédiatement aux marchandises:

1° . . . . . .
2° . . . . . .
3° . . . . . .

Pour les marchandises exportées par les ports de Paris-Austerlitz et Gennevilliers, les tarifs d'exportation sont appliqués seulement par voie de détaxe.

. . . . . .

III. — Application des tarifs d'exportation par voie de détaxe. — . . . . . .

Pièces justificatives à fournir à l'appui de la demande de détaxe. — . . . . . .

a) Pour les envois exportés par la voie de mer:

1° . . . . . .
2° . . . . . .

Les dispositions prévues au 2° ci-dessus ne sont pas applicables aux marchandises exportées par les ports de Paris-Austerlitz et Gennevilliers.

b). . . . . (le reste sans changement).

TARIF N° 109

. . . . . .

SECTION 2

. . . . . .

A. — *Conditions d'ouverture des voies des quais.*

. . . . . .

RÉGIONS	PORTS	GARES DE RATTACHEMENT	CONDITIONS DANS LESQUELLES LES VOIES DES QUAIS sont ouvertes,		
			Wagons complets.	Autres expéditions.	Trains complets et transports groupés (voir Section 1, art. 9).
Nord	. . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .
	Dunkerque (2)	. . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .
	Gennevilliers (12)	Gennevilliers	O	X	O
	Gravelines	. . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .
	. . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .

SECTION 3

Dispositions spéciales à certains ports.

. . . . . .

§ III. — Région Nord.

Port départemental de Gennevilliers.

Pour le transport, entre la gare de rattachement du port de Gennevilliers et les voies des quais de ce port, des wagons en provenance ou à destination desdites voies ou des embranchements particuliers qui y sont reliés, il est perçu, en sus des taxes prévues à la section 2 B (§ I) du présent tarif, la taxe prévue au n° 786 du recueil R.

RECUEIL R

Taxes accessoires.

NUMÉRO de prix.	DÉSIGNATION DES TAXES ACCESSOIRES	TAXE à percevoir ou à déduire.
		Francs.
.....	. . . . .	. . . . .
	TARIF N° 109	
.....	. . . . .	. . . . .
	Taxes à percevoir dans certains ports (section 3).	
.....	. . . . .	. . . . .
	§ III. — Région Nord.	
786	Gennevilliers (voies des quais du port), par tonne	45

(*Paris, le 22 décembre 1955.*)

3° *Prix d'application prévus conformément à l'article 14 (1°, b) du cahier des charges de la Société nationale des chemins de fer français.*

Conformément à l'article 14 (1° *b*) de son cahier des charges, la Société nationale des chemins de fer français informe le public que, sauf avis contraire, les dispositions d'application faisant l'objet des chapitres 3 (§ 16-1) des tarifs n°s 19 et 20, prises dans le cadre des tarifications à minimum et à maximum prévues aux chapitres 1er desdits tarifs et applicables respectivement aux envois de « déchets ou vieilles matières non dénommées, destinés à la fabrication du carton ou du papier » et de « chiffons » expédiés d'une gare quelconque à une gare quelconque de la Société nationale des chemins de fer français dont la durée d'application vient à expiration le 1 janvier 1956, seront prorogées jusqu'au 31 décembre 1956.

Conformément à l'article 14 (1°, *b*) de son cahier des charges, la Société nationale des chemins de fer français informe le public que, sauf avis contraire, le prix fixé ci-dessous, compris dans la limite des barèmes à maximum et à minimum prévus au chapitre Ier du tarif n° 15, sera applicable à partir du 11 janvier 1956 pour une période qui, sauf prorogation, prendra fin le 31 décembre 1956.

Brai minéral (478).

RELATION de	RELATION à	CONDITION de tonnage.	BARÈME applicable.
Ars-sur-Moselle	Somain ...	Par rame de 120 t.	Barème 74.

Le présent barème n'est applicable que par voie de détaxe accordée au destinataire lorsque le tonnage des envois reçus par ce destinataire, dans les conditions indiquées ci-dessus, atteint annuellement au moins 4.000 tonnes.

(*Paris, le 27 décembre 1955.*)

Conformément à l'article 14 (1°, b) de son cahier des charges, la Société nationale des chemins de fer français informe le public que, sauf avis contraire, les dispositions prévues dans le cadre de la tarification à minimum et à maximum du tarif n° 3, chapitre 3, § XIV, seront modifiées à partir du 11 janvier 1956, comme indiqué ci-dessous, pour une période qui, sauf prorogation, prendra fin le 30 août 1956:

Huitres (130) en régime accéléré.

RELATIONS de	RELATIONS à	CONDITIONS de tonnage par wagon.	PRIX par tonne à appliquer.
A. — Une gare desservant des parcs ostréicoles situés dans le département de la Charente-Maritime.	Paris (toutes gares).	8 tonnes. 10 tonnes. 12 tonnes.	Barème 59 Barème 66 Barème 69
B. — Le Chapus (pour les huitres en provenance de l'île d'Oléron).			
La Rochelle, toutes gares (pour les huitres en provenance de l'île de Ré).	Paris (toutes gares).	8 tonnes. 10 tonnes. 12 tonnes.	Barème 63 Barème 70 Barème 73
Challans			

NOTA. — Les prix ci-dessus ne sont applicables que par voie de détaxe accordée à un groupement de destinataires agréé par la Société nationale des chemins de fer français, sous condition que celui-ci ait reçu un tonnage annuel minimum de 9.000 tonnes.

(*Paris, le 27 décembre 1955.*)

4° *Décisions ministérielles intervenues sur les propositions de tarifs.*

(La date indiquée en tête de chaque affaire est celle de la décision ministérielle. La date du *Journal officiel* mentionnée est celle du numéro qui a publié la proposition).

Homologations.

11 *décembre* 1955. — **Société nationale des chemins de fer français.** — Proposition du 10 novembre 1955 tendant à étendre aux caisses de véhicules routiers dont le poids unitaire est supérieur à 250 kg, sans dépasser 350 kg, les dispositions du paragraphe 10 de l'annexe 2 aux tarifs généraux pour le transport des marchandises applicables aux caisses de véhicules routiers ne dépassant pas 250 kg. (*Journal officiel* du 15 novembre 1955.)

21 *décembre* 1955. — **Société nationale des chemins de fer français.** — Proposition du 17 novembre 1955 tendant:

1° A mettre en vigueur un tarif général européen pour les expéditions de détail, applicable, en première étape, aux envois effectués entre la France et l'Allemagne (république fédérale), entre la France et la Belgique et entre la France et la Grande-Bretagne;

2° A modifier corrélativement les tarifs de la Société nationale des chemins de fer français désignés. (*Journal officiel* du 22 novembre 1955.)

17 *décembre* 1955. — **Société nationale des chemins de fer français.** — Proposition du 17 novembre 1955 tendant à modifier les tarifs applicables aux transports de marchandises sur la ligne du chemin de fer du Vieux-Port de Marseille. (*Journal officiel* du 22 novembre 1955.)

16 *décembre* 1955. — **Société nationale des chemins de fer français.** — Proposition du 17 novembre 1955 tendant à étendre aux « chaudières en fonte émaillée ou non, pour chauffage central, autrement conditionnées », les dispositions prévues au paragraphe 14-A) de l'annexe au chapitre 2 des tarifs généraux pour le transport des marchandises et au chapitre 3, paragraphe IV, du tarif n° 14 pour les « radiateurs en fonte pour chauffage central, autrement conditionnés ». (*Journal officiel* du 22 novembre 1955.)

20 *décembre* 1955. — **Société nationale des chemins de fer français.** — Proposition du 24 novembre 1955 tendant à créer, au chapitre 3 du tarif n° 6, des dispositions applicables aux eaux-de-vie en fûts expédiées, par wagons chargés de 10 et 12 tonnes, d'Auch, Cognac, Condom, Eauze, Jarnac (Charente), Nogaro, Saintes et Saint-Jean-d'Angély à une gare quelconque de la Société nationale des chemins de fer français. (*Journal officiel* du 29 novembre 1955.)

20 *décembre* 1955. — **Société nationale des chemins de fer français.** — Proposition du 24 novembre 1955 tendant à créer de nouvelles dispositions au chapitre 12 du tarif n° 21 et à aménager le chapitre 51 (§ III B) dudit tarif pour permettre l'extension au départ d'Aniche de la tarification applicable au départ de Wingles aux envois de verre à vitres à destination de l'Aiguille-de-l'Etivalière. (*Journal officiel* du 29 novembre 1955.)

21 *décembre* 1955. — **Société nationale des chemins de fer français.** — Proposition du 29 novembre 1955 tendant à aménager les dispositions du chapitre 103 (§ III) du tarif n° 8 applicables à certains bois désignés, expédiés d'une gare quelconque de la Société nationale des chemins de fer français à une gare de la Société nationale des chemins de fer français desservant un port méditerranéen pour être exportés par ce port. (*Journal officiel* du 29 novembre 1955.)

23 *décembre* 1955. — **Société nationale des chemins de fer français.** — Proposition du 25 novembre 1955 tendant à mettre en vigueur un quatrième supplément au tarif international C. E. C. A. n° 2301/6301 pour le transport, à petite vitesse, par rame, des combustibles minéraux de la Belgique et des Pays-Bas sur la France. (*Journal officiel* du 29 novembre 1955.)

Homologation accordée, à titre provisoire, après autorisation de mise en vigueur à partir du 1er décembre 1955, donnée par décision du 30 novembre 1955 (*Journal officiel* du 6 décembre 1955.)

23 *décembre* 1955. — **Société nationale des chemins de fer français.** — Proposition du 24 novembre 1955 tendant à mettre en vigueur un additif au tarif international C. E. C. A. pour le transport, à petite vitesse, de la houille et du coke de houille de certaines gares des bassins d'Aix-la-Chapelle et de la Ruhr à destination de certaines gares françaises. (*Journal officiel* du 29 novembre 1955.)

Homologation accordée, à titre provisoire, après autorisation de mise en vigueur à partir du 30 novembre 1955, donnée par décision du 29 novembre 1955. (*Journal officiel* du 6 décembre 1955.)

23 *décembre* 1955. — **Société nationale des chemins de fer français.** — Proposition du 1er décembre 1955 tendant à étendre les dispositions du chapitre 8 (§ I) du tarif n° 2 aux céréales non dénommées expédiées par rame de 100 tonnes en wagons chargés d'au moins 15 tonnes de Bassens ou de Bordeaux-Bastide à Bordeaux-Saint-Jean ou inversement. (*Journal officiel* du 6 décembre 1955.)

Ministère du travail et de la sécurité sociale.

Avis d'examen pour le recrutement de directeurs, directeurs adjoints d'unions régionales et chefs des services administratifs de sociétés de secours minières.

La caisse autonome nationale de la sécurité sociale dans les mines fait connaître qu'une session de l'examen pour le recrutement aux postes de directeurs, directeurs adjoints d'unions régionales et chefs des services administratifs de sociétés de secours minières de 1re et 2e classe s'ouvrira à Paris le 12 mars 1956.

Peuvent prendre part aux épreuves:

1° Les candidats des deux sexes âgés de vingt-trois ans au moins et de trente-cinq ans au plus à la date du 1er janvier 1956 et titulaires d'un diplôme de licence ou justifiant de l'admissibilité à l'école polytechnique, à l'école supérieure des mines de Paris, à l'école supérieure des mines de Saint-Etienne, à l'école supérieure de la métallurgie et de l'industrie des mines de Nancy ou à l'école nationale d'administration;

2° Sans condition d'âge ni de diplôme, les agents des organismes de sécurité sociale minière et des exploitations minières ou assimilées qui comptent au moins trois ans de services dans ces organismes ou exploitations au moment où débutent les épreuves.

Le règlement fixant les conditions d'admission aux épreuves ainsi que le programme seront remis ou adressés aux personnes qui en feront la demande à la caisse autonome nationale de la sécurité sociale dans les mines, service des affaires générales, 77, avenue de Ségur, Paris (15e).

Les candidats devront se faire inscrire avant le 1er mars 1956 au siège de ladite caisse. Les candidatures qui, à cette date, ne seront pas appuyées d'un dossier complet ne pourront être retenues.

Avis d'examen pour le recrutement d'agents comptables d'unions régionales et de sociétés de secours minières.

La caisse autonome nationale de la sécurité sociale dans les mines fait connaître qu'une session de l'examen pour le recrutement aux postes d'agents comptables d'unions régionales de 1re et 2e classe et de sociétés de secours minières de 1re classe s'ouvrira à Paris le 12 mars 1956.

Peuvent prendre part aux épreuves:

1° Les candidats des deux sexes âgés de vingt-trois ans au moins et de trente-cinq ans au plus à la date du 1er janvier 1956 et titulaires de l'un des diplômes suivants:

Brevet professionnel de comptable de l'enseignement technique (avec cinq années au moins de pratique professionnelle);

Brevet d'enseignement commercial délivré par une école nationale professionnelle ou un collège technique de l'Etat (avec cinq années de pratique professionnelle);

Brevet préliminaire d'expert comptable (avec trois années de pratique professionnelle);

Certificat de comptable agréé par l'ordre des experts comptables;

Diplôme d'expert comptable;

Brevet supérieur d'enseignement commercial;

Diplôme délivré par l'école du haut enseignement commercial pour les jeunes filles et par les écoles supérieures de commerce;

Certificat d'aptitude professionnelle de commissaire aux comptes;

2° Sans condition d'âge ni de diplôme, les agents des organismes de sécurité sociale minière et des exploitations minières ou assimilées qui comptent au moins trois ans de services dans ces organismes ou exploitations au moment où débutent les épreuves.

Le règlement fixant les conditions d'admission aux épreuves ainsi que le programme seront remis ou adressés aux personnes qui en feront la demande à la caisse autonome nationale de la sécurité sociale dans les mines, service des affaires générales, 77, avenue de Ségur, Paris (15e).

Les candidats devront se faire inscrire avant le 1er mars 1956 au siège de ladite caisse. Les candidatures qui, à cette date, ne seront pas appuyées d'un dossier complet ne pourront être retenues.

Ministère de la santé publique et de la population.

Avis de concours sur titres pour le recrutement d'un chef de bureau à l'hôpital psychiatrique de Vauclaire (Dordogne).

Un concours sur titres est ouvert pour le recrutement d'un chef de bureau à l'hôpital psychiatrique de Vauclaire (Dordogne).

Peuvent faire acte de candidature les chefs de bureau des établissements d'hospitalisation, de soins ou de cure publics ainsi que les rédacteurs de ces établissements comptant au moins six ans d'ancienneté dans le grade.

Les demandes devront être adressées avant le 25 janvier 1956 au médecin directeur de l'hôpital psychiatrique de Vauclaire.

Avis de concours pour le recrutement d'un rédacteur à l'hôpital civil de Fort-de-France (Martinique).

Un concours sur épreuves pour le recrutement d'un rédacteur à l'hôpital civil de Fort-de-France (Martinique) aura lieu les 27 et 28 février 1956 à la préfecture de Fort-de-France.

Peuvent faire acte de candidature les personnes de nationalité française titulaires du baccalauréat de l'enseignement secondaire, du brevet d'officier de l'armée active de terre, de mer ou de l'air, du certificat de capacité en droit ou d'un diplôme équivalent, ainsi que les agents ne possédant pas ces diplômes mais comptant au moins trois ans de services effectifs en qualité de secrétaire d'administration hospitalière ou de commis dans un établissement public d'hospitalisation, de soins ou de cure.

Les candidats doivent avoir eu vingt et un ans au moins et trente ans au plus au 1er janvier de l'année du concours. Toutefois, cette limite d'âge est reculée d'un temps égal à la durée des services antérieurs civils et militaires ouvrant des droits à la retraite, sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 162 du décret du 29 juillet 1939 (enfants à charge).

Les inscriptions sont reçues jusqu'au 31 janvier 1956 à la direction départementale de la population et de l'aide sociale, boulevard Pasteur, à Fort-de-France, qui adressera aux personnes en faisant la demande tous renseignements sur le programme du concours et la constitution des dossiers de candidature.

Avis de concours pour le recrutement d'un contrôleur des lois d'aide sociale à la préfecture de l'Allier.

Un concours sur épreuves est ouvert à la préfecture de l'Allier pour le recrutement, à titre contractuel, d'un contrôleur des lois d'aide sociale.

Les épreuves auront lieu dans la première quinzaine de mars 1956.

Les candidatures seront reçues jusqu'au 20 février 1956 à la préfecture de l'Allier, secrétariat général, où tous renseignements complémentaires pourront être obtenus.

Les abonnements au *Journal officiel* partent des 1er et 16 de chaque mois. Envoyer le montant net en un mandat-poste, chèque ou chèque postal (compte courant n° 9063-13 Paris).

Paris. — Imprimerie des Journaux officiels, 31, quai Voltaire

Le Préfet, Directeur des Journaux officiels,
JEAN-PAUL MARTIN

ANNONCES

LES ANNONCES SONT REÇUES A L'AGENCE HAVAS, 62, RUE DE RICHELIEU, PARIS
Compte chèque postal 1.014.00, Paris,
ET DANS SES SUCCURSALES DES DEPARTEMENTS

L'Administration et les fermiers déclinent toute responsabilité quant à la teneur des annonces.

TIRAGES FINANCIERS

L'Immobilière Parisienne et Départementale

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 200 MILLIONS DE FRANCS
SIÈGE SOCIAL: 10, PLACE EDOUARD-VII, PARIS
R. C.: Seine 72544.

Obligations 4 1/2 0/0 1912 *de* 500 *F.*

LISTE NUMERIQUE

1° **Des 2.086 obligations amorties au quinzième tirage (42e amortissement) effectué le 30 novembre 1955** (la société a racheté 102 titres pour compléter cet amortissement);

2° **Des obligations amorties aux tirages antérieurs et non encore remboursées.**

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
32	55	464	54	**959**	56
34	56	479	55	**972**	56
44	56	**496**	56	**979**	56
50	54	497	55	**982**	56
54	53	**498**	56	**986**	56
57	55	500	55	**996**	56
61	55	510	53	**1.013**	56
67	54	**548**	56	**1.014**	56
76	55	**549**	56	1.026	55
123	55	556	55	**1.027**	56
124	56	**557**	56	1.037	55
125	55	571	54	1.060	54
131	54	**591**	56	1.078	52
186	55	612	52	1.093	53
195	53	**631**	56	**1.094**	56
198	54	**642**	56	**1.097**	56
199	56	**644**	56	1.100	54
200	54	**647**	56	**1.107**	56
207	51	**649**	56	**1.144**	56
208	55	651	55	1.158	54
228	56	**662**	56	**1.203**	56
229	56	672	55	**1.215**	56
267	56	**680**	56	**1.218**	56
278	55	**687**	56	**1.220**	56
279	56	688	54	1.221	55
286	56	**689**	56	1.222	55
292	56	757	55	**1.223**	56
294	55	**763**	56	**1.224**	56
302	55	766	55	1.239	55
304	55	784	53	**1.240**	56
312	56	815	55	**1.242**	56
313	56	**816**	56	1.244	53
317	56	818	55	**1.247**	56
319	56	819	55	**1.255**	56
328	56	820	55	1.260	53
363	56	**823**	56	1.274	55
364	56	**825**	56	**1.288**	56
365	52	**835**	56	**1.297**	56
383	56	876	55	1.313	54
384	55	877	54	1.316	54
400	55	891	54	1.320	54
422	56	927	52	**1.334**	56
423	56	937	55	1.342	54
424	56	**938**	56	1.347	55
429	55	946	55	**1.357**	56
446	56	955	55	1.370	54
448	54	**963**	56	1.374	54
460	56	**964**	56	1.375	55
461	56	967	55	1.384	43

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
1.388	56	**1.972**	56	2.504	55
1.400	55	**1.981**	56	2.508	55
1.432	56	**1.983**	56	2.509	55
1.433	56	1.993	55	**2.519**	56
1.438	54	**1.994**	56	**2.524**	56
1.440	56	2.010	55	2.525	54
1.468	55	2.012	55	**2.527**	56
1.486	54	2.061	55	2.533	54
1.514	56	2.062	53	**2.553**	56
1.521	55	2.070	55	**2.554**	56
1.536	56	2.087	55	**2.556**	56
1.539	55	**2.091**	56	2.561	55
1.540	55	**2.160**	56	**2.578**	56
1.562	56	**2.164**	56	**2.603**	56
1.563	56	**2.190**	56	2.644	55
1.564	54	**2.191**	56	**2.678**	56
1.565	54	2.217	55	2.680	55
1.566	53	2.228	55	2.683	55
1.585	55	**2.224**	56	**2.699**	56
1.641	56	2.234	54	2.717	55
1.642	55	2.256	55	**2.724**	56
1.662	55	**2.266**	56	2.725	55
1.669	55	2.272	54	**2.728**	56
1.671	56	**2.293**	56	2.729	55
1.673	54	**2.292**	56	2.735	52
1.690	56	**2.298**	56	2.736	55
1.706	56	**2.300**	56	**2.737**	56
1.712	56	2.301	55	**2.800**	56
1.718	55	2.385	53	2.801	55
1.752	54	**2.392**	56	2.802	55
1.773	56	**2.393**	56	2.803	55
1.776	56	2.395	55	**2.813**	56
1.777	56	2.406	55	2.814	53
1.803	56	2.407	51	**2.815**	56
1.805	55	2.408	50	**2.816**	56
1.812	52	**2.409**	56	**2.848**	56
1.813	52	2.410	52	2.849	53
1.815	54	2.411	47	**2.855**	56
1.816	54	2.412	50	**2.857**	56
1.819	56	2.413	52	2.859	55
1.820	56	2.414	47	**2.887**	56
1.828	54	2.416	51	**2.964**	56
1.831	56	2.417	52	2.967	55
1.841	55	2.418	54	2.969	54
1.850	56	**2.419**	56	3.004	51
1.854	56	2.420	46	3.005	54
1.856	56	**2.421**	56	3.018	55
1.874	55	2.424	45	3.025	51
1.880	56	2.425	46	**3.030**	56
1.885	51	2.426	47	3.035	55
1.886	56	2.428	53	3.037	55
1.887	52	**2.429**	56	**3.039**	56
1.889	54	**2.430**	56	3.072	55
1.890	55	**2.431**	56	**3.101**	56
1.893	54	2.433	53	**3.104**	56
1.894	54	2.436	53	3.111	53
1.896	54	2.437	51	3.113	53
1.904	55	2.438	52	**3.135**	56
1.905	52	2.439	45	3.136	55
1.912	56	2.441	49	**3.149**	56
1.921	56	2.444	52	3.160	52
1.923	56	2.445	42	3.162	55
1.927	55	2.446	54	3.164	55
1.942	56	2.447	55	**3.169**	56
1.953	55	2.450	55	3.173	53
1.955	56	**2.451**	56	**3.216**	56
1.956	55	**2.453**	56	3.222	53
1.960	56	2.454	42	**3.223**	56
1.961	56	2.455	53	3.225	47
1.966	55	2.456	45	**3.247**	56
1.968	55	2.464	51	3.246	55
1.970	56	**2.498**	56	**3.264**	56

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
3.266	56	**4.151**	56	5.244	53	6.030	55	**6.872**	56	**7.730**	56
3.286	55	**4.153**	56	5.249	55	**6.031**	56	**6.897**	55	**7.731**	56
3.316	55	**4.155**	56	5.250	55	**6.033**	56	**6.903**	56	7.735	55
3.347	55	4.158	53	**5.283**	56	6.050	55	**6.907**	56	**7.738**	56
3.349	54	**4.159**	56	5.294	53	6.051	53	6.917	54	**7.740**	56
3.352	56	4.170	54	5.304	54	6.054	54	**6.918**	56	**7.746**	56
3.362	55	4.197	53	5.305	55	6.056	51	**6.936**	56	**7.781**	56
3.366	55	4.198	54	**5.307**	56	6.060	55	**6.937**	56	**7.783**	56
3.372	56	4.217	52	**5.315**	56	**6.061**	56	**6.976**	56	7.791	54
3.373	53	4.232	55	5.321	55	6.066	55	7.012	53	7.843	55
3.378	54	4.233	54	**5.322**	56	6.074	50	**7.013**	56	7.844	52
3.386	56	4.242	55	**5.329**	56	6.075	55	**7.027**	55	7.871	53
3.387	56	**4.245**	56	5.331	55	6.085	55	7.028	55	**7.872**	56
3.395	52	4.246	55	**5.337**	56	6.089	51	**7.061**	56	7.877	53
3.400	53	**4.254**	56	5.349	55	6.090	55	7.071	55	7.878	55
3.420	56	**4.255**	56	5.350	55	6.092	45	7.072	55	7.879	53
3.426	53	**4.260**	56	**5.358**	56	6.093	55	7.075	55	7.880	52
3.444	56	4.261	55	5.372	54	**6.094**	56	7.082	54	7.897	55
3.446	56	4.262	55	**5.386**	56	**6.114**	56	**7.087**	56	7.898	47
3.447	54	4.271	54	5.387	55	**6.124**	56	7.093	53	7.899	51
3.472	54	**4.238**	56	5.388	52	**6.125**	56	7.113	55	**7.918**	56
3.475	56	4.293	54	**5.397**	56	6.132	55	**7.114**	56	7.919	55
3.479	53	**4.294**	56	**5.400**	56	6.156	50	**7.118**	56	7.923	55
3.483	56	4.307	52	5.406	55	**6.177**	56	7.120	55	7.938	52
3.484	55	4.308	55	**5.407**	56	6.178	55	7.121	55	**7.939**	56
3.488	56	**4.309**	56	5.414	55	6.179	55	7.136	51	**7.940**	56
3.502	50	4.319	55	**5.430**	56	**6.182**	56	7.137	55	7.942	54
3.505	54	**4.320**	56	**5.438**	56	6.199	55	**7.153**	56	**7.944**	56
3.524	55	**4.323**	56	**5.444**	56	6.211	55	**7.159**	56	7.945	51
3.556	55	4.409	54	5.448	47	**6.212**	56	7.177	54	7.946	50
3.562	56	4.412	53	**5.453**	56	6.214	54	7.178	54	**7.949**	56
3.582	54	**4.434**	56	5.475	54	6.224	54	7.179	54	**7.951**	56
3.583	55	**4.436**	56	**5.481**	56	6.243	53	7.180	53	7.962	55
3.584	55	**4.447**	56	5.489	55	6.247	46	7.181	54	**7.969**	56
3.585	56	**4.476**	56	**5.505**	56	6.248	50	**7.182**	56	7.972	55
3.586	56	4.569	55	**5.518**	56	6.249	51	**7.283**	56	7.979	55
3.587	56	4.570	55	**5.533**	56	**6.250**	56	**7.286**	56	**7.997**	56
3.635	51	4.579	55	5.537	54	6.261	55	7.288	55	**8.001**	56
3.636	54	**4.580**	56	**5.569**	56	6.263	54	**7.289**	56	**8.002**	56
3.637	55	**4.581**	56	5.578	55	6.275	55	7.291	55	**8.009**	56
3.642	54	4.582	55	**5.599**	56	6.277	54	7.293	55	**8.014**	56
3.643	55	**4.586**	56	5.603	53	6.286	55	7.295	55	8.020	55
3.644	55	4.620	55	5.613	51	6.291	54	7.296	55	8.036	54
3.677	56	4.621	55	5.614	55	6.292	55	7.297	55	**8.040**	56
3.679	55	**4.628**	56	5.642	55	**6.293**	56	**7.304**	56	**8.063**	56
3.681	56	4.634	51	5.643	55	6.296	55	**7.308**	56	**8.084**	56
3.704	55	4.638	53	5.653	55	6.297	55	7.309	55	8.087	55
3.707	55	**4.648**	56	**5.654**	56	6.301	55	7.313	55	8.104	54
3.712	55	4.653	53	**5.693**	56	**6.305**	56	7.320	55	**8.112**	56
3.716	56	**4.655**	56	**5.698**	56	**6.306**	56	7.334	50	**8.122**	56
3.717	55	**4.661**	56	**5.728**	56	**6.308**	56	**7.364**	56	8.123	55
3.766	52	**4.667**	56	5.733	53	6.316	55	**7.389**	56	**8.129**	56
3.775	56	**4.668**	56	5.754	53	6.318	55	**7.417**	56	**8.138**	56
3.804	54	**4.670**	56	**5.768**	56	**6.319**	56	7.435	53	8.140	55
3.841	56	4.680	55	**5.812**	56	6.320	49	7.461	55	**8.154**	56
3.853	56	**4.733**	56	5.813	54	**6.322**	56	**7.466**	56	**8.160**	56
3.875	55	**4.734**	56	**5.815**	56	6.323	54	7.467	52	**8.161**	56
3.897	56	**4.741**	56	5.840	54	6.324	54	7.473	54	**8.162**	56
3.898	56	**4.742**	56	**5.843**	56	6.367	54	**7.491**	56	**8.164**	56
3.901	54	**4.783**	56	5.844	51	6.379	54	7.492	52	**8.171**	56
3.937	56	4.799	55	5.845	52	**6.381**	56	7.507	55	**8.173**	56
3.954	55	**4.810**	56	**5.847**	56	6.382	51	**7.514**	56	8.175	55
3.957	56	**4.823**	56	5.859	54	6.384	51	7.527	51	**8.235**	56
3.964	55	**4.838**	56	5.862	54	**6.459**	56	**7.529**	56	**8.240**	56
3.970	55	**4.842**	56	5.863	47	6.543	55	7.532	55	**8.262**	56
3.972	56	**4.864**	56	**5.866**	56	**6.546**	56	7.535	55	8.277	55
3.980	55	**4.879**	56	**5.870**	56	6.547	55	7.539	54	8.292	55
3.987	55	4.880	55	**5.880**	56	6.549	55	**7.542**	56	**8.305**	56
3.988	55	4.929	55	5.882	55	6.550	55	**7.580**	56	8.316	55
4.003	55	4.932	55	5.890	45	6.552	54	**7.583**	56	**8.324**	56
4.010	42	4.939	54	5.909	53	6.581	55	7.585	55	**8.330**	56
4.012	56	4.943	54	5.910	54	**6.595**	56	7.591	54	8.364	41
4.020	56	4.984	54	5.911	54	**6.596**	56	**7.599**	56	8.365	55
4.021	55	4.985	55	5.920	55	6.642	54	7.634	55	8.366	55
4.022	55	5.075	55	5.921	55	6.652	55	7.653	54	8.368	55
4.029	55	**5.076**	56	**5.932**	56	6.662	55	**7.665**	56	8.388	53
4.030	55	5.079	55	5.959	54	6.681	55	7.666	54	**8.393**	56
4.062	54	5.080	55	5.960	55	**6.694**	56	7.667	51	**8.395**	56
4.063	56	**5.093**	56	5.961	51	6.695	55	7.673	55	**8.418**	56
4.069	56	**5.098**	56	**5.962**	56	6.696	55	7.674	54	8.421	50
4.072	54	**5.107**	56	**5.973**	56	6.698	55	**7.680**	56	**8.466**	56
4.076	54	5.110	55	**5.976**	56	**6.704**	56	7.681	55	**8.497**	56
4.082	56	5.134	55	**5.980**	56	6.730	55	7.686	55	8.526	55
4.083	56	5.137	54	**5.982**	56	6.738	55	7.687	54	8.527	52
4.088	54	5.138	55	5.984	55	6.744	51	7.695	54	**8.528**	56
4.093	56	**5.139**	56	**5.989**	56	6.761	55	7.696	54	**8.540**	56
4.102	55	5.167	55	**5.990**	56	**6.782**	56	**7.698**	56	**8.555**	56
4.107	55	5.193	55	5.998	55	**6.794**	56	**7.707**	56	**8.558**	56
4.123	55	5.195	55	**6.003**	56	6.807	52	**7.718**	56	8.588	53
4.124	56	**5.203**	56	6.024	53	6.808	54	7.719	54	8.589	51
4.128	54	5.204	54	6.026	52	**6.810**	56	7.720	55	8.591	55
4.136	54	5.214	55	6.027	51	6.814	55	7.721	55	8.592	54
4.147	56	**5.227**	56	6.028	46	6.870	55	7.723	54	**8.593**	56
4.148	55	5.228	55	**6.029**	56	**6.871**	56	7.728	54	**8.595**	56

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
8.596	55	**9.244**	56	10.090	47	**10.870**	56	11.723	52	12.569	55
8.603	56	9.248	55	10.091	47	10.871	55	11.725	55	**12.573**	56
8.604	56	9.271	55	10.093	55	10.875	55	11.743	53	**12.575**	56
8.615	55	**9.273**	56	**10.096**	56	10.880	55	**11.749**	56	12.579	52
8.616	55	**9.274**	56	10.097	55	10.881	55	11.763	53	**12.581**	56
8.623	55	9.276	55	**10.104**	56	**10.882**	56	11.764	54	12.582	53
8.624	55	**9.277**	56	10.106	55	10.883	55	**11.794**	56	12.583	53
8.630	54	**9.337**	56	10.112	55	**10.884**	56	**11.798**	56	12.587	55
8.631	53	9.356	55	10.113	55	**10.885**	56	11.801	53	**12.591**	56
8.633	56	9.396	54	10.138	55	**10.887**	56	**11.810**	56	**12.596**	56
8.647	55	9.401	55	10.144	55	**10.888**	56	**11.811**	56	**12.605**	56
8.648	56	9.430	54	10.147	55	**10.889**	56	**11.818**	56	12.640	54
8.671	55	**9.433**	56	**10.160**	56	10.895	55	11.836	54	12.655	55
8.676	52	**9.434**	56	10.165	54	10.934	53	**11.862**	56	12.656	55
8.685	56	**9.438**	56	**10.167**	56	10.945	52	**11.893**	56	**12.666**	56
8.690	54	**9.439**	56	10.168	53	10.948	50	**11.911**	56	12.667	55
8.695	56	**9.440**	56	**10.206**	56	**10.954**	56	**11.912**	56	**12.669**	56
8.696	56	9.448	54	10.213	53	**10.963**	56	**11.919**	56	**12.670**	56
8.697	56	9.470	54	**10.252**	56	10.971	54	**11.921**	56	**12.679**	56
8.700	56	9.481	55	**10.257**	56	**10.987**	56	11.925	54	**12.690**	56
8.702	54	9.485	54	10.273	55	**10.995**	56	**11.927**	56	12.698	55
8.704	52	**9.486**	56	**10.293**	56	**11.001**	56	11.931	53	**12.724**	56
8.705	50	9.497	55	**10.335**	56	**11.037**	56	11.932	54	12.732	53
8.706	52	9.510	55	10.339	55	**11.038**	56	11.954	55	**12.744**	56
8.707	53	9.511	54	10.310	55	**11.053**	56	**11.963**	56	12.774	55
8.709	50	**9.522**	56	**10.353**	56	11.054	51	**11.965**	56	12.776	55
8.724	53	**9.525**	56	10.354	54	11.074	55	11.988	55	12.778	55
8.725	56	9.526	54	**10.357**	56	**11.080**	56	12.003	55	**12.781**	56
8.759	55	**9.534**	56	**10.364**	56	**11.082**	56	12.026	54	12.812	53
8.744	56	**9.537**	56	10.370	55	11.083	55	12.027	54	12.815	55
8.767	55	**9.549**	56	10.372	54	11.093	54	12.034	47	12.821	55
8.774	56	**9.556**	56	**10.374**	56	**11.094**	56	**12.040**	56	**12.826**	56
8.778	54	**9.559**	56	**10.375**	56	11.095	56	**12.041**	56	**12.832**	56
8.780	55	**9.561**	56	10.377	53	**11.166**	56	12.043	54	**12.842**	56
8.781	56	9.571	55	**10.395**	56	11.182	54	**12.047**	56	**12.862**	56
8.783	56	9.593	54	**10.399**	56	**11.183**	56	**12.051**	56	12.873	55
8.795	56	9.600	54	**10.403**	56	**11.186**	56	**12.055**	56	**12.877**	56
8.798	56	9.607	55	**10.404**	56	**11.188**	56	**12.062**	56	**12.878**	56
8.813	55	**9.612**	56	**10.408**	56	**11.195**	56	**12.067**	56	**12.879**	56
8.826	56	**9.621**	56	**10.417**	56	11.197	55	**12.090**	56	**12.886**	56
8.828	55	9.627	54	**10.439**	56	**11.193**	56	12.096	55	12.890	54
8.829	55	9.628	54	**10.440**	56	11.200	54	**12.148**	56	**12.909**	56
8.833	56	9.631	55	10.444	55	11.201	55	**12.170**	56	**12.919**	56
8.841	56	**9.642**	56	**10.445**	56	11.202	54	**12.274**	56	12.921	53
8.882	55	9.643	54	10.479	55	**11.204**	56	**12.226**	56	12.936	54
8.892	55	9.644	54	**10.488**	56	11.207	46	**12.256**	56	12.937	54
8.893	56	9.645	54	**10.491**	56	11.241	54	**12.257**	56	12.939	53
8.895	55	**9.655**	56	**10.492**	56	11.253	55	**12.259**	56	12.940	54
8.901	56	**9.657**	56	10.494	55	**11.280**	56	**12.260**	56	12.943	54
8.899	55	9.659	55	**10.496**	56	11.281	54	12.274	55	**12.944**	56
8.948	55	9.664	54	**10.578**	56	11.297	54	12.281	53	**12.946**	56
8.933	45	9.666	55	10.543	55	**11.322**	56	12.289	55	12.948	55
8.934	46	9.669	54	10.545	55	11.338	53	12.291	55	12.956	55
8.936	56	9.684	54	10.559	53	**11.357**	56	**12.293**	56	12.958	55
8.948	55	**9.715**	56	10.560	55	**11.358**	56	12.339	55	12.975	55
8.949	55	9.720	53	10.568	42	11.368	54	12.374	55	**12.976**	56
8.951	54	**9.722**	56	**10.569**	56	11.397	55	12.380	55	12.985	55
8.952	55	9.723	55	10.570	47	11.427	55	12.381	55	**12.996**	56
8.954	55	**9.725**	56	10.571	53	11.466	54	**12.390**	56	12.997	55
8.960	56	**9.737**	56	10.572	55	11.476	55	**12.415**	56	12.998	55
8.970	55	9.758	55	**10.574**	56	**11.482**	56	12.426	55	**12.999**	56
8.971	55	9.766	54	10.575	53	**11.507**	56	**12.430**	56	13.000	55
8.975	55	**9.781**	56	10.576	46	**11.508**	56	**12.431**	56	**13.002**	56
8.976	55	9.830	55	10.579	55	11.509	53	**12.437**	55	**13.029**	56
8.977	55	9.857	55	10.580	55	**11.512**	56	**12.454**	56	**13.032**	56
9.003	55	**9.858**	56	**10.586**	56	**11.513**	56	12.456	53	**13.034**	56
9.004	56	**9.880**	56	10.625	55	11.517	53	12.457	52	13.078	54
9.009	54	**9.884**	56	**10.671**	56	11.548	54	**12.459**	56	13.082	50
9.020	55	9.885	55	**10.708**	56	**11.519**	56	12.476	54	**13.083**	56
9.055	56	**9.900**	56	10.731	53	**11.521**	56	12.477	53	**13.084**	56
9.057	55	9.930	54	10.732	54	11.535	55	12.478	54	13.089	52
9.059	54	9.933	54	**10.735**	56	11.536	53	**12.479**	56	**13.090**	56
9.060	54	9.936	54	10.736	55	**11.538**	56	**12.480**	56	**13.099**	56
9.063	56	9.937	54	**10.737**	56	**11.547**	56	12.481	54	13.110	55
9.067	56	9.959	55	10.748	55	11.553	55	12.484	55	13.112	55
9.077	55	**9.960**	56	10.750	55	11.581	53	12.485	55	**13.123**	56
9.078	55	9.996	54	**10.753**	56	**11.585**	56	12.486	55	**13.124**	56
9.083	55	10.007	55	10.754	55	**11.600**	56	12.487	53	**13.147**	56
9.097	54	10.016	53	**10.799**	56	**11.602**	56	12.488	52	13.154	55
9.098	55	10.017	53	10.800	54	11.603	55	12.490	52	13.155	55
9.137	56	**10.019**	56	**10.801**	56	11.604	52	12.501	55	**13.162**	56
9.138	55	**10.049**	56	**10.816**	56	**11.624**	56	**12.502**	56	**13.181**	56
9.139	56	10.055	55	**10.824**	56	11.628	55	12.507	52	**13.187**	56
9.140	55	**10.063**	56	10.836	55	11.637	55	12.533	55	13.194	55
9.141	56	**10.067**	56	10.840	55	**11.638**	56	**12.534**	56	**13.231**	56
9.145	55	**10.074**	56	**10.841**	56	**11.665**	56	12.535	55	**13.236**	56
9.146	54	10.075	55	**10.854**	56	11.666	55	12.544	55	13.237	53
9.147	56	10.077	55	10.861	52	**11.667**	56	12.556	55	**13.264**	56
9.149	55	10.079	55	10.862	55	**11.653**	56	**12.557**	56	**13.267**	56
9.171	56	**10.080**	56	**10.853**	56	**11.684**	56	**12.558**	56	**13.268**	56
9.172	56	**10.083**	56	**10.864**	56	11.693	55	12.561	55	13.289	54
9.175	55	**10.084**	56	**10.865**	56	11.703	54	12.562	52	13.294	55
9.216	56	10.089	53	10.869	42	**11.704**	56				
9.227	55					11.709	46				

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
13.315	55	**14.393**	56	15.453	54	16.148	55	16.871	55	17.903	55
13.316	55	**14.406**	56	**15.457**	56	**16.180**	56	16.872	54	**17.904**	56
13.318	52	**14.409**	56	15.465	55	**16.199**	56	16.874	54	17.922	55
13.319	55	**14.413**	56	15.479	55	**15.201**	56	16.875	54	17.925	55
13.346	55	14.415	55	15.487	55	**16.204**	56	16.883	54	17.926	55
13.372	55	14.424	55	15.515	55	16.205	55	16.884	55	**17.932**	56
13.373	56	**14.433**	56	15.518	54	**16.207**	56	**16.896**	56	**17.934**	56
13.375	55	14.435	55	15.520	55	16.209	55	16.905	54	17.975	55
13.384	53	14.441	55	15.531	55	16.210	55	16.906	55	**17.979**	56
13.385	47	14.450	55	15.554	55	16.212	51	16.916	54	**17.983**	56
13.408	53	14.460	55	15.556	53	**16.220**	56	**16.922**	56	**17.993**	56
13.459	55	**14.507**	56	15.558	50	16.227	55	16.924	55	17.996	54
13.461	55	14.516	45	15.561	55	16.237	54	16.925	55	**17.997**	56
13.468	55	14.517	47	15.568	54	16.249	55	16.929	53	**18.000**	56
13.476	56	**14.521**	56	15.576	54	16.250	55	16.933	55	18.011	50
13.515	56	**14.534**	56	**15.579**	56	16.267	54	**16.950**	56	18.012	54
13.521	55	14.539	54	**15.580**	56	16.284	55	16.962	54	18.014	55
13.532	56	**14.547**	56	**15.604**	56	**16.286**	56	**16.965**	56	18.021	46
13.546	53	14.563	55	15.608	54	16.290	52	**16.969**	56	**18.034**	56
13.547	56	14.585	55	15.622	55	**16.332**	56	16.988	55	18.035	55
13.574	46	14.586	55	**15.624**	56	16.335	54	**17.024**	56	**18.049**	56
13.577	55	14.588	52	15.654	53	**16.353**	56	17.041	54	18.050	54
13.580	54	**14.630**	56	15.655	54	16.354	55	**17.056**	56	18.058	55
13.593	53	**14.631**	56	**15.656**	56	16.357	55	17.057	55	18.059	55
13.597	54	**14.651**	56	15.657	53	16.377	55	17.066	55	18.060	54
13.598	54	**14.680**	56	15.658	54	**16.388**	56	17.067	53	**18.061**	56
13.599	56	**14.708**	56	15.659	53	16.390	55	**17.074**	56	18.064	54
13.610	55	14.709	54	15.660	42	16.398	54	17.076	53	18.078	53
13.611	56	14.711	55	15.661	54	16.399	52	17.139	54	18.087	54
13.612	56	**14.722**	56	15.662	41	16.403	55	**17.159**	56	18.091	53
13.613	55	14.731	47	15.663	53	16.404	54	**17.266**	56	18.108	55
13.644	54	14.739	55	**15.677**	56	**16.405**	56	17.271	54	18.114	55
13.649	53	**14.768**	56	15.679	55	**16.406**	56	**17.294**	56	18.128	55
13.659	54	**14.775**	56	15.680	55	16.407	53	**17.297**	56	**18.130**	56
13.660	53	14.781	49	15.681	55	**16.424**	56	17.302	55	**18.143**	56
13.662	55	14.810	55	15.682	55	16.439	50	17.308	55	**18.156**	56
13.664	53	14.811	55	15.683	41	16.441	52	17.309	54	18.158	41
13.665	54	14.813	53	**15.686**	56	16.458	54	17.310	54	18.159	54
13.672	55	**14.825**	56	15.687	55	**16.461**	56	17.315	54	**18.162**	56
13.699	56	**14.836**	56	15.688	55	16.462	53	17.320	54	18.164	50
13.705	55	**14.853**	56	15.690	55	**16.469**	56	17.324	52	18.166	52
13.706	56	**14.854**	56	15.691	55	16.489	55	**17.328**	56	18.168	54
13.784	56	**14.876**	56	**15.692**	56	**16.498**	56	**17.343**	56	**18.174**	56
13.834	56	14.878	55	15.693	55	**16.517**	56	**17.345**	56	18.187	54
13.853	56	**14.885**	56	15.694	47	16.520	55	17.353	53	18.193	53
13.894	56	**14.923**	56	15.695	41	16.522	55	17.354	54	18.209	52
13.915	46	14.926	55	15.696	55	16.536	50	17.335	55	18.270	55
13.949	55	14.929	54	15.721	55	16.537	55	**17.356**	56	**18.284**	56
13.968	55	14.932	54	15.724	55	16.545	54	17.367	54	18.285	55
13.971	50	14.933	50	**15.725**	56	16.547	52	**17.478**	56	**18.296**	56
13.996	54	**14.939**	56	15.756	55	**16.552**	56	17.480	55	**18.301**	56
13.997	52	14.940	55	15.770	55	16.554	53	**17.481**	56	18.309	54
13.998	56	**14.947**	56	**15.777**	56	16.556	55	**17.505**	56	18.341	55
13.999	54	**14.955**	56	**15.778**	56	**16.577**	56	17.509	55	18.356	55
14.000	54	**14.964**	56	15.780	55	**16.578**	56	17.522	55	18.363	52
14.004	56	14.969	53	**15.782**	56	**16.580**	56	17.524	54	18.367	49
14.036	55	14.986	53	15.784	55	**16.581**	56	17.525	52	18.377	54
14.029	53	15.019	54	15.794	54	16.583	55	17.528	55	18.380	54
14.062	55	15.020	52	15.795	53	16.584	54	17.529	55	18.387	54
14.089	56	**15.022**	56	15.796	55	16.587	54	17.531	54	**18.390**	56
14.092	52	15.029	55	15.803	55	16.591	53	17.512	55	18.392	55
14.102	56	**15.042**	56	**15.805**	56	16.601	54	17.659	53	18.404	55
14.103	54	15.045	50	**15.806**	56	16.602	55	**17.662**	56	18.405	55
14.110	56	15.056	55	**15.807**	56	16.610	55	17.663	53	18.406	55
14.118	55	15.057	55	15.808	55	**16.613**	56	**17.670**	56	**18.410**	56
14.120	56	**15.086**	56	15.823	55	**16.615**	56	17.672	55	18.420	55
14.128	56	**15.094**	56	**15.826**	56	16.619	54	17.673	55	18.423	55
14.129	56	15.101	53	15.829	50	**16.630**	56	17.678	55	18.425	54
14.143	55	**15.102**	56	15.840	55	16.635	54	**17.680**	56	**18.433**	56
14.148	54	15.109	54	15.841	54	16.644	54	**17.681**	56	18.442	55
14.162	56	15.124	55	15.842	55	**16.646**	56	17.699	55	**18.444**	56
14.194	56	**15.127**	56	15.858	55	**16.698**	56	**17.704**	56	**18.460**	56
14.185	56	**15.129**	56	**15.860**	56	**16.699**	56	**17.707**	56	18.476	55
14.187	54	15.178	55	**15.909**	56	16.701	55	**17.724**	56	**18.480**	56
14.197	56	15.179	55	**15.956**	56	16.714	53	17.743	54	18.481	55
14.214	56	**15.180**	56	15.959	52	16.715	54	17.766	54	**18.496**	56
14.215	56	15.181	55	15.993	55	16.719	54	17.784	50	18.487	53
14.309	53	**15.182**	56	15.995	55	16.720	55	17.786	54	**18.495**	56
14.317	56	15.183	55	**15.996**	56	**16.736**	56	**17.788**	56	**18.501**	56
14.321	55	15.253	47	**15.997**	56	**16.737**	56	17.793	50	**18.510**	56
14.326	56	15.254	51	**16.004**	56	**16.749**	56	17.807	55	18.520	55
14.337	56	**15.255**	56	16.006	45	16.750	55	17.808	54	**18.529**	56
14.338	56	15.263	55	16.024	51	**16.768**	56	17.816	41	18.531	52
14.342	55	**15.264**	56	**16.033**	56	**16.781**	56	**17.823**	56	**18.533**	56
14.343	56	**15.274**	56	**16.045**	56	**15.797**	56	**17.827**	56	18.542	55
14.349	56	**15.291**	56	16.078	55	**16.799**	56	**17.828**	56	**18.549**	56
14.350	54	15.334	53	16.086	55	**16.808**	56	**17.834**	56	**18.555**	56
14.351	55	15.363	54	**16.088**	56	16.813	55	**17.850**	56	18.566	55
14.357	56	**15.393**	56	16.098	55	16.814	55	**17.854**	56	**18.597**	56
14.361	55	**15.467**	56	16.103	55	16.844	54	**17.857**	56	**18.599**	56
14.362	54	**15.425**	56	16.112	55	**16.846**	56	**17.859**	56	18.654	55
14.398	56	15.432	52	16.113	55	16.861	53	17.861	55	**18.676**	56
14.390	55	**15.443**	56	**16.114**	56	16.865	52	**17.862**	56	**18.677**	56
14.391	55	**15.451**	56	**16.118**	56	16.868	54	17.866	55	18.685	53
		15.452	55	16.147	54	16.870	55	17.872	55	**18.693**	56

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
18.624	56	**19.576**	56	**21.283**	56	22.806	54	**24.311**	56	**25.490**	56
18.702	56	**19.578**	56	21.284	55	22.810	55	**24.319**	56	**25.491**	56
18.721	52	19.581	47	**21.300**	56	**22.813**	56	**24.343**	56	25.559	47
18.722	55	19.584	52	**21.360**	56	**22.824**	56	24.344	55	25.599	53
18.727	55	**19.590**	56	**21.367**	56	22.825	55	**24.361**	56	**25.644**	56
18.728	53	**19.594**	56	**21.444**	56	**22.831**	56	**24.363**	56	**25.755**	56
18.729	55	19.595	53	**21.458**	56	22.873	55	24.374	53	25.757	55
18.730	56	19.621	55	**21.469**	56	22.874	55	**24.399**	56	**25.766**	56
18.737	56	19.627	55	**21.479**	56	22.877	55	24.407	46	25.773	55
18.738	56	19.628	55	21.482	55	**22.898**	56	24.421	54	**25.776**	56
18.744	56	19.639	51	21.500	54	**22.935**	56	24.422	53	**25.787**	56
18.768	50	19.667	53	21.531	41	22.971	51	24.423	55	25.791	54
18.774	56	19.668	53	21.559	55	**22.973**	56	**24.449**	56	**25.807**	56
18.777	55	19.698	52	21.560	55	**22.974**	56	24.450	50	25.809	55
18.782	55	19.708	55	21.586	54	22.975	55	**24.452**	56	25.841	55
18.784	55	**19.714**	56	**21.600**	56	**22.978**	56	24.468	55	25.850	53
18.788	55	**19.778**	56	**21.604**	56	22.982	53	**24.525**	56	**25.854**	56
18.789	55	**19.837**	56	**21.647**	56	22.990	53	24.526	55	**25.861**	56
18.794	56	19.838	55	**21.676**	56	22.991	54	**24.529**	56	**25.871**	56
18.803	55	19.839	54	21.677	55	**23.030**	56	24.559	50	**25.874**	56
18.805	55	19.846	55	**21.707**	56	**23.097**	56	24.561	55	**25.877**	56
18.813	56	19.851	55	**21.764**	56	**23.098**	56	24.591	55	25.896	55
18.828	56	**19.852**	56	**21.774**	56	**23.099**	56	24.594	55	**25.918**	56
18.853	54	19.876	54	**21.775**	56	23.101	55	24.595	54	25.919	55
18.855	56	19.877	53	21.782	55	23.130	54	24.613	51	25.921	55
18.866	55	19.878	54	**21.783**	56	**23.188**	56	**24.624**	56	25.926	55
18.883	56	**19.879**	56	21.813	55	23.205	53	24.625	55	25.936	42
18.912	52	19.881	55	**21.854**	56	**23.207**	56	**24.655**	56	25.938	51
18.913	53	19.882	54	24.857	53	**23.209**	56	**24.680**	56	25.939	53
18.915	54	19.908	55	**21.871**	56	23.212	55	24.695	55	25.940	43
18.922	53	19.910	55	**21.873**	56	**23.213**	56	24.696	53	25.941	54
18.923	55	**19.912**	56	21.911	55	**23.214**	56	24.703	55	**25.959**	56
18.924	56	19.937	49	21.916	55	23.221	55	**24.704**	56	25.992	55
18.925	56	**20.175**	56	21.928	50	23.222	55	24.710	55	25.995	55
18.927	54	**20.183**	56	21.929	55	**23.235**	56	**24.771**	56	26.014	55
18.930	56	20.186	55	**21.966**	56	23.236	54	24.777	54	26.077	55
18.931	52	**20.217**	56	21.971	53	23.244	54	**24.850**	56	**26.120**	56
18.932	56	**20.228**	56	22.025	55	23.267	55	24.864	54	**26.183**	56
18.937	55	**20.244**	56	**22.032**	56	**23.268**	56	24.874	55	26.189	54
18.938	55	**20.247**	56	22.045	54	23.283	51	**24.881**	56	26.267	55
18.939	54	20.283	55	22.128	50	23.285	55	**24.893**	56	26.268	54
18.940	55	**20.284**	56	22.141	55	23.305	55	**24.895**	56	26.280	55
18.941	54	20.303	55	**22.142**	56	23.311	55	24.916	45	26.319	55
18.943	54	**20.308**	56	22.143	55	23.322	50	**24.917**	56	26.320	55
18.946	54	**20.309**	56	**22.148**	56	23.340	54	25.005	50	26.334	55
18.947	56	**20.557**	56	22.152	55	23.341	53	25.006	55	**26.355**	56
18.960	55	**20.563**	56	**22.155**	56	23.348	53	25.013	54	26.359	55
18.962	56	20.569	54	**22.159**	56	**23.354**	56	25.015	53	26.361	55
18.982	56	**20.603**	56	22.177	45	23.376	51	25.031	55	**26.363**	56
18.987	54	**20.618**	56	22.194	54	**23.395**	56	25.039	55	26.364	55
18.992	56	**20.683**	56	22.195	54	**23.401**	56	**25.049**	56	**26.399**	56
19.019	56	**20.684**	56	22.199	55	**23.467**	56	25.115	54	26.400	55
19.023	55	**20.685**	56	22.247	52	**23.480**	56	25.116	53	**26.451**	56
19.024	54	20.697	55	**22.249**	56	23.508	55	**25.138**	56	26.453	52
19.026	55	20.734	55	22.271	54	23.570	55	25.155	55	26.470	55
19.027	55	**20.735**	56	22.272	55	**23.577**	56	25.158	54	**26.472**	56
19.073	56	**20.738**	56	22.322	55	**23.579**	56	25.160	55	26.478	47
19.074	56	20.745	53	22.333	55	**23.580**	56	25.169	54	**26.479**	56
19.124	56	**20.778**	56	22.383	55	**23.582**	56	**25.171**	56	26.497	54
19.150	55	**20.786**	56	**22.395**	56	**23.589**	56	**25.189**	56	26.516	55
19.151	53	**20.853**	56	22.400	55	**23.595**	56	25.199	52	26.530	55
19.156	56	20.886	55	22.401	55	**23.605**	56	**25.200**	56	26.546	54
19.161	56	20.887	51	22.402	55	**23.611**	56	25.202	54	**26.578**	56
19.163	56	20.907	55	**22.403**	56	**23.615**	56	25.203	54	**26.579**	56
19.174	54	20.927	55	22.404	54	**23.618**	56	25.208	45	**26.581**	56
19.181	55	**20.939**	56	**22.506**	56	**23.622**	56	**25.223**	56	**26.613**	56
19.206	56	**20.941**	56	22.515	55	**23.665**	56	**25.224**	56	**26.651**	56
19.207	53	**20.956**	56	**22.516**	56	**23.670**	56	25.225	53	**26.653**	56
19.209	56	**20.966**	56	**22.517**	56	**23.746**	56	25.226	55	**26.691**	56
19.210	56	20.979	53	**22.518**	56	**23.747**	56	25.227	53	**26.698**	56
19.244	56	20.981	54	22.519	55	23.758	55	**25.228**	56	**26.714**	56
19.255	56	**20.993**	56	22.533	52	23.785	54	**25.237**	56	**26.739**	56
19.257	42	**21.000**	56	22.534	55	**23.786**	56	**25.241**	56	26.740	55
19.299	47	21.002	55	**22.536**	56	**23.800**	56	25.251	55	26.745	53
19.303	56	21.005	54	22.566	52	23.803	54	25.252	55	26.804	55
19.322	55	21.010	55	22.593	54	**23.805**	56	**25.258**	56	26.834	54
19.332	56	21.014	53	**22.665**	56	24.017	54	25.287	54	26.884	53
19.342	56	**21.015**	56	**22.718**	56	24.018	55	25.289	55	26.895	54
19.346	56	**21.045**	56	22.752	55	24.068	54	**25.293**	56	26.896	53
19.347	55	**21.046**	56	22.753	55	24.078	50	25.295	54	**26.898**	56
19.349	55	21.207	54	**22.754**	56	**24.079**	56	25.310	55	**26.901**	56
19.400	56	**21.212**	56	22.755	53	24.080	54	**25.313**	56	26.922	55
19.408	56	21.243	50	22.756	52	24.081	54	25.314	54	**26.935**	56
19.415	56	21.244	46	22.757	55	24.089	55	**25.318**	56	**26.936**	56
19.456	56	21.245	53	22.758	50	**24.090**	56	25.389	52	**26.945**	56
19.468	55	21.246	54	**22.760**	56	**24.193**	56	**25.395**	56	**26.946**	56
19.474	55	21.247	53	**22.761**	56	24.210	55	**25.404**	56	26.947	55
19.485	55	21.239	46	22.771	55	**24.211**	56	**25.410**	56	26.956	55
19.503	53	21.266	55	22.775	54	**24.212**	56	25.417	55	**26.957**	56
19.504	54	**21.267**	56	**22.776**	56	**24.213**	56	25.418	55	26.958	54
19.519	56	**21.269**	56	**22.802**	56	24.255	54	25.471	50	**27.075**	56
19.561	56	**21.276**	56	22.803	54	**24.263**	56	25.472	45	**27.077**	56
19.573	53	**21.281**	56	**22.804**	56	24.286	52	25.473	55	**27.078**	56
19.574	55	21.282	42	22.805	55	24.287	54	25.488	54	**27.091**	56
19.575	56										

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
27.092	55	**23.188**	56	**29.521**	56	**30.626**	56	31.658	55	**32.487**	56
27.115	56	**28.190**	56	29.525	55	**30.627**	56	**31.670**	56	32.496	55
27.132	55	**28.256**	56	29.528	55	30.631	55	31.681	55	**32.499**	56
27.133	55	28.231	55	**29.548**	56	30.633	52	**31.699**	56	**32.508**	56
27.136	56	**23.249**	56	**29.550**	56	30.670	54	**31.703**	56	**32.531**	56
27.153	55	28.264	54	29.575	54	30.678	54	**31.707**	56	32.549	55
27.157	56	**23.273**	56	**29.576**	56	**30.679**	56	**31.763**	56	32.554	55
27.174	56	28.275	55	**29.583**	56	**30.687**	56	31.798	55	**32.555**	56
27.175	56	**28.302**	56	**29.597**	56	30.695	54	31.799	54	32.556	55
27.177	55	28.305	54	**29.598**	56	30.696	52	31.880	55	32.563	53
27.205	56	**28.322**	56	29.618	55	30.706	55	31.889	54	**32.568**	56
27.206	55	28.323	55	29.627	52	**30.709**	56	**31.814**	56	**32.569**	56
27.223	56	28.348	54	**29.628**	56	30.710	52	**31.875**	56	**32.571**	56
27.244	56	**29.362**	56	**29.629**	56	30.711	52	**31.876**	56	32.573	55
27.245	54	**28.404**	56	**29.630**	56	**30.712**	56	**31.819**	56	**32.574**	56
27.247	53	**28.411**	56	29.631	53	30.731	55	31.825	55	**32.579**	56
27.248	53	**23.436**	56	29.632	53	30.732	52	31.832	52	32.583	53
27.257	56	28.463	56	29.634	53	30.738	52	31.833	55	32.609	55
27.275	55	**23.479**	56	29.655	55	**30.739**	56	**31.835**	56	32.631	55
27.285	56	28.483	55	29.669	55	30.745	55	31.839	55	**32.636**	56
27.286	55	**28.498**	56	29.670	53	**30.746**	56	31.841	54	32.639	54
27.323	56	**28.499**	56	29.672	54	**30.759**	56	31.848	54	**32.667**	56
27.332	55	28.512	55	29.680	53	**30.760**	56	31.849	55	32.668	55
27.333	53	28.617	52	**29.707**	56	30.761	54	31.852	50	32.669	54
27.335	56	**28.645**	56	29.708	54	**30.822**	56	**31.852**	56	**32.694**	56
27.336	56	28.656	54	**29.721**	56	**30.845**	56	31.889	55	32.695	53
27.337	56	28.657	55	29.723	55	**30.850**	56	31.899	53	32.702	52
27.338	51	**23.665**	56	**29.724**	56	**30.853**	56	31.915	55	32.733	55
27.339	56	28.704	54	**29.726**	56	30.878	53	**31.939**	56	32.760	54
27.340	55	**23.705**	56	**29.727**	56	30.879	52	**31.953**	56	32.780	53
27.341	53	**23.740**	56	29.772	55	30.899	55	31.957	55	**32.781**	56
27.347	56	**28.742**	56	29.774	55	30.956	53	31.990	55	32.782	55
27.350	56	**23.744**	56	29.775	54	**30.973**	56	**31.997**	56	32.783	54
27.359	54	28.745	54	29.776	55	31.008	55	**32.003**	56	**32.809**	56
27.397	56	28.827	55	**29.786**	56	31.014	54	32.012	52	**32.852**	56
27.402	56	28.853	55	29.829	55	**31.015**	56	32.013	53	32.890	55
27.403	55	28.854	52	**29.841**	56	31.030	55	**32.018**	56	32.891	55
27.405	54	28.888	55	29.856	52	31.072	55	**42.040**	56	32.893	54
27.461	55	28.956	55	29.867	53	**31.073**	56	**32.059**	56	32.903	55
27.463	55	**29.002**	56	29.869	54	31.085	55	**32.064**	56	32.906	55
27.484	54	29.038	52	**29.526**	56	31.087	55	32.075	54	32.940	55
27.489	56	29.061	55	**29.890**	56	31.093	55	32.076	55	**32.941**	56
27.494	55	**29.074**	56	**29.893**	56	31.101	54	**32.093**	56	32.943	55
27.495	56	**29.076**	56	**29.894**	56	**31.157**	56	**32.094**	56	**32.945**	56
27.500	56	**29.077**	56	**29.925**	56	**31.183**	56	32.111	52	**33.029**	56
27.545	54	**29.078**	56	29.952	54	31.193	47	**32.118**	56	33.030	53
27.546	54	**29.082**	56	29.957	55	**31.203**	56	**32.135**	56	**33.031**	56
27.547	56	29.085	55	**29.958**	56	31.204	54	**32.137**	56	**33.039**	56
27.529	56	29.086	55	**29.978**	56	31.205	51	**32.140**	56	33.101	55
27.555	56	**29.121**	56	**29.980**	56	31.206	51	32.141	55	**33.109**	56
27.563	54	**29.122**	56	**30.034**	56	31.209	55	32.143	53	33.120	55
27.572	56	29.126	52	**30.035**	56	31.214	55	32.144	54	33.138	54
27.576	56	29.129	55	**30.044**	56	**31.230**	56	32.150	55	33.150	54
27.577	54	29.130	53	30.058	55	31.232	55	32.151	47	33.141	52
27.652	56	29.139	55	**30.063**	56	31.234	55	32.167	52	33.142	55
27.674	56	29.141	55	30.094	54	**31.264**	56	32.168	55	**33.153**	56
27.675	55	**29.145**	56	30.096	55	**31.269**	56	**32.183**	56	33.145	52
27.676	55	29.151	55	**30.099**	56	31.308	55	32.195	51	33.163	54
27.677	56	29.168	53	**30.118**	56	31.312	55	32.200	51	33.200	54
27.681	56	29.169	53	30.126	54	**31.317**	56	32.202	55	**33.252**	56
27.682	46	**29.185**	56	30.142	52	31.334	54	32.222	55	**33.254**	56
27.686	56	29.188	54	30.147	53	**31.336**	56	**32.223**	56	**33.278**	56
27.688	56	29.189	55	**30.163**	56	**31.347**	56	**32.225**	56	**33.279**	56
27.691	56	**29.191**	56	30.165	53	31.348	55	**32.228**	56	**33.284**	56
27.695	53	29.255	55	30.166	43	31.350	54	**32.230**	56	33.295	54
27.696	56	**29.284**	56	30.175	53	31.380	55	32.236	55	**33.330**	56
27.702	56	29.268	55	30.178	54	**31.392**	56	**32.238**	56	**33.518**	56
27.707	55	29.270	55	**30.410**	56	31.403	55	32.240	55	33.565	51
27.728	55	29.273	55	**30.415**	56	**31.411**	56	32.242	55	**33.567**	56
27.737	55	29.277	55	30.436	53	31.414	54	**32.244**	56	**33.569**	56
27.786	55	29.278	55	30.421	54	31.415	55	32.256	55	**33.573**	56
27.787	55	**29.280**	56	30.446	55	31.441	55	32.289	55	**33.586**	56
27.788	56	29.282	54	30.447	55	**31.452**	56	32.291	55	33.614	55
27.794	56	29.286	55	**30.452**	56	31.467	54	**32.295**	56	33.630	55
27.815	56	29.346	55	**30.463**	56	31.490	54	**32.309**	56	**33.715**	56
27.816	53	29.352	55	30.466	55	31.494	53	**32.303**	56	33.736	54
27.825	56	29.359	55	**30.469**	56	31.505	54	**32.306**	56	**33.732**	56
27.832	50	29.360	54	**30.486**	56	31.508	52	**32.312**	56	**33.735**	56
27.833	52	29.361	54	30.492	55	31.509	52	32.319	54	33.750	53
27.837	56	**29.377**	56	30.497	55	31.512	55	**32.330**	56	**33.752**	56
27.845	56	29.378	55	30.498	55	31.514	54	32.122	54	**33.764**	56
27.879	55	**23.381**	56	30.507	52	31.516	55	32.123	55	33.770	55
27.925	56	29.382	55	**30.508**	56	31.517	55	**32.428**	56	**33.772**	56
27.931	56	29.385	55	30.541	55	**31.529**	56	**32.437**	56	33.773	55
27.931	56	**29.434**	56	**30.545**	56	**31.530**	56	**32.448**	56	33.788	47
27.952	56	**29.437**	56	30.546	52	31.538	54	**32.451**	56	33.789	51
28.007	56	29.440	55	30.585	54	31.566	55	32.456	50	**33.881**	56
28.022	56	**29.454**	56	30.591	54	31.577	54	32.457	53	**33.882**	56
28.056	54	**29.456**	56	**30.616**	56	**31.607**	56	**32.468**	56	33.887	54
28.082	56	**29.462**	56	**30.617**	56	**31.612**	56	**32.469**	56	33.892	45
28.090	53	29.491	54	30.619	55	31.635	42	32.482	55	33.893	55
28.174	55	29.493	53	30.622	55	**31.636**	56	32.483	51	33.907	53
28.177	55	29.514	55	**30.623**	56	**31.655**	56	32.484	54		
28.179	56	29.516	55								

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
33.911	53
33.921	56
33.999	56
34.017	53
34.031	56
34.041	54
34.058	56
34.061	54
34.091	56
34.095	55
34.097	53
34.098	55
34.099	55
34.133	55
34.134	56
34.144	56
34.157	54
34.166	56
34.173	55
34.174	55
34.190	56
34.191	56
34.193	56
34.200	56
34.219	56
34.222	56
34.253	56
34.346	56
34.359	55
34.403	56
34.404	56
34.406	54
34.435	53
34.437	53
34.438	54
34.439	56
34.440	55
34.441	56
34.451	56
34.456	55
34.459	56
34.464	56
34.465	56
34.467	56
34.497	54
34.499	54
34.602	55
34.603	55
34.604	56
34.664	45
34.681	56
34.691	56
34.693	56
34.706	55
34.708	56
34.714	55
34.715	55
34.717	55
34.718	55
34.721	56
34.722	55
34.738	52
34.744	56
34.753	55
34.755	56
34.787	54
34.788	56
34.791	56
34.795	55
34.801	54
34.822	56
34.839	53
34.873	52
34.933	56
34.940	56
35.027	56
35.051	56
35.094	55
35.137	55
35.139	56
35.160	52
35.173	56
35.175	56
35.177	55
35.178	55
35.179	56
35.180	56
35.223	54
35.225	46
35.267	55
35.278	55
35.307	54
35.339	54
35.340	53
35.369	55
35.375	56
35.392	55
35.393	56
35.477	56
35.478	54
35.494	54
35.500	53
35.577	55
35.601	55
35.610	54
35.701	55
35.702	55
35.703	55
35.704	56
35.707	55
35.709	55
35.766	55
35.805	56
35.813	56
35.814	55
35.826	56
35.835	51
35.837	54
35.843	56
35.844	50
35.847	56
35.849	53
35.876	55
35.882	53
35.954	54
35.958	55
35.959	52
35.972	56
35.983	53
35.988	55
35.990	55
35.991	55
35.992	56
36.026	56
36.029	55
36.032	55
36.071	56
36.075	56
36.078	56
36.080	56
36.097	55
36.098	55
36.104	56
36.105	56
36.113	56
36.171	56
36.182	55
36.183	55
36.195	56
36.196	55
36.207	56
36.209	56
36.211	56
36.326	54
36.327	55
36.424	56
36.425	54
36.434	54
36.436	54
36.453	56
36.486	56
36.488	55
36.571	56
36.574	56
36.577	56
36.578	55
36.579	55
36.580	55
36.582	55
36.584	55
36.595	56
36.599	55
36.600	55
36.602	55
36.604	56
36.610	55
36.611	55
36.619	56
36.624	56
36.626	56
36.707	56
36.708	55
36.711	55
36.713	55
36.715	56
36.782	54
36.783	55
36.807	55
36.841	56
36.855	54
36.911	55
36.914	56
36.915	56
36.923	56
36.926	56
36.966	56
36.969	56
36.973	56
36.976	56
36.979	56
36.982	56
36.997	56
37.001	56
37.003	55
37.004	56
37.018	53
37.023	55
37.034	55
37.049	56
37.054	56
37.066	56
37.069	56
37.074	56
37.079	56
37.084	56
37.113	56
37.114	54
37.117	51
37.119	55
37.120	50
37.121	55
37.122	55
37.123	50
37.124	51
37.126	55
37.127	55
37.128	55
37.129	52
37.131	54
37.132	56
37.133	52
37.134	55
37.135	53
37.136	54
37.138	56
37.139	55
37.140	55
37.143	53
37.144	53
37.172	46
37.173	53
37.183	54
37.237	56
37.266	56
37.268	56
37.308	56
37.313	54
37.322	55
37.330	55
37.332	56
37.403	56
37.405	56
37.413	56
37.414	53
37.449	56
37.496	55
37.593	55
37.614	52
37.617	54
37.618	55
37.692	53
37.696	56
37.699	55
37.700	56
37.798	56
37.805	55
37.808	56
37.851	55
37.903	54
37.905	56
37.906	56
37.956	55
38.019	55
38.023	56
38.024	56
38.055	55
38.058	55
38.062	56
38.065	55
38.080	56
38.104	53
38.165	46
38.107	55
38.147	56
38.148	56
38.166	53
38.167	54
38.168	56
38.169	52
38.170	56
38.171	55
38.172	53
38.173	54
38.174	50
38.175	51
38.243	56
38.285	55
38.393	56
38.394	56
38.408	56
38.419	55
38.423	55
38.455	56
38.437	55
38.438	56
38.448	53
38.449	54
38.450	56
38.557	55
38.559	56
38.561	55
38.570	56
38.667	52
38.668	56
38.670	56
38.673	56
38.725	55
38.740	54
38.742	55
38.743	56
38.755	56
38.756	55
38.759	55
38.763	54
38.766	56
38.769	56
38.775	54
38.782	56
38.792	53
38.793	56
38.868	53
38.869	53
38.872	56
38.879	56
38.881	54
38.970	54
38.998	54
39.007	56
39.031	56
39.034	56
39.035	56
39.045	56
39.047	55
39.048	56
39.075	55
39.087	56
39.088	50
39.095	56
39.107	55
39.118	55
39.123	55
39.124	54
39.151	56
39.177	50
39.188	54
39.189	50
39.191	56
39.198	54
39.201	54
39.203	53
39.220	56
39.225	56
39.239	53
39.241	55
39.242	56
39.256	53
39.257	52
39.268	52
39.270	47
39.271	52
39.274	56
39.275	56
39.302	52
39.309	56
39.312	55
39.320	56
39.321	51
39.325	56
39.328	55
39.329	56
39.330	54
39.331	56
39.349	55
39.350	55
39.352	55
39.354	50
39.356	54
39.357	55
39.358	46
39.359	50
39.362	55
39.364	56
39.365	56
39.367	55
39.370	56
39.699	56
39.703	56
39.705	56
39.708	56
39.712	56
39.748	56
39.782	56
39.784	56
39.790	56
39.814	55
39.817	56
39.818	56
39.819	56
39.846	54
39.848	55
39.866	56
39.873	56
39.874	56
39.889	56
39.901	56
39.917	55
39.924	56
39.926	55
39.956	56
39.959	56
40.119	56
40.147	56
40.163	56
40.192	56
40.194	56
40.196	55
40.206	56
40.235	56
40.236	55
40.237	56
40.238	55
40.241	55
40.242	42
40.243	52
40.245	51
40.246	41
40.247	50
40.248	53
40.249	56
40.250	55
40.251	47
40.252	56
40.253	45
40.255	56
40.257	52
40.258	43
40.259	50
40.262	51
40.263	51
40.264	56
40.265	55
40.266	52
40.275	56
40.276	56
40.277	56
40.319	56
40.329	55
40.331	55
40.335	56
40.339	56
40.340	54
40.341	52
40.342	52
40.352	55
40.354	55
40.355	55
40.360	46
40.361	54
40.364	55
40.365	54
40.368	51
40.392	56
40.394	56
40.400	56
40.417	56
40.424	56
40.426	56
40.433	56
40.443	56
40.446	56
40.452	56
40.456	56
40.461	56
40.467	56
40.491	56
40.494	56
40.500	56
40.502	56
40.545	56
40.547	55
40.550	55
40.551	56
40.552	55
40.586	50
40.594	55
40.596	56
40.662	53
40.663	55
40.665	55
40.666	55
40.668	55
40.670	54
40.675	56
40.677	53
40.678	53
40.679	55
40.695	45
40.696	52
40.697	52
40.703	56
40.714	55
40.727	55
40.741	53
40.746	56
40.747	55
40.749	54
40.755	53
40.756	42
40.757	55
40.758	51
40.759	56
40.760	46
40.762	53
40.763	54
40.765	42
40.779	56
40.783	54
40.785	54
40.800	53
40.801	56
41.122	56
41.128	55
41.134	56
41.142	56
41.157	55
41.203	55
41.210	56
41.211	56
41.250	55
41.251	56
41.254	56
41.382	56
41.384	56
41.408	55
41.409	54
41.449	56
41.460	56
41.461	55
41.467	56
41.470	56
41.472	54
41.509	56
41.534	54
41.550	53
41.551	53
41.552	56
41.555	54
41.557	52
41.558	56
41.565	50

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
41.566	54	42.652	55	43.517	55	44.271	55	45.190	53	**45.611**	**56**
41.582	53	42.655	55	**43.529**	**56**	44.272	54	**45.220**	**56**	**45.631**	**56**
41.583	55	42.656	50	**43.604**	**56**	**44.366**	**56**	**45.223**	**56**	45.833	54
41.597	56	42.657	55	43.605	46	44.313	55	**45.226**	**56**	45.834	55
41.602	55	**42.659**	**56**	**43.619**	**56**	44.317	55	45.231	55	45.860	52
41.624	55	42.668	55	43.620	54	44.336	45	**45.232**	**56**	**45.861**	**56**
41.710	56	**42.672**	**56**	43.621	42	44.338	55	45.239	55	**45.894**	**56**
41.712	56	42.673	53	**43.622**	**56**	**44.351**	**56**	**45.240**	**56**	**45.895**	**56**
41.795	56	42.674	54	43.623	52	44.353	53	**45.245**	**56**	**45.905**	**56**
41.822	54	**42.680**	**56**	**43.624**	**56**	44.370	55	**45.247**	**56**	**45.907**	**56**
41.823	43	42.682	54	**43.625**	**56**	44.384	55	**45.248**	**56**	**45.908**	**56**
41.824	54	42.683	53	43.626	54	**44.387**	**56**	45.249	54	**45.912**	**56**
41.847	56	42.685	55	**43.647**	**56**	**44.414**	**56**	45.251	55	45.914	53
41.851	56	**42.686**	**56**	**43.648**	**56**	**44.416**	**56**	45.252	55	45.917	55
41.857	56	42.688	54	43.649	53	**44.422**	**56**	**45.253**	**56**	45.918	55
41.861	54	42.697	55	43.650	54	44.447	55	**45.257**	**56**	45.919	51
41.865	56	**42.724**	**56**	43.657	54	44.452	55	45.258	54	**45.920**	**56**
41.866	56	42.725	54	43.676	54	44.454	55	45.260	55	45.921	54
41.887	47	**42.729**	**56**	43.680	54	44.455	41	45.262	53	**45.926**	**56**
41.902	55	42.730	53	43.681	54	44.457	47	45.267	54	45.929	53
41.906	56	42.738	53	**43.684**	**56**	44.458	53	45.268	52	45.934	55
41.948	56	**42.755**	**56**	43.686	52	44.459	52	45.289	52	45.936	53
41.951	56	42.759	55	43.687	54	**44.460**	**56**	**45.290**	**56**	45.941	55
41.952	56	**42.767**	**56**	43.688	53	**44.502**	**56**	**45.317**	**56**	**45.942**	**56**
41.954	56	42.773	55	43.691	54	**44.503**	**56**	**45.336**	**56**	45.943	55
41.956	53	**42.774**	**56**	**43.693**	**56**	44.506	55	**45.346**	**56**	**45.961**	**56**
41.996	56	**42.790**	**56**	43.694	55	44.507	42	**45.348**	**56**	45.966	54
42.027	55	**42.791**	**56**	43.695	52	**44.511**	**56**	**45.350**	**56**	45.985	55
42.048	56	**42.799**	**56**	43.701	54	**44.516**	**56**	45.357	55	**45.992**	**56**
42.056	56	42.800	55	43.730	55	**44.532**	**56**	45.363	55	**45.993**	**56**
42.057	55	**42.814**	**56**	43.753	50	44.533	53	**45.366**	**56**	**45.995**	**56**
42.059	47	**42.819**	**56**	**43.760**	**56**	**44.535**	**56**	45.377	55	46.010	55
42.071	55	**42.841**	**56**	43.763	54	44.537	55	**45.389**	**56**	**46.011**	**56**
42.072	56	42.843	55	43.766	51	**44.541**	**56**	45.390	54	46.012	54
42.083	56	42.844	55	**43.767**	**56**	44.548	52	**45.399**	**56**	**46.017**	**56**
42.091	51	**42.893**	**56**	43.773	55	44.549	52	45.400	51	46.048	55
42.092	47	42.904	54	**43.775**	**56**	**44.557**	**56**	**45.401**	**56**	**46.049**	**56**
42.093	52	**42.914**	**56**	**43.785**	**56**	44.562	54	45.405	55	**46.050**	**56**
42.101	56	**42.928**	**56**	**43.791**	**56**	44.566	46	**45.407**	**56**	46.056	55
42.150	56	**42.931**	**56**	**43.796**	**56**	44.567	55	**45.414**	**56**	46.053	55
42.181	55	42.959	54	**43.800**	**56**	**44.570**	**56**	45.440	55	46.055	55
42.183	46	42.942	55	**43.803**	**56**	**44.571**	**56**	45.442	46	46.108	55
42.184	47	42.947	53	**43.804**	**56**	44.593	55	**45.443**	**56**	46.110	54
42.185	55	42.969	55	**43.807**	**56**	44.594	55	45.445	55	**46.111**	**56**
42.186	47	42.970	46	**43.812**	**56**	44.595	50	45.446	53	**46.120**	**56**
42.188	45	42.971	55	**43.813**	**56**	**44.608**	**56**	45.458	50	46.122	55
42.189	54	42.984	51	**43.832**	**56**	44.611	53	45.460	53	46.123	54
42.190	45	**42.987**	**56**	43.921	54	44.622	53	45.461	55	46.124	46
42.191	45	**42.988**	**56**	**43.938**	**56**	**44.638**	**56**	45.464	51	46.125	53
42.192	56	42.989	55	**43.940**	**56**	**44.655**	**56**	**45.469**	**56**	46.126	54
42.193	42	42.990	47	43.944	52	44.667	54	45.492	55	46.127	46
42.194	55	**43.015**	**56**	43.954	47	44.668	54	45.493	54	46.128	55
42.195	54	43.016	55	43.955	45	**44.674**	**56**	**45.499**	**56**	**46.129**	**56**
42.196	45	43.017	52	**43.957**	**56**	44.675	55	45.510	55	46.130	52
42.197	56	43.020	54	43.958	46	**44.695**	**56**	45.520	55	46.131	55
42.199	56	**43.041**	**56**	43.959	51	**44.719**	**56**	45.521	55	46.132	49
42.201	56	**43.046**	**56**	43.960	54	**44.731**	**56**	45.525	55	46.136	55
42.226	54	43.053	55	43.961	52	**44.742**	**56**	**45.527**	**56**	46.137	54
42.230	45	43.056	55	43.962	46	**44.770**	**56**	**45.528**	**56**	**46.143**	**56**
42.245	56	43.057	55	**44.038**	**56**	44.794	53	**45.644**	**56**	46.145	51
42.246	55	**43.077**	**56**	**44.039**	**56**	44.804	53	**45.648**	**56**	**46.149**	**56**
42.249	56	43.078	54	44.040	55	**44.805**	**56**	45.651	55	**46.150**	**56**
42.329	53	**43.233**	**56**	44.053	54	**44.812**	**56**	**45.652**	**56**	46.161	55
42.340	56	43.234	49	44.079	53	**44.828**	**56**	**45.653**	**56**	**46.176**	**56**
42.382	56	43.235	54	**44.080**	**56**	44.830	55	45.654	52	**46.184**	**56**
42.397	55	43.236	50	**44.119**	**56**	44.831	53	45.655	45	**46.186**	**56**
42.413	56	43.238	54	**44.133**	**56**	44.832	54	45.674	53	46.190	55
42.414	56	43.272	55	**44.144**	**56**	44.833	52	45.680	52	**46.193**	**56**
42.427	54	43.273	46	44.145	55	**44.873**	**56**	45.683	54	**46.207**	**56**
42.440	56	**43.276**	**56**	44.151	53	**44.875**	**56**	**45.685**	**56**	46.231	54
42.442	45	**43.285**	**56**	**44.153**	**56**	44.918	55	45.686	54	46.233	55
42.491	56	43.286	55	44.155	55	44.922	55	45.690	53	46.235	54
42.492	56	43.291	54	44.156	55	44.923	55	**45.708**	**56**	46.241	54
42.506	56	43.292	46	**44.157**	**56**	**45.022**	**56**	**45.710**	**56**	46.242	54
42.551	56	43.294	54	44.160	54	45.033	54	45.712	49	46.243	50
42.552	55	**43.337**	**56**	44.161	54	**45.046**	**56**	45.713	55	46.244	54
42.555	55	**43.339**	**56**	44.163	54	**45.059**	**56**	**45.714**	**56**	46.251	45
42.556	55	43.341	54	44.164	45	**45.060**	**56**	45.715	54	46.252	54
42.563	56	43.342	55	**44.165**	**56**	**45.065**	**56**	45.716	52	46.253	54
42.564	56	**43.343**	**56**	**44.175**	**56**	45.088	47	45.718	54	46.254	45
42.567	56	43.344	54	44.179	55	45.134	55	45.719	53	**46.256**	**56**
42.583	53	43.359	55	44.180	54	45.138	55	45.720	55	**46.258**	**56**
42.593	54	43.404	55	44.184	55	**45.139**	**56**	45.721	46	46.289	55
42.598	53	**43.453**	**56**	**44.193**	**56**	**45.143**	**56**	45.722	55	46.329	55
42.605	55	**43.460**	**56**	**44.213**	**56**	**45.150**	**56**	45.761	52	**46.354**	**56**
42.612	52	**43.482**	**56**	**44.214**	**56**	**45.153**	**56**	45.762	55	**46.356**	**56**
42.615	56	**43.484**	**56**	44.224	55	**45.158**	**56**	45.766	54	**46.358**	**56**
42.621	54	43.485	54	**44.234**	**56**	**45.164**	**56**	45.768	53	46.365	55
42.634	45	**43.487**	**56**	**44.235**	**56**	45.165	50	**45.769**	**56**	46.366	55
42.636	53	**43.498**	**56**	44.245	45	45.166	50	**45.795**	**56**	46.367	50
42.645	54	**43.514**	**56**	44.249	55	45.167	46	45.802	55	**46.368**	**56**
42.647	53	43.515	55	44.250	53	45.181	54	**45.803**	**56**	**46.369**	**56**
42.649	56	**43.516**	**56**			45.188	52	45.809	55	**46.375**	**56**
42.650	54										

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
46.382	55	**46.956**	56	**47.411**	56	48.088	51	48.701	52	49.251	53
46.384	56	**46.957**	56	47.431	52	48.089	46	**48.702**	56	**49.252**	56
46.385	56	**46.959**	56	**47.432**	56	48.090	55	48.704	55	49.253	54
46.434	56	**46.965**	56	**47.433**	56	48.093	54	48.709	54	49.254	55
46.450	55	**46.967**	56	**47.440**	56	48.108	53	**48.712**	56	**49.255**	50
46.451	50	**46.968**	56	47.469	51	**48.128**	56	48.716	53	49.257	50
46.455	56	**46.981**	56	47.471	54	48.129	53	48.717	50	**49.264**	56
46.506	55	**46.983**	56	**47.472**	56	48.133	50	48.718	54	**49.267**	56
46.509	56	47.023	54	47.473	54	48.134	53	48.719	53	**49.293**	56
46.512	56	47.037	55	**47.474**	56	48.135	53	48.725	56	49.295	55
46.522	56	**47.039**	56	47.475	53	48.152	53	48.729	54	49.301	55
46.527	56	47.042	55	**47.483**	56	48.153	54	**48.732**	56	**49.306**	56
46.529	56	**47.058**	56	**47.484**	56	48.161	55	48.736	54	**49.348**	56
46.537	56	**47.061**	56	**47.487**	56	48.165	52	**48.747**	56	49.361	55
46.538	56	**47.063**	56	**47.491**	56	48.181	50	48.756	55	**49.388**	56
46.547	56	**47.064**	56	47.501	45	48.183	46	48.788	55	49.391	52
46.549	56	**47.069**	56	**47.503**	56	48.184	53	**48.791**	56	**49.449**	56
46.554	56	**47.072**	56	**47.504**	56	**48.176**	56	48.801	53	**49.455**	56
46.571	56	**47.075**	56	47.533	55	48.187	53	48.802	54	49.458	54
46.581	56	**47.077**	56	**47.535**	56	48.189	54	**48.807**	56	49.460	54
46.583	56	**47.109**	56	47.561	53	48.191	54	48.862	55	49.461	52
46.584	53	**47.112**	56	47.563	53	**48.196**	56	48.863	54	49.464	53
46.587	55	47.113	54	47.564	46	48.201	55	48.867	52	49.472	55
46.588	55	**47.115**	56	47.565	54	**48.202**	56	**48.915**	56	**49.477**	56
46.592	45	47.116	49	47.568	54	48.213	55	**48.919**	56	49.479	55
46.599	47	**47.117**	56	**47.631**	56	**48.235**	56	48.920	53	49.480	55
46.600	55	**47.118**	56	**47.636**	56	48.237	54	48.921	50	49.482	55
46.602	54	**47.119**	56	47.653	52	48.239	55	48.950	52	**49.522**	56
46.604	55	47.120	50	47.654	50	48.242	54	48.951	54	**49.525**	56
46.622	56	47.121	54	47.660	55	**48.250**	56	**48.959**	56	**49.551**	56
46.627	50	**47.128**	56	**47.661**	56	48.254	53	48.986	54	49.556	55
46.629	52	**47.137**	56	47.690	55	**48.279**	56	**48.994**	56	**49.583**	56
46.632	56	**47.139**	56	**47.741**	56	48.282	55	48.997	52	49.588	55
46.634	54	**47.143**	56	**47.742**	56	48.304	51	**49.041**	56	**49.597**	56
46.638	53	47.176	55	47.745	41	**48.309**	56	49.042	55	49.598	55
46.662	52	47.178	54	47.747	55	**48.312**	56	49.051	55	49.599	54
46.663	50	**47.183**	56	**47.755**	56	**48.313**	56	**49.052**	56	49.610	55
46.664	54	47.184	55	**47.773**	56	48.336	45	**49.054**	56	49.611	54
46.665	55	**47.185**	56	47.789	51	48.337	54	49.056	55	**49.612**	56
46.672	55	47.186	53	47.794	52	48.338	55	**49.059**	56	**49.613**	56
46.673	54	47.187	55	**47.797**	56	48.345	55	**49.070**	56	**49.615**	56
46.674	55	**47.189**	56	**47.799**	56	**48.346**	56	**49.088**	56	49.618	55
46.683	56	**47.191**	56	47.802	51	**48.352**	56	**49.102**	56	**49.619**	56
46.688	55	**47.193**	56	47.804	45	**48.356**	56	49.106	55	49.620	54
46.708	55	47.225	53	47.822	53	48.360	52	**49.116**	56	**49.635**	56
46.709	55	47.226	55	47.823	47	48.361	51	49.119	54	49.637	55
46.713	56	**47.227**	56	47.862	53	**48.364**	56	49.120	55	49.638	55
46.727	55	47.228	53	47.867	54	**48.372**	56	**49.121**	56	**49.682**	56
46.729	54	**47.229**	56	**47.868**	56	48.381	51	**49.126**	56	**94.762**	56
46.739	55	47.259	55	47.869	55	48.387	55	49.128	52	**49.703**	56
46.756	56	47.263	54	**47.874**	56	**48.389**	56	49.142	42	49.765	55
46.766	56	47.266	55	**47.893**	56	**48.392**	56	**49.146**	56	49.766	55
46.768	55	47.267	55	**47.900**	56	**48.400**	56	**49.151**	56	49.767	55
46.807	55	47.270	54	**47.934**	56	**48.568**	56	49.154	55	49.769	55
46.818	56	**47.275**	56	**48.052**	56	48.567	55	49.157	55	49.770	53
46.839	56	**47.277**	56	**48.053**	56	48.568	45	49.170	55	49.771	54
46.843	56	47.284	55	48.061	55	48.569	55	**49.181**	56	**49.772**	56
46.852	56	**47.302**	56	**48.062**	56	48.570	42	**49.191**	56	49.777	55
46.853	56	**47.303**	56	48.063	53	48.581	55	49.192	53	49.778	54
46.866	56	**47.311**	56	48.068	46	48.584	56	49.193	55	**49.783**	56
46.872	56	47.312	55	48.071	55	48.586	52	**49.194**	56	49.781	55
46.896	56	**47.317**	56	48.073	54	**48.650**	56	49.195	55	**49.797**	56
46.912	55	47.318	55	**48.074**	56	**48.660**	56	**49.196**	56	**49.815**	56
46.913	56	**47.350**	56	48.075	47	**48.663**	56	**49.199**	56	49.842	54
46.944	54	**47.359**	56	48.076	54	**48.666**	56	**49.211**	56	49.853	55
46.945	53	**47.365**	56	48.079	51	48.683	55	**49.237**	56	49.943	51
46.946	54	47.366	55	**48.083**	56	48.694	45	49.249	55	49.952	55
46.949	56	47.387	52	**48.087**	56	48.695	53	49.250	53	**49.956**	56

Les obligations amorties au tirage du 30 novembre 1955 seront remboursables à partir du 1er janvier 1956.

Compagnie Industrielle et Minière du Nord et des Alpes

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 450 MILLIONS DE FRANCS
SIÈGE SOCIAL: 3, RUE KEPPLER, PARIS
R. C.: Seine n° 49446.

Emprunt 4 0/0 1946.

Dixième amortissement.

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission, la société a procédé au rachat en Bourse de 137 obligations de 5.000 F 4 0/0 1946 à amortir le 1er février 1956.
En conséquence, il n'y a pas eu de tirage au sort.

Les neuf premiers amortissements ont également été effectués par voie de rachat en Bourse.

SOCIETE des PEINTURES ASTRAL-CELLUCO

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 368 MILLIONS DE FRANCS
SIÈGE SOCIAL: 3, RUE KEPPLER, PARIS
R. C.: Seine n° 240868 B.

Emprunt 4 0/0 1946.

Dixième amortissement.

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission, la société a procédé au rachat en Bourse de 203 obligations de 5.000 F à amortir au 1er février 1956.
En conséquence, il n'y a pas eu de tirage au sort.

Les neuf premiers amortissements ont également été effectués par voie de rachat en Bourse.

CAISSE NATIONALE DE L'ENERGIE

DIRECTION GÉNÉRALE : 1, RUE TAITBOUT, PARIS
DÉPARTEMENT DES TITRES : 68, RUE DU FAUBOURG-SAINT-HONORÉ, PARIS

OBLIGATIONS DE 5.000 F 4 0/0 1944
DE LA
Compagnie des mines de houille de Marles.

Les porteurs d'obligations de 5.000 F 4 0/0 1944 de la Compagnie des mines de houille de Marles sont informés que l'amortissement au 1er février 1956 a été réalisé par voie de rachat en Bourse.
En conséquence, il ne sera pas effectué de tirage au sort.

Numéros des obligations restant à rembourser.

13.198 et 13.199 (année de remboursement : 46).

LA CELLULOSE DU PIN

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 900 MILLIONS DE FRANCS
SIÈGE SOCIAL : 30, RUE JEAN-GOUJON, PARIS (8e)
R. C. : Seine n° 55-B 4610.

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée au moment de l'émission, cette société a procédé au rachat en Bourse de 200 obligations 4 0/0 1943 dont le treizième amortissement est prévu pour le 1er février 1956.
En conséquence, aucun tirage ne sera effectué en décembre 1955.

Titres restant à rembourser.

Néant.

LA CELLULOSE DU PIN

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 900 MILLIONS DE FRANCS
SIÈGE SOCIAL : 30, RUE JEAN-GOUJON, PARIS (8e)
R. C. : Seine n° 55-B 4610.

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée au moment de l'émission, cette société a procédé au rachat en Bourse de 466 obligations 4 1/2 0/0 1917 dont le neuvième amortissement est prévu pour le 15 janvier 1956.
En conséquence, aucun tirage ne sera effectué en décembre 1955.

Titres restant à rembourser.

Néant.

SOCIÉTÉ ANONYME ANDRÉ CITROËN

AU CAPITAL DE 8 MILLIARDS 540 MILLIONS DE FRANCS
SIÈGE SOCIAL : 117 A 167, QUAI DE JAVEL, PARIS (15e)
R. C. : Seine n° 51 B 9455.

Obligations 5 1/2 0/0 minimum, février 1955, de 10.000 F nominal.
(Prix de remboursement minimum : 10.300 F.)

ÉCHÉANCE DU 1er FÉVRIER 1956

Premier amortissement de 11.750 obligations.

Conformément aux conditions de l'émission, cet amortissement a été effectué comme suit :
3.916 obligations par rachats en Bourse ;
7.834 obligations par tirage au sort effectué le 16 décembre 1955.

NUMEROS EXTRÊMES de la série sortie au tirage.	ANNÉE de remboursement.
148.222 à 156.181	1956

Dans cette numération sont compris 126 numéros d'obligations rachetées en Bourse

Les obligations désignées par le sort seront remboursables à 10.300 F le 1er février 1956, coupon n° 2 (échéance 1er février 1957) attaché.

(*Le tableau d'amortissement a été publié au* Journal officiel *du 29 mars 1955.*)

SOCIÉTÉ ANONYME ANDRÉ CITROEN

AU CAPITAL DE 8 MILLIARDS 540 MILLIONS DE FRANCS
SIÈGE SOCIAL : 117 A 167, QUAI DE JAVEL, PARIS (15e)
R. C. : Seine n° 51-B 9455.

Obligations 6 0/0 minimum, février 1954, de 10.000 F nominal.

ÉCHÉANCE DU 1er FÉVRIER 1956

Deuxième amortissement de 10.000 obligations.

Conformément aux conditions de l'émission, cet amortissement a été effectué comme suit :
3.333 obligations par rachats en Bourse ;
6.667 obligations par tirage au sort effectué le 16 décembre 1955.

La liste ci-dessous comprend :
En caractères gras, les numéros sortis au deuxième tirage ;
En caractères normaux, la série sortie au tirage antérieur et non encore totalement remboursée.

NUMEROS EXTRÊMES - des séries sorties aux tirages.	ANNÉES de remboursement.
19.833 à 26.601	1955
189.152 à 196.033	**1956**

Dans la numération des titres sortis au deuxième tirage sont compris 215 numéros d'obligations rachetées en Bourse.

Numéro du coupon devant être attaché aux titres.

1er tirage, remboursement 1955, coupon n° 2, 1er février 1956.
2e tirage, remboursement 1956, coupon n° 3, 1er février 1957.

CAISSE NATIONALE DE L'ENERGIE

DIRECTION GÉNÉRALE. 1, RUE TAITBOUT, A PARIS
DÉPARTEMENT DES TITRES : 68, RUE DU FAUBOURG-SAINT-HONORÉ, A PARIS

Electricité de France, bons de 10.000 F 6 0/0 1955

Tirage du 20 décembre 1955 (premier amortissement).

Le chiffre 5 étant sorti au tirage, les 121.212 bons dont le numéro se termine par 5 seront remboursables à 10.000 F le 1er mars 1956, coupon n° 2 au 1er mars 1957 attaché.

Les modalités de l'amortissement ont été publiées au *Journal officiel* du 3 juillet 1955.

ENERGIE ELECTRIQUE DU MAROC

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 2 MILLIARDS DE FRANCS
SIÈGE SOCIAL : 280, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, PARIS (7e)
Registre du commerce : Seine n° 55-B 999.

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission de ses obligations 3 3/4 0/0 mars 1946 de 5.000 F nominal, la société Energie électrique du Maroc a utilisé en totalité par le rachat en Bourse d'obligations au-dessous du pair, compte tenu de la fraction courue du coupon, la somme de 7.750.000 F consacrée à l'amortissement de l'emprunt pour la période du 2 mars 1955 au 1er mars 1956.
En conséquence, il ne sera pas effectué de tirage au sort pour cet amortissement.
Les amortissements antérieurs ont été également réalisés par voie de rachats en Bourse.

ENERGIE ELECTRIQUE DU MAROC

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 2 MILLIARDS DE FRANCS
SIÈGE SOCIAL : 280, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, PARIS (7e)
Registre du commerce : Seine n° 55-B 999.

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission de ses obligations 5 0/0 1948 de 10.000 F nominal, la société Energie électrique du Maroc a utilisé en totalité par le rachat en Bourse d'obligations au-dessous du pair, compte tenu de la fraction courue du coupon, la somme de 12.710.000 F consacrée à l'amortissement de l'emprunt pour la période du 16 mars 1955 au 15 mars 1956.
En conséquence, il ne sera pas effectué de tirage au sort pour cet amortissement.
Les amortissements antérieurs ont été également réalisés par voie de rachats en Bourse.

ACIERIES DE PARIS ET D'OUTREAU

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 624.000.000 DE FRANCS
SIÈGE SOCIAL: 82, RUE DE COURCELLES, PARIS (8e)
R. C.: Seine n° 31146.

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée au moment de l'émission, cette société a procédé au rachat en Bourse de 575 obligations 4 0/0 1944-1945 dont l'amortissement est prévu pour le 10 février 1956.
En conséquence, aucun tirage ne sera effectué en décembre 1955.

Titres restant à rembourser.

Néant.

DEMANDES DE CHANGEMENT DE NOM

M. Stéphane Hurwicz, demeurant à Paris (5e), 21 *bis*, rue Tournefort, né le 17 mai 1906 à Lodz (Pologne), dépose une requête auprès du garde des sceaux à l'effet de substituer à son nom patronymique celui de Hurviez.

M. Bernard (Jean-Jacques), né le 22 mai 1933 à Coudekerque-Branche (Nord), domicilié place de la République, à Coudekerque-Branche, dépose une requête auprès du garde des sceaux à l'effet de substituer à son nom patronymique celui de Terninck.

Mme Terninck-Longatte, agissant au nom de son fils d'un premier lit: Marc Bernard, né le 22 juin 1935 à Coudekerque-Branche (Nord), domiciliée place de la République, à Coudekerque-Branche, dépose une requête auprès du garde des sceaux à l'effet de substituer au nom patronymique de ce mineur celui de Terninck.

M. Leclainche, demeurant à Paris, 3, avenue Victoria, agissant en qualité de tuteur légal du mineur Boucq (Daniel-Alphonse), né le 19 mai 1948 à Paris (18e), dépose une requête auprès du garde des sceaux à l'effet de substituer au nom patronymique de ce mineur celui de Dioux.

M. Felipe Garcia, né le 30 décembre 1910 à la Union, province de Murcie (Espagne), demeurant à Marseille, 41, rue des Bons-Enfants, agissant tant en son nom qu'en celui de ses enfants: Jacques, né le 17 mars 1943 à Salon, et Josiane, née le 25 février 1946 à Salon, dépose une requête auprès du garde des sceaux à l'effet de substituer à son nom patronymique celui de Garcin.

M. Roger-Joseph-François Cachon, né à Paris (6e) le 30 août 1923, célibataire, et demeurant à Paris, 52, avenue Parmentier, dépose une requête auprès du garde des sceaux à l'effet de substituer à son nom patronymique celui de Le Grall.

M. Nguyen-Cung-Truong (Antoine), né à Tourane (Indochine) le 2 novembre 1930 et domicilié 17, avenue d'Anvers, à Nice, dépose une requête auprès du garde des sceaux à l'effet de substituer à son nom patronymique celui de Auberix.

AVIS D'ADJUDICATIONS

Service spécial de la navigation Belgique-Paris-Est.

Canal latéral à la Marne.

Travaux de défense de digues et de berges sur la section Vitry-le-François—Condé-sur-Marne.

ADJUDICATION RESTREINTE

A une date qui sera fixée ultérieurement, il sera procédé, en séance publique, par le préfet du département de la Marne, assisté des autres membres du bureau d'adjudication et en présence de l'ingénieur en chef du service spécial de la navigation Belgique-Paris-Est, dans les formes réglementaires, à l'adjudication, sur appel d'offres, soumission cachetée, des travaux de construction de rideaux de protection en palplanches métalliques sur la rive gauche du canal latéral à la Marne.

Ces travaux seront divisés en trois lots qui seront adjugés séparément comme suit:

Premier lot: bief de Soulanges. — 1.851 mètres de défenses à exécuter en quatre parties, entre les P. K. 4.847 et 9.161.

Deuxième lot: biefs d'Ablancourt et de la Chaussée. — 2.265 mètres de défenses à exécuter en quatre parties entre les P. K. 9.218 et 11.872.

Troisième lot: bief de Juvigny. — 2.684 mètres de défenses à exécuter en trois parties entre les P. K. 32.339 et 37.668.

Par application de l'article 32 du décret du 11 mai 1953, les soumissionnaires seront dispensés de constituer un cautionnement provisoire.

Le cautionnement définitif sera fixé à trois pour cent (3 0/0) du montant définitif de chaque soumission.

Pour chacun des trois lots, l'adjudication sera basée sur un détail estimatif préparé par l'administration quant aux quantités et complété par les soumissionnaires quant aux prix unitaires.

Conditions principales de l'adjudication.

I. — *Demandes d'admission.*

Les demandes d'admission, accompagnées des pièces mentionnées dans l'annexe à l'article 8 *bis* des clauses et conditions générales, seront adressées franco à M. Desbazeille, ingénieur en chef du service spécial de la navigation Belgique-Paris-Est, 8, rue de l'Eglise-Saint-Germain, à Compiègne (Oise), et elles devront lui parvenir avant le 4 février 1956, à dix-sept heures, terme de rigueur. Les demandes qui parviendront à l'ingénieur en chef postérieurement à l'expiration de ce délai ne seront pas admises.

Aux demandes d'admission devront être jointes les déclarations exigées en conformité du paragraphe 2 de l'article 1er du décret n° 51-596 du 11 juin 1951.

II. — *Instruction des demandes.*

La liste des personnes admises à concourir sera arrêtée par le bureau d'adjudication. Aucun concurrent ne pourra être écarté sans avoir été appelé à présenter ses observations devant ce bureau.

Les personnes admises à prendre part à l'adjudication seront avisées ultérieurement et directement, par lettre recommandée, de la date de l'adjudication.

Les pièces remises par les personnes non admises leur seront renvoyées, avec l'avis que leur demande n'a pas été accueillie.

III. — *Communication des pièces du projet aux entrepreneurs.*

Les pièces du projet seront communiquées aux entrepreneurs tous les jours, excepté les samedis après-midi, dimanches et jours fériés:

1° Dans les bureaux de la préfecture (1e division, 1er bureau), de neuf heures à douze heures et de quinze heures à dix-sept heures;

2° Dans les bureaux de M. Pierre, ingénieur d'arrondissement, 76, rue de Talleyrand, à Reims, de neuf heures à douze heures et de quinze heures à dix-sept heures;

3° Au ministère des travaux publics, des transports et du tourisme, direction des voies navigables, 244, boulevard Saint-Germain, à Paris (7e).

Châlons-sur-Marne, le 2 décembre 1955.

Le préfet,
P. CHAUSSADE.

BILANS

SOUS-COMPTOIR des ENTREPRENEURS

Situation au 30 novembre 1955.

ACTIF

Immeubles	445.829.237	
Amortissements	52.666.036	
		393.163.201
Matériel et mobilier		119.211.213
Installations et agencements		78.965.198
Crédit foncier, compte capital		252.187.500
Accrédités		408.450.542.850
Débiteurs divers		400.479.558
Portefeuille des effets		3.780 994.500
Effets échus et non renouvelés		4.493.969.074
Portefeuille titres		69.957 950
Espèces en caisse, banques et chèques postaux		446.506.900
Comptes d'ordre		532.286.662 308
Résultats		»
		950.772.610.252

PASSIF

Capital social	400.000.000
Prime d'émission	163.662.500
Réserves et provisions	1.075.428.563
Effets des accrédités	407.943.292.803
Crédit foncier. — Billets échus	4.523.819.324
Créditeurs divers	4.379.741.664
Comptes d'ordre	532.286.662.308
Résultats	»
	950.772.610.252

Paris, le 22 décembre 1955.

Le président directeur général du Sous-Comptoir des entrepreneurs,
Signé: J. APPERT.

ASSOCIATIONS

ASSOCIATIONS FRANÇAISES

DECLARATIONS

(Décret du 16 août 1901.)

25 novembre 1955. Déclaration à la sous-préfecture de Bergerac. **Association du groupe inter-usines de Couze.** But: formation ménagère des jeunes filles de condition ouvrière. Siège social: usine de la Société Tanins Rey, Baneuil (Dordogne).

25 novembre 1955. Déclaration à la sous-préfecture de Chalon-sur-Saône. **Les Amis des oiseaux du bassin minier.** But: propager l'élevage du canari du Hartz-Malinois et supprimer la capture des oiseaux utiles à l'agriculture. Siège social: café Berthelon, place de la Gare, Montceau-les-Mines (Saône-et-Loire).

26 novembre 1955. Déclaration à la sous-préfecture de Verdun. **Association des pères et mères de famille.** But: éducation chrétienne et loisirs des enfants. Siège social: salle paroissiale, Damvillers (Meuse).

1er décembre 1955. Déclaration à la préfecture de Seine-et-Marne. **Fédération de l'association républicaine des anciens combattants et victimes de guerre.** But: défense des intérêts matériels et moraux des anciens combattants et victimes de guerre. Siège social: hôtel de ville de Melun.

3 décembre 1955. Déclaration à la sous-préfecture de Meaux. **Les Riverains de l'île Mobert.** But: application de la loi du 8 avril 1898 (fixant le statut des riverains des cours d'eau de 1re catégorie), réglementation de la circulation en application de la susdite loi, défense des droits des riverains ainsi définis dans les limites territoriales fixées par les statuts. Siège social: restaurant des Marronniers, 66, quai de la Gourdine, Lagny (Seine-et-Marne).

3 décembre 1955. Déclaration à la préfecture de police. **Caméra-Club Méliès (amicale de cinéastes amateurs - C. C. M.).** But: établir et entretenir des relations amicales entre tous les membres de l'association et favoriser le développement du cinéma et de la photographie d'amateurs. Siège social: 71, rue A.-Briand, Levallois-Perret.

6 décembre 1955. Déclaration à la préfecture de l'Eure. **Association des parents d'élèves de l'école Les Fontaines.** But: grouper les chefs de famille ayant la charge des enfants inscrits à l'école, soutien matériel et moral à l'école, aux familles et aux maîtres. Siège social: 87, rue de Bizy, Vernon.

7 décembre 1955. Déclaration à la préfecture du Rhône. **Association du centre de recherche pour un dialogue des peuples.** But: étudier tous les problèmes qui se posent en Algérie et les faire mieux connaître à la population; chercher des solutions à proposer aux autorités compétentes; venir en aide, de quelque façon que ce soit, aux Algériens en difficulté. Siège social: 30, avenue Saxe, Lyon.

7 décembre 1955. Déclaration à la préfecture de police. **Association des amis de Tibor Harsanyi.** But: honorer la mémoire de Tibor Harsanyi, en perpétuer le souvenir, diffuser et servir son œuvre par tous moyens, veiller notamment à la qualité de la diffusion de ses œuvres. Siège social: 5, rue Saint-Benoît, Paris.

7 décembre 1955. Déclaration à la sous-préfecture d'Issoire. **Club des supporters de la Combelle-Charbonnier association.** But: aide matérielle, financière et morale à la société de sports Combelle-Charbonnier association. Siège social: café Relais des Sports, la Combelle (Puy-de-Dôme).

7 décembre 1955. Déclaration à la sous-préfecture de Saint-Dizier. **Amicale du corps des sapeurs-pompiers de Doulevant-le-Château.** But: venir en aide aux sapeurs-pompiers et à leurs familles. Siège social: mairie de Doulevant-le-Château (Haute-Marne).

10 décembre 1955. Déclaration à la sous-préfecture de Dax. **Association sportive de Sainte-Ursule à Dax.** But: pratiquer la gymnastique, brevet sportif populaire. Siège social: pensionnat Sainte-Ursule, Tartas (Landes).

10 décembre 1955. Déclaration à la sous-préfecture de Grasse. **Orchestre de chambre de Cannes.** But: diffusion des œuvres classiques et modernes répondant à la formation de l'orchestre de chambre. Siège social: 95, avenue de Grasse, Cannes (Alpes-Maritimes).

10 décembre 1955. Déclaration à la préfecture de police. **Association des officiers féminins.** But: défense des intérêts moraux et matériels des officiers féminins, nommés par décret, ayant servi pendant la guerre 1939-1945 et dans le corps expéditionnaire français en Extrême-Orient, à l'exclusion de celles qui auraient été rayées des cadres par mesure disciplinaire; éventuellement, mise à la disposition des organismes spéciaux (protection civile, défense nationale, etc.) d'instructeurs et de cadres féminins. Siège social: 17, avenue de l'Opéra, Paris.

11 décembre 1955. Déclaration à la sous-préfecture d'Avallon. **Groupement amical de défense des bouilleurs de cru de l'Avallonnais.** But: défense des droits des bouilleurs de cru. Siège social: mairie d'Avallon (Yonne).

15 décembre 1955. Déclaration à la préfecture de l'Yonne. **Ski-Club alpin de l'Yonne.** But: pratique du ski. Siège social: 90, rue de Paris, Auxerre.

15 décembre 1955. Déclaration à la préfecture de la Côte-d'Or. **Club accordéoniste bourguignon.** But: enseignement de l'art populaire bourguignon par la musique (accordéon en particulier). Siège social: au domicile du directeur, Mme Jeane Sgambati, 5, rue Stephen-Liégeard, Dijon.

15 décembre 1955. Déclaration à la sous-préfecture d'Albertville. **Boule populaire albertvilloise.** But: développement du sport boules. Siège social: clos des Cerisiers, route de Chambéry, Albertville (Savoie).

16 décembre 1955. Déclaration à la sous-préfecture de Fougères. **Groupement communal de défense sanitaire du bétail de Saint-Marc-le-Blanc et du Tiercent.** But: lutte contre les maladies des animaux. Siège social: mairie de Saint-Marc-le-Blanc (Ille-et-Vilaine).

16 décembre 1955. Déclaration à la préfecture de la Gironde. **Centre d'enseignement homéopathique de Bordeaux.** But: diffusion de la doctrine homéopathique et son enseignement. Siège social: 11, rue Roger-Allo, Bordeaux.

19 décembre 1955. Déclaration à la préfecture de l'Orne. **Association pour l'assurance des élèves des écoles publiques de l'Orne.** But: grouper et faire assurer ses membres. Siège social: cours complémentaire d'Ozé, Alençon.

20 décembre 1955. Déclaration à la préfecture de la Savoie. **Association pour l'assurance des élèves des écoles publiques de la Savoie.** But: grouper les élèves des écoles publiques pour les faire assurer. Siège social: école Waldeck-Rousseau, Chambéry.

21 décembre 1955. Déclaration à la préfecture de la Loire-Inférieure. **Association de bienfaisance de Saint-Philbert-de-Grand-Lieu, hospice Saint-Joseph.** But: établir, réaliser, promouvoir toutes œuvres d'assistance et de bienfaisance. Siège social: à l'hospice, route de Machecoul, au bourg de Saint-Philbert-de-Grand-Lieu.

MODIFICATIONS

7 décembre 1955. Déclaration à la préfecture de police. **Orphelinat de la Sainte-Famille.** Nouveau but: donner aux enfants de la classe pauvre et laborieuse une formation morale et intellectuelle, faire leur éducation et leur instruction et toutes œuvres d'éducation populaire, morale et sociale et tout ce qui s'y rattache directement ou indirectement. Siège social: 41, rue Lhomond, Paris.

11 décembre 1955. Déclaration à la sous-préfecture de Pontoise. L'Aéro-Club Banlieue Nord change son titre, qui devient: **Aéro-Club de Méry-sur-Oise** et transfère son siège social du 6, rue Laubeuf, à Ermont, à la mairie de Méry-sur-Oise (Seine-et-Oise).

ASSOCIATIONS ETRANGERES

AUTORISATIONS

(Décret-loi du 12 avril 1939.)

3 décembre 1955. Arrêté du ministre de l'intérieur. (Autorisation enregistrée à la préfecture de police le 13 décembre 1955.) **Mouvement culturiste du Viet-Nam.** But: propager et servir l'esprit culturiste. Siège social: 53, boulevard Saint-Germain, Paris.

Paris. — Imprimerie des Journaux officiels, 31, quai Voltaire.